

LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°5 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Les syndicats redoutent les effets du «semestre européen»



Remise d'une pétition par des syndicalistes de l'OGB-L et du LCGB.

La crise financière de 2008, en aggravant brusquement les déséquilibres latents au sein des économies européennes, a mis en grande difficulté un certain nombre de pays de l'Union européenne au point de les mener au bord de l'insolvabilité.

Par ricochet, elle a aussi dévoilé la fragilité de l'Union monétaire qui, par le biais de l'euro, lie les différents pays membres de la zone euro.

Afin d'éviter de nouvelles tensions, 2011 verra la mise en œuvre au niveau européen d'une nouvelle procédure de coordination et de surveillance des poli-

tiques budgétaires et économiques des États membres. Appelée «semestre européen», cette procédure encadrera dès début janvier la procédure budgétaire sur le plan national.

Appréhendant les effets de cette nouvelle procédure sur l'emploi et la croissance économique, les deux syndicats luxembourgeois les plus représentatifs, l'OGB-L et le LCGB, ont manifesté à la mi-décembre devant le Parlement. À cette occasion, ils ont remis une pétition à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

Les syndicats craignent que la nouvelle procédure du «semestre européen»

- ne permette à la Commission européenne d'intervenir directement dans des domaines qui ne relèvent pas de ses compétences (conventions collectives, protection contre le licenciement, services publics),

- ne risque de mettre les gouvernements nationaux, en ne pouvant plus que s'exprimer dans un cadre prédéterminé, sous tutelle bruxelloise

- et ne revienne à faire payer aux salariés l'entièreté des coûts de la crise.

L'UEO prépare la fin de ses activités



La délégation luxembourgeoise: M. Norbert Haupert, M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz (de gauche à droite).

Alors que l'Union de l'Europe occidentale (UEO), créée en 1948 pour faire face au climat de guerre froide naissant avec l'Union soviétique, verra sa dissolution totale devenir effective en juin 2011, son Assemblée parlementaire s'est réunie une avant-dernière fois à Paris du 30 novembre au 2 décembre 2010.

Une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de

Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert, M. Fernand Boden et M. Marc Spautz s'était déplacée pour l'occasion.

À l'ordre du jour de la 59^e session de l'Assemblée figuraient notamment

- la prolifération des armes de destruction massive,
- la défense antimissile,

- la sécurité européenne
- ainsi que le concept stratégique et l'évolution de l'OTAN.

Une large part de la réunion fut évidemment consacrée à la fin programmée de l'UEO. Cette organisation internationale disparaissant le 30 juin prochain, 65 membres de son personnel sont concernés par la cessation des activités.

Mme Anne Brasseur, membre luxembourgeois de l'Assemblée parlementaire, s'est notamment interrogée sur leur sort et la qualité du plan social négocié en 2010.

Le représentant de la présidence belge de l'Assemblée, l'ambassadeur Walter Stevens, a pu la rassurer à ce sujet en indiquant notamment que le plan social négocié reviendra d'environ 6 millions d'euros plus cher à tous les États membres que la simple application de ce qui est prévu en pareille circonstance par le règlement du personnel de l'organisation.

En mai 2011, il est prévu de tenir à Bruxelles une session finale de l'Assemblée parlementaire de l'UEO.

10 ^e séance	mercredi	1 ^{er} décembre 2010
11 ^e séance	jeudi	2 décembre 2010
12 ^e séance	mardi	7 décembre 2010
13 ^e séance	mercredi	8 décembre 2010

Cécité n'est pas synonyme d'exclusion

Le grand public et les décideurs n'ont pas toujours conscience du grand nombre de personnes qui vivent avec des incapacités et des handicaps ni des problèmes auxquels elles doivent faire face.

À l'occasion de la Journée internationale des personnes handicapées et en signe de solidarité, M. Laurent Mosar s'est déplacé en date du 3 décembre au «Blannenheem» à Berschbach/Mersch. Il y fut accueilli par l'équipe dirigeante du Centre pour aveugles ainsi que par M. Roger Hoffmann, son directeur, atteint d'une cécité totale depuis sa naissance.

En visitant les installations du complexe, le Président de la Chambre s'est vite rendu compte que le fait d'être privé de vue - totalement ou partiellement - ne doit pas nécessairement rimer avec exclusion.

En effet, le Centre de Berschbach/Mersch n'est pas un centre pour aveugles comme les autres. Y résident avec les pensionnaires

atteints de cécité partielle ou totale

- des enfants en bas âge (maison relais qui héberge les enfants des employés du Centre ainsi que ceux de familles de Mersch et des environs)

- des retraités ou encore des personnes avancées en âge et dépendantes.

En tout et pour tout, le Centre héberge 205 pensionnaires qui, malgré leurs différences d'âge et des incapacités diverses, forment une communauté très harmonieuse.

À la fin de sa visite des lieux, M. Mosar s'est longuement entretenu avec les pensionnaires et s'est félicité que la cohabitation entre eux fonctionne aussi bien. Pour lui, le Centre de Berschbach/Mersch constitue l'exemple parfait d'une institution qui intègre, ceci par le biais d'une prise en compte optimale de la dignité, des droits et du bien-être des personnes handicapées.



Le Président de la Chambre s'est vu remettre un cadeau lors de sa visite au Centre pour aveugles.

DANS CE NUMÉRO

Budget 2011	
- Rapport Alex Bodry	p. 141
- Exposé Luc Frieden	p. 146
Mesures anticrise	p. 126
Sécurité des jouets	p. 116
Sommaire des séances publiques n ^{os} 10-13	p. 151
Sommaire des questions parlementaires	p. Q77

Accessibilité aux transports publics pour tous



Par leur pétition remise au Président de la Chambre, des personnes à mobilité réduite réclament une meilleure accessibilité aux transports publics.

«Rechter op öffentlechen Transport»: cette revendication, contenue dans une pétition, fut adressée début décembre par une délégation de la section des travailleurs handicapés de l'OGB-L

au Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar.

Dans le cadre de la Journée internationale des personnes handicapées, la démarche visait à aboutir à une meilleure accessibilité aux transports publics pour toutes les personnes vivant avec des incapacités.

Faute d'infrastructures et d'équipements suffisamment adaptés, les personnes handicapées, et surtout celles contraintes de se déplacer en fauteuil roulant se voient trop souvent dans l'impossibilité d'exercer un de leurs droits les plus élémentaires, à savoir celui de circuler.

Conscient des défis de mobilité qui se posent au quotidien à toutes les personnes vivant avec des incapacités et des handicaps, le Président a promis aux représentants de l'OGB-L de faire tout son possible pour prendre en compte leurs doléances.

Parlement Benelux: dernières discussions en plénière sous présidence belge

Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux (Parlement Benelux) s'est réuni une dernière fois à Bruxelles sous présidence belge les 10 et 11 décembre derniers.

La délégation luxembourgeoise composée de Roger Negri (LSAP), Marcel Oberweis (CSV), Xavier Bettel (DP), Félix Braz (dêi gréng), Gilles Roth (CSV) et Lydia Mutsch (LSAP) a pris part aux débats qui furent dominés par les points suivants:

- le péage routier. Les parlementaires néerlandais, belges et luxembourgeois se sont accordés sur une recommandation qui souligne la nécessité d'une harmonisation du péage routier entre les pays du Benelux. Celle-ci prévoit qu'en l'absence d'un accord définitif entre les autorités des trois pays, chacun est en droit de mettre en œuvre sa propre politique en la matière.

- la fraude à la TVA. Dans une deuxième recommandation, le Parlement Benelux demande aux Cours des Comptes des Pays-Bas,

de la Belgique et du Luxembourg de rédiger un rapport de suivi de l'enquête de coopération des Cours des Comptes sur la fraude intracommunautaire à la TVA et d'en être informé dans les meilleurs délais. Dans ce cadre, le Benelux devrait par ailleurs jouer un rôle moteur dans l'UE en tendant vers l'harmonisation d'un système de contrôle de la TVA.

- l'urbanisation durable. À l'instar du péage routier et de la fraude à la TVA, celle-ci fit également l'objet d'une recommandation adoptée à l'unanimité, invitant les gouvernements des pays du Benelux à réduire la consommation énergétique à travers des solutions à haute efficacité énergétique et à limiter au maximum les effets sur la biodiversité par la mise en place d'une politique intégrée visant à instaurer une société «low carbone».

- la gestion des déchets. Constatant que les pays du Benelux ont déjà mis en place des plans de gestion des déchets pour les entreprises et particu-

liers, le Parlement Benelux, dans une 4^e recommandation, demande aux gouvernements de poursuivre leurs efforts de réduction des déchets en menant des campagnes ciblées auprès des entreprises et des citoyens. Parmi les mesures préconisées, on trouve la création d'un réseau intra-Benelux pour la réparation des déchets en provenance des équipements électriques et électroniques et leur élimination finale, la valorisation des boues d'épuration, le développement de l'action «acheter malin», la réutilisation de produits d'occasion à travers la promotion de «second hand shops» et la mise en œuvre du principe du pollueur-payeur.

Le ministre-président de la Communauté germanophone de Belgique, Karl-Heinz Lambertz, a plaidé pour une coopération régionale accrue au sein et aux frontières du Benelux, à un moment où l'UE, dans son ensemble, est en proie à pas mal de difficultés. D'où son appel de faire entrer en vigueur dans les plus brefs délais le nouveau Traité Benelux, signé le 17 juin 2008 à La Haye et qui attend toujours d'être ratifié par plusieurs assemblées parlementaires belges.

Finalement et en vue de la présidence néerlandaise du Benelux en 2011-2012, le Parlement Benelux a procédé au vote de son nouveau bureau. Jack Biskop, parlementaire néerlandais, est appelé à la présidence, épaulé en cela par ses deux vice-présidents, Bart Tommelein du côté belge et Roger Negri du côté luxembourgeois.

En marge des séances plénières a eu lieu une cérémonie de remise des Benelux-Awards, décernés par le Parlement Benelux à des personnes qui ont fait preuve d'un engagement exceptionnel en faveur d'une coopération renforcée entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg. Parmi les lauréats ont notamment figuré deux anciens présidents du Parlement Benelux, à savoir le Luxembourgeois John Schummer et le Belge Jean-Marie Happart.



La délégation luxembourgeoise: M. Roger Negri, M. Félix Braz, M. Xavier Bettel, Mme Lydia Mutsch, M. Marcel Oberweis, M. Gilles Roth (de gauche à droite).

Le Président à la rencontre des sans-abri



Le Président de la Chambre s'entretient avec les représentants de Caritas Accueil et Solidarité.

Alors que les premières chutes de neige se sont déjà produites fin novembre et que l'hiver précocement nous vivons s'annonce particulièrement rude, le phénomène du sans-abrisme se développe au Luxembourg.

Que ce soit

- pour des raisons d'ordre économique et financier (perte du travail, du revenu),

- pour des raisons personnelles et familiales (séparation, mésentente, violence conjugale)

- ou pour des problèmes liés à la santé (addiction à l'alcool ou aux drogues),

le nombre de personnes dans le besoin - et parmi elles de nombreux jeunes - se retrouvant dans la rue et sans logement a tendance à augmenter.

Préoccupé par leur sort, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a tenu à la mi-décembre à se déplacer au 19 de la rue de Hollerich à Luxembourg-ville où l'antenne luxem-

bourgeoise de Caritas a mis sur pied une structure d'accueil d'urgence pour les sans-abri et personnes en situation de précarité.

Depuis l'hiver 2001/2002, Caritas Accueil et Solidarité organise chaque année une «action hivernale» afin d'offrir un toit aux sans-abri et d'éviter ainsi qu'ils ne soient victimes du froid. L'action qui a démarré le 1^{er} décembre devrait s'achever au 31 mars 2011.

Lors de sa visite des lieux, M. Mosar a pu constater que la prise en charge des personnes nécessiteuses est bien organisée et que les 32 lits mis à disposition par Caritas Accueil et Solidarité ont été pris d'assaut dès les premières intempéries.

Pour combler les besoins qui se font de plus en plus pressants, quatre lits de camp additionnels sont mis à disposition au foyer Ulysse à Luxembourg-Bonnevoie et 30 lits réservés dans un hôtel partenaire qui se situe à l'extérieur de la ville de Luxembourg.

Faciliter la vie des familles européennes et des citoyens



Mme Christine Doerner, présidente de la Commission juridique.

Sur initiative de la Commission des Affaires juridiques du Parlement européen, une réunion de commission interparlementaire intitulée «Atelier sur la Justice civile: Comment faciliter la vie des familles européennes et des citoyens?» avait été organisée le 30 novembre 2010 à Bruxelles.

Mme Christine Doerner (CSV), présidente de la Commission juridique, y a pris part pour le compte du Parlement luxembourgeois.

La réunion a vu l'intervention de députés européens, de députés des parlements nationaux ainsi que de nombreux experts sur les moyens à mettre en œuvre afin de supprimer les obstacles juridiques et administratifs rencontrés par les citoyens des États membres de l'UE quand ils planifient et réalisent une vie de famille, se séparent au bout d'un mariage ou organisent leur succession dans un État membre autre que le leur.

Quatre ateliers thématiques successifs ont ainsi porté sur:

- les divorces transfrontaliers, les régimes de propriété appliqués aux mariages et à d'autres formes d'union, la reconnaissance mutuelle du mariage de même sexe et les partenariats civils,

- les successions transfrontalières,

- la responsabilité parentale, la garde des enfants, le droit de visite dans les séparations transfrontalières, l'enlèvement illégal d'enfants et la reconnaissance d'accords de substitution ainsi que l'adoption internationale

- et les difficultés rencontrées par les citoyens pour prouver leur état civil dans des situations transfrontalières.

Conseil Parlementaire Interrégional

Sept recommandations pour l'avenir commun des citoyens de la Grande Région

Sept recommandations ont été adoptées le 3 décembre dernier par les parlementaires de la Grande Région à l'occasion de la 45^e séance plénière du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI), qui réunit les assemblées de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre, de la Communauté française de Belgique, de la Communauté germanophone de Belgique ainsi que de la Wallonie dans le but de promouvoir le rôle politique, économique, culturel et social de la Grande Région.

La délégation luxembourgeoise était composée de M. le Président Laurent Mosar, de MM. les Députés Claude Adam, Fernand Diederich, Emile Eicher, Fernand Etgen, Mill Majerus, Roger Negri et Marcel Oberweis, et du Secrétaire général, M. Claude Friesen.

Une première recommandation adoptée lors de cette séance plénière interrégionale appelle les gouvernements de la Grande Région à assurer de meilleures connexions entre les villes de la Grande Région grâce à des transports publics plus attractifs. Dans leur recommandation sur la contamination des cours d'eau de la Grande Région par des substances polluantes, les parlementaires exhortent les Exécutifs de la Grande Région à mettre en place une politique d'information transfrontalière coordonnée ainsi qu'un devoir d'information à cet égard.



(de gauche à droite) M. Emile Eicher, M. Fernand Diederich, M. Fernand Etgen, M. Roger Negri, M. Claude Friesen, M. Marcel Oberweis, M. Claude Adam et M. Mill Majerus.

Dans le cadre de cette recommandation qui a été soumise au CPI par M. Emile Eicher, en sa qualité de président de la Commission «Environnement et Agriculture», le CPI formule son vœu

auprès des gouvernements de veiller à ce qu'il n'y ait plus d'écarts flagrants entre les recommandations de consommation et de pêche émises par les autorités partenaires de la Grande

Région en particulier en ce qui concerne la Moselle et la Sarre.

Le CPI a également voté à l'unanimité une autre proposition de la Commission présidée par M. Eicher portant sur la préserva-

tion de la biodiversité dans la Grande Région.

En outre, le CPI a adopté une recommandation contre la charge élevée pour le trafic ferroviaire interrégional avec la France, ainsi qu'une autre sur les lacunes de sécurité dans les transports de passagers et le fret aérien. De même, le CPI a appelé au développement de la coopération policière transfrontalière ainsi que de la coopération culturelle de la Grande Région.

En ce qui concerne cette dernière recommandation, le CPI s'exprime en faveur de la création d'un fonds culturel de la Grande Région destiné à la promotion de projets concrets, tout en demandant un nouveau dispositif fiscal simplifié applicable aux artistes transfrontaliers et en proposant de continuer à utiliser le Cerf Bleu comme symbole de la Grande Région.

Il s'agissait de la dernière séance plénière du CPI sous présidence sarroise, avant le passage de la présidence à la Lorraine en janvier 2011. Le Président du Sommet de la Grande Région, le Ministre-Président Peter Müller a rejoint les parlementaires du CPI pour cette occasion et affirmé que malgré de nombreux défis que les partenaires de cet espace transfrontalier doivent relever conjointement, la Grande Région est sur la bonne voie pour construire un avenir commun pour ses citoyens.

Cancún: relance du dialogue climatique après le chaos de Copenhague



(de gauche à droite) M. Fernand Boden, M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable, M. Eugène Berger.

Du 29 novembre au 10 décembre 2010 a eu lieu à Cancún au Mexique la 16^e conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique.

Après l'échec de la conférence de Copenhague de décembre 2009 (une majorité de chefs d'État y avait adopté un accord, non approuvé cependant à l'époque par la conférence), d'aucuns avaient prédit le même sort à la conférence de Cancún.

C'était cependant sans compter sur l'attitude très ouverte et transparente de la présidence

mexicaine de la conférence qui arracha aux parties en présence une décision commune et substantielle représentant une avancée réelle dans la mobilisation internationale contre le changement climatique.

Le texte adopté à Cancún par 194 États présents comporte les points essentiels suivants:

- limiter l'augmentation de la température moyenne globale à 2 degrés Celsius par rapport à l'époque préindustrielle,

- réduire dans les pays industrialisés les émissions de gaz à ef-

fet de serre de 25 à 40% d'ici 2020 par rapport à 1990,

- verser de 2010 jusqu'à 2012 aux pays en développement 30 milliards de dollars (9 millions d'euros en provenance du Grand-Duché) pour leur permettre de lutter dans l'immédiat contre les effets provoqués par le changement climatique,

- créer un «Fonds vert du climat» doté de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020. Sa gouvernance sera assurée par un bureau de 24 membres composés à parité par des représentants des pays riches et des pays en développement. Sa gestion technique sera assurée par la Banque mondiale.

À côté d'une présence gouvernementale assurée par le Ministre du Développement durable, M. Claude Wiseler, le Luxembourg fut représenté à la conférence de Cancún par M. Fernand Boden (CSV) et M. Eugène Berger (DP), président respectivement membre de la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés.

Tous furent d'accord pour dire qu'avec les décisions prises à Cancún, le dialogue climatique se trouve relancé et qu'il est désormais envisageable de mettre au point l'année prochaine à Durban (Afrique du Sud) un nouveau traité sur le changement climatique unissant la communauté internationale et prenant le relais du protocole de Kyoto qui expirera en 2012.

Éloge de ceux qui contribuent au progrès technologique

Nombreux sont les scientifiques, ingénieurs, techniciens ou encore artisans qui à travers tous les âges ont contribué au progrès technologique et à l'évolution de l'humanité. Travailleurs de l'ombre à l'origine de nombreuses inventions synonymes d'avancements notables et de prospérité, ces hommes et femmes n'ont pas toujours été jugés à leur juste valeur. Bien pire: dû à un manque de reconnaissance sociale, ils ont souvent sombré dans l'anonymat.

Pour réparer cette injustice et mieux faire connaître les mérites de cette frange oubliée, M. le Député Marcel Oberweis (CSV) a tenu à leur rendre hommage à travers un ouvrage dont il vient de remettre un exemplaire à M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés.

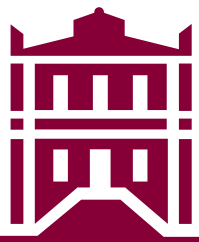
Ancien ingénieur-professeur à l'Institut supérieur de technologie, aujourd'hui incorporé dans la faculté des sciences, de la technologie et de la communication de l'Université du Luxembourg, avant de rejoindre les bancs du parlementarisme, M. Marcel Oberweis ne s'est jamais départi des amours de son premier métier.

Il lui tient particulièrement à cœur de rapprocher le monde de la science et de la recherche de celui de la politique.

Selon lui, ce n'est qu'à ce prix que les améliorations et idées d'avant-garde de toutes sortes sauront être diffusées pour le plus grand bien-être de l'ensemble de la société, y compris dans les pays en voie de développement.



M. Marcel Oberweis offre un exemplaire de son livre au Président de la Chambre des Députés.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°5 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

Médias électroniques

6145 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le présent projet de loi a pour objectif essentiel de transposer la directive 2007/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2007 modifiant la directive 89/552/CE du Conseil visant à la coordination de certaines dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à l'exercice d'activités de radiodiffusion télévisuelle, communément appelée directive «Services de médias audiovisuels».

La transposition de la directive précitée en droit luxembourgeois suppose une adaptation de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques.

Outre la transposition de la directive, le présent projet de loi reprend certaines propositions du projet de loi n°5959 portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques, lesquelles avaient trouvé l'accord du Conseil d'État dans son avis y relatif. À noter que le projet de loi n°5959 a été retiré du rôle des affaires de la Chambre des Députés en date du 27 mai 2010.

Cette mesure comporte des recettes fiscales supplémentaires de 43 millions d'euros.

7. Introduction d'une contribution de crise à charge des personnes physiques

Le projet de loi prévoit d'introduire un nouveau prélèvement, à savoir la contribution de crise. Elle est à charge des personnes physiques et est perçue sur tous les revenus professionnels, de remplacement et du patrimoine. La contribution de crise est organisée de la même manière que la contribution dépendance, à savoir en deux volets de perception dont le premier est confié au Centre commun de la sécurité sociale et le deuxième relève de la compétence de l'Administration des contributions directes.

Le taux de la contribution de crise est fixé à 0,8%; elle est perçue pour l'année 2011. Initialement la contribution de crise devrait être prélevée en 2011 et en 2012 mais suite à l'accord bipartite du 29 septembre 2010 elle ne sera d'application que pendant le seul exercice 2011. Il a été néanmoins retenu de discuter avant la fin de l'année 2011, et au vu de l'évolution de la situation économique et sociale et de celle des finances publiques, de la nécessité d'appliquer cette mesure pendant l'année 2012.

Dans ce contexte, il est précisé que le texte initial du projet de loi qui dispose que la contribution de crise est perçue pour les années 2011 et 2012 sera maintenu.

En plus, il est opéré sur les salaires et les revenus de remplacement un abattement correspondant au salaire social minimum. Il convient toutefois de relever une différence au niveau de l'abattement qui est opéré sur l'assiette de l'assurance dépendance des salariés. Pour le calcul de la contribution de crise, l'abattement opéré sur les salaires et les revenus de remplacement correspond au salaire social minimum, et non pas au quart du salaire social minimum, comme c'est le cas pour la contribution dépendance. L'introduction d'un abattement jusqu'à concurrence de trois quarts du salaire social minimum dans le chef des indépendants s'impose afin de maintenir le parallélisme entre la contribution de crise et la contribution dépendance. D'une façon générale, les deux abattements sont favorables aux salariés, pensionnés et indépendants ayant un revenu peu élevé et se justifient par des considérations sociales. La différenciation entre ces deux abattements découle de la particularité qui existe au niveau de l'as-

siette cotisable des salariés et pensionnés par rapport aux indépendants. Pour les salariés et pensionnés, l'assiette est constituée par le salaire ou la pension brute, tandis que dans le chef des indépendants elle est constituée par le bénéfice prévu aux numéros 1 à 3 de l'article 10 de la loi concernant l'impôt sur le revenu, donc après déduction de tous les frais en relation avec l'activité professionnelle.

Cette mesure comporte des recettes fiscales supplémentaires de 85 millions d'euros.

8. Révision des dispositions fiscales relatives à l'acquisition d'immeubles

L'allocation du bénéfice fiscal en matière d'enregistrement d'actes d'acquisition d'immeubles servant à des fins d'habitation principale et personnelle sera dorénavant soumise à des conditions de revenu.

Le principe que tout acquéreur dispose d'un crédit de 20.000 euros de droits d'enregistrement et de transcription restera maintenu, mais le bénéfice de ce droit sera soumis à la condition que le revenu du bénéficiaire de la mesure ne dépasse pas un certain seuil.

Dans sa réunion du 26 novembre 2010, le Conseil de gouvernement a décidé de retirer les dispositions fiscales relatives à l'acquisition d'immeubles du projet de loi.

Cette mesure aurait entraîné des recettes fiscales supplémentaires de 70 millions d'euros.

9. Augmentation de l'impôt de solidarité à charge des collectivités

L'impôt de solidarité (contribution au fonds pour l'emploi) à charge des collectivités passe de 4% à 5%.

Cette mesure comporte des recettes fiscales supplémentaires de 12 millions d'euros.

10. Imposition minimale dans le chef de certains organismes à caractère collectif

Il est introduit une imposition minimale de 1.500 euros dans le chef des organismes à caractère collectif dont l'activité est dispensée de tout agrément et dans le chef desquels la somme des immobilisations financières, valeurs mobilières et avoirs en banque dépasse 90% du total du bilan.

Cette mesure comporte des recettes fiscales supplémentaires de 50 millions d'euros.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, le 04.06.2010

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media et des Communications (Président: M. Lucien Thiel):

07.06.2010 Désignation d'un rapporteur

12.07.2010 Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Media, des Communications et de l'Espace (Président: M. Lucien Thiel):

23.09.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État

28.10.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

08.11.2010 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.11.2010

Mesures fiscales anticrise

6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant

1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;

2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds pour l'emploi;

2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. introduction d'une contribution de crise

Le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en œuvre les mesures fiscales destinées à équilibrer les finances publiques et d'introduire un nouveau prélèvement, à savoir la contribution de crise.

Les principales mesures inscrites dans le projet de loi sont les suivantes:

1. Nouveau taux d'imposition maximal

Un nouveau taux d'imposition maximal sur le revenu de 39% est introduit au-delà de la tranche maximale actuelle de 38%. Le nouveau taux est appliqué à partir d'un revenu de 41.793 euros en classe 1 et de 83.586 euros en classe 2. Ce relèvement du taux entraîne des modifications des articles 109bis L.I.R. et 120bis L.I.R.

Cette mesure comporte des recettes fiscales supplémentaires de 40 millions d'euros.

2. Réduction du forfait kilométrique pour frais de déplacement

Le forfait kilométrique pour frais de déplacement des salariés et des indépendants devrait être réduit de moitié, de même que le minimum forfaitaire pour frais de déplacement. Ces mesures devraient faire l'objet des articles 105bis L.I.R. et 107bis L.I.R.

Le 29 septembre 2010, le Gouvernement et les partenaires sociaux sont parvenus à un accord sur le système de l'indexation automatique des salaires. En contrepartie, le Gouvernement s'est engagé à retirer du

projet de loi les dispositions relatives à l'abaissement du montant du forfait.

Cette mesure aurait entraîné des recettes fiscales supplémentaires de 50 millions d'euros.

3. Augmentation du taux maximal de l'amortissement spécial

Les entreprises sont incitées à réaliser des investissements dans l'intérêt de la protection de l'environnement et de la réalisation d'économies d'énergie moyennant une amélioration des dispositions fiscales de l'amortissement. Dans ce contexte, il est proposé de porter le taux maximal de l'amortissement spécial, applicable pour ces investissements, de 60% à 80%.

4. Plafonnement du montant déductible des indemnités de départ

Le projet de loi prévoit d'introduire à l'article 48 L.I.R. un plafond au-delà duquel les indemnités de départ ne seront plus déductibles du point de vue fiscal, ceci afin de limiter l'impact des indemnités de départ démesurées sur la base imposable de l'employeur.

Ainsi, la partie des indemnités de départ ou des indemnités de licenciement allouées aux salariés excédant le montant de 300.000 euros ne seront plus déductibles fiscalement.

5. Augmentation du taux de la bonification d'impôt pour investissement

Dans le but de renforcer la compétitivité des entreprises, il est proposé d'augmenter l'attrait de la bonification d'impôt pour investissement faisant l'objet de l'article 152bis L.I.R. par une augmentation d'un point de pourcentage des taux de la bonification d'impôt pour investissement global, ainsi que de celui de la bonification d'impôt pour investissement complémentaire.

6. Augmentation de l'impôt de solidarité à charge des personnes physiques

L'impôt de solidarité à charge des personnes physiques passe de 2,5% à 4%. Au-delà d'un revenu imposable de respectivement 150.000 euros en classes 1 et 1a ou 300.000 euros en classe 2, le taux de la contribution au Fonds pour l'Emploi passe à 6%.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 30.07.2010

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Michel Wolter):

14.09.2010 Désignation d'un rapporteur

20.10.2010 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

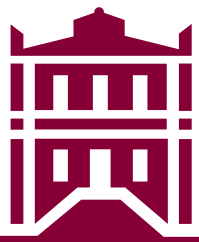
30.11.2010 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2010



d'Chamber online op
www.chd.lu



Sommaire

- 6118 - Projet de loi relative à la sécurité des jouets
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry
 - Discussion générale: M. Félix Eischen, M. André Bauler (dépôt d'une motion), M. Jean Huss, M. Jean Colombara
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Jean Huss
 - Vote sur la motion (adoptée)
- Dépôt d'une motion par M. Lucien Thiel
 - M. Lucien Thiel
- 6135 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie
 - Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Claude Haagen
 - Discussion générale: M. Eugène Berger
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques et modifiant
 - la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementant l'octroi des indemnités de chômage complet;
 - la loi modifiée du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;
 - la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;
 - la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth
 - Discussion générale: M. Xavier Bettel, M. François Bausch (dépôt d'une motion), M. André Hoffmann
 - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur
 - M. François Bausch (parole après ministre)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. François Bausch
 - Vote sur la motion (rejetée)
- 6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009
 - Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: M. Félix Braz (dépôt d'une motion)
 - Discussion générale: M. Fernand Etgen, Mme Lydia Mutsch
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances (M. Félix Braz lui répond au sujet de la motion)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion (adoptée)
- 6223 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2009
 - Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner
 - Vote sur la résolution (adoptée)
- Résolution approuvant les comptes de la Cour des Comptes pour l'exercice 2009
 - Vote (résolution adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Jeannot Krecké, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer de Projet de loi 6118 iwwert d'Sécherheet vun de Spillsaachen. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Bauler an Huss. D'Wuert

huet elo de Rapporteur vum Projet, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

1. 6118 - Projet de loi relative à la sécurité des jouets

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Alex Bodry** (LSAP), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet dréit et sech ëm en Text, deen d'Zil huet, fir d'Sécherheet vun de Spillsaachen ze verbessern an op europäeschem Plang ze harmoniséieren. Et handelt sech dobäi ëm d'Ëmsetzung vun

enger europäescher Direktiv vum 18. Juni 2009, déi spéitstens bis Enn Juli 2011 an dat nationaalt Recht vun deenen eenzelne Memberstate muss ëmgesat ginn.

Et ass also hei trotzdeem bemierkenswäert, dass mer e bëssen ofwäiche vun enger méi allgemenger Tendenz, dass mer Problemer hunn, fir an den Délaien ëmzesetzen. Ech mengen, deen heiten Text, esou wéi alles ausgesäit - ausser d'Chamber géif haut anescht decidéieren -, misst also virun dem Délai ëmgesat ginn, wat sécherlech och gutt ass wéinst der dach awer Wichtigkeet an och der praktescher Essenz, déi deen heiten Text wäert hunn.

De Wirtschaftsminister huet dee Projet hei den 8. März vun dësem Joer an der Chamber deponéiert. En ass och aviséiert ginn, net nëmme vum Statsrot, mä och vun der Handwierks- wéi och vun der Handelskummer, déi sech grosso modo natierlech mam Inhalt averstanen erkläert hunn.

Et muss awer bemierkt ginn, dass besonnesch d'Handelskummer op d'Problematik higewisen huet, dass se mengt, dass heiderjer géifen op hir Memberen nei administrativ Chargen zoukommen. Ech gesinn dat zwar net direkt, wat dat konkret eigentlech wär. Virun allem hu se awer och bemängelt, dass hei géife penal Sanktiounen an deem heiten Text stoen. Si sinn der Meinung, dass dat hei keen Domän fir d'Stroferecht ass.

Ech muss soen, wann et awer hei ëm d'Gesondheet vun de Kanner geet, däerf een awer déi Fro stellen, ob d'Handelskummer hei richtig läit mat hirer Appréciatioun an deem heite konkrete Fall. Sécherlech gëtt et Grënn an eenzelne Beräicher, méi mat administrative Strofen ze schaffe wéi iwwer penal Strofen, déi och da mat penale Prozeduren ze dinn hunn. Mä ech mengen dach an deem heite Fall - an ech denken, dass ech do kann am Numm vun der gesamter Wirtschaftskommissioun schwätzen -, dass et hei awer Sënn mécht, fir an deem spezifesche Fall hei awer niicht administrative Strofen och penal Strofe virzegesinn, well hei handelt et sech net onbedéngt ëm Kavaléiersdelikter. Wann ee wësentelech geféierlech Spillsaachen an Ëmlaf setzt respektiv verkeeft, da muss een do och noutfalls Verantwortung droe virun de Stroferichter. Dat ass op jidde Fall d'Meenung vun eiser Commissioun.

De Conseil d'État huet eng ganz Rëtsch vun Textännerunge proposéiert, déi méi stilistescher Natur sinn, wou si sech richten un eng Eent-zu-eent-Ëmsetzung vum Text vun der Direktiv, dat heescht, dass een also och déi Wieder gebraucht praktesch, déi an der Direktiv sinn, fir do eng rechtssécher Ëmsetzung ze hunn.

Ech mengen, d'Kommissioun hat keng Schwierigkeeten, all déi Amendementer ze akzeptéieren. Mir hate just d'Diskussioun ronderëm een Amendement, wou et nach eng Kéier hin- an hiergaangen ass mam Statsrot, a wou mer elo - mengen ech - op deem dote Punkt och eng korrekt Formulatioun fonnt hunn.

Dëst Gesetz, dat neit Gesetz ersetzt e Règlement grand-ducal. Dat ass eigentlech och onüblech, erkläert sech allerdéngs do d'uerjer, dass hei zu Lëtzebuerg während laange Joren eng ganz Rëtsch vu méi techneschen europäeschen Direktiven iwwer Règlement grand-ducal ëmgesat si ginn opgrond vun enger Loi habilitante, déi dat do méiglech gemaach huet.

Et huet sech awer erausgestallt, dass déi Transpositioun iwwert de Wee vun engem groussherzogleche Reglement mat enger ganzer Rëtsch vu Rechtsónsécherheete verbonnen ass, well et eng ganz Rei vun Domäne gëtt, wou d'Verfassung jo seet, dass dat en Domaine réservé à la loi ass, wou also net kann d'Regierung iwwer eng Décisioun vun hinnen dat regelen.

Dat gëllt zum Beispill fir de ganze Strofe-mechanismus. Eng Strof däerf eigentlech nëmme iwwer Gesetz festgehal ginn, an duerfir ass eigentlech dee sécherste Wee, fir keng Schwierigkeeten ze hu vu Contestatiounen herno, wat eenzel Normen

ugeet, dass een hei iwwert de Wee vum Gesetz geet, well mer et hei och mat engem Domän ze dinn hunn, dat vun der Liberté de commerce et de l'industrie, déi hei agëenkt gëtt duerch deen heiten Text, wat och normalerweis en Domän ass, wou ee muss iwwer Gesetz regelen, wou een net däerf iwwer Règlement grand-ducal regelen.

Ech mengen, et gëtt eng ganz Rëtsch vu Grënn, firwat elo systematesch an deenen dote Beräicher, wou d'Wirtschaft tangéiert ass, wou et schonn ëm technesch Froe geet, mä wou awer och Froe vu Sanktiounen hannendrustinn a vun Aschränkunge vun der Handelsfräiheet, dass een do iwwert de Wee vun engem Gesetz sollt fueren, an d'Regierung mécht dat. Duerfir muss also hei e Gesetz gestëmmt gi vun der Chamber. An an enger zweeter Phas muss d'Regierung dohinnegeen an deen ale Règlement grand-ducal iwwer Règlement grand-ducal ofschafen, net dass mer op eemol zwee verschidden Texter nientenee funktionnéieren hunn.

Déi Direktiv hei, déi et ëmzesetze gëllt, ass eng Direktiv, déi wéi gesot op d'Joer 2009 zrëckgeet. Déi al Direktiv, déi bis elo gëllt an déi mer iwwert dat Règlement grand-ducal vun '92 ëmgesat hunn, geet eigentlech schonn op d'Joer 1988 zrëck, sou dass eigentlech awer 21 Joer vergaange sinn tëschent där enger Direktiv an där anerer Direktiv.

An deene méi wéi 20 Joer natierlech huet sech d'Welt, a besonnesch och d'Spillsaachewelt liicht verännert. Et si ganz aner Spillsaachen haut am Marché wéi dat nach virun e puer Joer de Fall war. Ech mengen, d'Elektronik haaptsächlech huet e ganz staarke Maartsegment eigentlech besat an deene leschte Joren. Dat geet och fulgurant weider an déi dote Richtung. Eleng aus där Iwwerleeung, well sech eben och d'Zort vun de Spillsaache geännert huet, hir Charakteristika anerer sinn haut, ass et wichteg, dass och eis legal Texter, déi probéieren de Rumm ze setze vun där Aktivitéit do, och der Realitéit ugepasst ginn.

Dat ass also sécherlech en Haaptgrond, firwat dass op europäeschem Plang déi Diskussioun ronderëm eng nei Spillsaachendirektiv ugefaangen hunn.

Et geet also och drëm, dat däerf een net vergiessen, niicht engem gewëssen Niveau vu Sécherheet, wou d'Kannerspillsaachen ugeet - an hei si Spillsaache viséiert, déi fir Kanner eigentlech do si bis 14 Joer, dat ass de Champ d'application vun der Direktiv, also och vun deem heite Gesetzesprojet -, geet et drëm also, fir e gewëssen Niveau vu Sécherheet ze garantéieren, mä awer och - dat däerf een net vergiessen - Barrieren ewechzekeréieren, wat d'fräi Zirkulatioun vun de Wueren, an dësem Fall vun de Spillsaachen, an Europa ugeet.

Et ass also och eng Bannemaartdirektiv souzesoen, déi hei geholl gëtt. Et geet also och drëm, fir den Handel ze vereinfachen, mä awer gläichzäiteg sécherstellen, dass en héijen Niveau vu Protektioun do ass fir d'Kanner, déi mat deene Spillsaache spillen, déi deene Spillsaachen ausgesat sinn.

Mir sinn eis - mengen ech - alleguerten eens, dass et weider wichteg bleift an där heiter Matière, dass een do eenheetlech europäesch Regelungen huet. Et kann ee sech net virstellen, dass all Land géif seng eenzel Regeln hei festsetzen, wou och d'Gefor wier, dass eng Rei vu protektionistesche Regele mat derbäi wären, mä et muss ee schonn hei garantéieren, wa mer europäesche Bannemaart denken, dass, och an deem heite Fall vun de Kannerspillsaachen, also do eenheetlech Regeln, Sécherheetsnormen ze gëllen hunn, kombinéiert natierlech mat wierksame Kontrollen, déi musse kënnen duerchgefëiert ginn an deenen eenzelne Memberstaten, a kombinéiert och mat engem schnellen Informationsaustausch, dee muss kënnen stattfannen, soubal eppes festgestallt gëtt, wat net klavéiert.

Soubal also festgestallt gëtt, dass eenzel Spillsaachen net den europäesche Sécherheitsstandarden entsprechen, muss dat schnell kënnen matgedeelt ginn an déi aner Länner, déi da mussen derfir suergen, dass dat bis op den Handel erfëhrt, fir dass déi kënnen definitiv och aus dem Handel zrëckgezu gi respektiv zousätzlech Kontrollen stattfannen.

Déi nei Direktiv mécht et also méiglech, fir der technologescher Entwécklung bei der Spillsaache Rechnung ze droen. Si hält eng Rei vun Onzoulänglecheeten ewech an deem ursprénglechen Text vun 1988. A si dréit och enger ganzer Rétsch vu berechtigte Préoccupatioune Rechnung, déi vun de Konsumenten ugefouert gi sinn an deene leschte Joren.

Dass dat net vu Muttwéll ass, hei wëlle Verbesserungen erbäizeféieren, dat ergëtt sech och aus der rezenter Vergaangenheet. Jiddwereen erënnert sech un eng ganz Rétsch vun internationale Skandalen, déi opgedeckt si ginn an de Joren 2007, 2008, wou eng grouss Firma - Mattel, fir se net ze nennen - huet missen honnertausenden, Milliounen vu Spillsaachen eigentlech zrëckzéien aus dem internationale Marché, well déi Spillsaachen Defekter opgewisen hunn, déi hätte kënnen Auswierkungen op d'Gesondheet vun de Kanner hunn. An och rezenterweis kommen ëmmer erëm esou Aktiounen vir vun also défautueise Spillsaachen, déi mussen zrëckgezu gi vun de Marchéen.

Et ass wouer, dass oft dat am Zesammenhang gesi ginn ass mat de Spillsaachen, déi net an Europa, mä notamment a China produzéiert gi sinn. Do heescht et also, weider vigilant bleiwen, wat d'Opsicht vun deem Spillsaachemaart hei an Europa ugeet.

Méi rezenterweis - mengen ech - ass ze bemierken, dass d'Stiftung Warentest an Däitschland Tester duerchgefouert hunn, net no europäeschen Normen, mä Normen, déi si sech selwer ginn hunn, a wou erauskomm ass, dass vun 80 Spillsaachen, déi si kontrolléiert hunn, hiren Norme just eigentlech fënnf Spillsaachen entsprach hätten. Dat heescht also schon, dass do e seriöse Problem besteet. A souguer soe se, déi Spillsaachen, wou e Biolabel dru war, dat waren och net onbedéngt déi, déi besser ofgeschnidden hu wéi aner. Also, do ass e seriöse Problem vu Kontroll vun Étiquettage, deen och an deem dote Beräich besteet.

Wat sinn elo déi eenzel Verbesserungen, déi deen heite Gesetzestext, dat heescht also d'Direktiv, soll bréngen par rapport zu der aktueller Rechtssituatioun hei zu Lëtzebuerg an an der Europäescher Unioun?

Et gëtt hei probéiert, déi eenzel wirtschaftlech Acteure besser ze sensibiliséieren: de Produzent iwwert de Verdreiwer bis hin zum Verkeefer. Et geet drëm, fir eng Verbesserung ze kréien, wat d'Sécherheitsufuerderungen ugeet, besonnesch wat déi physesch an déi mechanesch Propriétéite vun de Spillsaachen ugeet. Wat hir Feierfestegkeet ugeet, wat och déi chemesch Eegeschafte vun eenzelne Spillsaache betrëfft.

Da gëtt séchergestallt, dass, ier d'Spillsaachen op den europäesche Maart kommen, se mat dem Marquage CE versi sinn, wat eng wichteg also och éischt Kontroll ass. D'Direktiv verstärkt d'Bestëmmungen iwwert d'Warnungen, déi musse bei eenzel Spillsaache bäigeluecht ginn, wat de Mode d'emploi also vun deene Spillsaachen ugeet.

De Schutz vun de Kanner géigeniwwer der Gefor fir d'Gehéier vun hinne gëtt och verstärkt iwwert deen heite Wee. Du hues ëmmer méi Spillsaachen, déi vill Kaméidi maachen. Dat ass e Phänomeen, deen et eigentlech virun 20 Joer net an deem Mooss nach ginn huet. An déi Organismen, déi d'Bewäertung vun deene Spillsaachen duerchféieren dierfen, mussen och verstärkten a méi héije Leeschtungskritären entsprechen.

Wat d'Kontroll ugeet, stellt den Text hei kloer, dass et entre-temps den ILNAS ass - also eist Lëtzebuerg Normaliséierungsinstitut -, wat déi dote Kompetenz huet. Virdu war dat emol d'Gewerbeinspektioun, déi dat hat. Elo ass et den ILNAS, deen déi doten Iwwerwachung vun enger korrekter Uwendung vun de Sécherheits-

bestëmmungen, wat d'Spillsaachen ugeet, duerchgefouert huet.

Den ILNAS mécht dat och. Den ILNAS huet eis och eng Dokumentatioun zoukomme gelooss, wou se opféieren, wat si vun Aktivitéiten an deem Beräich an deem Joer 2010 schon duerchgefouert hunn. Et ass hire Service vun der Maartiwwerwachung, deen dat mécht. An deen huet vun 1. Januar bis elo de 15. Oktober eng ronn 40 Kontrollen a Geschäfte duerchgefouert hei zu Lëtzebuerg, och nach Kontrollen op der Fouer respektiv vun Mäertchen duerchgefouert.

Den Zweck vun deene Kontrolle war haaptsächlech, fir ze kucken, ob déi Spillsaachen dee Marquage CE gedroen hunn, respektiv fir och ze kucken, ob do Spillsaache waren, déi op der RAPEX-Lëscht sinn. Dat heescht also den internationalen europäesche System, wou an engem wöchentliche Rhythmus déi Spillsaache gemellt ginn, déi de Sécherheitsnormen net entsprechen a vun deene festgestallt ginn ass, dass se opgedaucht sinn op eenzelne Marchéen. Déi eenzel Länner deelen deem aneren dat mat. An den ILNAS gëtt och déi Dossierien do weider un d'Händler hei zu Lëtzebuerg, dass déi och wëssen, wat déi Spillsaache sinn, déi elo op där schwarzer RAPEX-Lëscht dann dorobber stinn.

Den ILNAS huet och e Labo zu Capellen, wou en och konnt eegen Essaien duerchféieren, wat déi mechanesch a physesch Eegeschafte vun den eenzelne Spillsaachen ugeet.

Voilà, dat ass e bëssen zesummegerafft den Inhalt vun deem heite Gesetzesprojekt. Ech kommen zum Schluss. D'Kommissioun begréisst, mengen ech, dass hei schnell gehandelt ginn ass vun der Regierung, dass mer deen heite Projet och kënnen fristgerecht ëmsetzen an nationaal Recht, ënnersträicht nach eng kéier als Kommissioun d'Noutwendegkeet vu systematesche Kontrollen och an Zukunft, wat d'Spillsaachen ugeet.

Ech mengen, mat der Gesondheet vun de Kanner ass an deem heite Fall net lichtfankeg ëmzagoen. Duerfir sinn ech och sécher, dass et bei där heiter Direktiv net wäert bleiwen, mä dass mat der Entwécklung eigentlech vun neien Technologien och et wäert néideg sinn, an deenen nächste Joren och nach eng kéier e kritesche Bléck op déi europäesch Regelungen ze werfen a sécherstellen, dass wierklech och d'Sécherheet vun de Kanner hei garantéiert bleift.

An deem Sënn géif ech d'Chamber bidden, den Accord ze ginn zu deem heite Gesetzesprojekt.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Alex Bodry. Als éischte Riedner ass den Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Alex Bodry, e grouss Merci fir säi gudden mëndlechen a schrëftleche Rapport. Mir stënnen haut iwwer e Projet de loi of, wou et ëm d'Sécherheet vun de Spillsaache geet, ee Sujet, deen elo, fënnf Deeg viru Kleesersdag, nawell passt a wouriwwer déi Mannst vun eis sech awer schrecklech vill Gedanke maachen, well mer jo dovunner ausginn, dass dat an der Rei ass, wat mer do kafen oder wat mer gär hätten, dass de Kleesche soll kafen.

Gutt Spillsaache gëtt et dat ganzt Joer, folgelech ass dat heiten awer zäitlos. Niewent der Tatsaach, dass mir d'europäesch Direktiv vum 18. Juni 2009 mussen ëmsetzen, wollte mir awer emol selwer wëssen, wéi néideg dat Ganz ass respektiv wéi akut de Problem.

An ech soen lech ganz éierlech: Ech sinn erfëiert iwwert dat, wat ech do fonnt hunn! De Rapporteur ass virdrun och kuerz schon dorobber agaangen. En huet d'Stiftung Warentest zitëiert. A wann een do e bësse méi an den Detail geet, do fënnst een dann Iwwerschrëfte bei verschiddenen Artikelen, déi engem awer ze denke ginn an déi ee wéi gesot erfëieren. Do steet da ge-

schriwwen wéi „Alarm im Kinderzimmer“, „Affe brennt lichterloh“, „Plastik besser als Holz“, „Gesetze nicht streng genug“, „Appell an die Branche“.

Ënner „Gefahr für die Kleinsten“ steet dann do geschriwwen, dass vu 50 geteste Spillsaachen der 42 belascht sinn, zwee Drëttel souguer ganz, ganz staark. An da muss een elo net mengen, dass dat elo just e bëlleeg Asia-Import wier. Hei geet Rieds vu Markenartikelen. Vun der Popp bis bei den Zuch fanne mer ënner anerem Formaldehyd, Néckel, sougenannten „Weichmacher“. Ech ka mer och virstellen, dass de Kolleeg Muck Huss herno méi am Detail dorobber wäert agoen. Mä ganz kloer ass et, an et soll een et net op déi licht Schëller huelen: Eng etlech vun deene Stoffe sti ganz kloer am Verdacht, fir Kriibs ze provozéieren.

De Gesondheitsrisiko ass natierlech ëmsou méi héich, wann de Stoff austrëtt. A wann een da weess, dass apaart kleng Kanner vill Spillsaachen nach mam Mond kenne léieren, mécht ee sech also seng Gedanken.

Ronn d'Halschent vun de Spiller, déi um europäesche Maart getest goufen, kommen aus China. An ëmmer erëm goufen an der Vergaangenheet géfteg Reschter an diesen Artikelen fonnt, wou d'Wärter kloer iwwert de virgeschriwwene Limité louchen. Allerdéngs mécht de chineseschen Import, de ganze chineseschen Import 80% vum Maart aus. Do schéngt se allerdéngs och ze wëssen, dass net alles duerchgeet. Virun dräi Joer schon hunn 1.000 Fabriken d'Lizenz ewechgeholl kritt. Allerdéngs war dat e puer Méint virun den Olympesche Spiller. Ech wëll elo net soen, dass dat just aus där Ursach war, mä bon.

De Kolleeg Marc Spautz hat Enn Oktober de Wirtschaftsminister op des Statistiken ugeschwat, ob hien der Meinung wier, dass déi europäesch Législatioun schaarf genuch wier. Do waarde mer nach op d'Antwort. An - an dat gëtt och ze denken - et soll ee wëssen, dass den obligatoreschen CE-Marquage, deen eng vun den Oplage vun Gesetz ass, net onbedéngt eng Garantie fir schuedstofffräi Wuer ass.

Opfälleg ass och hei, dass méi hëlze Spillsaachen an deenen Tester duerchgefall si wéi där aus Plastik. Mä scho viru méi wéi zwee Joer huet déi Lëtzebuerg ULC an engem Artikel op deen dote Mësstand opmierksam gemaach, wou ënner anerem och iwwert d'Appellatioun CE geschriwwen gouf.

Dësen obligatoreschen europäesche Marquage ass op ville Produkter an attestéiert nëmmen déi minimal legal Exigenzen. Dëse Label kann op d'Wuer kommen ënner der eenzeger Responsabilitéit vun dem Produzent oder vum éischten Importateur, ouni dass en Drëtten e Contrôle gemaach huet.

Da brauche mer eis jo kee Bild ze molen, wéi dat da ka goen. Dësen CE-Marquage, heescht et weider bei der ULC, ass eng Zort communautair Pass. Konkret geschwat: Wann déi Lëtzebuerg Douane um Findel esou e Produit eralosse kann, eraléisst, därer e fräi queesch duerch Europa ouni systematesch Kontroll zirkuléieren a verkaaft ginn. Ouni systematesch Kontroll!

Enger Etüd vun Eurobarometer no huelen och 50% vun de Leit keng Notiz vun deem Label; een Drëttel mengt, de Produit wier an Europa gemaach, an zwee Drëttel vun de gefrote Konsumente sinn dovun ausgaangen, dass den CE vun engem onofhängegen Organ opgepecht gëtt.

Am Artikel 4 vun eisem Gesetzesprojekt steet elo dran: «Le fabricant déclare que celui-ci...» - also de Label - «...est conforme à toutes les exigences applicables et qu'il en assume l'entière responsabilité.» Hei huet de Statsrot och keng Observatioun gemaach.

De gudden Wëllen ass do, Vertrauen ass gutt, mir mengen awer och, Kontroll ass besser. Dofir si mer haut och der Meinung, dass d'Aarbecht vum Lëtzebuerg Normalisationsinstitut extrem wichteg ass. ILNAS, ugeschwat virdrun, ka supplementar Kontrolle maachen an am Fall wou déi genannten CE-Appellatioun och erföhue loosse.

Bei den Avisé vun de Chamberen ass notéiert, dass d'Chambre des Métiers dem

Projet favorabel géigeniwwersteet. D'Chambre de Commerce gëtt allerdéngs och ze bedenken, dass méi Kontroll gläichgesat gëtt mat méi administrativem Opwand am Handel - de Rapporteur sot dat och scho virdrun -, woubäi déi zitëiert Argumenter vu virdrun, dat Argument eiser Meinung no awer op wackelege Féiss steet. D'Handelskummer bedauert och d'staark Tendenz zu penale Strofen am Platz zivil oder administrativ Sanktiounen, wat een awer och verstoe kann.

Här President, mir sinn eis awer alleguerten eens, dass et hei net ëm Schikane geet, mä ëm d'Gesondheet vun der nächster Generatioun. Dofir solle mer dat Ganzt am A behalen, wënschen d'Gesetz och am Kleesche sengem Ouer, an ech ginn heimadder natierlech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen lech och Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Félix Eischen. Als nächste Riedner ass den Här André Bauler agedroen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären: „Léiwe Kleeschen, gudd Kleeschen, bréng ons Saachen allerhand...“ Wann ee sech dëst Kannerlidd an Erënnerung rifft, da kënnst engem d'Bild vun deene schéinen Telleren aus der aler Zäit, op deenen Nëss, Äppel, Marzipan a Schockela louchen. De Kleeschen huet Spillsaachen aus Naturmaterialie bruecht, a kee Mënsch hätt dës schéin Traditioun mat Gefore verbannen. Haut awer sinn dem Kleesche seng Kadoe mat Virsicht ze genéissen, well sech dorënner duerchhaus Spillgezei befanne kann, dat mat Gëfter belascht ass.

Et ass schon d'Éinescht ugeklungen: D'Stiftung Warentest huet an hirem Magazin „Test“ vum November 2011 (*lire 2010*) op d'Gefore vu Spillgezei higewisen, Spillgezei, dat virun allem ze staark mat Schuedstoff belascht wier. Den Af brennt, an am Hues si Weichmacher, keen Holz-Spillgezei ass ouni Schuedstoff an esou weider. Dat sinn nëmmen e puer Ënnerzitel am Artikel vun „Test“, de sech mat der Sécherheet vu Spillgezei befasst.

D'iwwerwältigend Majoritéit vun de gepréifte Spillsaachen, ënnert deenen och hëlze Spiller sinn, wiere mat géftege Substanze belascht, verschidde Spiller bestëngen aus Einzeldeeler, déi Kanner liicht verschlécke kéinten, esou d'Revue „Test“. Bei de Spillsaachen, déi mat Gëfter belascht sinn, handelt et sech awer net nëmmen ëm Teddyen oder ëm Eisebunnen, déi zum Beispill mat Flammschutzmittel kontaminéiert wieren, mä och ëm Kanner-Bijouen, déi bläihaltig sinn. De Bläiegehalt géif dacks iwwert deenen zoulässege Grenzwärter leien, esou steet bei „Spiegel online“ ze liesen.

D'Stiftung Warentest réit elo am November an hirem Zäitschrëft „Test“ ënner anere fir, am Fall wou e Spill opfälleg richt oder donst, vun engem Kaf ofzegesinn. Fir kleng Kanner sollte Poppen, esou proposéiert d'Stiftung, am beschten aus Stoff sinn.

Et ass gewosst, dass d'Kanner iwwer eng manner héich Schuedstofftoleranz wéi Erwuessener verfügen an dat si als Konsument iwwerhaapt méi schutzbedürftig wéi déi Grouss sinn. „Test“ schreift duerfir, dass dat sougenannt CE-Zeechen op Spillsaachen eng Obligatioun ass. De Produzent attestéiert a signaléiert domadder dem Konsument, dass en all d'Richtlinnen, déi fir dese Produit en vigueur sinn, anhält. Mä, esou deelt déi däitsch Stiftung Warentest mat, dorop wier nëmme wéineg Verlooss.

Sinn d'EU-Wärter am Beräich vum Spillgezei ze generéis? Dat gouf virun net allze laanger Zäit am „Spiegel“ gefrot. Et gouf och betount, dass am Bundestag vun der Regierung verlaangt gouf, fir vill méi streng Grenzwärter fir kriibserregend Stoffe bei de Spillplazen... bei de Spillsaachen, pardon, op EU-Niveau duerchzesetzen. Déi Chrëschtlech-Liberal Regierung a besonnesch den däitsche Wirtschaftsmin-

tère hunn déi Bréisseler Kommissioun duerfir gedréngt, fir en Experten-Grupp anzusetzen, dee sech mat de chemesche Grenzwärter, déi an der Direktiv virgesi sinn, soll befaassen.

Ab 2013 wëllt d'Europäesch Unioun duerch hir Direktiv bis zu 1.000 mg PAK pro Kilo Spillgezei zouloossen, fir Benzopyren 100 mg. Ganz vill PAKen, also polycyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer, si kribberregend Substanzen. Si ginn duerfir de sougenannten CMR-Stoffer zougeuerdnet. CMR, dat heescht, datt de Stoff kribberregend, ierfguttverännernd oder reproduktionsgefährdend ass.

D'Bundesinstitut fir Risikobewäertung huet 2009 déi an der neier EU-Spillgezei-Direktiv festgeluechte Regelunge fir CMR-Stoffer am Kanner-Spillgezei op d'PAKen applizéiert an op hire gesondheetleche Risiko hi bewäert. D'Institut kënnt zur Erkenntnis, datt déi d'ärzäitig gültig Wäerter d'Gesondheet vun de Kanner weder genuch schützen nach der Regel vun der Expositionsminimiséierung bei CMR-Stoffer genügen.

Et ass gewosst, datt vill PAKen Tumeuren auslöse kënnen an duerfir gi se als cancérigène Substanze klasséiert. Benzopyren, dat als Leitsubstanz fir d'PAKen déngt, gouf viru Joren duerch d'international Kriibsfuerschungsagentur als kribberregend fir de Mënsch klasséiert, notéiert d'Bundesinstitut fir Risikobewäertung. D'Bundesinstitut schreift effektiv Folgendes, ech zitieren: „Aufgrund der Orientierung der neuen Spielzeugrichtlinie am Chemikalienrecht darf die Leitverbindung Benzopyren bis zu einer Konzentration von 100 mg/kg im Spielzeug vorhanden sein. Legt man diese Konzentrationsgrenze für Benzopyren im Spielzeug zugrunde, so könnten Kinder bei einstündigem Hautkontakt oder Spielen ein Vielfaches dessen an krebserzeugendem Benzopyren dermal aufnehmen, was im Rauch von 40 Zigaretten am Tag enthalten ist.“

D'Stëftung Warentest fuerdert duerfir, datt d'Direktiv am Beräich vun de Spillsaache misst nogebessert ginn, an zwar esou séier wéi méiglech. Si géif sech, esou „Test“, um Chemikalierecht orientéieren an net um sensibelen Organismus vun engem Kand.

An Däitschland setzt sech d'Bundesinstitut fir Risikobewäertung derfir an, datt all déi PAKen, déi bekannt sinn, Kriibs ze provozéieren, net 0,2 mg/kg d'äerfen iwwerschreiden.

Et war, wéi scho gesot, d'Stëftung Warentest, déi erausfonnt huet, an et ass elo d'ëinescht ugeklongen, datt a véier Fënnel vun de gepréifte Spillsaachen, virun allem a Stoffdéieren an a Poppen, awer och a Spillgezei aus Holz Schuedstoffer dra wieren, déi d'Gesondheet géife belaschte beziéungswies schiedegen.

Nieft belaschtende Stoffe sinn och Sécherheitsdefiziter festgestallt ginn. An Däitschland hunn déi Biergerlech Fraktiounen am Bundestag virun allem méi niddreg Grenzwäerter fir d'PAKe verlaangt. Dës PAKe sinn ënner anerem an de Weichmacher enthalen, déi souwuel Kriibs kënnen provozéieren wéi och d'Fertilitéit vum Mënsch a Fro stellen.

Nieft Spillgezei, an deem ee PAKen oder Weichmacher erëmfënnt, gëtt och nach vu Spillsaache geschwat, an deene Formaldehyd a Schwéiermetaller dra sinn. Verschidde vun dese Stoffe gëllen, wéi gesot, als kribberregend oder kënnen Allergien auslösen.

An zwee Joer wäert d'EU-Spillgezei-Direktiv bis zu 1g PAK pro Kilogramm erlaben, steet am „Spiegel“ N°43 vun deem Joer nozulesen. Dat wier e Wäert, deen Experte vill ze héich aschätzen.

Sou géif d'Bundesinstitut fir Risikobewäertung e Grenzwäert vun 0,2 mg verlaangen. Dat entsprécht engem Fënnelstendelstiel vun deem Wäert, deen d'EU an hirer Direktiv zréckbehalen huet. Eenzel Betriber, dorënner grouss Markennimm, si sech der Problematik duerch aus bewosst an hunn ugekënnegt, bestëmmte Spillsaachen net méi ze verkafen, also aus dem Verkäier ze zéien. Anerer hu matgedeelt, datt si sech un déi virgeschriwwen Wäerter géifen halen. Anerer nees hätten - wann een „Spiegel online“ an der Stëftung Warentest Glawe schenkt - guer net op déi eenzel Resultater, déi bei den Tester erauskoumen, reagéiert.

Dobäi fënnt ee belaschte Stoffe dacks bei Spillsaachen - et gouf elo d'ëinescht scho gesot -, wou ee se am Prinzip guer net géif siche goen. Zum Beispill bei Holzspillsaachen, wou een dach awer denkt a mengt, déi missten op natierlecher Basis hiergestallt gi sinn. D'Stëftung Warentest huet - esou konnt een am Oktober gewuer ginn - 15 Spillsaachen, déi aus Holz fabrizéiert sinn, getest. An an all dese Spillsaache wiere Schuedstoffer gewiescht. Quasi dräi Véirel vun hinne wiere souguer staark bis ganz staark belascht. Wat och verwonnert, dat ass, datt dës Wäerter bei Marke fonnt goufen, déi jo awer als seriö bezeechent gi sinn. Do freet ee sech nëmme zu Recht, wéi et da bei de Bëllegprodukter ass.

Et verwonnert dofir och vläicht net, firwat den däitsche Verband vun de Spillgezeiproduzenten en Appel un d'Bréisseler Kommissioun gericht huet, fir d'Direktiv net esou a Kraaft trieden ze loossen, wéi se elo virgesinn ass. Dëse Verband fuerdert e Grenzwäert vun 12,5 mg PAK pro Kilo, dat wier dann en Achtzegstel vun deem, wat d'Kommissioun an der Richtlinn zréckbehalen huet.

Et bleift nach ze soen, datt déi ganz Ëmwelt mat PAKe belascht ass, haaptsächlech aus dem Verbrenne vu fossilen Energieträger. Et ass also och am Fall vun den Holzspillsaachen net auszuschléissen, datt schonn d' Holz virun der Produktioun belascht war. Hei muss een also relativéieren a kucken, ob wierklech d'Produktioun druschold ass oder ob d' Holz net schonn à la base belascht war.

Doriwwer eraus kommen hei nach d'Nowéie vum iwwerdrüwene Asaz vu schwéier géftegen a kribberregende Pestiziden an de 60er an 80er Joren - vun de 60er bis an d'80er Joren eran, fir méi prezis ze sinn -, wou een haut nach héich Wäerter an der Natur kann nowiesen. Dës Pestiziden, grad wéi d'PAKen, sinn immens persistent.

Erlaabt mer nach eng Remarque zu de Grenzwäerter. No der REACH d'äerfen ab dem 1.1.2010 keng Pneue méi verkaaft ginn, déi méi wéi ee Milligramm pro Kilo Benzopyren enthalen an déi net méi wéi insgesamt zéng Milligramm pro Kilogramm PAK enthalen d'äerfen. Déi an der Direktiv proposéiert Grenzwäerter fir Spillgezei leien also a béide Fäll 100-mol méi héich wéi déi, déi fir Pneue festgesat sinn. Wann een dës Wäerter eleng géif kucken, da wier et fir Kanner manner geféierlech, Pneuen an de Mond ze huelen, wéi verschidde Spillsaachen. Dat muss engem wierklech ze denke ginn!

D'Bundesinstitut fir Risikobewäertung réit, fir sech bei der Regelunge fir CMR-Stoffer am Spillgezei generell net op d'Contentuen, mä analog zu de Liewensmëttelkontaktmaterialien op d'Migratioun, also d'Fräisetzung ze bezéien. Fir dës Materialië gëllt, datt d'Migratioun vun CMR-Stoffer net noweisbar d'äerf sinn. D'Institut ass dann och der Iwwerzeegung, datt dës Exigenz technologesch machbar ass an datt se sech an der Praxis bewährt huet.

D'Spezialiste missten also een „bioscreening“ maachen, fir ze kucken, awéifern d'Kanner haut schonn exposéiert sinn, fir esou ze probéieren, d'Risiken ze begrenzen.

Fir eis als Demokratesch Partei steet jiddefalls fest, datt et bei der Sécherheet vu Spillgezei keng Exceptionionen a keng Kompromësser d'äerf ginn. De Schutz vun de Kanner huet absolute Virrang, de Rapporteur huet et d'ëinescht gesot. Spillsaachen, déi op de Maart kommen, müssen ëmmer virdru vun enger onofhängeger Instanz gepréift ginn.

Dat gëllt net nëmme fir Spillsaachen, déi an der EU produzéiert ginn, mä och a grad fir Spillgezei, dat aus Drëttlänner an d'EU erakënn. D'Kontrolle mussen an deem Sënn verbessert ginn, virun allem, wann ee sech virun Ae féiert, datt een notabelen Deel vun de Spillsaachen aus dem asiatesche Raum kënnt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - D'Grenzwäerter, déi an der Direktiv zréckbehalen sinn, müssen dofir den neiste wëssenschaftlechen Erkenntneser ugepasst ginn, an all Substanzen, déi Kriibs kënnen provozéieren, müssen a Spillsaache verbuede ginn. Sollt déi nei Expertekommissioun, déi ufanks November zu Bréissel eng éischte Kéier zesummekoumen, zu der Konkursioun kommen, datt plazeweis nogebessert muss ginn, da musse mer dat heiheim och maachen an dësen Text onbedéngt an esou schnell wéi méiglech nobesseren.

Här President, well den Text wahrscheinlech nogebessert wäert ginn, déposéieren ech eng Motioun, an där d'Chamber d'Regierung ënner anerem opfuerdert, Ännerungen an der Direktiv, déi virun allem d'Grenzwäerter concernéieren an deenen a kommender Zäit Rechnung gedroe muss ginn, direkt an dat nationaalt Recht ze transposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le projet de loi relative à la sécurité des jouets;

- notant l'exposé des motifs du projet de loi précité qui relève: «[I]es progrès technologiques intervenus sur le marché du jouet ont posé de nouveaux problèmes en matière de sécurité et ont accru les préoccupations des consommateurs en la matière. Afin de tenir compte de ces progrès et d'apporter des précisions concernant le cadre réglementaire applicable à la commercialisation des jouets, une nouvelle directive relative à la sécurité des jouets a été élaborée [...]»;

- relevant les diverses initiatives, notamment en Allemagne, exhortant la Commission européenne à reprendre la directive 2009/48/CE du 18 juin 2009 sur le métier afin de revoir les valeurs limites des substances ou mélanges contenus dans les jouets;

- notant que les valeurs limites retenues dans ladite directive de certaines substances ou mélanges réputés être cancérigènes sont insuffisantes d'après l'institut allemand «Bundesinstitut für Risikobewertung»;

- constatant que le gouvernement allemand et plus particulièrement son ministre de l'économie ont demandé à la Commission européenne de mettre en place un groupe d'experts ayant pour mission d'examiner les valeurs limites des substances ou mélanges retenus dans la directive en question;

invite le Gouvernement à

- rejoindre l'initiative allemande consistant à demander à la Commission européenne à reconsidérer les valeurs limites des substances ou mélanges dont question dans la directive 2009/48/CE du 18 juin 2009;

- transposer, dès que ladite directive a été amendée, les modifications dans un projet de loi portant modification de la loi relative à la sécurité des jouets.

(s.) André Bauler, Alex Bodry, Félix Eischen, Jacques-Yves Henckes, André Hoffmann, Jean Huss.

D'Motioun dréit fir de Moment meng Ënnerschréft, an ech hoffen, datt och anerer heibanne se kënnen ënnerstëtzen. Sollt dës Motioun gedroe ginn, stëmme mir dat heite Gesetz. Am anere Fall géife mer eis enthalen.

Zum Schluss wëll ech dem honorabelen Deputéierten Alex Bodry Merci soe fir säin ausféierleche Bericht zu deem Gesetzesprojet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Une voix.** - Très bien, Här Bauler!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt am Numm vun der grénger Fraktioun - net um Schluss, mä gläich am Ufank - dem Rapporteur, dem Här Bodry, Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. Ech wéilt och menge Virriedner Merci soe fir hir Ausféierungen, well et mer geschéngt huet, wéi wa se an hiren Ausféierungen ugefaangen hunn, de Problem seriö ze huelen. Ech géif dat emol esou virsiichteg formuléieren.

Ech wëll virun allem dem Här Bauler gratuléiere fir seng Ried, wou ee wierklech mierkt, datt e sech mat der Problematik ausenanergesat huet an datt e sech dofir wahrscheinlech och vill Zäit geholl huet, fir déi Saach ze ënnersichen.

Als véierte Riedner ass et elo net méi meng Roll, all déi eenzel Bestëmmungen an dëser europäescher Direktiv beziéungswies an deem Gesetz hei ze widderhuelen. Ech wëll mech dofir konzentréieren op e puer Aspekter an op e puer Kritiken, déi also dës EU-Spillsaachendirektiv an dëst Gesetz hei betreffen.

Als Gréng hate mer am Virfeld vun dëser Diskussioun dorobber gedréngt, datt hei net de Modell 1, datt net de Modèle de base hei géif ugeholl ginn, dat heescht, datt praktesch keng Diskussioun iwwert dës Spillsaachendirektiv hei kéint stattfanen. Elo ass et de Modell 1, hu mer elo a gemeinsamer Viraarbecht virun dësen Deeg dann du festgehalten.

Dat erlaabt engem weinstens, dann a Résuméform op déi wichtegst Aspekter vun dëser Direktiv hei a vun deem Gesetz hei anzegoen, bei deem et jo finalement, wéi schonn eng Partie Virriedner gesot hunn, drëm geet - grad an dese Festdeeg, wou vill Cadeau gemaach ginn, och elo fir de Kleeschen oder ënner dem Chrëschtbeemchen an esou virun -, datt do jo d'Kanner op vill Cadeauen nach waarden normalerweis an datt d'Leit also akafe ginn an datt se wëlle sécher sinn, datt se da Kannerspillsaache kafen, déi net d'Gesondheet vun hire Kanner gefährden. Dofir ass et also schonn derwäert, weinstens dann a Résuméform kënnen déi Saachen hei ze diskutéieren.

Ech wéilt awer direkt hei soen, datt mir hei als Gréng deem Gesetzesprojet an dëser Direktiv net wäerten zoustëmmen. Mir wäerten eis dobäi enthalen, fir e Signal ze setzen. Obschon et natierlech e puer Verbesserungen a Saache Sécherheet sécherlech an dëser neier Direktiv gëtt. D'Virriedner hunn dorobber opmierksam gemaach: zum Beispill e bessere Schutz par rapport zu mechanesche Problemer vun de Spillsaachen, e bessere Schutz vis-à-vis vu synthetischen Duftstoffe oder Parfumen. Mä - an dat ass eis fest Iwwerzeegung - och nom Vote vun dëser Direktiv beziéungswies vun deem Gesetz gëtt et, wäert et och hei a Lëtzebuerg an a Europa keng wierklech Sécuritéit vu Spillsaache ginn. Loin de là!

Ech wëll aus Zäitgrënn hei just op een Aspekt agoen. Dat ass natierlech den Aspekt vu chemesche Gesondheitsrisiken, déi fir eis am Mëttelpunkt stinn. An ech wëll mech och dorobber - just dorobber - konzentréieren an all déi aner Saachen ewechloossen. Et ass vum Virriedner genuch doriwwer gesot ginn.

Am Artikel 10 vun deem Gesetz an och an der Annex zum Gesetz gëtt an der Theorie en héije Schutzstandard vun de Kanner a vun der Kannergesondheet vis-à-vis vu chemesche Substanzen agefuerdert. Dat kléngt natierlech gutt: en héije Schutzstandard.

D'Realitéit gesäit awer nach laang net esou positiv aus, an dat haaptsächlech aus véier Grënn:

Éischtens, well de Sigel CE - Communauté européenne - op de Spillsaache keng wierklech gesondheetlech Sécherheet fir eis kleng Kanner garantéiert. Dee Sigel läit an den Hänn an an der Selbstkontroll vun de Produzente selwer, a wa vun onofhängegen Instituter oder Laboe just a Stéchprouwe kontrolléiert gëtt, da fanne se trotz CE-Sigel ëmmer erëm geféierlech Chemikalien an dese Spillsaachen.

Zweete Kritikpunkt dorunner gläich uschlëssend: Déi punktuell stéchprouwenarteg Kontrollen duerch onofhängeg Instituter oder Verbraucherschutz-ONGen - wéi an Däitschland beispillsweis Öko-Test, Stiftung Warentest, oder och den TÜV Rheinland beispillsweis, déi esou Analyse gemaach hunn; a Frankräich Laboen am Opdrag vun „60 millions de consommateurs“ oder „Que Choisir“; mä dann och hei, éischt Analysen, déi hei gemaach gi si vun eise Institut, vun eiser ILNAS hei -, déi stéchprouwenarteg Prouwe si sécherlech sénnvoll a si weisen ëmmer erëm op Belaschtungen hin.

Déi Belaschtunge sinn hei zum Deel schonn opgezielt ginn. Déi Belaschtunge



sinn do zum Deel mat Schwéiermetaller, mat problemateschen, héich problematesche Schwéiermetaller wéi Bläi a Kadmium. Woubäi ee bei Bläi muss soen, datt zum Beispill den „Center for Disease Control“ an den USA seet - well dat Wuert „Grenzwärter“ hei gefall ass virdrun -, datt et fir Bläi fir Kanner keen eenzege Grenzwäert gëtt, dee valabel ass. Do gëtt et just de Grenzwäert 0, fir e Stoff wéi Bläi. Dat heescht, do kann een also net mat Grenzwärter fueren.

Mä dat kann a Spillsaachen enthalte sinn, Kadmium kann a Faarwen enthalte sinn. Et ass scho geschwat gi vun de Phthalaten, deene sougenannte Weichmacher, virun allem a Plastikspillsaachen, mat Bisphenol A, wat zum Beispill elo kierzlech op europäeschem Niveau a Bëebesfläsche verbuede ginn ass - d'lescht Woch nach verbuede ginn ass -, wat awer a Spillsaachen, déi d'Kanner an de Mond huelen, weiderhin ëmmer nach an den Analysen erëmfonnt gëtt, an deene Spillsaachen.

Belaaschtungen zum Beispill mat broméierte Flammschutzmitteln, broméierten Diphenyletheren, Etheren, déi héich problematesch, kriebserregend an neurotoxisch sinn, déi een dann erëmfënnt net nëmmen an elektronische Spillsaachen, wou se kënnen ausgasen, mä och zum Beispill a stoffe Poppen oder a Kuscheldéieren, a Kannerpyjamaen; Belaaschtungen zum Beispill och mat Organozinnverbindungen, déi zum Beispill an deene groussen Häfen net méi däerfen agesat ginn, fir de Rumpf vun de Schëffer domadder unzesträichen, déi awer a Kannerspillsaachen erëmfonnt ginn an déi erlaabt bleiwen, och elo mat dëser Direktiv, soulaang se net iwwer zwielef Milligramm pro Kilo Material ginn!

Et ass virdrun nach hei geschwat ginn - ech mengen, et war den Här Bauler - vun de PAK, vu polyzykleschen, aromatische Kuelewaasserstoff. Dat si Substanzen, déi héich geféierlech sinn, virun allem de Benzpyren - mä net nëmmen de Benzpyren -, dat si Saachen, déi noweislech kriebserregend sinn! A bei kriebserregende Stoffen, do ass et esou, datt jiddwereen heibanne misst d'accord sinn, datt esou eppes net dierft a Spillsaache sinn!

Et ass och vum Här Bauler nach geschwat gi vun enger klassischer Substanz, déi mer och ëmmer erëm a Spillsaache fannen, mä net nëmmen a Spillsaachen: de Formaldehyd. Mä de Formaldehyd, deen ass vum IARC zu Lyon aklasséiert: Éischtens ass en neurotoxisch an zweetens ass e kloer kriebserregend, an enger vun den héchste Stufe vun der Kriebserregung! Dat fënnt een dann a Kannerspillsaachen!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt op europäeschem Niveau zënter e puer Joer schon e sougenannten Alarmsystem fir geféierlech Konsumgüdder insgesamt, de sougenannte RAPEX-System. Bei dësem Alarmsystem waren an deene leschten zwee, dräi Joer ëmmer erëm Kannerspillsaachen déi Konsumartikelen, déi am heefegsten an der RAPEX-Warnlëscht opgefanne waren. Zum Beispill waren dës Joer eleng an der éischter Januarwoch - an der éischter Januarwoch vum 1. bis de 7. Januar - véier Kannerspillsaachen op där Lëscht, well se mat problematesche Weichmacher wéi DEHP oder DINP belaauscht waren.

Am Joer 2009, dat war d'lescht Joer, do war déi grouss Spielzeugwarenmesse, déi weltwäit Spielzeugwarenmesse zu Nürnberg, wou also all Spillsaache vun alle Producteure weltwäit ausgestallt ginn. Dobäi ass stéichprouwenaarteg ënnersicht ginn: Ee Véirel vun alle Spillsaachen, déi ausgestellt waren, hätten ni däerfen um Marché sinn, wéinst de Belaaschtungen, déi an deene Spillsaachen dra sinn.

Mir mengen - an dat ass och en Deel nach vun eiser Kritik -, datt alleguerten déi dote Saachen, déi erausfonnt ginn, jo méi punktuell stéichprouwenaarteg gemaach ginn, mä leider zënter Joren, a mer fannen ëmmer déiselwecht Resultater, zënter Joren. De Problem ass awer: Stéichprouwe weisen eben ëmmer nëmme punktuell Belaaschtungen, an de Risque ass do derbäi, datt dobäi nëmmen d'Spëtzt vun deem berühmten Äisberg opgedeckt gëtt an datt d'Donkelziffer vun de Belaaschtungen wahrscheinlech nach vill méi héich läit.

En drëtter Kritikpunkt uschléissend, an dat ass eng vun eisen Haaptkritiken: Leider, leider gëtt et och mat an no dëser EU-Direktiv nach ëmmer vill vun deeneselwechte Substanzen, vun deene mer elo schwätzen, déi virun däerfen a Kannerspillsaachen agesat ginn. Déi sinn net ofgeschaf, déi ginn nach virun agesat! Obschonn - ech mengen, den Här Bauler hat et och scho gesot - eng Partie vun hinnen CMR sinn, dat heescht, si si kriebserregend, also gesondheetsgeféierlech, si si kriebserregend, si si mutagen a si si reproduktions-toxisch.

Wat heescht dat, wann eng Substanz kriebserregend ass? Mä wann eng Substanz kriebserregend ass, dann dierft se am Prinzip net méi a Spillsaachen do sinn! Eleng dee Kritär misst duergoen, datt eppes net dierft an enger Spillsaach méi erëmzefanne sinn, an do geet et net duer, ze soen: Da brauche mer méi schaarf Grenzwärter. Neen, bei esou Substanzen ass et wéi beim Bläi - wat ech virdu vum Bläi gesot hunn -, do ass all, och déi klengste Quantitéit héich geféierlech, si ass héich geféierlech an dierft doduerjer net enthalte sinn.

Da gëtt et nach e weidere Problem: Et gëtt net nëmmen déi Substanzen, déi CMR sinn, mä et gëtt och nach déi Substanzen, déi an eisen Aen nach vill méi geféierlech sinn, nämlech déi sougenannten „perturbateurs endocriniens“, „endocrine disruptors“ heesche se, dat ass eng ganz Serie vu chemesche Substanzen. Firwat sinn déi nach méi geféierlech? Mä well erausfonnt ginn ass - ech ginn lech ee Beispill, dat ass de Bisphenol A, dat ass eng typesch Substanz esou. Firwat ass déi esou geféierlech?

Mä bei där Substanz hu se erausfonnt, datt et do iwwerhaapt net ëm d'Dosis geet an datt souguer déi niddregsten Dosé méi schlëmme Effete kënnen hunn, wéi méi grouss Dosen. Firwat ass dat esou? Mä well se ganz einfach an den Hormonhaushalt vun engem Bëbee... - dat kann och scho während der Schwangerschaft am Mammebauch sinn, oder herno, wa Kanner mat esou Saache spillen, déi esou Saachen enthalen, déi se iwwer d'Haut an iwwer de Mond an esou virun ophuelen -, dat si Substanzen, déi an den Hormonhaushalt agräifen an déi dann dozou féieren, datt beispillsweis dee ganze Wuessensprozess, déi hormonell Entwécklung an esou viru gestéiert ginn, den Immunsystem moduléiert a gestéiert gëtt, mat alle méigleche gesondheetleche Konsequenzen, déi dat mat sech ka bréngen.

Et gëtt um internationalen Niveau an um europäeschen Niveau Diskussiounen doruwwer: Wat maache mer mat deenen „endocrine disruptors“, mat där Zort vu Chemikalien, déi an esou niddrege Konzentratione schon Effete kënnen hunn, déi esou problematesch sinn, déi eise ganzen hormonelle System duerjernebréngen, déi zu Sterilitéit kënnen féieren?

Déi beim Jong beispillsweis kënnen dozou féieren, datt et zu Mëssbildung vun de Genitalië kënn; déi bei Meedercher kënnen dozou féieren, datt se immens fréi an d'Pubertéit geroden. Well dat Substanz sinn, déi eis Hormoner noahmen an déi Hormoner moduléieren - an am spéideren Alter zu Broschtkriibs bei Frae kënnen féieren, oder Prostatakriibs beim Mann - an der Durée, dat heescht, wann ee scho während der Schwangerschaft deene Substanzen ausgesat ass, oder an den éischte Liewensjoren, wou ee jo nach am empfindlechten ass.

Dat sinn da scho Saachen, déi am Fong kënnen - epigenetesche nennt een dat - virbestimmen, wat herno d'Entwécklung ass, déi am spéidere Liewe geschitt mat deene Leit, déi deene Substanzen ausgesat waren, an der Schwangerschaft als Fötus an duerno an den éischten zwee, dräi Joer, wou sech dat Kand jo eréischt richtig entwéckelt, wou den Immunsystem sech entwéckelt, den Hormonsystem sech entwéckelt, den Nervesystem sech richtig entwéckelt.

Dat si Substanzen, déi an eisen Aen näischt a Spillsaachen ze dinn hunn, déi iwwerhaapt missten insgesamt vum Marché geholl ginn! Dofir ass et fir eis och kloer, datt mir net kënnen einfach esou mat där Direktiv hei d'accord sinn.

Wéi vill där chemescher Substanzen, déi esou geféierlech sinn, gëtt et dann? Majo,

et gëtt geschätzt, datt am Moment - dat hu mer am REACH-Prozess gesinn - um europäesche Marché am Kontakt mat de Leit, am alldeegleche Kontakt mat de Leit, sief et mat Spillsaachen, sief et och mat anere Konsumartikelen an esou virun, oder mat Teppecher oder Faarwen, Lacken an esou virun, et wahrscheinlech 2.500 esou Substanzen gëtt, 2.500, dat sinn déi héich problematesch Substanzen.

Bei den „endocrine disruptors“ gëtt geschätzt. Et gëtt Schätzungen, déi variéieren tëschent 350 a 550. Mir wëssen nach net bei en alleguerten, ob se „endocrine disruptor“-Charakter hunn oder net. Mä dat sinn d'Realitäten!

Elo gëtt da gesot: Jo, mä elo hu mer jo emol hei déi EU-Direktiv, déi Spillsaachendirektiv. Mä et gëtt jo net nëmmen déi, mir hu jo och nach de REACH-Prozess. Dat heescht, iwwer REACH solle jo och nach d'Chemikalië geregelt ginn, dat bezitt sech jo dann och nach op d'Spillsaachen, déi an engems da géife mat geregelt ginn.

Dat ass alles schéin a gutt. D'REACH-Gesetz ass jo och 2007 a Kraaft getrueden. Mä och dat hëlleft eis net ganz vill! Firwat? Dat ass och en éischte Schrëtt gewiescht, mä et ass awer just en éischte Schrëtt! An et hëlleft eis net vill, well dee Prozess éischstens total geschwächt ginn ass: Duerch de Lobbyismus vun der chemescher Industrie ass dat Gesetz praktesch zu engem Schwäizer Kéis ginn, mat immens villen Derogatione, mat Zäitverschiebungen an esou virun. Dat ass deen een Aspekt.

Deen zweeten Aspekt ass dat, datt am Fong - an Dir musst dat emol bedenken: 2007 ass d'Entrée en vigueur gewiescht, elo si mer gläich 2011, an d'Länner, déi 27 EU-Länner sinn opgefuerdert ginn, si sollte selwer Substanzen benennen, déi se als héich problematesch géifen erkennen an déi se gären op eng Prioritéitlëscht, op eng sougenannte Kandidatellëscht gesat hätten, fir datt se zu Helsinki vun der Europäescher Chemikalienagentur kéinten evaluéiert ginn, fir se eventuell ze verbidden.

Wësst Der, wat d'Resultat ass bis elo, dräi Joer nodeem d'Staten opgefuerdert gi sinn, déi 27? Wësst Der, wéi vill Substanzen vun deenen 300, 500 oder 2.500, wa mer méi wäit géife goen, op där Kandidatellëscht stinn, fir ënnersicht elo ze gi vun der ECHA, vun där Chemikalienagentur zu Helsinki?

15 Stéck! 15 Stéck am Ganze stoungen elo bis de leschte Mount op där Lëscht. 15 Substanzen vu mindestens an eisen Aen der 350, déi direkt misste verbuede ginn, wou et esou kloer ass, datt se entweder kriebserregend, neurotoxisch sinn, immunotoxisch sinn an esou virun, déi direkt misste verbuede ginn. 15 ganzer hunn déi 27 State fäerdeg bruecht, fir op déi Lëscht ze setzen! Bis elo virun een, zwee Méint war dat esou, vläicht sinn der zwee, dräi derbäikomm - ech weess et net. Mä op jidde Fall, dat ass net seriö!

An deem doten Tempo vu REACH brauche mer bis zum Joer 2300 wahrscheinlech, ier mer déi alleguerten evaluéiert hunn, déi geféierlech sinn, déi Problemer kënnen maachen. Mä bis dohinner huet d'chemesch Industrie schon erëm längst neier entwéckelt. Esou datt mer ëmmer esou hannendrunhoppelen, an zwar an engem Tempo, deen dramatesch lues ass par rapport zu deem, wat ëmmer erëm nei entwéckelt gëtt.

Do läit einfach e Problem, wou mir soen, et kann net sinn, datt dat esou virugeet. Mir hunn dofir och Fuerderungen, fir wéi ee besser kéint virgoen. Eng Fuerderung ass déi direkt, datt dës Spillsaachendirektiv, déi mer hei sollen da stëmmen, datt Lëtzebuerg sech soll direkt derfir asetzen, datt se muss iwwerschafft ginn. An zwar direkt, an zwar mat méi schaarfe Kritären, wéi dat bis elo de Fall ass.

An dann eng zweet Fuerderung och par rapport zu REACH an dësem Kontext. Wat soll bei REACH gemaach ginn? Mä Lëtzebuerg kann am Moment nëmmen zwou Saache maachen. Lëtzebuerg kéint higoen a soen: „Mir hunn erkannt, datt déi an déi an déi chemesch Substanz, déi am Émlaf ass, déi och kann a Kannerspillsaache sinn, ënner anerem och, déi ass esou geféierlech, mir hätte gären, datt déi direkt op d'Kandidatellëscht gesat gëtt, fir datt d'ECHA, also déi Europäesch Chemikalien-

agentur, déi kann evaluéieren, fir se eventuell ze verbidden oder mindestens se ganz staark ze reduzéieren am Gebrauch.“ Dat misst Lëtzebuerg maachen an deenen nächste Joren. Ech hoffen, datt d'Lëtzebuurger Regierung dat mécht, fir selwer dann d'Initiativ ze ginn.

Huet eng Substanz wéi Formaldehyd. Déi misst laang verbuede ginn! Et ass zënter 30 Joer bekannt, datt déi esou geféierlech ass. Firwat ass déi nach ëmmer um Marché?

(Interruption)

Gell, also, ech mengen, ech kéint och aner Beispiller hei nennen.

Dat heescht also, och par rapport zu REACH misst d'Lëtzebuurger Regierung vill méi aktiv ginn. An 2013 besteet déi éischte Kéier d'Méiglechkeet, d'REACH-Direktiv insgesamt ze revidéieren; wéi et heescht, eng Revisioun vun där REACH-Direktiv ze maachen. Ech hoffen, datt d'Regierung sech virbereet, datt haaptsächlech déi zoustänneg Ministeren - Economie, Environnement a Santé a Verbraucherschutz -, datt déi sech drop virbereeden, datt Lëtzebuerg offensiv Virschléi erabréngt, och fir déi REACH-Direktiv esou ze verbesseren, datt wierklech méi Umwelt- a Gesondheetsschutz a Verbraucherschutz garantéiert ass.

Lëtzebuerg kéint sech dobäi zum Beispill orientéieren un enger Lëscht, déi opgestallt ginn ass. Déi Lëscht heescht SIN-Lëscht. Op där Lëscht, do sinn Experten, Toxikologen an esou virun, déi onofhängeg sinn an déi versicht hunn, eng Prioritéitlëscht opzustellen. Dat sinn 356 Substanzen, déi déi gären hätten, déi missten direkt ënnersicht ginn an evaluéiert ginn, fir eventuell verbuede kënnen ze ginn. Lëtzebuerg bräicht sech nëmmen un där Lëscht ze orientéieren an der eng Partie dorunner eraushuelen, dann hätt Lëtzebuerg eng positiv Roll an där ganzer Saach do gespillt.

Ech kommen domadder zum Schluss. Ech wëll awer och e puer Klenggekeete soen, déi iwwer d'Gesetz erausginn.

Wat kënnen d'Leit dann dobaussen elo maachen? Wat kënn Dir selwer maachen, wann Der engem Kand eppes, eng Spillsaach elo fir d'Feierdeed eventuell nach wëllt schenken? Bon, et gëtt Gott sei Dank éischt Produzenten um europäesche Marché, déi versiche mindestens, méi a Richtung ze goe vun engem wierkleche Konsumenteschutz, engem gesondheetleche Konsumenteschutz och par rapport zu Kanner. Dat gëtt et. Et gëtt Siten, wou ee sech kann informéieren iwwer esou Produzenten. Et gëtt och an Tëschenzäit Sigelen, déi eng gewësse gréisser Sécherheet ubidden, net nëmme sougenannten ekologesch Spillsaacheproduzenten, och anerer, déi net onbedéngt ekologesch sinn.

Et gëtt der eng Partie; et gëtt beispillsweis als Sigel de Sigel GS, dat heescht „geprüfte Sicherheit“. Et gëtt LGA, dat steet fir „tested global quality“. Et gëtt Öko-Tex, dat ass fir haaptsächlech Spillsaachen aus Stoff.

► **M. le Président.** - Här Huss, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

(Brouhaha général et hilarité)

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Ech wollt nach just de Leit gutt Tuyaue ginn.

► **M. le Président.** - Da gitt nach schnell dee leschten Tuyau, Här Huss, an da kommt Der zum Schluss!

(Hilarité et interruption)

► **M. Jean Huss (déi gréng).** - Et gëtt nach beispillsweis de Sigel an Däitschland „spiel gut“. An da kënn Der lech informéiere bei Öko-Tex, Der kënn lech informéiere bei „Que Choisir“, bei „60 millions de consommateurs“ an esou virun.

An eppes Interessantes nach: D'Leit sollen einfach emol an de Buttek goen, wou se Spillsaache kafen. An da solle se de Vendeur oder de Propriétaire vun deene Geschäfte oder vum Rayon froen: „Sot eis wann ech gelift, wat fir eng Chemikalien an där Spillsaach do enthalte sinn.“ Laut

der Gesetzgebung vu REACH ass et esou, datt de Verkeef, den Händler spéitstens no 45 Deeg muss Auskunft ginn, wat fir eng Chemikalien dra sinn.

Wa vill Leit dat maachen an iwverall nofroen, net nëmme bei Spillsaachen: „Mä sot mer, wat an deenen dote Saache vu Chemikalien enthalen ass?“ -, dann entsteet vläicht e gewëssen Drock op d'Produzenten, well et hänkt jo un de Produzenten dann, déi à la source oppassen, datt net esou Sauereien drakommen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Huss. Als leschte Riedner ass den Här Colombera agedroen. Här Colombera, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass villes gesot ginn. Ech wëllt nach do e puer Ergänzunge ginn. Fir d'Éischt awer dem Här Bodry villmools Merci fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht.

Et geet hei ëm Grenzwärter. Den Här Bauler huet dat richteg gesot: D'Grenzwärter sinn ze héich a si misste reduzéiert ginn. Trotzdeem, wat d'Grenzwärter ugeet, mir sinn ni esou déif, wéi mer komme kéinten. Well hei geet et... Mir sinn zefridde vläicht, wa mer soen, okay, de Grenzwärter ass vill méi déif, awer dat gétt u sech net eng méi grous Garantie, dass mer manner Krankheete kréien.

Firwat? Et si ganz vill Tester gemaach ginn. Ech ginn Iech d'Beispill vun Alkohol. Dir kennt eng Kéier ganz vill Alkohol drénken, da sidd Der voll den Dag. Een, zwee Deeg sidd Der net gutt drop. Mä wann Dir permanent e bëssen Alkohol drénkt, wéi gesot gétt, all Dag ee Glas Wäin - bon, et ass net u sech dee Produkt selwer, deen dran ass, mä den Alkohol, deen dran ass, dee schiedegt d'Liewer. Dat heescht, an enger gewësser Zäit, dat ass individuell, ass dee Mënsch awer liewerkrank. Bei ganz klengen Quantitéiten.

► **Une voix.**- Oh!

(**Hilarité**)

► **M. Jean Colombera (ADR).**- Et deet mer leed, et ass awer esou. Et sinn Experimenten gemaach gi mat Mais, déi hunn dann Zocker kritt, ganz kleng, ganz kleng Quantitéiten Zocker. An do war et dann esou, déi hunn all Dag hir Quantitéit kritt, an do ass eréischt no der véierter Kéier, no der véierter Generatioun sinn do Niewewierkungen opgedaucht an deem Sënn, dass déi Mais vun der véierter Generatioun, déi hunn ugefaange Karies ze kréien an déi hunn hir Zänn verluer. An dunn hu se opgehale mam Zocker an eréischt no der aachter Generatioun erëm sinn d'Zänn erëm normal zum Virschäi komm. Dat heescht, si hate keng Karies méi an och keng Krankheet méi.

Also, gesitt Der emol, dass ebe ganz kleng Quantitéite kënnen derzou bäidroen, dass eng Krankheet net an engem Mount oder an engem Joer entstoe kann, mä ganz wäit zréck 20, 30 Joer, a vläicht och no enger Schwangerschaft, no zwou Schwangerschaften kann eng Krankheet entstoen, déi eben ze dinn huet mat enger chronescher Vergëftung, déi vun engem Punkt ugaangen ass, wou mir et net méi wëssen.

An duerfir hu mer haut ganz vill Krankheeten. Mir wëssen net, wou d'Kriibs hierkommen. Eng Persoun op dräi ka Kriibs kréien. Mir gesinn ëmmer méi Leit, déi dat kréien. Ëmmer méi chronesch Entzündungen, méi Allergien. An dat ass d'Resultat vun enger chronescher Vergëftung.

Do muss ech warnen, biochemesch ass dat ee ganz anere Prozess. Ech wëll dat gär elo erklären, wat den Här Huss gesot huet, an anere Wieder. Ech mengen, wann Dir ganz kleng Quantitéiten zou Iech huet, wat geschitt? Dat gétt ofgeschléckt, et kennt an de Mo, et kennt an den Daarm, an do hu mir eng Polizei, dat sinn déi wäiss Bluttkierpercher, déi sensibiliséieren. Dat heescht, mir kréien eng chronesch Entzündung am Daarm, kleng Foyere vun Entzündungen. Zur Folleg huet dat, dass

déi Daarmzotten, déi Hoer, déi mer an den Zellen hunn, an den Daarmzellen, déi gi futti.

An dee Moment ass den Daarm net méi opnahmefäeg fir verschidde Substanzen, wéi Vitaminnen zum Beispill, awer den Daarm léisst aner Substanzen eran, grous Molekülen, déi u sech net méi verdaut ginn, déi dann dee Moment an d'Zilorganer ginn, ënner anerem och dann d'Haut, d'Longen, de Pankreas, awer och d'Gehir, an do am Gehir hu mer dann e Folgelaf, do ginn d'Rezeptoren, déi ginn dann zerstéiert. A vu dass d'Rezeptoren am Kierper zerstéiert ginn, hu mer dann, wéi bei engem Computer, deen ausfällt, verschidde Organer, déi net méi richteg schaffen.

Dat ass déi ganz grous Gefor. Do hu mer dann och Kanner, Autisten zum Beispill, do kënnen mer och dann elo experimentell beweisen, dass, wann déi eng aner Nahrung kréien, do och déi Symptomer besser ginn. Dat beweist u sech déi toxesch Lag, déi do kann entstoen, wann de Kierper vergëft ass.

Also, wéi gesot, dat mat de Grenzwärter, dat ass schéin a gutt, awer mir mussen drop insistéieren, dass all chemesch Substanz aus de Spillsaachen erauskënn. Well d'Kanner, déi maache jo näischt aneschters wéi upaken a wéi lecken. An dat ass eng chronesch Vergëftung, déi ganz schlëmm ka ginn.

Dat gesot, wëlle mer awer gären déi Direktiv matstëmme, well et eng Verbesserung ass par rapport zur aner Kéier. A mir soen nach eng Kéier dem Här Bodry Merci.

Villmools Merci, Här President!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombera. Elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dir Dammen an Dir Hären, wann ech deenen eenzelne Virriedner nogelasscht hunn, wier et besser, de Gesondheitsminister géif hei schwätzen.

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Ech fille mech hei lücht iwverfuert bei der Qualitéit vu profundem...

(**Interruptions et hilarité**)

Jo, dat hei ass jo lücht nozevollzéien. Ech huelen un, dass jiddweree vun Iech verstanen huet, wat hei erzielt ginn ass. Elo besonnesch zum Schluss. Mä enfin, dat war profund Wëssen, muss ech soen. An elo awer Blague à part: Bei der Qualitéit vun dem Rapporteur an och de Riedner hire Stellungnahmen, mengen ech, kann ech op eng Rei prinzipiell Froe verzichten.

Et ass sécher, dass mer hei an engem Bësch si vun enger sensibeler Matière. Et ass awer och gradesou sécher, dass hei mer genau an enger Geforenzon sinn, déi mer och op anere Punkten hunn, nämlech, dass de Präis haut an engem Bannemaart ëmmer erëm mat sech bréngt, dass - ech wëll net soen, dass et ëmmer de Fall ass -, mä dass ee sech lücht lackele léisst eben duerch de Präis, fir aner Saachen ze kafen, an dass „Geiz ist geil“, wéi déi Däitsch dat soen, net noutgedrongen an dëser Matière ubruucht ass.

Ech wëll awer och dem Här Eischen soen, dass d'Fro awer scho beäntwert ass. Mä bei eis ass et esou: Mir ginn den normale Wee. Den Deputéierte gétt et fir d'Éischt an d'Press an dann un eis. Mä mir ginn en normale Wee. Duerfir, den Här Spautz huet en awer doudsécher schonn. En huet e just wahrscheinlech Iech nach net weiderginn. Mä ech hunn déi Fro beäntwert, déi op een Artikel hin zitt.

Ech wëll dat och net minimiséieren, wat do drasteet. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass et sech do ëm privat Initiativen handelt. Et dierf een net vergiesen, dass all déi Initiativen do, déi Tester maachen, privat Initiative sinn, dass privat Initiativen déi Zertifikatiounen an déi Tester - déi gi jo alleguer bezuelt - maachen, dass déi och e gewësse wirtschaftlechen Interessi hunn. Ech hätt léiw, mir hätte méi - wéi soll ech soen? - Institutiounen an Autoritéiten, déi dat géife kontrolléieren, déi vläicht net wirtschaftlech organiséiert wieren.

Ech géif et méi normal fannen, wann dat do an den Hänn wier - all déi Kontrollen - vun Autoritéiten, déi net op wirtschaftlecher Basis funktionnéieren. Dovun ofgesinn, mengen ech, hält een déi Saachen eescht, net nëmme, well et bei Kanner ass, mä well et sech ëm d'Gesondheet handelt. An et muss ee kucken, wéi een awer mat deenen eenzelnen Normen ëmgeet.

Ech si mer bewosst, dass déi Norm am Moment, déi mer hunn - EN 71 -, dass déi wesentlech méi schlecht ass wéi déi, déi ugewannt gétt bei „Geprüfte Sicherheit“. Mä wéi gesot, dat eent ass eng privat Norm. Dat anert ass eng Allgeminorm, eng Allgeminorm, déi an engem Bannemaart awer noutwendeg ass, well hei, mengen ech, kann net jiddweree, oder loosse mer soen all Land seng eege Regeln opstellen. Dat géif en zimlech heillost Duerjenaner ginn. An dat hei ass e Kompromëss. Dat ass sécher.

Mir wäerte plädéieren - duerfir, Är Motioun, Här Bauler, hunn ech kee Problem, fir ze akzeptéieren, well mir zu Bréssel dat bis elo gemaach hunn. A mir wäerten och an Zukunft derfir suergen, dass um Niveau vun deenen Aarbechtsgruppen, déi d'Kommissioun huet, do, wou mir da kënnen iwverhaupt matschwätzen - well do sinn heiansdo ganz héichwärtig Experten an der Chimie, déi dat do maachen, déi mir guer net hunn, déi mir guer net an deem Mooss hunn -, wäerte mir op alle Fall derfir suergen, dass mir dat ënnerstëtzen, wou déi héchste Grenzwärter fixéiert ginn. An deem Sënn kann ech dat hei akzeptéieren.

Et ass evident, dass, wann d'Direktiv sollt ëmgeännert ginn, mir dat esou schnell wéi méiglech ëmsetzen. Dat hu mer och hei gemaach. De Rapporteur huet dat jo och ënnerstrach.

Ech mengen, fir de Rescht probéiere mir, op deem Niveau, wou mir aktiv sinn - et dierf een net vergiesen, dass deen CE-Label, dee géllt fir déi ganz Europäesch Unioun an dee kann och an där ganzer Europäischer Unioun kontrolléiert ginn -, mir leeschten eise Bäitrag dozou.

Ech muss Iech allerdéngs soen, dass dee Labo, dee mer zu Capellen hunn, u sech e bëssen ënneréquipéiert ass, souwuel en personnel wéi och en matériel. Dat gestinn ech gären zou.

(**Interruption**)

Gestinn ech gären zou. Mir kënnen eis och net op den Niveau vun deenen Däitschen an esou setzen. Mä ech gesinn duerfir zwou Zesummenarbechte méiglech: nämlech mat däitsche Laboen zesummeschaffen, an dat Zweet ass, och physesch dee Labo op Belval ze lokaliséieren nient de Laboratoire des matériaux.

Ech mengen, mir kënnen net hei am Land zwee verschidde Laboratoires des matériaux funktionnéieren hunn. Mäi Wonsch ass op alle Fall, dass dee Labo vu Capellen vum ILNAS op Belval kennt an dass en do ugesiedelt gétt nient deem, dee scho besteet, nämlech deem vum Lippmann, an dass duerch déi Zesummenarbecht eben eng Verbesserung kann hierkommen. Ech mengen, et muss een net ëmmer eppes Neies maachen; et kann een och higoen an dat einfach verbesseren.

Ech soen och deene Leit, déi do schaffen, déi et net ëmmer einfach hunn an déi och heiansdo deck Frechheete gemaach kréien, wa se hir Kontrolle maachen, Merci fir hiren Asaz.

Ech sinn och fest iwverzeegt, dass et hei net fir d'Lescht ass, dass mer déi Spillsaachendirektiv wäerten op de Leescht mussen huelen. Well ech sinn iwverzeegt, dass se a ganz kuerzer Zäit ëmgeännert gétt, wéi de Rapporteur dat scho gesot huet.

Fir de Rescht soen ech der Kommissioun fir déi wäertvoll Aarbecht, déi se geleescht huet en mon absence, villmools Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Wirtschaftsminister Jeannot Krecké. Domadder ass d'Diskussion ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6118 ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmme, géint 8 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Marcel Oberweis), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par M. Jean-Louis Schiltz), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Martine Mergen), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

M. André Hoffmann.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(**Négation**)

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann hei nach eng Motioun, déi entre-temps sechs Ennerschrëften huet, d'Motioun vum Här André Bauler. Ech hu verstanen, datt den Här Minister mat där Motioun averstanen ass. Den Här Huss hält awer nach gär derzou d'Wuert.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Jo, just kuerz, Här President. Ech mengen, de Problem ass, datt d'Tendenz, also d'allgemeng Stoussrichtung vun der Motioun vum Här Bauler an eng positiv Stoussrichtung geet, well e seet, déi ganz Valeurs limites, also déi ganz Grenzwärter, déi misste réviséiert ginn. Bon, et kann een ënnerschiddlecher Meenung sinn. Bei enger Partie vun deene Substanzen geet et sécherlech duer, wann do d'Grenzwärter verschäerft ginn. Bei enger Rei vun aneren, hunn ech vir-drun hei erkläert, geet et net eleng ëm eng Grenzwärterverschäerfung, do misst e Verbuet kommen. Mä vu datt se insgesamt awer an eng positiv Richtung geet, duerfir aus deem Grond hu mer se dann awer ënnerstëtzt.

► **M. le Président.**- Gutt, kann ech dann déi Motioun zum Vote stellen?

Vote sur la motion 1

Vote à main levée. Wien ass mat där Motioun d'accord? Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wär déi Motioun dann och ugeholl.

Da géif ech d'Wuert ginn dem Här Lucien Thiel fir den Dépôt vun enger Motioun.

2. Dépôt d'une motion par M. Lucien Thiel

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Mir hunn an der Comexbu, an der Kommissioun fir d'Exécution budgétaire eis des Laangen an des Breede mam Projet de loi e-Go a mat deem, wat do vläicht net ëmmer riichtgelaf ass, ausenargesat. Mir hunn e Rapport do gemaach, deen ech déi nächst Woch ka méi detailleiert virstellen. Mir sinn zur Konklusioun komm, datt mer eng Motioun sollte verfaassen, wou mer déi Léieren zéien aus deem, wat mer do festgestallt hunn. An et



ass elo déi Motioun, déi ech wéilt ënnerbreeden. Wéi gesot, ech kréien nach Geleeënheet, fir se ze motivéieren.

Motion

La Chambre des Députés,

considérant que

- la manière de définir et d'engager un projet de l'envergure de celui qui devait mener au système e-Go a donné lieu à des déficiences notables;

- le rapport de la Cour des Comptes sur l'évolution du projet e-Go et notamment la partie II de ce rapport propose un «guide pour la gestion d'un projet de grande envergure»;

- le Ministre du Développement durable et des Infrastructures a annoncé devant la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire en date du 1^{er} mars 2010 des mesures visant à une meilleure gestion des projets notamment dans le domaine informatique;

- l'Inspection Générale des Finances (IGF) a fait dans ce même contexte devant la Commission un certain nombre de recommandations quant au contrôle financier de l'exécution des projets de grande envergure;

invite le Gouvernement à

- procéder à l'élaboration d'une méthodologie permettant une gestion plus efficace et plus économe des projets de grande envergure, notamment des projets à caractère évolutif;

- préciser et à fixer les niveaux de responsabilité des différents intervenants;

- déterminer un cadre pour l'accompagnement de l'exécution des projets;

- charger l'Inspection Générale des Finances (IGF) d'assurer le contrôle du dispositif à mettre en place pour mieux gérer les projets en question;

- garantir, en particulier en ce qui concerne le projet «e-go plus» et ses différentes composantes, la conclusion d'un marché public par la Communauté des Transports conformément à la législation afférente.

(s.) Lucien Thiel, Félix Braz, Fernand Etgen, Ben Fayot, Gast Gibéryen.

► **M. le Président.**- Merci. Ech ginn dem Här Thiel Akt vum Dépôt vu senger Motioun.

Da kéime mer elo zum Projet de loi 6135 iwwert d'Écoconception. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Bis elo huet sech just ageschriwwen den Här Eugène Berger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorebelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

3. 6135 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie

Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire

► **M. Claude Haagen** (LSAP), rapporteur.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 6135 «établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie» - ech nennen de Projet de loi ganz einfach Écoconception - ass de 7. Mee 2010 hei an der Chamber vum Wirtschaftsminister déposéiert ginn. De Statsrot huet den 29. Juni 2009 säin Avis ginn. An opgrond vun Amendementen, déi zréck un de Statsrot gounge, huet dësen dunn en Avis complémentaire de 16. November 2010 ginn. An der Ekonomieskommission ass de Projet de loi de 25. November 2010 ugeholl ginn.

Den Objet, de Sënn vum Projet de loi ass, fir eng europäesch Direktiv - 2009/125 -

an déi national Rechtsgebung ze transposéieren. Duerch dës Transposition gëtt de Champ d'application vun der Écoconception op nei Produkter ausgebaut. Déi nei Definitioun betrëfft net nëmme Produits consommateurs d'énergie, sou wéi et déi al Definitioun virgesinn huet, mä doriwwe eraus all „produits liés à l'énergie“. An anere Wieder: Déi nei Definitioun erfaasst net nëmme Produiten, déi Energie consomméieren, mä all Produkter, déi an engem erweiderte Sënn am Energieverbrauch eng Roll spillen. Dat kann e Produkt sinn, Här Gibéryen, wéi zum Beispill Fënsteren, Krinn oder Duschen.

(Interruption)

Den Hauptobjektiv vum dësem Gesetz ass et, duerch déi erweidert Definitioun vun de Produkter, déi ënnert d'Écoconception falen, den Energieverbrauch weider ze reduzéieren an esou e wichtege Bäitrag am Kampf géint de Klimawandel ze leeschten. Bei der Écoconception geet et drëms, vun Ufank u bei der Konzeption, bei der Entwécklung vu verschiddene Produkter energiepoliteschen an ëmweltfrëndlechen Iwwerleeunge Rechnung ze droen.

Zil ass et, den Energieverbrauch ze verréngeren, also ze optimiséieren. An dat géllt elo net nëmme fir Produiten, déi Energie direkt consomméieren, mä och fir Produiten, déi a Relatioun mat Energieverbrauch sinn, dat heescht Produiten, iwwert déi d'Energie duerch eng gutt Konzeption agespuert ka ginn.

Ee gewëssene Marquage, an et ass an deem Projet de loi vu virdrun iwwert d'Spillsaache schonn ugeschwat ginn, also dee gewëssene Marquage um Produit informéiert doriwwe, datt den Artikel den Écoconceptionsnormen entsprécht. Dëse Marquage spillt am Kader vun der fräier Zirkulatioun vun de Produkter an der EU eng wichteg Roll.

Här President, d'Chambres professionnelles an de Statsrot hunn an hire jeeweiligen Avisen drop verweisen, datt am Memorial e koordinéierten Text soll publizéiert ginn. De Projet de loi gesäit nämlech vir, datt am Ganze 15 verschidde Punkten am Gesetz geännert ginn, dovunner deen éischte Punkt eleng scho 54 Adaptatioune mat sech bréngt, andeems den Term vun „produit(s) consommateur(s) d'énergie“ duerch „produit(s) lié(s) à l'énergie“ ersat gëtt.

D'Ekonomieskommission huet sech der Propos vun engem koordinéierten Text och ugeschloss, dat fir eng besser Lisibilitéit vum Gesetz ze erlaben.

De Statsrot huet sech a sengem initialen Avis géint eng Erweiderung vun de Kompetenze vun der ILNAS - och dat ass schonn ugeschwat ginn -, dem Institut luxembourgeois de la Normalisation, de l'Accréditation, de la Sécurité et de la Qualité des Produits et Services, iwwert den Term „notamment“, wou d'Kompetenze sollten opgezielt ginn, ausgeschwat. Et ass awer kengfalls am Sënn vun der Regierung gewiescht, fir d'Kompetenze vun der ILNAS ze änneren. D'Ekonomieskommission huet den Term „notamment“ gestrich. De Statsrot huet sech domadder averstane gewisen.

D'Regierung gesäit esou eng Modifikatioun, déi ass souwisou virgesinn, vum Gesetz vum 20. Mee 2008, wat d'ILNAS betrëfft, vir. An deem Kontext ginn dann natierlech och d'Kompetenzen an déi méiglech Penalitéiten nei definéiert.

En zweeten Amendement huet eng falsch Referenz vun enger EU-Direktiv concernéiert. Och do huet d'Ekonomieskommission sech dem berechtigten Avis vum Statsrot ugeschloss.

Här President, dëse Gesetzesprojet ass ee weidere klengen, mä awer wichtege Moosaiksteen am Kampf géint de Klimawandel, andeems e kohärente Kader op EU-Niveau geschafte gëtt, deen den Handel mat neien an ëmweltfrëndleche Produkter fördert an ausbaut.

Ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauschert hutt, a ginn natierlech den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Rapporteur Claude Haagen Merci. Als éischten an eenzege Riedner kritt elo den Här Berger d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Eugène Berger** (DP).- Merci, Här President. Och Merci dem Rapporteur. Här President, ech hat elo virdrun e bëssen en Erstaunen hei an der Chamber verspiert, datt iwwerhaupt een zu dësem Projet soll schwätzen. Dat erstaunt mech eigentlech e bëssen, well hei ass awer e Projet, deen am Kader vun engem Dossier sech befënnt, dee wierklech och essenziell Zukunftsfroe beinhaltet, nämlech déi vum Klimaschutz.

Mir hu jo och elo dës Deeg, wou d'Klimaschutzkonferenz zu Cancún ugaang ass a wou also och do versicht gëtt, Solutiounen ze fannen. An och hei ass e Projet, dee sech an de ganze Kontext zum Klimaschutz areit. Ech fannen, et ass derwärt, datt een dann awer e puer Wuert dozou seet, wann et och zum Deel Redité sinn.

Well mir wëssen, wann ee wëllt eppes maache fir de Klimaschutz, muss mer CO₂ reduzéieren. Fir CO₂ ze reduzéieren, muss mer virun allem Energie spueren. Wat een also méi Energie spuert, wat ee manner Energie brauch, wat een also och manner CO₂ an d'Luucht bléist. An hei, an dës Direktiv, oder an deem Zousaz vun der Direktiv, hei géllt virun allem dann déi Devise „Kleinvieh macht auch Mist“. Dat heescht, hei hu mer am Fong déi Regel, op ville Plazen, klenge Plazen Energie spueren, a wann een dat alles zesummen hält, da kann een am Endeffekt awer och ganz vill Energie an der Quantitéit spueren.

Bis elo hate mer et esou, datt mer eng Rei Normen haten, wat Haushaltsapparater ubelaangt, déi haaptsächlech och duerch europäesch Initiativen zustan komm sinn. Do sinn eng ganz Rei Normen, ebe wat dann d'Apparater ubelaangt, ob dat de Frigidaire ass, ob dat d'Spüllmaschinn ass. Wat awer och gutt ass, datt ass, datt déi Norme lues a lues an d'Bewosstsi vun de Consommateuren, vun de Bierger agaang sinn, an datt d'Leit awer haut de Reflex och hunn, genau duerno ze kucken, well se am Endeffekt och wëssen, wa se sech esou en Apparat kafen, da spueren ech Energie, da spueren ech och eppes am Portmonni.

Dat heiten ass elo, ech géif soen, en Ausdehne vun deenen Normen op aner Produiten, déi och iergendwéi da mam Haus ze dinn hunn, ob dat elo Fënstere sinn, ob dat elo Krinn sinn an esou weider. Also bei ganz villen Objeten, Apparater am Haus, kann een Energie spueren, an dat ass eng gutt Saach.

Et ass eng sënnvoll Démarche. Duerfir kann och meng Fraktioun den Accord ganz kloer zu dësem Projet ginn.

Ech wéilt awer nach eng kuerz, méi generell Remarque maachen. Dat hei ass elo e richtege Schrëtt, oder e Schrëtt an déi richteg Richtung, mä dat eleng geet net duer, net duer an Europa an och net duer hei zu Lëtzebuerg. D'lescht Woch hat ech jo an enger Froestonn dee Sujet opgeworf. Ouni elo nach eng Kéier all dat ze widderhuelen, wëll ech awer nach eng Kéier trotzdeem rappeléieren, datt mer hei zu Lëtzebuerg, wa mer wëlle CO₂ reduzéieren, wa mer och wëllen eis Ziler an dem Erneierbar-Energie-Programm errechen, da muss mer nach verstärkt kucken, wéi mer hei kënnen Energie spueren iwwer Apparater am Haushalt, iwwer all méiglech Objeten am Haushalt, mä och beim Baue vun den Haiser selwer, an datt mer do also nach weider Efforté maachen.

Ech wëll nëmme dorunner erënnere, datt mir jo dëfir plädéieren, datt mer sollen eis al Bausubstanz versichen ze sanéieren, fir datt déi e ganz gudden energetesche Stand kritt. Dat wier och eppes, wou ee kéint iwwer eng Klimabank oder mat der Klimabank, fir déi mir jo och plädéieren, Leit domadder hëllefen, an déi Richtung ze goen, an datt een also och do weiderhi muss Akzenter setzen.

Ech wäert net midd ginn, all Kéiers dat erëm hei op der Chambertribün an op anere Plazen ze widderhuelen, well dat am Endeffekt e Benefiss wier fir jiddwereen, fir d'Leit, déi domadder Sue spueren beim Brennes, fir de Klimaschutz, fir de Stat, dee manner Kyoto-Strof bezilt. An am Endeffekt, ech mengen, dat ass och net onwiesentlech, do géif dann och hei ganz vill nei Aarbecht fir d'Lëtzebuerg Handwierk

entstoen, a nei Aarbechtsplazen, dat wier och e wichtege Aspekt.

Wéi gesot, déi Remarque gemaach, géif ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet abréngen. Merci!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Merci, Här President. Ech soe virun allem deene Leit, déi heirunner geschafft hunn, Merci. Ech stelle fest, dass et net eng grouss Kontrovers ass. Et ass evident, dass mer hei e Projet de loi hunn, deen eng Verbesserung bäiféiert, asoufern, dass mer eis elo mat Produkter ofginn, déi en Impakt op d'Consummation vun der Energie hunn an net einfach selwer de Consommateur si vun der Energie, an dass déi Ausdehnung am Gesetz menger Meenung no de wichtege Schrëtt ass.

Duerfir mengen ech, och den Här Berger, deen eng Rei Punkte gesot huet, déi net elo direkt a Rapport heimadder sinn, mä nëmme indirekt, mä dee Sujet hate mer virun eng, zwou Woche schonn hei abordéiert, an ech kann em nëmme Recht gi bei deene puer Punkten, déi e gesot huet.

En absence vun enger grousser Kontrovers, Här President, soen ech Merci, wann Der alleguerten dat Gesetz hei géift stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6135 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6135 est adopté par 60 voix.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Christine Doerner), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gladen, Norbert Hauptert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Marcel Oberweis), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier, Claude Meisch (par M. Fernand Etgen), Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser; M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6203 iwwert d'Akzisen. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Bausch an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den hono-

rabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

4. 6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques et modifiant

1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementant l'octroi des indemnités de chômage complet;

2. la loi modifiée du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

3. la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;

4. la loi du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6203 huet als Zil, déi verschidden Akzisen, Tauxen an Taxen an e spezielle Gesetzestext anzeschreiwien. Betraff dovunner sinn d'Akzisen op den Energieprodukter wéi Bensin, Diesel, Heizungsmaout, déi sougenannte Contributions sociales un de Beschäftigungsfong, de Kyoto-Cent, d'Taxen um Elektreschen an dem Gas, d'Akzisen op dem Tubak an dem Alkohol.

Fréier, dat heescht bis 2009, stoungen dës Bestëmmungen all Joers an der sougenannter Loi budgétaire. Si huet dofir all Joers missen integral an dem Budgetgesetz erëmgeholl ginn. Opgrond vun dem Artikel 100 aus der Verfassung sinn nämlech d'Steierbestëmmungen nëmme während engem Joer gültig. Et ass dat de sougenannte Principe vun der annualité budgétaire.

Wa mir elo e Spezialgesetz hunn, mat sämtlechen Akzisen, Tauxen an Taxen, da gëtt dat Ganzt méi transparent.

Et brauchen all Joers just d'Emännerunge vun deenen Tauxen iwwert d'Budgetgesetz gemaach ze ginn. Wann näischt un den Tauxen ännert, da verhält et sech wéi bei all aner Steiertarif, zum Beispill dem Steierbarème bei der Akkommessteier vun de Privatpersounen, deen am Prinzip esou, wéi en am Virjoer war, verlängert gëtt. Dëst berout op engem generellen Artikel, deen all Joers an der Loi budgétaire drasteet an deen ausdrécklech eng Verlängerung vun den Tariffer vun den direkten an indirekte Steiere virgesäit.

Här President, gréisser Ännerungen un den Akzisentaxe selwer gëtt et mat dësem Gesetzesprojet keng. D'Akzisen um Kerosin gi wuel vun 302 op 330 Euro pro 1.000 Liter an d'Luucht. Dëst huet awer praktesch zu Lëtzebuerg keng Auswirkungen. Op dem Flugkerosin sinn nämlech opgrond vun enger internationaler Konvention aus dem Joer '51 keng Akzisen.

Bei den Zigarette gëtt de Berechnungsmodus vun der Tabakssteuer liicht ofgeännert. D'Referenz ass deemno net méi deemeschverkaafte Pak am Land, dat ass de Pak Maryland. D'Berechnungsbasis ass opgrond vun enger europäescher Direktiv ab dem 1. Januar 2011 de Prix moyen pondéré vun alle Päck, déi hei um Marché zirkuléieren. Dat heescht konkret, dass d'nächst Joer d'Zigaretten dierften ëm 10 bis 20 Cents de Pak méi deier ginn.

Schliesslech ginn d'Akzisen op deene ganz bëllegen Zigarilloe vun 9 Euro pro 1.000 Stéck op 15 Euro an d'Luucht gesat, esou dass de Pak vun deene bëllegen Zigarilloe vun 1,50 op 2,10 Euro wäert an d'Luucht goen.

Här President, de Statsrot huet eng Rei vun éischter legisteschen Ëmformuléierungen an dem Regierungstext gemaach. D'Finanzkommissioun huet dës Propose wäitgehend erëmgeholl.

Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, dee majoritär an der Finanzkommissioun ugeholl gouf, an ech ginn d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soe gradesou Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Bettel en remplacement vum Här Meisch agedroen.

Discussion générale

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, ech probéieren, dat mam Här Meisch sengem Kënnen hei ze maachen. Wéi gesot, ech mengen, den Här Roth war komplett. Mir hunn och an der Kommissioun all déi Explikatiounen kritt. Ech wëll dem Här Roth Merci soe fir säi kuerzen, awer komplette Rapport an och soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen dote Projet wäert stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun wollt profitéieren - well hei ee Volet dran ass, deen eis besonnesch um Mo läit, an deem Gesetz hei, an zwar dee vun den Agrocarburanten -, fir éischters ze soen, dass mer, well hei eng Steierbefreiung oder deelweis Steierbefreiung vun den Agrocarburanten, eng Akzisebefreiung vun den Agrocarburanten dran ass, wéinst deem Grond de Projet net wäerte stëmmen.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Bausch nozelauschteren!

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Virun allem wollt mer hei kuerz nach eng Kéier erläutere, firwat mer der Meenung sinn, dass déi Richtung falsch ass, fir dat ze maachen.

Et ass elo de leschten 8. November eng nei Studië erauskomm a Frankräich, déi fir zimlech vill Opreegung och gesuergt huet a Frankräich an deem dote Kontext: eng wëssenschaftlech Studië, déi am Detail nogerechert huet a nowest virun allem, wat fir eng Konsequenzen dass d'Förderung vun Agrocarburanten, haaptsächlech vun deene vun der éischter Generatioun, huet a Frankräich an op der Welt insgesamt.

Do ass virun allem natierlech drop higewise ginn, dass - an dat ass jo och an deem heite Kontext dat, wat spezifesch opzeweifen ass -, wann Agrocarburanten agesat gi fir am Transport, dat heescht, fir an den Tank ze schëdden, dass, wann dat weider esou gefördert gëtt, weltwäit 70.000 Quadratkilometer supplémentaire Surface benéidegt ginn, fir dat mer kënnen op dee Wee goen, fir déi Agrocarburanten do ze produzéieren.

Dat huet eng desastréis Konsequenz generell fir d'Biodiversitéit weltwäit, mä virun allem och fir de Klima. Well et ass esou, dass een ënnert dem Stréch ka soen, dass d'Produktioun vun deenen Agrocarburanten ënnert dem Stréch an d'Konsequenzen, déi dat beinhalt - ebe wéi gesot - vun haaptsächlech Bëscher, déi verschwannen, Reebëscher, eng ganz natierlech Flora a Fauna, déi verschwënnt, dass d'Konsequenzen dovu sinn, dass ënnert dem Stréch méi CO₂ verbraucht wäert ginn, wéi es op där anerer Säit agespuert gëtt duerch den Asaz vu Biocarburanten.

Ech mengen, dat ass och de Grond, firwat een haut muss immens virsiichteg sinn, wann een an d'Richtung geet, fir weider d'Biocarburanten ze förderen. Et kënt derbäi - ech wëll dorop hiweisen -, dass d'nächst Joer, dat heescht 2011, op europäescher Ebene, dat heescht tëschent der Kommissioun an dem Europaparlament,

eng Négociatioun wäert ulafen, fir déi ganz Kultur vun den Agrocarburanten ze iwwerdenken, nei ze iwverschaffen, an dass mer deelweis och hei Saachen decidéieren, déi wahrscheinlech deelweis deem zewidderlafen, wat op europäeschem Niveau decidéiert gëtt.

Wann Der souguer den Avis vun der Chambre de Commerce liest zu dësem Projet, wou sech och relativ laang ausenanageresat gëtt mat där Fro, da gëtt och souguer gesot, dass et zum Beispill ganz schwéier, fir net ze soe bal iwverhaapt net ze kontrolléieren ass, wou déi eenzel Biocarburanten, also d'Zusammesetzung dovunner, wou se hierkommen, ob se vu sougenannter nohalteger Produktioun kommen oder - zum Beispill - éischter vu Produktioun vu Palmuelech oder Soja oder aner Saachen.

Doriwwer eraus huet Greenpeace och nach eng Rei Tester gemaach zu Lëtzebuerg bei Tankstellen, elo kierzlech, wou sech erausgestallt huet, dass den Undeel zum Beispill vun deenen absolut fragwürdege Quellen, wou d'Biocarburanten hierkommen, déi do bäigemëscht sinn, dass dee relativ héich ass.

Da wëll ech och drop hiweisen, dass de 25. Februar 2008 de Lëtzebuerg national Nohaltegkeetsrot e ganz kriteschen Avis gemaach huet zu deem dote Sujet an dass en drop higewise huet, dass dat Ustrieue vun 10% vun den Treibstoff am Verkéierssektor aus Agrocarburanten äusserst diskutabel ass, an dass en och verweist op eng ganz Rei rezent Studien, amerikanescher an esou weider, wou d'Konsequenzen opgezielt gi vun där dote Logik.

Alles dat, Här President, do ass et relativ kloer, dass een an deem heite Kontext net ka bei dem Projet hei fir dee Projet stëmmen, well eng Steierbefreiung, oder eng deelweis Steierbefreiung vun den Akzisen, eng Akzisebefreiung - pardon - vun den Agrocarburante virgesinn ass. Mä virun allem geet et awer drëm, dass mer och hei zu Lëtzebuerg eis Strategie an deem Kontext an op Basis vun den Erkenntnesser, déi et haut gëtt, zimlech staark iwwerdenken.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeugung, dass Liewensmëttelen oder Stoffe, déi fir Liewensmëttel geduecht sinn, net kënnen genotzt ginn oder net solle genotzt ginn, fir an en Tank ze schëdden. Dat ass dat eent.

Dat Zweet ass: Mir mengen och, dass de bensin- oder dieselgedriwwene Motor am Transport eng veraalten Technologie ass an dass et héich Zäit gëtt, vun där oneffizienter Technologie ewechzekommen an an eng aner Richtung ze kommen, an dass et eigentlech total onsënneg ass, fir Biocarburanten ze produzéieren, fir se an den Tank ze schëdden. Dofir menge mer och, dass een eigentlech misst am Transportsektor, haaptsächlech am Stroossentransport, komplett verzichten op déi doten Agrocarburanten.

Ech wëll och drop hiweisen, dass et eng Rei aner Regierung gëtt, déi sech entretemps scho ganz op déi méi kritesch Approche ageschwuer hunn. Zum Beispill déi hollännesch Regierung an déi dänesch gi voll an déi Richtung, an déi wëllen zum Beispill och d'Introduktioun dovunner net favoriséieren. Ech mengen och dofir, wéi gesot, dass mer och hei am Parlament - an och d'Regierung - gutt berode wieren, eis eege Strategie ze iwwerdenken, an dass d'Parlament eng ganz kritesch Haltung zu där ganzer Geschicht do soll anhuelen.

Fir dat ze ënnermaieren, Här President, wëlle mir, wéi gesot, géint dëse Projet stëmmen aus deene Grënn. Mä mir wëllen awer, fir dat ze ënnermaieren a fir dat d'Parlament sech soll domadder beschäftegen, och dovunner profitéieren, fir eng Motioun ze déposéieren hei, déi sech am Detail mat där Problematik do ofgëtt, a wou mer frou wieren, wann déi entweder haut mam Projet kéint direkt ofgestëmmt ginn, oder - wann d'Deputéierten oder d'Fraktiounen gäre méi Bedenkzäit hätten, se an der Kommissioun vläicht eng Kéier wëilten diskutéieren, wou mir och kee Problem domadder hätten, dass dat da fir d'Éischt kéint gemaach ginn - dann an den nächste Wochen eng Kéier an dësem Parlament kéint zur Ofstëmmung kommen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Luxembourg envisage le recours massif aux agrocarburants dans le domaine du transport afin d'atteindre les objectifs nationaux fixés par les différentes directives européennes pour la promotion des énergies renouvelables (plan d'action basé sur la directive 2009/28/CE);

- considérant le projet de loi n°6203 fixant les droits d'accises et taxes assimilées des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques;

- vu que ce projet de loi prévoit d'exonérer de différentes accises les agrocarburants dans le domaine des transports mis sur le marché luxembourgeois et que partant ce projet de loi représente une promotion étatique pour les agrocarburants en question;

- considérant que selon une toute récente étude commanditée par une coalition d'organisations environnementales et de développement (Réseau Action Climat-France, Amis de la Terre, Peuples Solidaires, Greenpeace et France Nature Environnement, etc.) et publiée le 8 novembre dernier, l'objectif européen pour les agrocarburants dans le domaine des transports pourrait mobiliser près de 70.000 km² de terres supplémentaires à la surface du globe dans les dix prochaines années, si cet objectif est réalisé par des agrocarburants de la première génération. Ceci représente une menace pour les forêts et les écosystèmes naturels et peut avoir des conséquences désastreuses en matière de changement climatique et de sécurité alimentaire;

- vu que le projet de loi en question demande des preuves documentaires certifiant de la contribution à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre arrêté par la décision 2002/358/CE du Conseil;

- considérant que selon l'avis de la Chambre de Commerce, de grandes incertitudes existent pour les metteurs sur le marché des agrocarburants pour fournir les preuves demandées et que partant le risque persiste que celles-ci ne donnent pas de garanties d'atteindre les objectifs envisagés;

- considérant que la Commission européenne a - suite à la directive européenne sur les énergies renouvelables - l'obligation de présenter pour le 31 décembre 2010 un rapport sur les effets indirects de la culture d'agrocarburants (ILUC = indirect land use change) et qu'en 2011, sur proposition de la Commission européenne, les Gouvernements et le Parlement européen vont en codécision décider sur cette importante législation;

- considérant l'avis du CSDD du 25 février 2008 et notamment la recommandation n°14: „Diese Entscheidung (10% der Treibstoffe des Verkehrssektors aus Biomasse) ist sogar unter Berücksichtigung der Biokraftstoffe der 2. Generation gemäß den hier angeführten Überlegungen nicht nachhaltig (hoher Flächenbedarf, intensive Produktion, sozioökonomische Auswirkungen, bescheidenes CO₂-Minderungspotenzial, geringe Energieeffizienz,...). Rezente Studien der US Nature Conservancy und des US German Marshall Fund schätzten, dass die Konvertierung des Regenwaldes, der Sumpfgelände, der Savannen und des Graslandes in Brasilien, Südost-Asien und den USA je nach Ausgangsmaterial (Zuckerrohr, Mais, Getreide) ein Mehrfaches an Kohlendioxidemissionen verursacht, als mittels Bio-Ethanol eingespart wird.“;

- considérant qu'il est préférable d'utiliser la biomasse dans d'autres secteurs que celui des transports, notamment le secteur des technologies telles que le biogaz ou la biomasse pour une production combinée d'électricité et de chaleur, c.-à-d. des technologies ayant de bien meilleurs rendements énergétiques;

invite le Gouvernement

- à renoncer aux initiatives politiques visant à promouvoir ou à avantager l'utilisation des agrocarburants dans le domaine des transports;

- à rejoindre la position de divers autres Gouvernements (NL, DK...), qui sont en faveur de l'introduction d'un facteur ILUC;

- à promouvoir l'utilisation intelligente et efficiente de la biomasse à des fins de production combinée d'électricité et de chaleur.



(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Här President, op den éischte Bléck - an esou ass et och hei duergestallt ginn, zwar am exzellente Rapport - huet een den Androck, wéi wann et hei am Fong geholl nëmmen em eng legislativ, technesch Décisioun géif goen, an esou froe mech, ob wierklech all Member vun der Chamber heibanne gemierkt huet, dass et dat net ass, sondern dass mer iwwert den Inhalt schwätzen, an iwwert den Inhalt vun engem groussen Deel vun eiser Steierpolitik, vun indirekte Steieren, vun Akzisen an esou weider, mat deenen ee sech muss ausenanersetzen.

Ech fannen et zwar am Prinzip richtig, dass mer hei en extrat Gesetz stëmmen, well doduerch méi Transparenz entsteet, wéi wann dat am groussen Pak vum Budget matgestëmmt gëtt an et dann ënner Émstänn nach manner ofpält. Mä wann een awer den Inhalt kuckt, da kann een aus menger Siicht eigentlech - aus eiser Siicht - net mat deem Gesetz d'accord sinn.

Éischtens emol wëll ech mech explizit deem uschléissen, wat den Här Bausch gesot huet, wat de Biofuel betrëfft. Ech war selwer nach Member am Nohaltegekeetsrot, wéi mer den Avis eestëmmege deemools ugeholl hunn, an dee méi wéi kritesch war, sondern dee wierklech ganz däitlech gesot huet: Biofuel, näischt! Guer net, guer net! Well eigentlech nëmmen negativ Effekter domat verbonnen sinn, net nëmmen hei, sondern virun allem nach vill méi an den Entwécklungslänner. An da muss ee sech natierlech och froen: Wéi seriö ginn dann esou Avisë vun deem Nohaltegekeetsrot do geholl? Well do ass dann awer absolut keng Konsequenz draus gezu ginn.

Et gëtt fir mech en zweete Punkt, en zweet Beispill an deem Gesetz, wat mech dozou bréngt, dass ech muss dergéint stëmmen: Énnert deenen Akzisen ass och déi berühmte Contribution sociale, dat heescht also, dee Sozialbäitrag fir d'Finanzéierung vum Beschäftigungsfong, och op dem Fuel, wou ech emol fir d'Éischt mengen, dass ee muss onbedéngt ënnerscheeden tëschent enger Akzisen- oder Steierpolitik mat enger ekologescher Steierungsfunktioun. Dat léisst sech rechtfertige mat enger gesondheetlecher Steierungsfunktioun. Dat léisst sech rechtfertigen, virun allem, wann d'Recetten dann zweckgebunne ginn.

Par contre, tëschent Bensinspräisser a Fonds pour l'Emploi - Beschäftigungsfong - besteet iwwerhaupt keen Zusammenhang. Ech sinn ausserdeem och der Meinung, dass Sozialausgaben haaptsächlech iwwer direkt Steiere finanzéiert solle ginn, an net iwwer indirekt Steieren oder Akzise mat dem Charakter vun indirekte Steieren, well déi ëmmer méi ongerecht si wéi direkt Steieren.

Ech fanne schlussendlech, wann een d'Zuele kuckt, wéi dee Beschäftigungsfong finanzéiert gëtt, da stellt een awer wierklech e risegen Déséquilibre fest tëschent deem, wat d'Entreprisë bäileeën, an deem, wat d'Consommateure respektiv d'Personnes physiques bäileeën iwwer hir Steieren am Joer 2009. Dat sinn also Comptes, keng Previsiounen. Am Joer 2009 gëtt nëmmen zu 9% de Beschäftigungsfong finanzéiert iwwert d'Solidaritätssteuer op de Betriber, 9%! An zu iwwer 21% iwwert déi Contribution sociale hei, déi d'Leit bezuelen, wa se hire Fuel kafen, wat also d'Form vun enger indirekter Steuer huet. Also mindestens zwee Grënn als Beispiller, fir géint dat Gesetz ze stëmmen!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert den Här Wirtschaftsminister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Bon, ech soen am Numm vun der Regierung a virun allem mengem Kolleg Finanzminister a mir selwer dem Gilles Roth Merci fir säi Rapport an och déi Explikatiounen, déi e ginn huet.

Ech wollt just nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer déi Diskussioun iwwer Biofuel viru 14 Deeg - mengen ech, wann ech mech gutt erënneren - hei haten, wou ech nach eng Kéier drop higewisen hunn, dass mir eng Obligatioun hu vun Énergies renouvelables am Transport eranzebréngen: 10%, dat ass kee Choix, dat ass eng Obligatioun, an dass een do net vill Méiglechkeeten huet. Et huet een déi vun der elektrescher Mobilitéit. Dat maache mer och.

Mä jiddweree weess, dass mir net muer d'ganz Land hei mat elektreschen Autoe wäerte bevölkere kënnen an dass mer also forcéiert sinn, wa mer wëllen déi Direktiv anhalen, déi eng Obligatioun ass, dass mer also Biofuel - wéi och aner Länner - musse bäimeschen. An dass mir awer ënner eiser Presidentschaft - Här Bausch, loosst mech vläicht ausschwätzen! -, ënner eiser Presidentschaft 2005 derfir gesuergt hunn, dass endlech d'Kritäre vum Développement durable an de Choix vun deenen Agrofuel, wéi se och nach genannt ginn, erakomm sinn. Lëtzebuerg huet dat erbruecht. Dat war bis elo net dran. Et huet derfir gesuergt, dass elo Kritäre ausgeschafft ginn, woubäi ech mat lech d'accord sinn, dass et heiansdo - jee nodeem, wou et hierkënn - un der Zertifizatioun hapert.

Dass dat net ëmmer esou prezis ka sinn, well ee jo net ëmmer weess, wou den Origine ass, dat gestinn ech gären an. Mä mir kucken awer wierklech, do wou et méiglech ass an esou wäit et och méiglech ass, d'Kommissioun ze ënnerstëtzen an hire Bestriewungen, derfir ze suergen, dass näischt esou passéiert. Dir kënn och sécher sinn, dass et och vum Energeteschen hier kloer ass, dass Mais a Raps: All déi Geschichten do bréngen net ganz vill. Déi hunn herno fir d'Gewënnung am Fong geholl méi Energie verbraucht, wéi dat, wat se bréngen an hirer Energiekraaft.

Et ass am Fong geholl nëmmen den Ethanol, dee staark iwwert den Zocker eben, notamment a Brasilien, gefördert gëtt an do bis zu 50% vum Transport genotzt gëtt. Sou dass et am Fong geholl nëmmen den Zocker ass, deen eng aacht- bis zéngmol méi Valeur huet wéi Mais a Raps, an dass also den Ethanol gewënnbréngend aus Zocker dat Beschit wier, wat mer kéinte maachen.

Mä ech wier frou, wa mer déi Diskussioun vläicht net am Kader heivunner géife féieren, mä wa mer se kéinten nach eng Kéier - wann Der da gewëllt sidd - op enger anerer Plaz féieren. Ech hat geduecht, d'lescht Kéier hätte mer eis e bëssen doriwver ausgeschwat, mä wann awer de Besoin ass, fir nach eng Kéier driwwer ze schwätzen, sinn ech bereet, dat ze maachen.

► **M. le Président.**- Gutt, domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir komme vläicht zu der Motioun. Ech géif proposéieren, mir géife fir d'Éischt iwwer...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ... Här Minister...

► **M. le Président.**- Jo, mä dat gehéiert jo zu der Motioun.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Neen, neen, ech wollt d'Parole après ministre froen.

► **M. le Président.**- Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ganz kuerz! Ech wollt just drop hiweisen, dass den 31. Dezember dëst Joer e Rapport erauskënn, dee sech mat den Effets indirects vun der Culture d'agrarcarburants beschäftigt op europäeschem Niveau. An dann ass virgesinn, dass d'nächst Joer op Propositioun vun der Kommissioun an Zesummenaarbecht mam Europaparlament déi ganz Direktiv iwwerschaaft soll ginn.

Dofir: Dat, op wat den Här Minister sech elo baséiert, déi Obligatioun, do wäerte wahrscheinlech am Laf vum nächste Joer zolidd Ännerunge kommen. Also, ech mengen, och an där Hिसicht gesäit een eigentlech, dass op europäescher Ebene e ganz kritesche Prozess am Lafen ass, fir déi ganz Logik ze hannerfroen.

► **M. le Président.**- Gutt, ech géif elo proposéieren, dass mer géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6203 ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, géint 9 - neen - géint 8 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6203 est adopté par 51 voix pour et 8 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Lucien Clement), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. André Bauler), Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn dann hei nach eng Motioun, déi vum François Bausch virdrun abruucht ginn ass. Wëllt een nach zu där Motioun Stellung huelen? De Minister, mengen ech, huet dat scho virdu gemaach. Jo...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mir kënnen déi do net akzeptéieren, well mir hunn am Moment eng Obligatioun, a wat nom 31. Dezember kënn, dat kucke mer dann. Ech hu jo gesot, ech wier bereet, dann doriwver ze schwätzen.

► **M. le Président.**- Gutt, da géif ech proposéieren, dass mer iwwert déi Motioun ofstëmmen. Ech ginn dovun aus, dass den Här Bausch en elektronische Vote freet. Mir...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, wier et net méiglech, elo se hei..., am plaz se ofzelehnen, se vläicht an der Kommissioun awer ze diskutéieren, oder ass den Här Bausch domadder net averstanen?

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Jo, ech hu jo gesot, ech wier domadder d'accord, wann...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Mä ech kann der Chamber net soen, wat se ze dinn huet!

► **M. le Président.**- Also, ech mengen, hei gëtt de Vote gefrot, och vum Demandeur vun der..., vum Auteur vun der...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Här President, ech hu gesot, wann d'Majoritéit awer d'accord wier, fir driwwer ze schwätzen, ech wier domadder d'accord. Also, ech wëll dat nach eng Kéier betounen.

► **M. le Président.**- Ech hunn awer näischt esou eppes...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech hunn dat och esou matkritt, dofir wëll ech nach eng Kéier betounen, dass de Wëllen zu der Diskussioun net bei eis net do ass!

► **M. le Président.**- Här Bausch, ech hunn net vu Säit vun der Majoritéit ier-

gendwéi verspuert, dass et géif an déi Richtung goen.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Ech och net, Här President, et erstaunt mech och net.

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Dofir proposéieren ech, dass mer elo iwwert déi Motioun ofstëmmen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmen fänkt elo un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, géint 13 Jo-Stëmmen an 8 Enthaltungen.

Résultat définitif après redressement: la motion 1 est rejetée par 39 voix contre, 12 voix pour et 8 abstentions.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Félix Braz) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Ont voté non: Mmes Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Félix Eischen), Raymond Weydert et Michel Wolter (Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel).

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch (Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Carlo Wagner.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6153 iwwert d'Konte vum Exercice 2009. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Etgen an d'Madame Mutsch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

5. 6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

► **M. Félix Braz (déi gréng), rapporteur.**- Merci, Här President. De Projet de loi 6153 handelt vun de Statskonte vum Joer 2009. Dee Projet ass den 1. Juli vun dësem Joer an der Chamber déposéiert ginn an e berout op den Artikelen 104 an 105 vun der Verfassung, och op dem Gesetz vun der Cour des Comptes an och op dem Gesetz vum Budget a vun der Statskonta.

Dir wësst, dass am Joer 2009 d'Lëtzebuerger Économie sech manner favorabel entwéckelt huet, wéi nach ufanks vum Joer 2009 sech dat erhofft gi war. Mir hunn um Enn vum Joer eng relativ staark Kontraktioun vun der Économie kannt, vun 3,7% laut den Zuele vum Statec, déi en am Oktober 2010 publizéiert huet. Dat läit un de scho bal existenzielle Schwierigkeeten, déi de Bankesektor kannt huet, an och un enger zimlech däitlecher Chute vun den

Exportatione vun der Lëtzebuenger Ekonomie.

Deemtsprechend ass zu Lëtzebuerg de Chômage gewuess, an déi budgetär Situation vum Stat huet sech zolidd degradéiert. De Stat, d'Regierung huet eng Politique de relance dergéintgesat, déi natierlech och zu enger Degradation vun den öffentleche Finanzen gefouert huet duerch d'Augmentation vun den Defiziter am Joer 2009 an och duerch eng Augmentation vun der öffentlecher Schold.

D'Administration publique huet fir d'Joer 2009 e Besoin u Finanzement an der Gréisstenerdnung vun 0,7% vum PIB, wat e Solde de financement négatif vu méi wéi 277 Milliounen Euro ausmécht, wat natierlech beträchtlech Montanté sinn, déi mer do am Joer 2009 kannt hunn.

Ech wëll net weider an den Detail vun deenen Analyse goen. Et gëtt genuch aner Dokumenter vum Statec oder vun der Cour des Comptes, oder beim Exposé des motifs vum Projet de budget fir d'Joer 2011, déi eng detailléiert Analys vun där Situation maachen. Et bréngt also näischt, se op dës Plaz och nach eng Kéier ze widderhuelen.

Just e puer Zuelen, awer net ze vill, aus dem Kont vum Joer 2009. Mir hu bei de Recettes an Dépenses courantes en capital en Excédent de dépenses vu méi wéi 785 Milliounen Euro. Mir hu bei de Recettes et Dépenses pour ordre och e klengen Excédent vun den Dépenses vun 10,5 Milliounen Euro. Bei de Fonge gëtt et en Excédent vun Recettes an der Gréisstenerdnung vun 310 Milliounen Euro.

Wat d'Entwécklung ubelaangt, am Laf vum Joer 2009, tëscht dem Budget définitif an dem Compte général, sou stellt ee bei de Recetté fest: bei de Recettes courantes e Minus vu 4,09%, bei de Recettes en capital e Minus vun 2,5%. Am Total vun de Recetté mécht dat an der Moyenne e Minus vu 4,08% manner Recetten.

Emgedréit ass et bei den Dépenses: Bei den Dépenses courantes sinn d'Dépenses ëm 2,87% méi héich am Kont ausgefall wéi virgesinn. A bei den Dépenses en capital, selbstverständlech duerch d'Interventione vun der Regierung, do sinn d'Dépenses ëm méi wéi 18% geklomm am Kont par rapport zum Budget définitif.

Mir hu virgesi gehat, en Excédent vu Recetté vu 5,66 Milliounen Euro am Budget définitif. Mir clôturieren awer d'Joer en fait mat engem Defizit vu 785,4 Milliounen Euro, wat eng Variatioun ass vu méi wéi 791 Milliounen Euro.

Dozou ass ze bemerken, dass laut dem Exposé des motifs vum Projet de loi eigentlech de Budget définitif mat engem Iwwerschoss vun 12,2 Milliounen hätt sollen ofschléissen. Do war allerdéngs den Impakt vun engem Gesetz vergiess ginn, wat 6,5 Milliounen Dépense virgesinn hat. Et hätt een also missen déi ofzëien, sou dass den definitive Boni vu 5,7 Milliounen gewiescht wier. Vu dass awer dat Gesetz net ëmgesat ginn ass an dësem Joer, sinn déi Zuelen trotzdeem, wéi se elo am Exposé des motifs stinn, awer richtig.

Dëse Projet de loi huet och en Artikel 2, dee behandelt en Oubli, awer en Oubli a substanzierter Gréisstenerdnung vu 770 Milliounen Euro. En fait geet et do ëm d'Resultater vun de Comptes généraux vun de Joren 2006 bis 2008, déi en Total, e positiven Total vu 770 Milliounen ausweisen an déi sollten un eng Rei Fonds spéciaux affectéiert ginn. Dee Montant sollt am Projet de loi 6100, also de Budget fir d'Joer 2010, drastoen.

Aus Grënn, déi net méi ze retracéiere waren, ass dee Montant awer schlussendlech am Budget fir 2010 net opgedaucht, sou dass mer elo vum Kont profitéieren, fir d'Joer 2009, fir iwwert dee legale Wee eng Affectation vun deene Fongen an Héicht vu 770 Milliounen virzehuelen.

Dat mécht also am Total bei de Recettes et dépenses courantes en capital en Total vun 8,89 Milliarden Euro, en Total vun Dépense vun 9,68 Milliarden Euro. Dat mécht en Excédent de dépenses, wéi gesot, vu 785 Milliounen.

Et kënnt dann nach derbäi d'Affectation vun de Comptes généraux vun de Joren 2006 bis 2008 an Héicht vu 770 Milliounen. Dat mécht da mam Rapport de solde initial vu 462 Milliounen e Rapport de solde total vun 1,232 Milliarden Euro, déi mer dann am Kont definitiv festhalen.

Zu de Fonds spéciaux, Här President, do ass et esou, dass déi sech am Joer 2009 staark entwéckelt hunn, mat enger Progressioun vun 32%. Dat ass wäit méi wéi am Joer 2009, wou d'Progressioun nëmmen 9,65% war. Dat war net an där doter Gréisstenerdnung virgesinn.

Et ass einfach esou, dass d'Recetté sech duerch d'Décisionne vum Joer däitlech méi héich entwéckelt hunn, wéi dat virgesi war, eng Hausse vun iwwer 28%, an d'Dépense sinn och manner gewiescht a Gréisstenerdnung vu 7,52%, wat deen zimlech däitlechen Iwwerschoss do erkläert. An deenen doten Zuele sinn déi 770 Milliounen, déi ech virdrun erwähnt hunn, nach net dran, am Début d'exercice, mä déi wäerten awer bei de Recetté vun 2009 selbstverständlech figuréieren.

D'Cour des Comptes huet an hirem Rapport, wéi och schon d'lescht Joer, bemängelt, dass bei de Fongen eng Rei Informatione géife feelen. Mir haten dat och d'lescht Joer schon am Rapport vun der Comexbu opgeworf. Si bemängelen an der Cour des Comptes, dass wuel den Total vun de Recetten a vun den Dépenses opgeléicht gëtt, net awer den Detail vun den eenzelne Projekte mat senger Evolution en cours d'année.

Dat huet sech vum leschte Joer op dëst Joer net geännert, op deem dote Punkt. Et ass duerfir och nach eng Kéier an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire diskutéiert ginn, och a Präsenz vum Minister, dee mat der Commission der Meinung war, dass een dat awer sollt wierklech eng Kéier ausdiskutéieren an aus der Welt schafen, fir dass et tëscht Parlament a Regierung op deem dote Punkt keng Meinungsverschiedenheete gëtt an dass et och keng Ambiguitéiten a keng Malentenduë ka ginn.

Transparenz ass op béide Säite gewënscht, esou huet de Minister an esou huet och d'Kommissioun sech ausgedréckt, an duerfir ass eng Réunion zustane komm, wou, nieft der IGF, de Minister, selbstverständlech d'Cour des Comptes an ech selwer als Rapporteur zesummesouzen, ufanks November, wou mer déi Punkten diskutéiert hunn. Mir mengen och, mir hätten eng Léisung fonnt. Ech kommen herno nach eng Kéier kuerz dorobber zrëck.

D'Cour des Comptes huet awer och an hirem Rapport, wéi dat üblech ass, eng Rei Considérations particulières gemaach. Si huet sech fir d'Joer 2009 méi intensiv mat enger Kontroll vun de Rémunératione vun all den Agente vum Stat beschäftegt. Dat gëtt, wéi gewinnt, gemaach op Basis vun engem Échantillon. Déi Rémunératione vun den Agente vum Stat maache schon en décken Deel vun den Dépenses aus. Do geet et ëm e Montant vu ronn 1,7 Milliarden. Dat ass eng Progressioun, déi zolidd ass, och par rapport zum Joer 2007. Also, bannent zwee Joer war déi Progressioun vu méi wéi 17%; dat ass also net näischt.

Et sinn am Ganzen 2.328 Dossiere vun der Cour des Comptes ënnersicht ginn. Et goufen eng Rei Onregelméissegkeeten, déi awer an engem Débat contradictoire wierklech bal alleguere konnte gekläert ginn. Schlussendlech si just nach bei 77 Dossiere vun deenen 2.328 Contestatione bliwwen, déi d'Cour des Comptes net am leschten Detail schlussendlech konnt beleeden oder widderleeën.

Et bleift ze soen, dass dat e wesentlech bessert Resultat ass verglach mat deemselwechten Exercice am Joer 2007, wat sech awer och doduerch erkläert, dass am Joer 2007 deen neie SAP-Programm agefouert gi war an do nach eng Rei Paramétragen net richtig fonctionnéiert hunn. Duerfir waren an deem Joer 2007 wesentlech méi Feeler au départ festgestallt gi wéi 2009. Déi sinn awer elo gréisstendeels behuewen, sou dass d'Kommissioun keng aner Observationen dozou ze maachen hat.

Zwou lescht Remarquen, déi eis als Kommissioun awer wichteg sinn: Dat ass de Respekt och vun Délaïen. Den Délai vum Dépôt vum Projet de loi, deen an de leschte Joren - dat ass den 31. Mäerz - net konnt agehale ginn. Do huet de Minister och d'Zouso gemaach, dass e wëilt ab deem nächste Joer derfir suergen, dass sämtlech Zuelen, och ënnert dem Drock vum Semestre européen, wesentlech méi fréi sollen um Dësch leien, wat et och der Regierung misst erlaben, de Projet de loi an den Délaïen d'nächst Joer ze déposéieren.

Et gouf och en Accord tëscht der Regierung, dem zoustännege Minister an der Kommissioun, wat d'Qualitéit vun den Informatione betrëfft, déi mussen déposéiert ginn. Mir wëllen eis do uehnen un déi Zuelen, déi mam Volume 1 vum Statsbudget publizéiert ginn. Do ass ëmmer eng Annex hannendrun, déi am Detail iwwert de Contenu vun de Fonge renseigneiert.

Opbauend dorobber wëlle mer och aktualiséiert Zuelematerial hunn, dat da beim Dépôt vum Projet de loi iwwert de Compte général soll an Zukunft mat derbäieleien. Domadder wier dem Wonsch vun der Cour des Comptes, deen d'Kommissioun ënnerstëtzt, Rechnung gedroen, dass déi Zuele méi komplett wieren. Dat ass natierlech eng positiv Entwécklung an dat misst dozou féieren, dass mer da fir d'lescht iwwert deen doten Émstand hei diskutéiert hunn.

Lescht Remarque betrëfft den Artikel 77 vum Kontabilitéitsgesetz, wou sämtlech Départements ministériels d'Verpflichtung hunn, am Rhythmus vun all dräi Méint d'IGF en détail ze renseigneieren iwwer hir Engagemente. Dat huet och bis elo net ëmmer geklappt. Mir mengen awer als Kommissioun, dass dat awer en net onwesentlechen Deel ass vun der Transparenz vun der Exécution budgétaire. An duerfir wëlle mer och op deem dote Punkt, dass dat d'nächst Joer besser klappt.

Mir hunn nach eng Motioun gemaach, Här President, als Comexbu, an deem dote Sënn, wou mer déi Saachen do opwerfen. Déi Motioun gëtt gedroe vum véier Fraktiounen a vun der Sensibilité ADR an och vum André Hoffmann vun déi Lénk.

Do setze mer eis ausenaner mat deem Artikel 77, mam Délai vum Dépôt vum Projet de loi, awer och, Här President, mat engem Rapport, deen eis dës Woch vun der Cour des Comptes virgestallt ginn ass, deen d'Qualitéit vun der Planifikatioun vun der Recette fiscale betrëfft. Déi ass net optimal. Et gëtt relativ staark Variatiounen tëscht der Planifikatioun a schlussendlech der Exekutioun. Do gesäit d'Cour des Comptes an der Haaptsaach Faiblesse bei der Modélisation économique, déi deene Prognosen zugronn läit. A si gesäit och Faiblesse an der Struktur vun deenen, déi sech domadder solle beschäftegen.

D'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire proposéiert duerfir, éischtens, der Regierung, dass se soll derfir suergen, dass et an Zukunft eng besser Modélisation économique an där heiter Matière ka ginn. A mir fuerderen och d'Regierung op, d'Kreatioun vun engem Comité de prévision ze envisagéieren - do muss natierlech nach vill drop geschafft ginn op deenen Detailler -, deen als Aufgab hätt, eng besser Koordination vun den Informatione ze maachen a vun de Previsiounen ze maachen, wat d'Recette fiscale betrëfft.

An - dat ass eis wichteg als Kommissioun -, dass bei der Kompositioun vum Comité de prévision dofir soll opgepasst ginn, dass à la fois seng Performance garantiéiert ass an awer och seng Onofhängegkeet garantiéiert muss sinn. Dat ass e wichtegen Deel vun der Kredibilitéit vun deem Gremium, mä do wäerte mer an den nächste Méint a Joren doriwwer ze diskutéiere kréien am Detail.

Mä d'Motioun, wéi gesot, Här President, gëtt gedroe vun all de Kräften hei am Parlament.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- que des écarts importants dans certaines catégories d'impôts entre la planification et

la réalisation ont été notés ces dernières années avec des plus- ou moins-values de recettes considérables;

- que la Cour des Comptes, en application de l'article 5, paragraphe (2) de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes, a prévu dans son programme de travail pour l'exercice 2009 un contrôle portant sur la qualité de la planification des recettes fiscales;

- que le rapport spécial de la Cour des Comptes concernant la qualité de la planification des recettes fiscales a été présenté à la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire en date du 29 novembre 2010;

- que la Cour des Comptes estime dans ses conclusions que la planification fiscale présente des faiblesses au niveau de la comptabilité et des techniques de prévision;

- que la Cour des Comptes estime dans ses conclusions qu'une élaboration du budget des recettes basée sur une modélisation macroéconomique fondée n'est pas possible au stade actuel;

- que la Cour des Comptes estime dans ses conclusions que la détermination du bien-fondé économique de mesures fiscales nouvelles est rendue hasardeuse;

- par ailleurs que l'article 11 de la loi modifiée sur la comptabilité de l'État du 8 juin 1999 selon lequel «pour le 31 mai au plus tard le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice précédent est déposé à la Chambre des Députés et transmis à la Cour des Comptes» n'a pas été respecté au cours des dernières années;

- que le Ministre des Finances a annoncé devant la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire qu'il allait s'efforcer à ce que le délai imposé soit respecté à l'avenir (réunion du 20 septembre 2010);

- que d'après la Cour des Comptes, les obligations inscrites à l'article 77 de la loi modifiée sur la comptabilité de l'État du 8 juin 1999 selon lequel «les départements ministériels communiquent à la fin de chaque trimestre à l'Inspection générale des finances un état exhaustif des engagements contractés au cours de l'exercice et des engagements à prévoir pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants ainsi qu'un relevé des dépenses liquidées à charge des fonds spéciaux et relevant de leur compétence» ne sont pas suivies alors qu'elles permettraient à l'Inspection générale des finances d'avoir une vue d'ensemble sur les engagements juridiques de l'État ayant une incidence sur le budget de ce dernier;

invite le Gouvernement

- à mettre à la disposition des administrations fiscales les moyens nécessaires pour assurer leur planification sur une modélisation économique performante;

- à envisager la création d'un comité de prévision chargé de la coordination des travaux de prévision et de l'élaboration des prévisions de recettes fiscales afin, entre autres, de servir l'élaboration du projet de budget des recettes de l'État;

- à lui assurer, à travers sa composition, son efficacité et son indépendance;

- à rendre possible l'évaluation du projet de loi portant règlement du compte général dans les meilleurs délais possibles.

(s.) Félix Braz, Fernand Etgen, Gast Gibéryen, André Hoffmann, Lucien Lux, Jean-Louis Schiltz.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den Här Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, viwech wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Félix Braz, Merci soe fir säi prezise schriftleche Rapport an och säin engagéierte mëndleche Rapport.

Ech wëll just insistéieren, datt et fir d'Éischt ass, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, datt d'Kont vum Virjoer virum Budget gestëmmt ginn. Dat wor jo och eent vun den Ziler vun der Reform iwwert d'Statskontabilitéit.

Leider huet d'Regierung et net fäerdeg bruecht, de Projet de loi an den Délaïen, wéi se am Gesetz virgesi sinn, ze déposéieren, sou datt fir d'Avisé vun der Cour des



Comptes a vum Conseil d'État wéineg Zäit blouf. Grad duerfir wëll ech der Cour des Comptes an och dem Conseil d'État Merci soe fir hir prompt Aarbecht op där enger Säit, an op där anerer Säit d'Regierung bidden, sech an der Zukunft un d'Gesetz ze halen.

Als DP ass eis vill dru geleeën, datt d'Debatt iwwert d'Konten keene Exercice de style därfer ginn, mä muss och als Basis dénge fir de Budget. An dësem Sënn muss ee bedauern, datt d'Recetten 2009 ëm 378 Milliounen ënnerschat gi sinn an iwwer 413 Milliounen méi Dépenses ugefall sinn. De Budget war mat engem Boni vu 5,7 Milliounen ausgegangen a schléisst mat engem Defizit vu 785 Milliounen of.

Dat heescht net méi an net manner, datt mer op d'Käschte vun der nächster Generatioun liewen. D'Schulde vun haut mussen vun de kommende Generatiounen zrëckbezuelt ginn. D'Steierherhéijunge vun haut mussen vun de Steuerflächtege vu muer berappt ginn.

Zum Schluss wëll ech nach d'Fro opwerfen, firwat nach ëmmer keen „screening“ gemaach ginn ass, esou wéi de Rapporteur vum Budget, de Kolleg Lucien Thiel, dat verlaangt hat - eng Fuerderung, déi déi honnertprozenteg Ennerstëtzung vun eiser Fraktioun fënnt.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Etgen. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Lydia Mutsch (LSAP).** - Merci, Här President. E puer Virbemierkungen zu der Form: De Gesetzesprojet ass den 1. Juli 2010 an der Chamber deponéiert ginn. Also awer mat engem Mount Verspéidung par rapport zur Limite vum 31. Mee, sou wéi dat eigentlech am Kontabilitéitsgesetz virgesinn ass. Trotzdeem - an ech mengen, dat ass nach méi wichteg hei ze soen - ass ze begrëssen, dass et dës Kéier méiglech war, an ech mengen, et ass déi éischte Kéier, fir dee Projet de loi ze evakuéieren, ier mer de Projet de budget fir 2011 hei virgestallt kréien an och ier de Rapporteur säi Budgetsrapport presentéiert. Dat heescht, déi Donnéeën louchen dës Kéier esou vir, dass se awer konnten an déi Aarbechte mat afléissen. Dat schéngt mer eng ganz wichteg Virremarque ze sinn.

Am Résumé soe jo souwuel d'Cour des Comptes wéi och de Statsrot an och d'Finanzkommissioun, an a sëllege Budgete gouf dat dokumentéiert, dass de Gesetzesprojet eigentlech ze vill dürfteg ass, fir eng wierklech Analyse de fond vun de Statskonte kënnen ze maachen.

An hirem Rapport général fir 2008 hat d'Cour des Comptes geschriwwen - an ech zitieren: «Dans son rapport général sur le projet de loi portant règlement du compte général de l'État de l'exercice 2008, la Cour avait rendu attentif au fait que les informations fournies au compte général de l'État était très sommaires (...). Cet état des choses ne s'étant pas amélioré avec le compte général sous rubrique, la Cour doit réitérer son constat qu'elle se trouve dans l'impossibilité de faire une analyse approfondie des comptes de l'État.»

De Statsrot gräift dat jo dann och op, an e schreift dann: «...insiste sur ce que le projet de loi, qui portera règlement du compte général de l'exercice 2010, retrace de manière détaillée les comptes de l'État, afin de permettre à la Cour des Comptes d'exercer pleinement les attributions lui conférées (...).»

Bon, d'Finanzkommissioun huet zeg Kéieren och a Präsenz vum Budgetsminister gesot, dass et fir si ganz wichteg ass, dass d'Gesetz vun de Konten méi ass wéi en einfachen Exercice comptable, well et jo awer trotzdeem drëms geet, fir ze reiseignéieren iwwert d'Resultater vun der öffentlecher Politik, déi en œuvre gesat gëtt mat deene Finanzmëttelen, déi hir zur Verfügung stinn.

Elo dann zu der Saach selwer oder zum Contenu. De Kont 2009 schléisst mat engem Defizit vu 785 Milliounen Euro of, am plaz am Équilibre ze sinn, esou wéi de Projet et virgesinn hat.

D'Ursach ass eng ganz einfach, oder eng ganz komplex: D'Finanzkris huet am Hierscht 2008 zougeschloen, ier de Budget opgestallt ginn ass, an d'Regierung huet trotzdeem un hirem Budget festgehalten, andeem se gesot huet, grad elo brauche mer e Budget vum Vertrauen, an d'Chamber huet déi doten Démarche matgedroen.

Duerch d'Kris sinn dunn alleguer déi ekonomesch Parametere op d'Kopp gehait ginn; méi schlëmm, wéi een 2008 nach gemengt oder gehofft hat. Esou dass op där enger Säit manner Recetten erakomme si wéi gemengt - iwwer 370 Milliounen manner Recetten, notamment Konsumsteieren, TVA, Akzisen, Taxes d'abonnement - wéinst de Boursen, an Droits d'enregistrement - wéinst der Ofschaffung vum Droit d'apport.

An op där anerer Säit sinn eng Rei lafend Dépenses an d'Luucht gaangen: iwwer 370 Milliounen, wou entweder d'Stabilisateur automatique gespillt hunn, oder déi direkt mat der Ëmsetzung vum Konjunkturpak ze dinn haten, notamment am Beräich vun der Beschäftigungspolitik an am soziale Beräich - zum Beispill d'Allocation de vie chère -, wat enorm dozou bäigedroen huet, déi sozial Konsequenze vun der Kris méiglechst kleng ze hale fir déi, déi et am meeschte getraff huet.

Konklusioun: Och antizyklesch Politik huet, zumools am Réckbléck elo op d'Kontesituatioun 2009, hire Präis: 785 Milliounen.

Mir sinn awer 2009 an och 2010 an den Ae vun der LSAP goldrichteg gewiescht als Virgehensweis. Déi richteg Akzente setzen heescht net, dass mer an Zukunft net awer, an dat gouf x Kéieren op dëser Tribün gesot, eng budgetär Disziplin mussen hunn, wat eis Dépenses ubelaangt.

Bon, eis Konklusiounen: Mir droen natierlech dat heite mat, ëmsou méi mer jo eng gemeinsam Motioun virleien hunn, wou mer eis freeën, dass d'Regierung den Engagement geholl huet, dass se de maniere exhaustive an der Zukunft iwwert d'Evolution vun de Recetten an Dépenses Opschluss gëtt, fir dass mir hei an der Chamber eis Aarbecht nach kënnen besser maachen.

Ech soe Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Mutsch. D'Wuert kritt elo den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, ech géif fir d'Éischt gären dem Här Braz als Rapporteur Merci soe fir seng Commentairen, säi Rapport, grad esou wéi deenen anere Kollegen, déi intervenéiert sinn. Ech hunn als Finanzminister hei feststellen, datt ech a komplettem Accord si mat deem, wat d'Finanzoder d'Budgets Kontrollkommissioun zu deene Konten seet. Ech géif just wëllen dräi Observatiounen maachen.

Déi éischt, dat ass fir ze soen, datt mer 2009 d'Dépenses, d'Hors-de-Krisendépenses, absolut am Grëff haten. Dat heescht, de Budget ass quasi millimetergenau esou exécutéiert ginn, wéi e vun der Chamber gestëmmt gi war. Wat bäikomm ass - an dat hu jo och verschidde Riedner gesot -, wat bäikomm ass, sinn aussergewöhnlech Dépenses fir d'Kris, insbesondere fir de Fonds pour l'Emploi a fir de Konjunkturprogramm.

Eng zweet Remarque ass déi betreffend de Kont selwer. Ech huelen, wéi gesot, all déi gutt Suggestiounen, déi mer jo och zum Deel gemeinsam ausgeschafft hunn, mat op de Wee. Ech wëll lech just soen, datt de Finanzminister e spuersame Mënsch ass, an datt een och muss zesummeleeën dat, wat een a verschidde Riede seet. Et kann een net soen, de Stat soll keng Leit astellen, e soll seng Dépenses courantes am Grëff behalen, an zugläch hutt Dir mir haut am Fong d'Autorisatioun ginn a mech opgefuerdert - kleng gerechent -, fënnf bis zéng Leit anzustellen.

Ech soen lech, datt de Kont a mengem Ministère vun engem Beamte gemaach gëtt, an doduerch gesäit dat Dokument vläicht e bësse kleng aus. Do sinn déi Donnéeën dran, déi ee brauch. Wann een natierlech wëllt méi déck Volumë schreiwen, da muss een och dofir déi noutwendeg Leit sech ginn, an dat huet natierlech e gewëssene Präis.

Ech sinn awer d'accord mat der Chamber, datt et fir d'Kontroll besser wier, mir hätte méi voluminéis Dokumenter. Ech hunn dann natierlech just och de Wonsch, datt déi Dokumenter net nëmmen heibannen, mä och dobausse gelies ginn, well ech stelle fest, mir hunn elo dräi Volumë beim Budget; wann ech awer dobausse mat de Leit iwwert den drëtten Volume am Budget schwätzen, stellen ech ganz oft fest, souguer bei deenen, déi dat kommentéieren sollen, datt deen drëtten Volume - dee ganz vill Aarbecht ass fir déi, déi e schreiwen - net enorm vill gelies gëtt.

Mä nach eng Kéier, ech si mat der Chamber d'accord, datt mer d'nächst Joer versichen, de Kont méi exhaustif ze maachen, a mir wäerten dat personell dann deementsprechend mussen ausbauen.

Déi drëtt Remarque betrëfft d'Motioun, an och insbesondere dat, wat dosteet iwwert dee Comité de prévision. Ech sinn d'accord am Numm vun der Regierung mat där Motioun, wëll just awer drop hiweisen, datt ech mengen, datt ee sech dat muss an all sengen Elementer nach e bësse méi iwwerleeën.

Ech hunn notamment eng generell Méfiance vis-à-vis vun deem Wuert, wat esou liicht gebraucht gëtt, vun der „Indépendance“ vun all méigleche Comitéen. Mir hunn déi Diskussioun fir de Moment och zu Bréssel, wou et quasi zu engem System soll kommen, wou souwuel den europäesche wéi den nationale Budget herno nach just géif gemaach gi vun onofhängege Comitéen.

D'Politik - dat si mir all, mir hunn e Mandat kritt vun de Wieler fir fënnf Joer -, déi ass och zoustänneg, fir opgrond vu Fakten, déi natierlech d'Verwaltungen eis ginn, eng Estimatioun ze maachen. Mä et ass un der Politik, un der Chamber, op Proposition vun der Regierung, fir ze decidéieren, ob d'Aschätzung vun den Einnahmen déi richteg ass oder net.

Duerfir nach eng Kéier, mir mussen eis sécherlech besser Modeller gi fir d'Estimatioun vun de Recetten. Mir mussen eis besser Methode ginn. Mir sinn och do amgang ze kucken, wéi mer dat kënnen maachen. Ech sinn och net grondsätzlech géint esou e Comité, mä et ass ëmmer nach un der Politik, un der Chamber en fait, ze decidéieren, wéi opgrond vu Fakten, déi se geliwert kréien - wat awer och vill Hypothese sinn -, d'Steiere richteg anzusetzen sinn, richteg: wat ëmmer bei de Steieren eng Estimatioun, also eng gewësse Subjektivitéit mat sech zitt.

Wéi gesot, dat Wuert „Indépendance“ géif ech entweder proposéieren, aus der Motioun erauszehuelen, oder awer op d'mannst ze erlaben, datt, wa mer dorwäert diskutéieren zesumme mat der Chamber an deenen nächste Méint, mer nach eng Kéier eng Reflexioun maachen, wien an esou engem Comité soll sätzen.

A wéi gesot - nach eng Kéier -, fir d'Regierung ass et un der Politik, de Budget ze maachen, an d'Recetten ass d'Halschent, eng Säit vum Budget, an déi solle mer dofir och gemeinsam an der Politik behalen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Finanzminister. Den Här Braz freet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng), rapporteur.** - Jo, fir zwou Remarquen, déi éischt zu der Motioun: Mir hunn den Text esou verstanen, dass en ebe keng Fait-accomplé schaaft, wat d'Kompositioun betrëfft, dass et ebe justement par rapport zu deem, wat mer bis elo gemaach hätten an där Matière, keng Festleung soll ginn op eng Kompositioun. Déi solle mer ebe grad zesummen diskutéieren. Dofir steet do „envisager“, an et steet eben net do, dass mer dat Bestehend scho wëllen zementéieren, mä dass mer wëllen driwwer diskutéieren. Et ass also esou ze verstoen, mengen ech, dass mer eis kéinten eens sinn.

Zweet Remarque, Här President, ier mer zum Vote kommen: Ech wëll op eng Erreur matérielle nach am Rapport hiweisen. Op der Säit sechs gëtt am drëtten Alinea verweisen „à l'instar du volume II qui accompagne le projet de budget de l'État“. Dat soll natierlech heeschen „du volume I“; dass mer en dann esou mat där klenger Korrektur zum Vote stellen.

► **M. le Président.** - Merci. Nach eng Kéier huet den Här Finanzminister d'Wuert.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Ech soen dem Här Braz Merci fir déi zousätzlech Prezisiounen. Ech soe just, dat Wuert „envisager“ steet bei Ärem zweeten Tret, an net beim drëtten, an duerfir hat ech net verstanen, datt deen „envisager“ sech och géif op den drëtten Punkt bezéien.

► **M. Félix Braz (déi gréng), rapporteur.** - Jo, jo, et sollt ze diskutéieren sinn.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Wann dat sech also och dorobber bezitt, da kann ech domadder liewen.

► **M. le Président.** - Gutt, domadder wiere mer um Enn vun dëser Diskussioun a mir kommen elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6153 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par M. Marcel Oberweis), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Jean-Paul Schaaf), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Félix Eischen);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Bras-seur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser.

S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Wëllt een déi Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispense vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Vote sur la motion 1

Da kéime mer elo zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun. Kënnen mer déi à main levée ofstëmme?

(Assentiment)

Wien ass mat dëser Motioun d'accord?

Dat schéngt mer d'Unanimitéit vun dësem Haus ze sinn. Domadder wier dann och dës Motioun ugeholl.

Mir kommen dann elo zu de Chamberskonte vum Joer 2009. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et huet sech bis elo just ageschriwwen: den Här Félix Braz. Den honorabelen Här Carlo Wagner ass Rapporteur a presentéiert eis elo d'Konten.

6. 6223 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2009

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Carlo Wagner (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären,



esou wéi all Joer hu mer och dëst Joer eis Konten enger Analys ënnerluecht. Mir hunn dat gemaach am Kader vun der Spezialkommissioun, esou wéi den Artikel 164 vum Règlement interne vun der Chamber dat virgesäit.

Hirersäits huet d'Firma Deloitte den Audit vun de Konte vun der Chamber fir den Exercice 2009 duerchgefouert an ass zu folgende Konklusiounen komm, ech zitieren: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2009, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date.» Fin de citation.

Ech wëll lech an och mir elo net ze vill Zuelematerial zomudden, mä just vläicht esou vill, déi Haaptsaachen: Op den 31.12.2009 hu mer en Aktiv an e Passiv vun 22,7 Milliounen Euro ze verbuchen. Am Verglach zum Exercice 2008 leie mer domadder knapps 3,1 Milliounen méi héich. 2008 waren et also 19,6 Milliounen Euro. Mir hunn awer festgestallt, dass mer ëm 3,3 Milliounen Euro manner Dépenses hatten, wéi dat am Budget virgesi war.

Dës Moins-valuë sinn haaptsächlech um Niveau vu folgende Sektoren entstanden: Institutions parlementaires internationales: 390.000 Euro; Personnel: 754.000 Euro; a Compte rendu: 539... bal 540.000 Euro. Bei de Personalkäschte géif ech just gäre prezisieren, dass dee Montant, dee net gebraucht ginn ass, sech erkläert do-duerch, dass allegueren déi Posten, wou en fait virgesi waren, leider net konnte besat ginn.

D'Avoire vun der Chamber chiffréiere sech op 21,9 Milliounen Euro, mä esou, wéi Der alleguerte wësst, wäerten am Laf vun dem nächste Joer déi sougenannte Reserven zesummeschrumpfen duerch eis Participatioun bei der Acquisitioun vun der Dresdner Bank, vun deem Gebai.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Spezialkommissioun à l'unanimité an de Réviseur d'entreprises Deloitte sinn der Meenung, dass d'Konten vun eiser Chamber an der Rei sinn. Domadder géif ech lech alleguerte bieden, d'Konten vum Exercice 2009 ze approvieren.

Ech ginn dann och gläichzäiteg selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, an ech géif och déi aner Fraktiounen an „Sensibilités politiques“ bieden, datselwecht ze maachen.

Merci fir d'Nolaschteren!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur fir säi ganz komplette Rapport. A well en esou komplett ass, brauch och den Här Félix Braz net méi ze intervenieren.

(**Hilarité**)

Domadder wär dann och d'Diskussioun hei ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 164 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Konstekommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

- *vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2009 et prie son président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.*

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(**Assentiment**)

Vote sur la résolution

Da géif ech all déi bieden, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass do dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Resolutioun à l'unanimité ugeholl.

Esou wéi et den Artikel 164 vum Chambersreglement virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

7. Résolution approuvant les comptes de la Cour des Comptes pour l'exercice 2009

Deemno kéime mer dann elo zu eise leschte Punkt vum Ordre du jour, an zwar ass dat d'Resolutioun iwwert d'Konten vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2009. Hei huet sech kee Riedner ageschriwwen. Ech froen nach eng Kéier, ob een hei wëllt dozou intervenieren?

(**Négation**)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Esou wéi dann den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert déi Resolutioun of, déi d'Budgetkontrollkommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

- *vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2009*

ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux référentiels comptables tels que écrits dans la note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels¹»;

- *vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes, marqué lors de sa réunion du 22 novembre 2010,*

approuve les comptes de l'exercice 2009 de la Cour des Comptes.

(s.) Félix Eischen, Félix Braz, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Lucien Thiel.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmmen?

(**Assentiment**)

Vote sur la résolution

Ech bieden déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Och dës Resolutioun ass domadder à l'unanimité ugeholl.

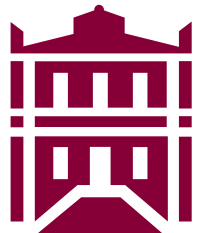
Esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(**Fin de la séance publique à 16.44 heures**)

¹ Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- 6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant
 - modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
 - création d'un fonds pour l'emploi;
 - réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
 - introduction d'une contribution de crise
 et
 - 6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002
 - adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;
 - portant création d'un forfait d'éducation;
 - modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6166: M. Gilles Roth
 - Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances sur le projet de loi n°6167: M. Paul-Henri Meyers
 - Discussion générale: M. Lucien Thiel, M. Fernand Etgen (M. André Hoffmann, M. Lucien Clement et M. Jean-Louis Schiltz lui posent des questions), M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Gast Gibéryen, M. André Hoffmann, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Jean-Louis Schiltz
 - M. Luc Frieden, Ministre des Finances
 - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration
 - Vote sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

- Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser
 - M. Fernand Kartheiser

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Als éischte Punkt vun eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 6166 iwwert d'steierlech Moosname während der Finanzkris an de Projet de loi 6167 iwwert d'Mammerent, déi an enger Diskussioun behandelt ginn. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Etgen, Bodry, Bausch, Gibéryen, Hoffmann an d'Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 6166, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

1. 6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant

1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant

1. création d'un fonds pour l'emploi;
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;

3. introduction d'une contribution de crise
et

6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;
2. portant création d'un forfait d'éducation;

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

Rapport de la Commission des Finances et du Budget sur le projet de loi n°6166

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bewegen eis zu Lëtzebuerg grad wéi an Europa an engem schwieerege finanziellen a wirtschaftlechen Émfeld. D'Ofbremse vun dem Wirtschaftsmotor huet eis Statsfinanzen an den Déséquilibre bruecht. D'Kris, déi am Joer 2008 iwwer eis agebrach ass, huet sech op villen Niveaue bemierkbar gemaach: um Aarbechtsmaart, an Aktivitéitsberäicher, déi fir eist Land wichteg sinn, an natierlech um Niveau vun den öffentleche Finanzen.

D'Äntwert op dës Kris konnt duerfir och keng einzel oder isoléiert sinn. Si ass vill-schichteg. Eng ganz Rei vu Mesurë si scho geholl ginn. Dëse Gesetzesprojet versicht, eng Äntwert um steierleche Plang ze ginn.

De Statsminister huet de 5. Mee 2010 hei an der Chamber bei der Regierungserklärung iwwer d'Lag vun der Natioun gesot: „Richteg bleift: Fir d'Éischt muss mer spueren an d'Ausgabe méi niddreg halen. Mä zur Budgetkonsolidéierung gehéiert och d'Recettësäit. D'Ausgabe mussen falen; dat ass d'Prioritéit. D'Recettë mussen aus Solidaritéitsgrënn sech no uewe bewegen; dat ass leider eng Noutwendegkeet.“

Här President, nom Grondsatz „Dee méi huet, kann och méi ginn“ huet d'Regierung deemools eng Rei vu Moosnamen ugekënnegt, wéi d'Steierlandschaft an dem Kontext vun der Kris sollt ausgesinn. Mat dem Gesetzesprojet 6166 setze mir dës steierlech Moosnamen ëm. Dëse Steierpak ass ee vu ville Schrëtt, fir d'Finanze vum Stat bis d'Joer 2014 nees an den Équilibre ze bréngen.

De Plus u Steierrecettë kann een net lass-geléist kucke vun den néidegen Aspierungen um Niveau vun den Ausgabe vum Stat. Aspierungen a Steier dénge kuerzfristeg der Reduktioun vun eisem Statsdefizit, laangfristeg, an doriwver eraus, der Begrenzung an dem Ofbau vun eiser Statschuld.

Am Laf vum Joer 2012 soll gekuckt ginn, wou mer dru sinn. Do gëtt gekuckt, wéi mer d'Finanzpolitik fir déi zweet Halschent vun der Legislaturperiode mussen gestalten, fir d'Zil vum Nulldefizit am Joer 2014 dobäi fest am A ze hunn.

Här President, esou wéi de Steierpak elo zur Ofstëmmung virläit, bréngt et dem Stat e Plus vu Steierrecettë vun 230 Milliounen Euro pro Steierjoer. Verrechent op d'Budgetsjoer 2011 sinn dat ronn 166 Milliounen. Well net all Steier fir 2011 gëtt am Joer 2011 effektiv bezuelt. Vun den 230 Milliounen méi u Steierrecettë kommen 62 Milliounen Euro vun de Betriber, 168 Milliounen vun de Privatleit.

Déi nei Steierrecettë sinn zesumme mat deene geplangten Aspierungsmoosnamen um Niveau vun de Statsausgaben ze kucken. Dës Aspierungsmoosname solle gemaach gi bei de staatleche Fonctionnementskäschen; bei der Limitatioun am Alter vun dem Kannergeld gekoppelt mat erweiderte Studiëbäihëllefen; duerch d'Opsplécken an zwee vun dem nächste Renten- a Pensiounsajustement; duerch d'Eropsetze vum Alter, fir an de Genoss vun der Mamerent ze kommen, vu 60 op 65 Joer; duerch d'Aspierung bei de sougenannte Subventions en capital un d'Entreprisen, an duerch d'Afréiere vun de staatlechen Investitiionsausgaben op dem Niveau vum Joer 2009.

Esou wäit zum finanziellen a wirtschaftleche Kontext.

Här President, am Detail huet den urspréngleche Gesetzesprojet, esou wéi en den 30. Juli an der Chamber deponéiert gouf, insgesamt zéng punktuell Upassungen an eiser Steieruerdung virgesinn. Vereenzelt vun deene Moosname si kontrovers an der Öffentlechkeet a bei de Sozialpartner diskutéiert ginn. Dëst hat zur Konsequenz, dass verschidde Mesuren aus dem initialen Text haut net méi zur Debatt stinn.

Et sinn dat engersäits d'Halbéierung vun der Kilometerpauschal an zum aneren d'Ännerunge beim sougenannte bëllegen Akt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.** - D'Kilometerpauschal an d'Verallgemenge-

rung vun dem bëllegen Akt bleiwen also op den 1. Januar 2011 bestoen.

D'Aspierungspotenzial bei der Halbéierung vun der Kilometerpauschal war op 50 Milliounen Euro geschat ginn. D'Limitatioun vum Benefiss vum bëllegen Akt jee no Akommestranche hätt 70 Milliounen Euro bruecht. De Steierpak gouf esou vun ursprénglech 350 Milliounen Euro op 230 Milliounen gestutzt.

Et bleiwen deemno am Steierpak folgend Punkten:

Éischtens, mat dësem Gesetzesprojet féiere mir een neie Spätzesteiersaz vun 39% op dem versteierbaren Akommes vu Privatpersounen an. Dëse Spätzesteiersaz ersetzt net dee vun 38%, wéi en haut existéiert. Et gëtt villméi eng zousätzlech Steiertranche vun 39% agesat. Den neie Spätzesteiersaz fänkt bei engem besteierbaren Akommes fir d'Steierklass 1 bei ronn 41.800 Euro pro Joer un; an der Steierklass 2 - also bei enger Koppel - ab 83.600 Euro, a schliesslech an der Steierklass 1a ab ronn 34.000 Euro.

Bedéngt duerch déi méi oder manner komplex Gestaltung vun dem Steierbare an der Steierklass 1a spréngt do de Steiersaz elo direkt vu 36 op 39%. Dat bréngt mat sech, dass bei engem Akommes vun iwwer 3.500 Euro de Mount d'Aféiere vun deem neie Spätzesteiersaz an der Klass 1a liicht méi zu Buch schléit wéi an der Steierklass 1. Mir bewegen eis awer hei an engem Beräich vun ëm déi fënnf Euro de Mount.

Insgesamt soll d'Erhéijung vun dem Spätzesteiersaz e Plus vu 40 Milliounen Euro bréngen.

Opgepasst! Et handelt sech heibäi ëm d'Mehreinnahme pro Steierjoer. Op den nächste Budgetexercice dierften dat effektiv 27 Milliounen Euro sinn. Dat huet domadder ze dinn, well bei dem Ausbezuere vun de Gehälter an de Léin d'Lounsteier direkt abehale gëtt an dann an d'Statskeess ofgefouert gëtt. Bei deenen aneren Akommestypen, wéi zum Beispill de Revenuë vu Fräiberuffler, Loyerer, gëtt éischer am Kader vun der Steiererklärung ofgerechent an doduerch ginn dës Steiergelder méi spéit bezuelt.

Här President, d'Erhéijung vun dem Spätzesteiersaz ass hei zu Lëtzebuerg ee gewëssen Novum. De Spätzesteiersaz gouf zënter 1990 an deene leschten 20 Joer nämlech kontinuierlech erofgesat. An zwar ab 1991 vu 56 op 50%. Dunn '98 op 46; 2001 op 42% respektiv 2002 op 38%.

Well de Spätzesteiersaz bekanntlech eréischt ab engem versteierbaren Akommes vu ronn 41.800 an der Steierklass 1 respektiv 83.600 an der Steierklass 2 gräift, esou spillt fir den eenzelne Bierger de finanziellen Impakt vun dëser Moosnam eréischt ab dësen Akommessgrenzen.

Eng Persoun mat engem Bruttoloun vu manner wéi 4.500 Euro an der Steierklass 1 respektiv manner wéi 8.500 Euro an der Steierklass 2 ass deemno net vun der Erhéijung vum Spätzesteiersaz betraff.

Eng eenzel Persoun mat engem Bruttoloun vu 5.000 Euro bezilt aacht Euro méi an der Steierklass 1 a 15 Euro méi an der Steierklass 1a. Eng Koppel mat insgesamt engem Bruttoloun vun 10.000 Euro de Mount bezilt 20 Euro méi Steieren. Bei engem Verdéngscht vu 16.000 Euro sinn et 80 Euro méi Steieren de Mount.

Verrechent op d'Joer bedeit den neie Spätzesteiersaz mat engem versteierbare Joresakommes vu 50.000 Euro ee Plus vun 82 Euro pro Joer fir eng eenzel Persoun an der Steierklass 1, a keng weider Steier fir eng Koppel an der Steierklass 2. Bei 100.000 Euro versteierbaart Joresakommes mécht et 582 Euro méi Steieren an der Steierklass 1; 164 an der Steierklass 2. Bei engem versteierbare Joresakommes vun 175.000 Euro e Plus vun 1.332 Euro an der Steierklass 1; 914 Euro méi Steieren an der Steierklass 2.

Här President, eng zweet Moosnam am Steierpak ass d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier. Si geet bei de Privatpersounen vun aktuell 2,5 op 4% an d'Luucht. Ab engem versteierbare Joresakommes an de Steierklassen 1 an 1a vun 150.000 Euro respektiv 300.000 Euro an der Steierklass 2 geet d'Solidaritéitssteier dann op 6% an d'Luucht. Dat heescht, dass nëmme déi

Akommestranche, déi iwwer 300.000 Euro erausgeet, mat 6% Solidaritéitssteier be-lascht ass. Bis dee Montant spille fir jiddwereen, dee Steiere bezilt, 4%.

D'Solidaritéitssteier gëtt hei am Land vun de Résidenten an den Netrésidentë bezuelt op deem Akommes, wat zu Lëtzebuerg versteiert gëtt. Eng Solidaritéitssteier vu véier oder 6% heescht fir deen Einzelnen net zousätzlech véier oder 6% méi Steier. D'Solidaritéitssteier gëtt nämlech net op dem versteierbaren Akommes berechent, mä op dem Montant vun der Steierschuld. Een, dee sengem Steierbescheed no keng Steiere muss bezuelen, bezilt och keng Solidaritéitssteier. Dat ass bei 40% vun de Stéit zu Lëtzebuerg de Fall.

Konkret bedeit op de Mount gekuckt d'Unhiewe vun der Solidaritéitssteier bei engem Bruttoloun vu 5.000 Euro an der Steierklass 1 14% (*veuillez lire: 14 euros*) méi Steieren de Mount; an der 1a 13; an der Steierklass 2 sinn et fënnf Euro. Fir eng Koppel mat engem monatleche Bruttoakommes vun 10.000 Euro de Mount sinn et e Plus vun 30 Euro de Mount. 66 Euro sinn et bei engem Bruttoakommes vu 16.000 Euro an der Steierklass 2. Op engem versteierbare Joresakommes vu 50.000 Euro ass et e Plus vun 155 Euro Steieren d'Joer an der Steierklass 1; 139 an der 1a; an 59 bei enger Koppel an der Steierklass 2. Bei engem versteierbare Joresakommes vun 100.000 Euro ass et e Plus vu 460 Euro an der Steierklass 1; 444 an der 1a; an 310 pro Joer an der 2. A schliesslech bei 175.000 Euro versteierbart Joresakommes mécht et e Plus vun 1.507 an der Klass 1; 1.478 an der 1a; a 768 an der 2.

Insgesamt bréngt d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier bei de Privatpersounen ee Plus vun 43 Milliounen Euro pro Steierjoer. Dëse Betrag fléisst dem Gesetz no an de Beschäftigungsfong. Dem Beschäftigungsfong seng Dépense sinn an der rezenter Vergaangenheet stänneg an d'Luucht gaangen. De Chômage ass vu 4,3% am Oktober 2007 op 6,1 am Oktober 2010 geklommen. De Chômage au sens strict ass am gläichen Zäitraum vun 9.651 Leit op 14.700 Leit geklommen. Dës Leit hu sech vun engem Dag op deen aneren an enger schwieereger Situatioun zrëckfonnt. Déi Leit, déi eng Schaff hunn, weisen sech elo mat hinne solidairesch.

Drëtts, d'Solidaritéitssteier gëtt och vun de Betriber bezuelt. Si geet op den 1. Januar 2011 vun haut véier op 5% an d'Luucht. 80% vun de Betriber hei am Land bezuere keng Kierperschaftssteier, deemno och keng Solidaritéitssteier. D'Eropsetze vun der Solidaritéitssteier bréngt um Niveau vun de Betriber e Plus vun zwielef Milliounen Euro. Och dës Sue fléissen an de Beschäftigungsfong.

Här President, eng véiert Moosnam an dem Steierpak ass d'Aféiere vun enger neier sougenannter Krisesteier vun 0,8%. Dës Steier spillt net nëmme op Revenuen a Salären, si spillt och op Loyerer, Dividenden an aneren Akommestypen, wéi de Pensionen a Renten, an och op Ersatzrevenuen, wéi dem Krankegeld an de Chômageindemnitéiten. Bis zur Héicht vun Mindestloun ass keng Krisesteier ze bezuelen. D'Krisesteier gëtt agezu wéi d'Cotisation zur Assurance dépendance, also der Fleegeversécherung. Bei Salarié gëtt si op dem volle Loun berechent. D'Krisesteier ass deemno net op de maximale Cotisationsplaffong vu fënnf mol dem soziale Mindestloun limitéiert.

Jee no Akommestypen gëtt d'Krisesteier, ähnlech wéi bei der Fleegeversécherung, entweder vun dem Centre commun opgehewen oder am Kader vun der Ofschlossbesteuerung duerch d'Steieramt.

De Statsrot grad wéi d'Patronatschamberen hunn dës Zweegleisegkeet och kritiséiert. D'Anzéie vun enger regelrechter Steier gëtt nämlech vun zwou verschiddene Verwaltungsgéier. Bei Loun- a Gehaltsempfänger gëtt d'Krisesteier op dem Bruttoloun berechent. Et zitt een awer een Abatement vun engem Mindestloun of. Bei de Fräiberuffler ass dës Abatement awer nëmme dräi Véierel vun engem Mindestloun. D'Krisesteier gëtt bei de Fräiberuffler nämlech nëmme op der Basis vun dem Benefiss, dat heescht dem Revenu minus sämtleche Betribsausgabe berechent. De System fir d'Ophiewe vun der

Krisesteier ass also dee gläichen, wéi en elo fir d'Fleegeversécherung spillt. Et gëtt awer eng Ausnahm. De Steierabatement ass bei der Fleegeversécherung nëmme ee Véierel vun engem Mindestloun. Mat der Krisesteier vun 0,8% realiséiert de Stat eng Recette vu 85 Milliounen Euro.

Här President, dës temporär Krisesteier gouf an dem Gesetzesprojet op d'Joer 2011 an 2012 zäitlech limitéiert. Domat ass ënnerstrach, dass et sech ëm keng generell Steiertariffbestëmmung, wou bekanntlech keng Datumer opgefouert sinn, mä ëm eng zäitlech gebonnen, wéi d'Wuert et seet, Krisesteier handelt. Mä och fir dës Krisesteier spillt de verfassungsrechtleche Prinzip, dass - legal gekuckt - all Steier op ee Joer begrenzt ass. Duerfir ginn d'Steiertariffer all Joers an der sougenannter Loi budgétaire ausdrécklech verlängert. Politesch ass zrëckbehale ginn, d'Krisesteier fir d'Joer 2011 unzewenden. 2011 gëtt gekuckt, ob d'Krisesteier och nach 2012 kënn. Dat au vu vun der allgemenger wirtschaftlecher a budgetärer Situatioun.

Här President, konkret heescht d'Aféiere vun der Krisesteier fir e Lounempfänger mat engem Bruttoakommes vu 5.000 Euro e Plus u Steiere vu 26 Euro pro Mount. Dee Montant ass deeselwechten an deenen dräi Steierklassen. Bei engem Bruttoakommes vun 10.000 Euro ass d'Krisesteier 66 Euro de Mount. Bei 16.000 Euro läit se bei 114 Euro de Mount.

Well bei der Berechnung vun der Krisesteier en Abatement vun der Héicht vun dem soziale Mindestloun spillt, ass den Impakt vun der Krisesteier an der Steierklass 2 mat zwee Akommes manner staark, wéi wann datselwecht Akommes duerch ee Loun géif erakommen. Konkret heescht dat bei engem Stot mat 7.000 Euro an engem Loun eng Krisesteier vu 55 Euro. Setzen déi 7.000 Euro sech aus zwee Léin zesummen, maachen et 37 Euro Krisesteier.

Här President, zesumme bedeiten déi dräi Steiererhéijunge konkret fir deen Einzelnen dat hei: Eng liicht Differenz kann Entstoen, ob een oder zwee Gehälter am Stot sinn oder net. Op e besteierbart Akommes vun 30.000 Euro am Joer mussen elo an der Steierklass 2 136 Euro méi bezuelt ginn. Eng Koppel mat 50.000 besteierbart Akommes bezilt 377 Euro d'Joer méi. Bei zwee Akommese sinn et 208 Euro. Eng Koppel, déi 100.000 Euro besteierbart Akommes d'Joer realiséiert, bezilt ronn 1.250 Euro méi. Eng Koppel, déi 125.000 Euro besteierbart Joresakommes huet, bezilt ronn 1.900 Euro méi. Eng Koppel mat 200.000 Euro besteierbart Akommes am Joer bezilt ronn 3.800 Euro méi. A schliesslech eng Koppel mat engem besteierbaren Akommes vun 300.000 Euro d'Joer bezilt ronn 7.500 Euro méi Steieren.

Här President, eng fënnf Moosnam, fir nei Steierrecetten ze schafen, ass d'Aféiere vun enger Mindeststeier vun 1.500 Euro d'Joer fir d'SOPARFI, also d'Société de participation financière. Dat si Gesellschaften am Finanzberäich - ronn 34.000 an der Zuel -, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Hir Aktivitéit besteet haaptsächlech doran, d'Bedeelungen an anere Gesellschaften ze hunn. Bedéngt duerch ee favorabele Besteuerungssystem bezuelen dës SOPARFI éischer weineg Steieren. Si schafen awer op der Finanzplaz direkt an indirekt munch Aarbechtsplaz.

An engem éischen Avis zu dësem Gesetzestext huet de Statsrot eng formell Oppositioun géint d'SOPARFI-Steier ageluecht. De Statsrot huet do bemängelt, dass eng Kategorie vun Entreprisen anescht behandelt géif wéi déi aner. Wann dës Differenzierung net objektiv a verhältnisméisseg justifiéiert wier, da léich dem Statsrot no e Verstouss géint de Gläichheetsprinzip vir.

De Statsrot war nämlech der Meinung, wann een esou eng Minimalsteier géif aféieren, da misst se op alle Gesellschaften erhewe ginn. Hien huet an deem Sënn och eng Textpropos gemaach, wou en de Montant vun der Minimalsteier op allen Entreprisen opléist. D'Regierung huet dës Alternativpropos vum Statsrot ofgelehnt,



well et schonns en Ènnerscheid gëtt tëschent engem Coiffeurssalon, deen ënner enger S.à r.l. exploitéiert gëtt, an enger SOPARFI.

An engem Bréif vum 4. November 2010 un de Statsrot huet d'Regierung hire Standpunkt nach eng Kéier am Detail erläutert. D'Regierung seet an der Substanz, dass am Kontext vun der Kris et gemeinsam Efforté mussen ginn an deemno och de Secteur vun de SOPARFI säin Deel misst bäisteieren.

Dës zousätzlech Informatiounen huet de Statsrot no enger detaillierter Analys vun de Lëtzebuurger an de belsche Rechtsprechungen derzou bruecht, dass bei enger Mindestbesteuerung vun der SOPARFI vun 1.500 Euro d'Joer kee Verstouss géint de Gläichheetsprinzip géif virleien. D'Mindeststeuer op de SOPARFI kann deemno elo ab dem 1. Januar 2011 erhuewe ginn. De finanziellen Impakt dovunner gëtt op ronn 50 Milliounen Euro pro Steuerjoer geschätzt.

Här President, an deemem Gesetzesprojekt gëtt et awer net nëmmen nei Steiere respektiv Steuererhéijungen. Et sinn och gezielte Steuerupassungen am Sënn vun der Kompetitivitéit vun de Betriber virgesinn. De Gesetzesprojekt wëllt eng méi rationell Notzung vun der Energie steierlech begünstegen.

Als sechste Moosnam gëtt am Artikel 32bis vum Akommessteiergesetz den Taux vum Amortissement spécial op Investissementen am Interessi vun der Ëmwelt an der rationeller Notzung vun der Energie vun elo 60% op dann 80% an d'Luucht gesat. Dëst ass e Beispill vun enger steierlecher Lenkungsnorm.

Konkret heescht dat, dass zum Beispill e Chimiesbetrieb, deen nei Filteren a seng Produktionsanlag abaut, 80% vun deem Investissement während dem Joer oder an engem vun deene véier nächste Jore respektiv verdeelt op eng Zäitspann vun fënnf Joer vu sengem versteierbare Benefiss kann ofsetzen.

Déi siwent Moosnam. D'Steierbonifikatioun fir Investissementen, dat heescht de faméis Artikel 152bis vum eisem Steiergesetz gëtt weiderhi verbessert. Gënee gesot, den Taux de bonification um Niveau vun dem sougenannten Investissement global an dem Investissement complémentaire gëtt jeeeweils ëm 1% an d'Luucht gesat.

Een aachten a leschte Punkt ass dee vun de sougenannten „golden handshakes“. Mat deemem Gesetzesprojekt solle bei engem Betrieb déi steierlech Ofsetzbarkeit fir Bonien an Ofgangentschiedegunge bei enger Entloossung op 300.000 Euro begrenzt ginn. Bezilt de Betrib engem Salaré eng Ofgangentschiedegung, déi iwwert de Montant vun 300.000 Euro erausgeet, sief dat op een oder méi Jore verdeelt, kann dee Betrib dës net méi steierlech geltend maachen. Dës Bestëmmung betrëfft also de Betrib. D'Besteuerung bei dem Salaré ass net concernéiert.

Här President, dat sinn vun dem Deel méi praktesch erkläert, déi Haaptmoosname vun dem Steuerpak, esou wéi se der Chamber elo zum Vote virleien. Si sollen den 1. Januar 2011 a Kraaft trieden. Ech verweise fir de Rescht op mäi schrëftleche Rapport, deen d'Finanzkommissioun majoritär virgeschéit uegholl huet.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Gilles Roth. Als Zweeten huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 6167, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers, d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances sur le projet de loi n°6167

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Text vum Projet de loi 6167 gehéiert an d'Rei vun deene Moosnamen, déi derzou bäidroen sollen, fir d'Statsfinanze fir déi nächst Joren an der Riicht ze halen.

D'Zilsetzung vun deemem Projet ass also déiselwecht wéi déi vum Projet 6166, deen elo den honorabelen Deputéierte Gilles Roth exposéiert huet.

Konkret geet et bei deem heite Projet drëm, fir den Alter, fir an de Genoss vum Forfait d'éducation ze kommen, vu 60 op 65 Joer eropzesetzen. Duerch dës Ännerung soll Geld gespuert ginn, an zwar, no de Berechnunge vun der Regierung, 1,5 Milliounen am Joer 2011, 3,1 Milliounen am Joer 2012. Ech hunn déi Berechnungen och weidergefouert fir déi nächst Joren, an et kann een duerch eng einfach arithmetesch Rechnung dozou kommen, dass am Joer 2013 4,6 Milliounen gespuert ginn, 2014 6,1 an 2015 7,7 Milliounen.

D'Regierung huet, wéi ech elo grad gesot hunn, zwar nëmmen d'Erspuerneris vum 2011 an 2012 ernimmt, ech wollt awer och op d'Erspuerneris vun de Joren 2013 bis 2015 hiweisen, well de Maximum vun de järelechen Erspuerneris eréischt 2015 erreicht ka ginn. A wann een déi Chifferen zesummerechent - ech hunn dat och am Exposé des motifs gesot -, da kënnst ee fir déi fënnf Joer op 23 Milliounen Euro.

De Forfait d'éducation, och nach Mammement genannt, ass duerch d'Gesetz vum 28. Juni 2002 geschaf ginn. Am Regierungsprojekt vun 2002 war schonn den Alter vu 65 Joer virgesinn, fir an de Genoss vum Forfait d'éducation ze kommen. D'Chamber huet deemools duerch en Amendement d'Altersbedéngung op 60 Joer erofgesat. Déi Erofsetzung vun der Altersgrenz huet natierlech zu enger wesentlecher Erhéijung vun de Bénéficiairen an domat och zu enger Erhéijung vun dem Käschtepunkt geféiert.

Zu dem Projet, deen haut virläit, sinn d'Avisé vun de Berufschamberen am Conseil d'État gefrot ginn. Vun de Berufschamberen sinn d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers mat dem Projet averstanen, allerdéngs hätten déi zwou Berufschamberen am léifste gesinn, wann de Forfait d'éducation ganz ofgeschaaft gi wär.

D'Statsbeamtechamber bedauert den Text. Fir d'Berufschamber vun de Salaré kënnst eng Erhéijung vun dem Alter nëmmen a Fro, wann och den effektive Pensiounsalter géif eropgesat ginn. Dozou muss een awer soen, dass elo scho reng juristescht gesinn deen normale Pensiounsalter nom Artikel 183 vum Code des Assurances sociales bei 65 Joer läit.

De Statsrot ass mam Text averstanen. De Statsrot ass och d'accord mat den Amendementen vun der Kommissioun, déi virgeschloen hat, fir den Alter vun all Bénéficiairen eenheetlech op 65 Joer festzesetzen.

Ech weisen nach drop hin, dass duerch eng Disposition transitoire déi Persounen, déi op den 1. Januar am Genoss vum Forfait d'éducation sinn, deen och weiderhi wäerte behalen, och wa se den Alter vu 65 Joer net erreicht hunn.

Här President, dat gesot, géif ech d'Chamber bidden, den Text vun dem Projet an där Form ze stëmmen, wéi d'Kommissioun dat virgeschloen huet.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers. Da kéime mer zum éischten agedroene Riedner, dat wär den Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

► **Une voix.**- Här Etgen, et ass net un lech.

► **Une autre voix.**- Ah!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Den Här Thiel ass nach virun lech, Här Etgen.

Discussion générale

► **M. Lucien Thiel** (CSV).- Ech wousst guer net, datt den Undrang haut esou grouss wär.

(Interruptions diverses)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi eng, déi nennen en e Krisepak, déi aner schwätze vun engem Spuerprogramm, an ee vun den Auteure selwer huet dem Bébee deen e bësse schwéierfälligen, awer dach ganz expliziten Numm „Budget-Defizit-Reduzéierungs-Plang“...

► **Une voix.**- Bravo!

► **M. Lucien Thiel** (CSV).- ...mat op de Wee ginn.

► **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Unwort des Jahres.

► **M. Lucien Thiel** (CSV).- Dat Schéinst ass, si hunn alleguer Recht. Der Regierung geet et an éischer Linn dorëm, d'gekippte Finanzsituatioun vum Stat no der Kris erëm an d'Riicht ze kréien. Dat wëllt de Finanzminister domat errechen, datt hie bis un d'Enn vun der Legislatur säi Budget am Équiliber huet, wéi dat fréier jo ëmmer de Fall war.

E Spuerprogramm ass et och gewëss, well u verschiddeenen Ausgabeposte gehuwwelt an esou Milliounen op der Depensésäit agespuert ginn. Mä et ass nëmmen zum Deel e Spuerprogramm, well déi 480 agespuerte Milliounen am nächste Joer 2011 inklusiv deenen 360, déi duerch d'Opescheppe vun Infrastrukturprojeten elo ufalen, net duerginn. Duerfir gi se dann duerch eng Augmentatioun op der Recettesäit ëm 230 Milliounen komplettéiert. An dat sinn eben déi Steiermoosnamen, ëm déi et haut hei geet.

An dann, schliesslech e Krisepang ass et schonn eleng dowéinst, well dee ganze Misär op déi Finanz- a Wirtschaftskris zrëckgeet, déi 2008 iwwert d'Welt eragebrach ass an déi och eist Land a Matleedenschaft gezunn huet; wann och bis elo an engem mander schroe Mooss, wéi dat bei deene Grouse vun eisen Europapartner de Fall ass.

Här President, haut geet et, wéi d'Kollege Gilles Roth a Paul-Henri Meyers eis elo esou däitlech an hirem Rapport virun Ae gefouert hunn, dorëm, dat Lach, dat d'Kris an eis Statskeess gerappt huet an dat eis Finanzen total ongewinnt an den Defizit gedriwwen huet, duerch eng Rei vu Moosnamen ze stoppen. Déi solle sech op déi schonn decidéiert oder envisagéiert Spuermoosnamen, wéi d'Ersetze vum Kannergeld duerch d'Subside fir d'Unistudenten, d'Zrëcksetze vun der Mammement op 65 Joer oder och d'provisoresch Ausknipse vun der Indexautomatik greféieren.

Am Ufank war dru geduecht ginn, eleng iwwert dëst Gesetz enger 450 Milliounen duerch Aspierungen an duerch zousätzlech Steieren eranzehuelen. De Prinzip steet nach ëmmer, mä de Montant ass an der Tëschenzäit e Stéck geschrumpft, well einzel Mesuren, déi virgesi waren, erëm fale gelooss gi sinn an dofir elo an der definitiver Versioun vum Gesetzesprojekt feelen.

Wat huet d'Regierung derzou bruecht, dee Spuerpak méi kleng ze maachen? Natierlech war d'Reaktioun vun de Leit dobaussen, awer och bis an d'politesch Kreesser eran net ganz onschëlleg un där Décisioun. D'Onzefriddenheet ass duerch verstëndlech gewiescht, well wie wëllt sech scho mat mander zefridde ginn, wéi hie bis dohi gewinnt war an der Täsche ze hunn? An dat ass jo awer - loosse mer éierlech sinn - duerch d'Bänk net wéineg bei eis par rapport zu eisen Noperen.

Mä esou eng Reaktioun kann nun awer fir eng Regierung net den Ausschlag ginn; op d'mannst net fir eng Regierung, déi hir Saach seriö hëlt an net nëmmen un déi nächst Wahlen denkt.

Och wa sech elo all déi, déi vu virera géint all Aspierung sinn, well dat gutt ukënn dobaussen, zeguttschreien, datt si der Regierung den Aarm gebéit hätten, war et dach net grad esou. Wann d'Regierung op einzel Mesuren aus hirem Redressementsprogramm verzicht huet oder spéider drop zrëckomme wäert, wéi dat beim Logement de Fall ass, da virun allem, well sech entre-temps, op d'mannst op kuerz Siicht, fir de Moment, d'Ëmstänn an domat och d'Viraussetzung fir esou eng Krisepolitik lücht geännert hunn.

Ënner anerem doduerch, datt d'Sortie aus der Kris an de Wirtschaftsopschwung, virun allem bei eise däitschen Noper an éischen Handelspartner, méi séier gaangen ass, wéi dat erwaart gi war, hunn eis Statsfinanzen erëm e bësse Loft kritt. Wat natierlech mat sech bréngt, datt de Spillraum fir d'Regierung erëm e bësse méi grouss ginn ass.

Dofir haten d'Regierung an hire Finanzminister kee Problem domat, fir d'Schrauf e bëssen ze labberen an esou dem Ëmstand Rechnung ze droen, datt d'Finanzsituatioun sech lücht verbessert huet. Dat ass dann och dës Deeg geschitt, an zwar net an d'Blannt eran, mä ganz geziilt. Well d'Regierung genau weess, wou de Schong d'Leit a besonnesch déi jonk Stéit dréckt, huet si decidéiert, d'Ofschafe vum bëllegen Akt beim Wunnengskaf iwwer enger bestëmmter Akommesgrenz erëm zrëckzehuelen,...

(Interruption)

...mat deem si ëmmerhi 70 Milliounen gespuert hätt.

(Interruption)

Här Hoffmann, et ass nach net un lech. Et ass elo nach u mir.

(Interruption)

A si huet zugläich op déi fënnf Milliounen verzicht, déi si mat der Sträichung vun der Zënsbonifikatioun op Wunnengspréiten hätt kënnen aspieren. An anere Wieder: Bei deenen, wou et am meeschte wéi gedoen hätt, ass d'Rad erëm zrëckgedréit ginn. An da ginn dernieft dann och nach weider 50 Milliounen net agespuert doduerch, datt déi geplangten Halbierung vun der Kilometerpauschal zrëckgeholl gëtt.

Datt d'Regierung dee Wee konnt goen, hängt, wéi gesot, mat der Konjunktur zesammen, déi erëm ugerappt huet an déi e bësse méi Sue wéi erwaart an d'Statskeess schéppert. An deem Ament, wou d'Joer esou lues zu Enn geet, ginn d'Recetten, déi méi an d'Keess kommen, wéi am Budget virgesi war, op ronn 700 Milliounen geschätzt.

Fir déi, déi ni esou richtig un d'Kris gleewe konnten, well si se net am eegene Portmonni gespuert hunn, ass dat dann och schonn de Bewäis derfir, datt si Recht hatten, wéi si sech géint de Spuerpak vun der Regierung gestäipt hunn. Fir si ass nach ëmmer alles am Botter an déi kleng Lëtzebuurger Welt an Uerdnung. Mä leider gesäit d'Realitéit e bësse mander rosa aus.

Déi 700 Milliounen u Méirecetten, déi do op eis duerkommen, ginn trotzdem net duer, fir d'Lach beim Stat ze stoppen. Do feelen nach ëmmer iwwer eng Milliard Euro, eleng dëst Joer. A fir dat anert Joer gëtt am Budget nach eng Kéier en Defizit vu bal 700 Milliounen erwaart. Do muss emol een engem soen, wéi mir do aus eise Scholdelach erauskomme kënnen, an dat mir duerch d'Kris gerutscht sinn an dat sech ëmmerhi bis 2014 riskéiert op 14 Milliarden auszewuessen, wa mer net eppes dergéint ënnerhuelen.

Vun Entwarnung kann deemno, Här President, nach laang keng Ried sinn. Wien de Contraire behaupt, belitt ganz einfach d'Leit, absichtlech oder awer, well hien et einfach net besser weess.

Gewëss hu mir déi international Wirtschaftskris bis elo verhältnisméisseg gutt iwwerstan a mierken och elo e bëssen iwwerall, datt et erëm biergop geet, mä dat, wat mir vergiessen oder verdrängen, dat ass, datt mir et mat enger zweeter Kris ze dinn hunn, déi sech hannert der Weltwirtschaftskris verstoppt hat an déi riskéiert fir eist Land vill méi dramatesch a méi nohalteg ze ginn, wéi déi, déi mir elo iwwer eis ergoen hu misse loosse. Dës Kris hannert der Kris ënnerscheet sech doduerch, datt si virun allem en nationale Charakter huet an datt si net vum selwen eriwirgergoe wäert, well et sech hei ëm eng regelrecht Strukturkris handelt.

Ech wëll lech net erëm all dat opdëschen, wat mir schonn x-mol vun alle méiglechen Experten zerwéiert kritt hunn, dat mir awer net gäre gleewen, well et eis net an eise Wuelstandskrom passt. Mir wëssen, datt eis Ekonomie an der Zukunft net méi gradesou séier wuesse wäert wéi an deem leschte Véirelsjorhonnert, notament well déi international Ëmstänn et net méi esou gutt mat eis a mat eiser Finanzplaz mengen. A mir wëssen och, datt mir ëmmer méi séier op déi ominéis Rentemauer lasssteieren, wa mir eise Pensiounssystem net geschwënn iwwerdenken a reforméieren.

Ob mir wëllen oder net, dëst Land steet virun Erausforderungen, wéi et se ewell



laang net méi kann huet. Do kommen aussergewéinlech Efforten op eis zou, virun deenen een d'Aen net verschléisse kann an net verschléissen däerf. Meng Fro ass: Si mir nach amstand, deen dofir néidege Courage opzebréngen?

Et heescht, datt déi Erausfuerderunge viraussetzen, datt mir all Joer e Budgets-iwwerschoss vun op d'mannst engem hallwen oder souguer liicht iwwer engem Prozent vum PIB erausklappen, wa mir eis Statsfinanzen an der Riicht hale wëllen. Dat sinn a boer Mënz ronn 400 Milliounen Euro all Joer! Vun esou engem Iwwerschoss si mer awer am Ablack zimlech wäit ewech, well mir schreibe bis op Weideres emol rout Zuelen; net fir d'Lescht och dofir, well an där nächster Zäit eis Verschuldung och nach op eise Portmonni drécke wäert.

Här President, d'CSV steet dofir hannert der Regierung an hirem Finanzminister, déi keen Zweifel dru loosse, datt si weider op hire Spuerschinn fuere wëllen, quitte datt déi ekonomesch Accalmie dem Stat fir den Ament e bëssen, awer nëmmen e ganz e bësse méi Loft verschafft huet.

Well déi Strukturproblemer, mat deenen dëst Land konfrontéiert ass, onverännert weiderbestinn an hinnen nëmme mat gesonde Statsfinanzen am Réck bäizekommen ass, gëtt et keng Alternativ zu enger décidéierter a konsequenter Spuerpolitik. Mir wëlle jo net an déiselwecht Labrante gerode wéi aner Staaten - ech brauch lech kee Bild ze molen -, déi elo nu wierklech net ëm hir batter Situatioun ze beneide sinn.

Dofir muss mir coûte que coûte an esou séier wéi méiglech erëm eise Budget an d'Gläichgewiicht bréngen. Mä ech sinn amgaangen, Evenementer virzepräifen. Dat alles wäerte mir in extenso déi aner Woch am Budgetsrapport vum Kolleg Alex Bodry erëmfaassen. Do hu mer dann d'Geleeënheet, eis Virstellung doriwuer opzedeschen, mat wéi enger Politik mir dëst Land erëm fit fir seng Zukunft kréien. Mir sinn eis an deenen, déi no eis kommen, dat schëlleg.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Lucien Thiel. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner huet sech a senger Ried dorobber konzentriert, fir eis ze erklären, firwat datt Steiererhéijungen noutwendeg sinn. Ech wëll a menger Ried u sech just de Contraire maachen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, dann ass dat eppes Aussergewéinlech. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee genau kucken, firwat datt se dat mécht, viru wéi fir engem Hannergrond datt se dat mécht. Da muss een iwwerpräifen, wie si firwat domadder trëfft. Wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss si d'Fro beäntwerten, ob et keen anere Wee gouf. A wann eng Regierung Steiererhéijunge proposéiert, da muss ee bedenken, wat fir eng Auswierkungen dat op déi ekonomesch Acteuren huet, bezéiungswies, wat fir eng Signaler een domadder no bause sent. Er-laabt mer, datt ech dës Steiererhéijunge virum Hannergrond vun dese Froe bewäerten.

Här President, mä Virriedner vun der CSV, an ech sinn iwwerzeegt, och de Riedner vun der LSAP duerno, hunn a wäerten dës Steiererhéijunge schérieden. Dat kann ee maachen. Dat muss ee maachen, wann ee wéi CSV an LSAP vu ganz wäit hierkënn. Dat muss ee maachen, wann een als CSV an LSAP sech soss net eens ass, wéi een d'Statsdefiziter wëllt ofbauen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- An aus dëser Haltung, aus dese Riede léiere mir: Wann CSV an LSAP sech net eens sinn, da mussen d'Leit an d'Betribler dru gleewen!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Wann CSV an LSAP sech net eens sinn, da mussen

Décisionen hier, déi een Zil hunn, nämlech CSV an LSAP an der Regierung ze halen. Et gëtt just gemaach wéi wann, et gëtt iwwer Reforme geschwat...

► **Une voix.**- Dat do ass e Witz!

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Et gi Chantiere léns a riets opgemaach,...

(*Interruptions*)

...mä et ännert sech fundamental näischt un hirem Politik.

► **Une voix.**- Dat, wat Dir do zielt, da kënn ee gär an d'Regierung!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- An ech wëll dofir ganz kloer soen, wann nach no de Rieden...

► **M. le Président.**- Ech géif lech bieden, dem Här Etgen nozelauschteren! Och Här Bettel, lauschtert dem Här Etgen no!

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, ech wëll dofir ganz kloer soen - net, datt nach no de Riede vun CSV an LSAP ee falscht Bild opkënn -: Dës Steiererhéijunge si keng, déi dëst Land weiderbréngen, au contraire! Déi Steiererhéijungen hei sinn den Ausdrock vum klengstméigleche Kompromëss innerhalb vun der Regierung.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Déi Steiererhéijungen hei sinn de Bewäis, datt tëscht CSV an LSAP kee gemeinsamen Zukunftsprojet besteet.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- De Bléck vun CSV an LSAP ass an d'Vergaangenheit gericht. D'Zukunft vum Land, vun de kommende Generatiounen, vun de jonke Familljen haut, vun all deene Leit, déi Dag fir Dag d'Äerm eropstréppen, ass hinnen egal, total egal!

(*Interruptions*)

Well dës Steiererhéijunge sinn eng Décision géint d'Zukunft vu Lëtzebuerg, géint d'Zukunft vun de kommende Generatiounen, an dat wäert d'Demokratesch Partei net akzeptéieren.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Well loosst eis emol kucken, viru wéi engem Hannergrond déi do Politik hei gemaach gëtt. Gëtt et wierklech gutt Grënn, grad an dëser Situatioun op Steiererhéijungen zrëckzepräifen? Mir hunn déi gréisste Budgetsdefiziter zënter Jorzéngten. All zéngten Euro, dee mer ausginn, ass net duerch eng Recette gedeckt. Mir hunn déi gréisste Scholdelaascht zënter Jorzéngten.

(*Interruption et hilarité*)

Mir hunn op der Bankeplaz dee gréissten Abroch zënter Jorzéngten ze verzechnen.

(*Interruptions diverses*)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Etgen nozelauschteren!

(*Hilarité*)

► **Une voix.**- Dir wäert jo dat gutt fannen, Här Schiltz!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Mir hunn um Niveau vum Aarbechtsmaart déi meeschte Chômeuren zënter Jorzéngten ze verzechnen. Mir hunn et am Beräich vun der Sozialpolitik mat Systemer ze dinn, déi aus allen Néit fueren. Mir hunn öffentlech Finanzen, deenen hir Reserven aus der Vergaangenheit - déi offiziell an déi cachéiert - opgebraucht sinn. Mir hunn öffentlech Recetten, vun deene mer haut sécher wëssen, datt se muer net méi do sinn: d'TVA um Commerce électronique.

An dës Regierung mécht esou, wéi wann een dës Problemer mat Steiererhéijunge kéint hëllef léisen. Dës Regierung mécht esou, wéi wa si dat net alles misst haut, mä eréischt muer an Ugrëff kéint huelen. Ech kéint lech langweilen...

(*Hilarité*)

...mat Zitater vu Regierungs- a Majoritéitsvertrieder vu virun der Tripartite a se vergläiche mat deem, wat si elo op eemol no deenen zwou Bipartité soen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...den Här Schiltz, alles, wat se virun de Wahle versprach hunn. Erzielt et!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Op eemol ass alles net méi esou schlëmm, kann een alles och nach muer maachen, a Rou iwwert dëst...

(*Interruptions*)

► **M. le Président.**- Här Bettel, Dir bréngt den Här Etgen duerjerneen!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Neen, Här President, also déi do... d'Majoritéit bréngt mech net duerjerneen.

Op eemol ass alles net méi esou schlëmm, kann een alles och nach muer maachen, a Rou iwwert dëst an dat nodenken. Op eemol! Et weist, wat fir ee Chaos an dëser Majoritéit herrscht!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Grad an dëser Situatioun, an där eist Land ass, kann a wäert d'Demokratesch Partei net akzeptéieren, datt grad déi, déi eis aus der Kris solle féieren - dat heescht d'Leit, déi schaffen, d'Famillje mat Kanner, d'Entreprises -, méi belaauscht solle ginn. Dat ass dee falsche Wee! Dat ass déi Leit bestrooft, déi derzou bäidroen sollen, eis aus der Kris ze féieren, an dofir ass dës Politik falsch. Et gëtt kee Grond fir Steiererhéijungen zu dësem Moment. Et gëtt kee Grond, fir dese Projet de loi ze stëmmen.

► **Une voix.**- Dat wier e schéine Schluss gewiescht.

(*Hilarité*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, een Drëttel Steieren, zwee Drëttel Spueren: Dat war jo d'Devise vun der Regierung uganks vun der Tripartite. Mä wéi kënn eng Regierung op dës Forderung? Wat ass d'Analys, déi gemaach ginn ass, fir dës Devise kënnen auszeginn? Een Drëttel Steieren, zwee Drëttel Spueren. Dat kléngt no enger preziser Rechnung. Dat kléngt no engem kloren Argumentaire, dee logescherweis dëst konkret Zil kéint erginn. Deen Argumentaire, Dir Dammen an Dir Hären, dee gëtt et awer net. Zwee Drëttel, een Drëttel ass eng Devise. Et ass keng Politik! Et ass eng Devise, déi soll verdecken, datt dës Regierung aus CSV an LSAP sech ze schued war, fir hir Hausaufgaben ze maachen.

Anstatt „Zwee-Drëttel-een-Drëttel“-Devisen auszeginn, hätt d'Regierung missen ee systematesche Screening vun allen öffentlichen Ausgabe maachen a Strukturforme maachen. Dat war der DP hir kloer Forderung. Dat hunn CSV an LSAP haut net gemaach.

Dat léisst sech natierlech och net vun haut op muer maachen. Et ass e kontinuéierleche politesche Prozess, dee vu laanger Hand muss geplangt sinn. Ee Prozess, deen een och net eleng engem Contrôle financier däerf iwwerloossen, mä wou politesche Wëlle gefrot ass an d'Bereitschaft an enger ganzer Regierung, fir ze spueren. Als „best practice“ kann een hei roueg d'Stad Lëtzebuerg nennen: Si hunn direkt nom Ausbroch vun der Wirtschaftsa- Finanzkris ee Responsabelen ernannt, deen iwwer Méint e systematesche Screening vun de lafenden Ausgabe vun der Stad Lëtzebuerg gemaach huet.

► **Une voix.**- Dat geet just ouni d'CSV.

► **Une autre voix.**- Déi hu gefuddelt, datt d'Fatze geflu sinn!

(*Hilarité*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Mat dem Resultat, datt d'Stad Lëtzebuerg fir d'Joer 2009 39,7 Milliounen Euro am Budget ordinaire...

(*Interruptions diverses*)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, dem Här Etgen nozelauschteren! Dir kënn allegueren herno lech nach androen.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- An dat bei engem Gesamtbudget vu 539 Milliounen Euro. Dat ass méi, wéi d'Regierung fir 2011 fir dee gesamte Statsapparat un Ustrengunge gemaach huet. Well den Zuele vum Finanzminister no wëllt de Stat nëmme 34 Milliounen Euro bei de Frais de fonctionnement aspueren. Do wier méi dra gewiescht. Do wier méi dra gewiescht, wann d'Regierung dësen Exercice vu laanger Hand geplangt a systematesch duerchgezunn hätt.

► **Une voix.**- Wat ass dat do?

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Do wier méi dra gewiescht, wann de politesche Wëlle bestanen hätt, fir wierklech ze spueren.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Firwat sidd Der esou virwëtzeg? Virun de Wahlen, kee Wuert, Här Clement, hutt Der iwwert d'Kris geschwat, kee Wuert!

► **Une voix.**- Dat ass wouer.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dir hätt solle lauschtere kommen, Här Bettel.

► **M. le Président.**- Ech mengen, Dir hutt d'Méiglechkeet alleguer, den Här Bettel, den Här Lux a wien och ëmmer, hei dem Riedner eng Fro ze stellen.

(*Interruptions*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Do wier méi dra gewiescht, wann dës Regierung hir Hausaufgabe richtig gemaach hätt. Anstatt dem Stat säi Konsum ze zügelen, fuerderen CSV an LSAP elo d'Leit an d'Entreprises op, fir de Rimm méi enk ze schnallen. Dat ass deen einfache Wee. Dat ass d'Saachen net ugepaakt.

Här President, wann et net esou batter eescht wier, misst ee jo haart laachen iwwert déi Sätz vun dëser Regierung vu virun der Kris: „Mir mussen gestärkt aus dëser Kris erauskommen.“ Mat deem Saz wollte si d'Leit berouegen dobaussen. Wann d'Leit awer emol méi genee hikuken, da mierke se haut, datt d'Regierung bis haut net gewisen huet, wéi se déi flott Devise och a konkret Handeln ëmgesat hätt. D'Wierklechkeet ass eng ganz aner: Mir komme méi geschwächt aus der Kris eraus, wéi mer eragaange sinn. An dës Steiererhéijungen, déi d'Majoritéit haut beschléisse wäert, maache ganz kloer, datt mir geschwächt aus där Kris erauskommen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- D'Majoritéit huet keen eenzege strukturelle Budgetsproblem an de Grëff geholl. D'Majoritéit huet keng eenzeg richtungsweisend Décision geholl, fir méi qualitative Wirtschaftswuesstum ze produzéieren. D'Majoritéit huet kee Konzept, wéi se Schlësselsecteure vun eiser Economie stäerken an innovativ no vir bréngen wëllt. Déi wéineg Iddien, déi dës Regierung formuléiert huet, ginn duerch dës Steiererhéijungen ad absurdum gefouert.

Et gëtt awer eng Alternativ zu dese Steiererhéijungen.

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Et gëtt eng Alternativ zu der Politik vun CSV an LSAP.

► **Une voix.**- Zweek Buschtawen: DP.

(*Hilarité*)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Et geet just net duer ze kritiséieren, mä et muss een och Alternative weisen. Dat huet d'DP ëmmer erëm an dësen Diskussiounen zënter 2006 gemaach an och ëmmer erëm duerch hir Voten an der Chamber, duerch hir Alternativvorschläge gewisen, wéi een et hätt kënnen anescht, wéi een et hätt kënnen besser maachen.

(*Interruptions diverses*)

An den Ae vun der DP...

(*Interruptions*)

► **Une voix.**- ...selwer ëmsetzen, Här Frieden.

► **Une autre voix.**- Dir géift se selwer gär ëmsetzen, Dir kënn net!

► **M. le Président.**- Ech bieden lech awer wierklech...

► **Une voix.**- An Dir laacht nach!

► **M. le Président.**- Ech bieden lech nozelauschteren!

(*Hilarité*)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- A wa keng Kamera do ass, fannt Der et souguer nach gutt. Dat ass nach dat Schlëmmst, Här Frieden.



► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, Dir kennt se allegueren. Maacht et! Maacht et!

(Interruption)

► **M. le Président.**- Neen, hei wann ech gelift, esou kënne mer..., lauschtert elo dem Här Etgen no. Herno ka jiddweree sech hei aschreiw an dann esou laang schwätzen, wéi e wëllt. Et ass genuch Riedezäit do.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- An den Ae vun der DP brauche mer grad elo eng Steierpolitik, déi déi Leit an eiser Gesellschaft stäerkt, déi eis aus der Kris sollen erausbréngen. An den Ae vun der DP brauche mir grad elo eng Steier- a Finanzpolitik, déi folgend Ziler verfolgegt:

Éischt Zil: De Stat muss sech der Decken no strecken. Et ass net un de Leit an net un den Entrepreneuren, dem Stat seng Kapriole bedéngungslos iwwert de Steierwee ze ënnerstëtzen. Dofir ass d'DP géint d'Steierhéijungen an derfir, datt de Stat bei sech selwer spuert - Stéchwuert Screening -, bezéiungsweis op nei Weeër beispillsweis an der Familljepolitik geet, Stéchwuert Wunnngeld.

(Interruption)

Zweet Zil: Leit, déi schaffen a Leeschtung bréngen, mussen ënnerstëtzt ginn. Dofir ass d'DP strikt géint Steierhéijunge grad zu engem Moment, wou mer déi, déi schaffen, méi wéi jee brauchen an ënnerstëtze mussen.

Drëtt Zil: Jonk Leit a Familljen, déi an d'Liewe starten, mussen ënnerstëtzt ginn an därfer scho guer net méi belaaucht ginn. Dofir huet d'DP fir d'Bäibehale vum bëllegen Akt gekämpft a gefuerdert, datt si an Zukunft méi Scholdzëns kënne steierlech geltend maachen.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Hei just eng Parenthèse: D'Ofschafe vum bëllegen Akt nom Modus vun der Regierung, wat hätt dat bedeit? Et hätt bedeit, datt des CSV/LSAP-Regierung d'Limite vum Revenu esou niddreg ugesat hätt, datt de bëllegen Akt just nach a Fro komm wier fir Leit, déi sech um fräie Marché souwisou keng Wunneng méi kënne leeschten. Et hätt bedeit, datt kaum nach een hei am Land vum bëllegen Akt hätt kënne profitéieren. D'Ukënnung, fir de bëllegen Akt deelweis ofzeschaffen, hat fir vill Onrou ënnert de Leit gesuergt. Grad beim Wunnengsmaat geet et drëm, fir d'Situatioun ze entkrampfen an net ze verkrampfen.

An deene leschte Wochen awer waren d'Banke mat enger Hällewull vun Demandes de prêt befaasst. De Kadaster war an der Onméiglechkeet, fir all gefrote Mesurage bis zum Enn vum Joer virzehuelen, an ee Rendez-vous beim Notaire bis Silvester ze kréien, war och schon net méi esou einfach. Et geet elo drëm, fir d'Situatioun ze berouegen.

Ervirhiewe wëlle mer als DP och, datt des Mesure vun der Regierung net nëmme déi Jonk, d'Mittelschicht ganz besonnesch getraff hätt, mä och derniewent nach déi falsch Kategorie vun Haiser an Appartements. Et sinn déi eeler Wunnengen aus där ënneschter Präiskategorie, wou een Droit d'enregistrement geschëllt ass. Déi nei Wunnenge ginn nämlech an der Regel hei zu Lëtzebuerg normalerweis als Vente en état futur d'achèvement verkaaft, wou just Enregistrement um Deal Terrain geschëllt ass.

D'Konsequenze vun enger Verdeierung vu 7% wiere gewiescht: Éischtens, vill Haiser wieren net verkaaft ginn a wieren eidel stoe bliwwen. Zweetens, vill Haiser wiere jorelaang net energetesch opgerüst ginn, an drëttens, vill Haiser mat wäertvoller Bausubstanz wieren net restauréiert ginn.

► **Une voix.**- Do gesäit een awer, datt d'CSV gutt Saache mécht.

(Interruptions diverses)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Als DP fuerdere mir zënter Joren eng Abettung...

(Interruptions)

...vun der Logementspolitik an eng kohärent Politik vun nohalteger Entwécklung.

► **Une voix.**- Macht emol eppes bei lech!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- An als DP insistéiere mir zënter Joren, datt de Wunnengsproblem ressortiwwergräifend soll traitéiert ginn, well de Wunnengsbauminister eleng déi dote Problematik net Meeschter ka ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Dat op jidde Fall!

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Et gesäit een, datt d'Spuermoosnam „Bëllegen Akt“ eleng vum Finanzminister dekretéiert gi wier, ouni de Logementsminister, den Nohaltegekeetsminister, den Energieminister an den zoustännige Minister fir Sites et Monuments ze konsultéieren. Parenthèse zou.

(Interruptions)

Véiert Zil: De Wirtschaftswuesstum vu muer muss duerch eng kohärent Steierpolitik haut gefördert ginn. Et kann een net higoen an decidéieren, d'Kéi, déi een am Stall huet, manner gutt ze fidderen an e puermol den Dag méi ze strächen. Dofir huet d'DP eng kloer Wuesstumsstrategie gefuerdert, an där mir d'Fro vum Index kloer beäntwert hunn, an där den Ofbau vun den administrativen Hürden een Zil ass, a wou mir eng kloer Zukunftsstrategie vun der Finanzplaz gezechent hunn. D'Afféiere vun enger Krisesteier mat Erhéijung vum Spëtzeosteiersaz ass awer konträr zu dëser Politik.

Fënneft Zil: D'Virbereedung op d'Zukunft muss awer och eng Steier- a Finanzplaz bedéngen, déi dem schounenden Émgank mat der Energie an der Natur verflicht ass. D'Steierpolitik ass jo och staatlech Ausgabepolitik, an et ass net egal, wat mat de Steiersue geschitt.

Dofir ass d'DP derfir, op de Wee vun engem nohaltegen Index ze goen, oder beispillsweis am Energieberäich op de Wee vun enger Klima-Bank ze goen, déi, statt weider ze subventionéieren an domadder Steiergelder ze verschwenden, op de Wee geet, fir Projete vun de Leit an den Entreprisé virzefinanzéieren. Eng Klima-Bank iwwerregens, déi och fir eis Finanzplaz en interessanten a zukunftsweisenden Effekt kéint hunn.

Fënnef kloer Ziler also, déi mer a kengster Weis an der Regierungspolitik esou erëmfannen.

Här President, d'Banque centrale huet eis virgerechent, datt, wann een d'Cotisatione mat aberechent, ee vun 100 verdéngten Euro der nach 44 mat heemhëlt fir de Stot. Dat ass esou, wéi wann Der rechneresch bis de 25. Juli vum Joer nëmme géift fir de Stat schaffen, an eréischt duerno schafft Der fir lech!

Mir verlaange Leeschtung vun de Leit, déi schaffen, a vun de Familljen. Mir verlaangen, datt d'Entreprisé Wuesstem produzéieren, am beschten nohaltege. Mir verlaangen, datt jiddweree hei am Land d'Äerm eropstréppt. An dann ass et een Hohn, wann et just een hei am Land gëtt, deen dat net mécht; wann et een hei am Land gëtt, deen net mam gudden Beispill virgeet, deen net bereet ass, seng Hausaufgaben ze maachen: de Stat, vertraueden duerch des CSV/LSAP-Regierung. Dat geet net, dat ass d'DP net bereet esou ze akzeptéieren!

Här President, wann een des Steierpolitik dann och emol vergläicht mat deene Politiken, déi d'Regierung sech selwer op de Fändel geschriwwen huet, da stelle mer och do fest, datt d'Steier- an d'Budgetspolitik net am Aklang sti mat deem, wat d'Regierung behaupt politesch wëllen ze realiséieren.

D'Regierung huet behaupt, si wëllt eng nohaltege Politik maachen. Wat ass nohaltege un dësem Steierprojet an um Budget?

D'Regierung huet behaupt, si wëllt eng aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik maachen. Firwat musse mir dann ëmmer méi an ëmmer méi Geld an des Politiken an an deen zweeten Aarbechtsmaart stiechen, ouni datt mer kucken, wou mer Geld effikass asetzen; ouni datt mer kucken, wou mer aktivéierend kënne sinn?!

D'Regierung huet behaupt, si wëllt nei Créneauen op eiser Finanzplaz develop-

piéieren, wéi zum Beispill Leit mat Verméigen op Lëtzebuerg unzéien. Firwat gi mir dann hin a mir maachen eng Steierpolitik, déi total konträr zu dësem Créneau ass?!

D'Regierung huet behaupt, si wëllt eng Politik fir d'Familljen hei am Land maachen. Wéi em Gottes Biddes Wëlle kann een dann op d'Iddi kommen, de bëllegen Akt ofzeschaffen?!

D'Regierung huet behaupt, si wëllt eng leeschtingsfördern d'wirtschaftsfrëndlech Politik maachen. Wéi ka si dann d'Steiere fir Privathaushalter an Entrepreneuren eropsetzen?!

D'Regierung huet behaupt, si wëllt de Problem vun der Finanzéierung vun de Renten als Ganz léisen. Wéi ka si dann higoen an de Volet „Mammerent“ an „Ajustement“ lassgeléist vun der gesamter Problematik kucken?

Et kënn een da logescherweis zu folgender Konklusioon: Der Regierung hir Politik ass eidelt Geschwätz! Dëse Steierprojet beweist dat leider androcksvoll.

Här President, d'DP trëtt a fir eng aner Steier- a Budgetpolitik, déi kohärent ass mat den Ziler vun enger nohalteger Wuesstempolitik, vun enger leeschtingsorientierter a familljefrëndlecher Politik, vun enger aktivéierend Aarbechtsmaartpolitik. De Stat muss sech änneren, net d'Leit!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, ech hu virdu vum eidele Geschwätz vun dëser Regierung geschwat. Dat eidelt Geschwätz ass eng weider Ursach, firwat mir net gestärkt, mä geschwächt aus dëser Kris erauskommen, a firwat datt dëse Projet de loi einfach grondsätzlech falsch ass. Politik huet och mat Psychologie ze dinn, besonnesch wann et em Wirtschaft a Finanze geet.

D'Regierung, d'CSV an d'LSAP, maachen e geféierlecht Spill mat de Leit, an dat Spill kann een an e puer Punkte résuméieren. Dat, wat haut gëllt, ass muer net méi wouer. Dat, wat haut gesot gëtt, gëtt esou net gemaach. Do, wou d'Regierung zesummesetzt, weist si, datt si net eens ass. Do, wou een deen aneren an d'Pan geklaakt krut, gëtt sech op d'Schëller geklappt. D'Zuele vun haut stëmme muer net méi.

An ech wëllt hei emol eng Fro an de Raum stellen: Hutt Dir lech an der Majoritéit och nëmme eemol, ee Moment laang Gedanken doriwwer gemaach, wat Dir mat dëser Aart a Weis, mat dëser Attitüd dobaussen u Schued ugeriicht hutt?

Datt Dir dobaussen en desolat Bild ofgitt, kéint mir u sech egal sinn. Et ass mer awer net egal, datt Dir d'Leit dobaussen dronkeg maacht an elo erëm ufänt d'Bild ze vermëttelen, et géif quasi vum selwen erëm alles gutt goen. An et ass mir och net egal, wann ech gesinn, datt Dir op eng lichtfankeg Aart a Weis amgang sidd, d'Chancë vun dësem Land a virun allem vun deenen zukünftege Generatiounen ze verspillen, well Dir just eent am Kapp hutt: an der Regierung ze bliwen. Dat ass „Politique politicienne“; mat Zukunftsgestaltung huet dat näscht ze dinn!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- ...kann ee kaum hunn, soss géife mer d'Steieren erofsetzen, wann et dorëms géif goen.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, wéi wëllt d'Regierung d'Leit vun der Noutwendegkeet vu Reformen iwwerzeegen, wa si kee gemeinsame Projet huet? Wéi wëllt d'Regierung d'Leit vun der Noutwendegkeet vu Reformen iwwerzeegen, wa si all kritesche Punkt - Index, Strukturformen, Rentereform, Aarbechtsmaartreform, eng kloer Wuesstemsstrategie, eng nei Logementspolitik - op muer vertagt, soubal sech déi éischt kritesch Stëmm am Land mell?!

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Wéi wëllt d'Regierung d'Leit vun der Noutwendegkeet vu Reformen iwwerzeegen, wa si onpreparéiert an Diskussiounen erageet a sech dann - wéi beim bëllegen Akt geschitt - muss vun de Leit erkläre loosse, datt si komplett niewent dem Dill läit? Wéi wëllt d'Regierung d'Leit vun der Noutwendegkeet vu Reformen iwwerzeegen, wann déi

eng dat eent soen an déi aner dat anert an domadder d'Bild vermëttelen, des Regierung, des Majoritéit wiere lauter „Ich-AG'en“ a keng Équipe?

Här President, ech wëll net dem Virwurf erlieen, ech géif hei nëmme Saache behaupten, déi net stëmme géifen. Erlaabt mer dofir, datt ech op e puer Beispiller ze sprieche kommen, déi dat beleeden, déi beleeden, wat fir ee falscht Spill an dëser Regierung, an dëser Majoritéit gespillt gëtt.

An darselwechter Majoritéit gëtt et Leit, déi op all méiglecher Table ronde strukturell Reforme fuerderen, zum Beispill den Här Thiel, fir de Bankemilieuen ze gefalen; den Här Krecké an d'Madame Hetto, fir de Patronatsmilieuen ze gefalen...

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Wiem wollt ech gefalen?

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Dat ass dat, wat si soen. Wat si maachen, ass awer eppes anescht. Et sinn déiselwech Leit, déi monter, wéi wa näscht wier, am Regierungsrot oder an der Chamber genau de Contraire vun deem, wat si virdrun erzielt hunn, stëmme bezéiungsweis duerchgoe loosse. Hiert Handele steet net am Aklang mat hirer Meenung, mat deem, wat si behaupt wëllen ze maachen. Dat nennt een am beschte Fall „Hypocrisie“.

Erënnert lech, 2009 huet de Budgetsrapporteur, den Här Lucien Thiel, à qui voulait l'entendre, virun der Kris, derrière la crise gewart a gesot - an en huet dat och virdrun nach hei op dëser Tribün gemaach -, datt mir fir d'Éischt eng Radiographie vun den öffentleche Finanze bräichten, datt strukturell Reforme misste kommen, an eréischt dann därfer mer doriwwer nodenken, eppes bei de Steieren ze maachen.

Dëse Rapport ass vun der Majoritéit vun CSV an LSAP guttgeheesch ginn. Datt d'LSAP net méi zu dëser Politik steet, dat wësse mer spëtstens zënter hirem Kongress vu Moutfort. Mä datt den Auteur vum Budgetsrapport fir d'Joer 2010 selwer net méi zu dëser Politik steet, dat wier mir nei. Op alle Fall liesen ech dat net eraus aus de sëllechen Optrëtter vum Här Thiel an deene leschte Wochen a Méint an der Öffentlechkeet. An derfir, Här Thiel...

► **Une voix.**- Är Ried war geschriwwen, Dir hutt se net adaptéiert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Wann Dir... Grad dowéinst. Den Här Thiel huet et virdrun nach gesot gehat, mä herno stëmmt en awer dëse Budget, an e stëmmt och des Steierhéijung.

(Interruptions)

An derfir, Här Thiel, well Der dat misst am Fong respektéieren, wat Der virdu gesot hutt, an déi Leit an der CSV, déi lech nostinn, wéi den Här Schiltz, wann déi sech konsequent wieren an Dir lech selwer nëmme géift e bëssen eescht huelen, dann därft Dir, da kéint Dir dëse Projet net stëmme, an da musst Dir och déi nächst Woch géint de Budget 2011 stëmme.

(Interruptions)

Well dëse Projet an de Budget sinn de Contraire vun deem, wat Dir selwer am Numm vun der Majoritéit vun der Chamber gefuerdert hutt. An et ass de Contraire vun deem, wat Dir virdrun nach op dëser Tribün gesot hutt. De Contraire!

► **M. Lucien Thiel (CSV).**- Dann hutt Dir schlecht nogelauschert.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, den Här Krecké an och den Här Frieden, an neierdengs d'Madame Hetto, si jo esou gefrust, datt keen esou mécht oder esou wäit geet, wéi si dat wëllen. An d'Madame Hetto war jo méi wéi daitlech an hirer Bewäertung vun der CSV/LSAP-Politik, déi si jo mat ze verantworten huet an déi jo hiren Ausdrock an dësem Steierpak fént.

Erlaabt mir, d'Madame Hetto vun der CSV ze zitéieren aus hirer leschter Radioemission. De Journalist vun RTL hat grad gefrot, ob den Index bei de Betriber een Dauerbrenner wier. D'Antwort vun der Madame Hetto, leschte Samschdeg, war kloer: „Neen, et ass net een Dauerbrenner, mä et ass einfach elo e bësse vill op si duerkomm a si hu sech einfach doriwwer beklot, datt se e ganze Pak dohinnergetässelt kritt hunn, wat sech jo negativ



op d'Kompetitivitéit auswierkt. Wa mir eis vergläiche mam Ausland, hu mir einfach eis Betriber domat vill méi belaauscht, well mir einfach ëmmer erëm vun hinne verlaangen, esou vill Cotisatioune méi, den Index méi. A wann een dat da vergläicht mat deenen Entrepreneuren aus dem Ausland, da si se iergendwann net méi kompetitiv."

(Interruptions)

Ech muss lech soen, dat do ass, wat ee nennt: eng kloer Ausso. De ganze Pak belaauscht d'Betriber méi, wéi...

► **M. le Président.**- Här Etgen, den Här Hoffmann stellt lech gären eng Fro.

► **Une voix.**- Dir dierft jo herno schwätzen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Neen, do hunn ech net vill Zäit. Däerf ech him eng Fro stellen?

► **Une voix.**- Dir kritt herno méi Zäit.

► **M. le Président.**- Här Etgen, sidd Dir d'accord, datt den Här Hoffmann lech eng Fro stellt?

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Selbstverständlech!

► **M. le Président.**- Här Hoffmann, stellt Är Fro!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Also, ech wier interesséiert, Prezisioune ze héieren iwwer dee Verglach, deen Der elo ugeschwat hutt, wat d'Cotisatioune vun eise Betriber betrëfft an d'Cotisatioune vun de Betriber an eisen Nopeschlänner. Well meng Informatiounen bis elo, déi waren ëmmer déi, datt eis Cotisatioune wäit, wäit, wäit ënnert deene leie vun eisen Nopeschlänner.

(Interruptions)

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här Hoffmann, déi dote Fro muss Der der Regierung stellen, a besonnesch der Mëttelestandsministesch, der Madame Hetto. Ech mengen, virun der Tripartite ass gesot ginn, datt mer een Nodeel hätten, wat am Fong déi ganz Lounniewekäschten ubelaangt, géintwärt dem Ausland. An ech mengen, dat war den Haaptvun den Diskussiounen, wéi se virun der Tripartite gefouert gi sinn. An op eemol, no der Tripartite an deenen zwou Bipartiten, huet een nääsch méi dovunner héieren.

Ech kann lech just soen, dat, wat d'Madame Hetto gesot huet, dat war eng kloer Ausso. De ganze Pak, dee belaauscht d'Betriber méi, wéi déi am Ausland. An et gëtt festgestallt, datt déi Betriber iergendwann net méi kompetitiv wäerte sinn. Super Constat, e super Constat vun der Madame Hetto!

Mä da sief awer d'Fro erlaabt: Wéi kann dann eng Mëttelestandsministesch dee ganze Pak do, also och de Steierpak, deen haut zur Debatt steet, iwwerhaupt guttheeschen, wa si der Meinung ass, datt en dozou féiert, datt eis Entrepreneuren iergendwann net méi kompetitiv sinn? Wéi ass dat méiglech? Ech muss lech soen, déi Aussoen do weisen d'Hypocrisie vu verschiddene Regierungsmemberen, an ech biede si, ganz séier domadder opzehalen, d'Leit an d'Entreprise fir domm ze verkafen. Entweder si stinn zur Regierungspolitik oder si stinn net dozou. Déi zwou Saachen zesammen, dat geet net!

Här President, déi Aussoe weisen awer och, datt dës CSV/LSAP-Regierung eng wirtschaftsfeindlech Politik mécht. Net nëmme mir soen dat, si soen et jo selwer! Ech wëll duerfir eent ganz kloer soen: Wann déi Leit an dëser Regierung, déi fir Finanzen, Wirtschaft a Mëttelestand zoustänneg sinn, sech an der Regierung net méi duerchgesat kréien, wa si sech an der schlemmster Wirtschafts- a Finanzkris vun dësem Land net méi duerchgesat kréien, da kënnen mir geschwënn de Schlëssel ënnert den Teppesch leeën.

Här Frieden, Här Krecké, Madame Hetto, wann Dir dës Politik vun dëser Regierung net verantworten kënt, woufir ech ganz vill Versteesdemech hunn, da fuerderen ech lech op, e kloer an däitlech Zeechen ze setzen an Är Hypocrisie ze beenden, elo an heil!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Une autre voix.**- Wou ass de Statsminister? Kënnst deen net?

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Här President, dann nach ee Wuert zu den Zuelen,

oder soll ech soen, zu den Zueespillereien? Déi gi jo agesat wéi Niwwelkäerzen. Zuelen, Statistiken, Berechnungsmethoden a Previsiounen, déi d'Regierung léns a riets zünde geet. A jiddwereen am Land ass schonn dronkeg vun all deenen Zuelen a Prognosen, déi an deene leschte Wochen a Méint eis opgedëscht gi sinn.

Déi Niwwelkäerzen do erfëlle fir d'CSV an d'LSAP e puer praktesch Zwecker. Si maachen d'Leit duerjerneen, bis och dee Leschten nääsch méi versteet an einfach deem gleeft, deen am haartste jäize kann oder deem, deen déi einfachste Léisunge parat huet. Si verdecken d'Problemer, well all Zuel mat enger anerer Zuel widderleucht gëtt. Si lenken de Bléck vun de wierkeleche strukturellen a konzeptuelle Problemer of.

An do stellen ech d'Fro, firwat datt dat op eemol esou ass? Kommt, mir erënnere eis, wéi d'Regierung nach all Joer Plusvaluen um Enn vun engem Budgetexercice konnt annonciéieren. Do waren d'Zuelen immens kloer, ganz einfach. Mir ware Champion an alle Klassen: niddregste Scholden, héchsten Investitiounsausgaben, niddreg Steieren; Champion no der Lëtzebuerger Budgetmethod, Champion no der europäescher Budgetmethod.

An elo, op eemol, wëlle mir nach just Champion no der europäescher Budgetmethod sinn. Komesch. A jiddwer Expert, deen eis seet, wat si net soen, nämlech datt dës Steierpolitik falsch ass, datt d'Budgetpolitik falsch ass, an datt eis Sozialsystemer amgang sinn aus allen Néit ze plätzen, kritt gesot, datt si als Experten entweder net alles verstinn, datt hir Zuelen net richtig sinn, oder een dat misst nuanciéiert kucken, datt si déi Lëtzebuerger Typicitéit net verstinn an esou weider an esou fort.

Dat kann een alles maachen. Fuert roueg virun, den Experten ze soen, Dir wéisst et besser! Fuert roueg virun, d'Ae virun der Wierkelechkeet ze verschléissen! Mä eppes sollt Der da wëssen: Dir sidd et, déi mat där Attitüd d'Zukunft vum Land op d'Spill setzt. Dir sidd et, déi d'Konsequenze vun där do Politik ze verantworten hutt, well d'Entreprise wësse genau, wat si ze maachen hunn no Ärer Politik.

An déi Décisiounen treffen net d'Patronatsorganisatiounen, mat deenen Dir um Dësch sëtzt. Déi Décisioune ginn an de Betriber, an de Chefetagen, an de Mammenhaiser am Ausland getraff, an déi Leit kënnen ganz gutt zwee an zwee zesammenzielen. Deene kënt Dir net d'Steiererhéijungen, wéi Dir se haut an hei wëllt duerchboxen, als eppes Guddes verkafen.

Dir heizt mat dëser Politik de Chômage un an Dir sidd verantwortlech derfir, datt déi jonk Generatiounen et ëmmer méi schwéier kréien, fir eng Aarbechtsplaz ze fannen an hiert Liewen hei am Land ze maachen, nëmme well Dir mengt, d'Entreprise kéinte keng Zuele liesen. Dee Prozess do féint schlächend statt: 120 Plazen hei, 55 Plazen do, eng Fusioun hei, keng Astellungen, keng Neiastellungen méi do. Dat ass d'Resultat vun Ärer wirtschaftsfeindlecher Politik.

(Interruption)

An déi, déi d'Pan klake kënnen, sinn d'Leit, déi schaffen, d'Leit, déi riskéieren, hir Plaz ze verléieren, hir Familijen, déi jonk, déi vun de Schoule kommen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Wa mir net bereet sinn, déi an dësen Zäiten dach awer degoûtant Politik vum „ëmmer nach an ëmmer méi“ op d'Käschte vun de jonke Leit opzehalen, wa mir net bereet sinn, „e bësse manner méi“ ze akzeptéieren, da steiert dëst Land méi wéi schwéieren Zäiten entgéint.

D'Demokratesch Partei wäert dëser Politik net weider nokucken. D'Zäiten hu ganz séier geännert, a mir mussen eis Attitüd, eis Politik och ganz séier änneren an nei orientéieren. An dat mécht een nëmme, wann een eng éierlech Analys vun der Situatioun mécht. Dat mécht een nëmme, wann ee bereet ass, d'Realitéit an d'Aen ze kucken. Dat mécht een nëmme, wann ee selwer d'Äerm mat eropkrepelt an ouni Arroganz, mä mat vill Devotioun un d'Problemer erugeet.

D'Demokratesch Partei mécht an dësem Spill op d'Käschte vun de schaffende Leit, den Entrepreneuren an de jonke Generatiounen net mat!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- D'Demokratesch Partei wëllt eng nohalteg a wirtschaftsfreundlech Politik, déi Aarbechtsplaze schafft a séichert. D'Demokratesch Partei wëllt eng Politik, déi beim Stat sengen Dépense spuert an net op d'Käschte vun de schaffende Leit spuert. D'Demokratesch Partei wëllt eng Steierpolitik, déi den Ziler vun der Nohaltegkeet, enger aktivéierender Aarbechtsmaartpolitik an enger zukunftsorientierter Wirtschaftspolitik nokennt. D'Demokratesch Partei wëllt eng Rentepolitik aus engem Goss, wou mir an enger nationaler Ronn d'Problemer vun der laangfristeger Finanzéierung vun de Rente léisen.

Alles dat maachen dës Projeten net, an dofir wäert d'DP géint déi Projete stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Den Här Clement géif nach gär dem Här Etgen eng Fro stellen.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Merci, Här President.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Kënt Der eis soen, wou de Statsminister ass?

► **Une voix.**- Ooohhh!

► **Une autre voix.**- Dat ass eng Fro.

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Här Bettel...

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Ech mengen, et ass elo um Här Clement, fir dem Här Etgen eng Fro ze stellen. Här Clement, stellt wann lech gelift Är Fro!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ech wollt dem Här Etgen eng Fro stellen, net lech, well ech hunn au contraire zu lech dem Här Etgen gutt nogelauschert.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

(Interruptions)

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Also, ech hunn dem Här Etgen nogelauschert, an ech hu mer et och missen opschreiwen: D'DP trëtt a fir eng aner Steierpolitik, déi kohärent an nohalteg ass.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Dat kann ech souguer matdroen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Firwat maacht Der et dann net?

► **Une voix.**- Da musst Der haut mat Nee stëmmen, Här Clement.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Kommt bei eis, Här Clement! Hei, de Stull ass haut fräi!

► **M. le Président.**- Här Clement, stellt Är Fro!

(Interruptions diverses)

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ech stelle meng Fro, wann den Här Bettel et zwou Sekonne fäerdeg bréngt, roueg ze sinn.

► **Une voix.**- Dat ass net schwéier.

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Et ass net esou einfach fir hien, mä vläicht geet et. Vläch geet et. Mä dat, wat den Här Etgen gesot huet, kann ee matdroen, mä ech kréien et net esou richtig ze paken. Ech kréien et net esou richtig ugepaakt. En huet dat net konkret, net an Zuelen ausgedréckt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dann hutt Der net nogelauschert.

► **Une voix.**- Jo!

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Här Bettel, da loosst dach elo den Här Clement seng Fro stellen!

(Interruptions)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat doten ass keng Fro!

(Interruptions diverses)

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ma elo stellen ech meng Fro!

► **M. le Président.**- Här Clement, stellt elo Är Fro! An ech géif lech bieden, dem Här Clement nozelauschteren!

► **M. Lucien Clement (CSV).**- Ech wëll gär vum Här Etgen wëssen: Fir wat fir eng Steierpolitik trëtt dann d'DP an?

► **Une voix.**- Dir hutt net nogelauschert! Wat ass dat do da fir en Drama? Wat soll dat do?

► **M. Lucien Clement (CSV).**- An ass d'DP fir déi Steierpolitik, déi mer haut hunn, fir de Status quo vun der Steierpolitik? Dat ass d'Fro.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Hien huet nääsch verstan!

► **M. le Président.**- Här Etgen, beäntwert elo nach dem Här Clement seng Fro, an da kënt deen nächste Riedner drun.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här President. Ech mengen, ech hat ganz kloer a ganz prezis fënneg Ziler opgezeechent, wéi d'Demokratesch Partei sech eng aner Steierpolitik géif virstellen. Eng Steierpolitik, déi aus engem Goss ass, a wou a sech am Fong deen nohaltegen Aspekt et ass - mat där Fro, wou den Här Clement ugefaangen huet -, wouraus e wär.

Ech hu kloer an däitlech gesot gehat, datt mir fir en nohaltegen Index géifen anrieden. Ech hu kloer an däitlech gesot gehat, datt mir am Fong geholl wëllen de Leit hir Investisementer, wat Klimaschutz ubelaangt, virfinanzéieren. Ech hu kloer an däitlech gesot gehat, datt dës Mesuré kéinten derzou bäidroen, fir och eiser Finanzplaz en neien Impuls ze ginn.

(Interruption)

Ech hu kloer an däitlech gesot gehat, datt de Wirtschaftswuesstem vu muer haut mat enger kohärenter Steierpolitik muss gefördert ginn.

Ech kann och all déi Saachen, déi ech vir-auser gesot hunn, nach eng Kéier widderhuelen, wann am Fong den Här Clement op jidde Fall dat net sollt matkritt hunn.

Jiddefalls zu dësem Moment, wou d'Kafkraaft vun de Lëtzebuerger esou staark beschnidde ginn ass, wéi dat scho säit Joren net méi de Fall ass, wou d'Betriber net méi kompetitiv sinn - an net nëmme ech hunn dat gesot gehat; dat huet virdrun den Här Thiel gesot gehat, dat huet de leschte Samschdeg d'Madame Hetto gesot gehat -, kënnen mer dach net higoen an eis Entreprise belaauchten! Mir brauchen eng aner Steierpolitik, fir datt mer och muer e Wirtschaftswuesstem hunn.

► **M. le Président.**- Jo, also ech bieden lech...

(Interruptions diverses)

Mir sinn... Här Schiltz, da stellt elo nach... Dir wëllt dem Här Etgen jo och nach eng Fro stellen.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Här President, den Här Clement hat eng prezis Fro gestallt, dahingehend. A mir haten alleguer verstanen, well mer nogelauschert hunn, datt d'DP wëllt Energiesaache méi subventionéieren. Mir kennen och der DP hir...

► **Plusieurs voix.**- Neen!

► **Une voix.**- Dir hutt et net verstan!

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).**- Mir kennen och der DP hir Positioun zum Index. Duerfir ass meng konkret Fro: Wann ee vun enger kohärenter Steierpolitik schwätzt, da géif ech gär wëssen, wat dat heescht par rapport zu den Tauxen; well dat ass Steierpolitik, d'Tauxen, wéi vill Prozent wou. Da géif ech gär wëssen, wat dat heescht par rapport zur Bemessungsgrundlag; well d'Steierpolitik huet eppes mat Bemessungsgrundlag ze dinn. Da géif ech gär wëssen, drëtens, wat dat heescht par rapport zur praktescher Uwendung. An da géif ech gär véiertens wëssen, wat dat par rapport zu Nischen heescht, oder net.

D'Tauxen, d'Bemessungsgrundlag, d'praktesch Uwendung an Nische si véier zentral



Elementer vun all Steierpolitik! Wann ee vun enger kohärenter Steierpolitik schwätzt, géif ech gär wëssen, fir d'Éischt emol, wat fir eng Ausso hie mécht zu deene véier Punkten do.

► **M. le Président.**- Här Etgen, dann äntwert elo nach op déi do Froen!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- Merci, Här Schiltz, fir déi dote Froen. Ech mengen, dat gëtt mer d'Méiglechkeet, fir am Fong dat ze widerhuelen, wat ech och scho virdu gesot hunn.

(Interruption)

D'Demokratesch Partei ass zu dësem Moment der Meenung, datt d'Steieren net sollen an d'Luucht goen.

(Interruptions)

D'Steiere sollen ëm 0% an d'Luucht goen! Null Prozent!

(Interruption)

Dat ass déi éischten Donnée vun Ärer Fro. Null Prozent d'Steieren de Moment an d'Luucht.

► **Une voix.**- Okay.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Hutt Der et verstanen? Null!

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **Une autre voix.**- Eng Nullronn bei de Steieren, Här Schiltz.

(Interruption)

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Den Här Thiel ass och derfir.

► **M. le Président.**- Loosst elo wann ech gelift den Här Etgen op d'Froen äntwerten!

► **Une voix.**- En ass fäerdeg, Här Schiltz.

► **M. Fernand Etgen (DP).**- D'Demokratesch Partei huet zum Beispill an deem Finanzpabeier, dee vum Claude Meisch virun e puer Méint virgestallt ginn ass, ganz kloer a ganz prezis Weeër opgezeechent, wéi mer eis Finanzplaz kënnen nei orientéieren. E Pabeier, deen hei an enger Interpellatioun och virgedroe ginn ass an deem eng breet Zoustëmmung, eng breet Akzeptanz an dësem Haus fonnt huet.

Ech mengen, datt d'Demokratesch Partei grad an deem dote Beräich déi Éischt waren a bis elo déi Eenzeg waren, déi am Fong geholl hir Propositionen, déi hir Iwwerleeungen zu der Zukunftsstrategie, wat d'Finanzplaz ugeet, op den Dësch bruecht hunn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).**- D'DP huet, drëttsen, an hirem Klimapabeier scho virun dräi Joer, gläich no 2006, an och an hirem 33-Punkte-Programm eng ganz Rei Pisten opgezeechent. A mir ginn net midd, fir se ze widerhuelen, wéi een am Fong de Budget kéint strukturell ëmbauen. Mir hunn et ëmmer gesot gehat. Mir brauchen an dësem Land strukturell Reformen. Mir brauche jiddefalls eppes net, dat sinn déi Steiererhijungen, déi mer haut hei wäerte beschlëssen.

► **M. le Président.**- Sou! Domadder sinn déi Froe beäntwert. An elo kënnt als nächste Riedner den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

A jiddwereen, Dir Dammen an Dir Hären, dee wëllt schwätzen, soll sech wann ech gelift hei androen. Wéi gesot, et huet jiddwer Fraktioun nach genuch Zäit. Dir kënnt also herno nach op all Punkt intervenéieren. Mä ech géif lech wierklech bieden, de Riedner hei e bëssen nozelauschteren!

(Interruption)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Nun, Här President...

► **M. le Président.**- Et ass fir déi zwou Säiten.

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Här President, ech si frou, dass ech op deem DP-Par-teikongress hei d'Wuert kréien,...

(Hilarité)

...well ech den Androck hat, dass vum Inhalt hier,...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bei lech ass et méi schwéier!

(Hilarité générale et applaudissements)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...do hunn éischer d'Riedner...

Oh!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Elo ass Äre Mutt fort, he!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- No Mutfert ass all Äre Courage parti.

(Hilarité générale)

► **M. le Président.**- Här Bodry, loosst lech net aus der Fassung an aus der Rou bréngen a fuert virun!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- E ka sech sätze goen, et ass alles gesot!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ass Äre Mutt fort no Mutfert?

(Hilarité)

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Alles mat der Rou. Ech mengen, Här Gibéryen, mir halen nach richtig Kongresser, Dir haalt Konventer a klengem Krees. Dat ass den Ënnerschied tëschent eiser Partei an Ärer Partei.

(Interruption)

Ech mengen, mir sollten hei probéieren, a jiddweree beschwiert jo den Eescht vun der Situatioun erop, dann och eisen Diskurs deem hei unzepassen an eis d'Saach einfach net ze liicht ze maachen.

Mir wäerten als LSAP dëse Pak vu Steiererhijunge stëmmen. Net aus Freed u Steiererhijungen. Et ass vill méi einfach a vill méi populär, ze soen, et ass ee géint Steiererhijungen. Do brauch een null Courage.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat ass den Nullpunkt vum Courage, deen d'DP hei ënner Bewäis stellt.

(Interruption)

Well et ass selbstverständlech net populär bei jiddwerengem, dee muss méi Steiere bezuelen. Déi mannste Leit maachen dat ganz gär.

(Interruptions diverses)

A wann een de Mond esou voll hält an ëmmer vu Strukturreforme schwätzt, dann awer null konkret ass, wann et drëm geet, fir ze soen, wat een dann dorënner versteet,...

(Interruption)

...a wann een den Appel mécht, erëm Strukturreformen ze maachen, an et huet een de Schwanz bägezunn - wann ech dat däerf hei esou soen - bei där éischer grousser Strukturreformdiskussioun, déi mer zu Lëtzebuerg haten!

Dat war - an ech fäerten dat net ze soen, och wann ech mer net ëmmer Frënn domadder maachen - am Joer 1998, wéi mer iwwert d'Pensiounsreform bei der Fonction publique geschwat hunn!

(Interruption)

Dat war déi éischt Strukturreformdiskussioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg an deene leschten 20 Joer haten.

(Interruptions diverses)

An do war d'DP ënnert dem Dësch! Do war d'DP ënnert dem Dësch.

► **Une voix.**- Säitdem hutt Der keng méi gemaach!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Si huet lech zwar sechs Sëtzer bruecht, mä a fënnf Joer ware se erëm fort! An dat war richtig esou, well d'Leit dat éiweg,...

(Brouhaha)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wivill Sätz hutt Dir elo? Wivill Sätz hutt Dir elo?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...an dass et net duergeet,...

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Wéi kommt Der dann dorop?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wivill Sätz hutt Dir déi lescht Legislaturperiod gewonnen? Fënnf? Här Bodry, Dir gitt rout am Gesiicht!

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech nozelauschteren!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...dass et net duergeet, mat de Wëllef ze hurelen, wann et an de Krom passt, mä dass een och muss Verantwortung droen. An d'Demokratesch Partei beweist erëm eng Kéier, dass se näischt aus der Vergaangenheet geléiert huet.

► **Une voix.**- Oh mei!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wien de Wee vun der Liichtgeet geet, allgemeng Aussoe mécht, näischt Konkretes seet, deen alles ass, wat vun der Regierung dohinnergeluecht gëtt, an dann nach gläichzäiteg seet: „Elo mussen awer Strukturreforme kommen“, also, vun där Partei brauch dës Koalitioun sech kee Virwurf maachen ze loosse, wat de Courage ugeet!

(Interruptions)

Hir ganz Geschicht beweist, dass se kee Courage hunn.

Une voix.- Net mir, Äre Wieler, dee wäert lech Virwërf maachen.

► **Mme Lydie Polfer (DP).**- Här Bodry, et muss een awer bei der Wourecht bleiwen. Wien huet... D'DP hat der dräi gewonnen, net sechs.

► **Une voix.**- Et ass egal!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An dat ass Budgetsrapporteur! E kann emol net bis sechs zielen!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...dass een och an onangenehmen Dossieren, wou een net ka jiddwerengem alles Recht maachen, effektiv Verantwortung dréit an objektiv kuckt, wéi d'Situatioun ass.

► **Une voix.**- Ma da kuckt emol.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et gëtt kee Land... Ech géif lech vläicht bieden, et wier vläicht keng schlecht Lecture, de leschte Rapport vun der OCDE ze kucken, deen d'Analys gemaach huet vun de Spuerprogrammer vun den eenzelne Länner. Et gëtt kee Land, dat net och Steiererhijungen a sengem Spuerprogramm virgesinn huet.

Dir maagt vläicht hei op der Linn vum Här Westerwelle sinn, mä ech mengen, dass dat net déi Linn ass, déi Lëtzebuerg brauch. Et ass kloer, dass an allen, a sämtleche Länner, déi Effortë maachen, fir de Budgetsëquilibrium erëm hierzustellen, dass do op deenen zwou Säite Politik gemaach gëtt, dass probéiert gëtt anzespieren, d'Progressioun vun den Dépensen erofzedrecken a gläichzäiteg awer och eng Politik gemaach gëtt, fir d'Steieren eropzesetzen.

(Interruption)

Eng ganz Partie Länner maachen dat, dat ass wouer, iwwert d'TVA. Dir braucht nëmmen ze kucken, wat sech momentan an Europa deet. De Gros vun de Länner maachen oft eng drastesch Erhéijung vun der indirekter Besteuerung, vun der TVA. Déi Lëtzebuerg Regierung, an ech félicitéiere se derzou, geet net op deen dote Wee, well mir als LSAP och der Meenung sinn, dass ee bei enger Erhéijung vun den indirekte Steieren eigentlech ondifferentzéiert Leit treëft. Par contre, wann een op deen heite Wee geet a bei deenen direkte Steieren,...

(Interruptions)

...wou d'Progressivitéit eigentlech mat berücksichtegt gëtt, dass een do also virgeet. An ech mengen, dass dat u sech deen eenzeg gangbaren a sozialverträgliche Wee ass, fir hei un d'Steierpolitik erunzegoen.

Wann een all déi Steiermoosnamen zesammenzitt, kënnt een op en Total vun 230 Milliounen Impakt am Joer, wat d'öffentlech Finanzen ugeet. 230 Milliounen, dat entsprécht no heitege Berechnungen 0,6% vun eisem PIB. Ech wëll och betounen, dass vun deenen 230 Milliounen der 55, d'Solidaritätssteuer, direkt wäerten affektéiert ginn an de Beschäftigungsfong. Et ass och net vu Muttwëll, dass dat geschitt, well dee Beschäftigungsfong am Joer Dépensé vun iwwer 550 Milliounen huet an dass déi bishereg Solidaritätssteuer an och déi Contributions sociales op de Carburanten net duergeet, fir eigentlech déi doten Dépensésäit ze decken.

Et ass also wichteg, dass och derfir Suerg gedroe gëtt, dass de Beschäftigungsfong

iwwert déi néideg Mëttele verfügt, fir och an deenen nächste Joren eng aktiv Beschäftigungspolitik ze maachen. Duerch d'Erhéijung vun der Solidaritätssteuer droe mer och e Stéck dozou bäi.

Och do wonneren ech mech, dass awer Parteien, déi awer mat bedeelegt waren, fir déi Solidaritätssteuer sengerzäit anzeféieren, sengerzäit déi Dépensé vum Beschäftigungsfong, déi net déi Héicht hatten, wéi se haut hunn, de Prinzip vun enger Erhéijung vun der Solidaritätssteuer haut a Fro stellen. Ech hu Schwierigkeeten, dat doten ze verstoen, wéi een eigentlech haut eng Politik ofbrécht, eng Haltung, déi ee während laange Joren hat an déi eigentlech ganz richtig war.

Ech mengen, dass net d'Zäit komm ass, fir eng Verdäiwelung vun der Steuer ze maachen. Och do géif ech mer erlaben, awer e kleng Rappel ze maachen, wou mer hei zu Lëtzebuerg hierkommen. Déi entrüestete Kommentaren, déi d'Erhéijung vum Spëttesteiersaz, vum sougenannten, vun 38 op 39%, déi Kommentaren, déi ee muss héieren, an déi Oflehnung, déi een hei bei eenzelne Parteien spiert...

Wann een dohigeet an et erdreist ee sech ze mengen, et kéint een d'Solidaritätssteuer vläicht eropsetzen ëm een, zwee Prozent, déi wëll ech awer drun erënnere, wéi d'Situatioun an den 80er Jore war. Mat Kris mengen ech déi, déi deemools net deen allgemenge Charakter hat, dee se haut huet. An eng Kris, déi och sécherlech net...

(Interruption)

...déi laangfristeg Effeten huet, déi se haut huet.

Wat war d'Situatioun ufanks den 80er Joren?

(Interruption)

Deemools war et eng Koalitioun vun CSV an DP. Déi béis Sozialiste waren net derbäi.

(Interruption)

Deemools war de Premierminister, et mengt ee bal, et wier e Kommunist, de Pierre Werner. Zu Lëtzebuerg sinn deemools d'Steiere festgeluecht ginn, d'Akommesteier bei de Privatpersounen op 57%! 57% war den Taux marginal ufanks den 80er Joren. An dobäi huet déi deemoleg chrëschtlech-sozial a liberal Regierung decidéiert, doropshin nach eng Solidaritätssteuer vun 10% dropzeginn.

Mir haten also, wann een dat zesummerechent, en Taux marginal, deen eigentlech bei iwwer 60% louch. Haut komme mer mat deene Steiererhijungen hei op en Taux marginal, dee liicht iwwer 40% läit, also en Drëttel manner wéi nach an den 80er Jore bei enger CSV/DP-Koalitioun.

Ech hu wierklech Schwierigkeeten, déi stur Haltung vun eenzelne Parteien ze verstoen, déi einfach net méi wëllen erkennen, wat war a wat fir ee Wee gemaach ginn ass, déi haut vun enger Steierbomm schwätzen.

Och do soll een awer och kucken, wat d'Berechnunge sinn. An dat kann ee jo novollzéie bei eenzelne Revenuen doerjer, dass d'Indextranche d'lescht Joer ausbezuelte ginn ass, déi jo d'Demokratesch Partei och wëllt strächen. Doduerch, dass d'Indextranche ausbezuelte ginn ass, wäert am Endeffekt, ausser déi, déi bei 15, 20.000 Euro de Mount Revenu leien, keen op sengem Paiziedel manner hu wéi virun engem Joer ab dem 1. Januar.

(Interruption)

Jiddweree wäert méi hunn!

► **M. Claude Meisch (DP).**- Da maacht eng grouss Bréifboite op vun der LSAP-Fraktioun, well jiddweree schéckt lech en, wou dat doten de Fall ass.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Ech komme gären dorobber zréck.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Jo, jo. Da maacht dat emol!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Déi Berechnung do, déi mussen mer awer trotzdeem nach eng Kéier...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Wann Der e Problem hutt, ech léinen lech een.

► **M. Claude Meisch (DP).**- Da maache mer dat emol.



► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et muss een et eng Kéier maachen. A wann et éieren Deputéierte solle sinn, déi schécken ech direkt erëm heem, wa se kommen. Et ass eigentlech an deene Barragé vu Revenuen, wou et da spillt.

Fir de Rescht ass et evident, dass, wa mer den Index net ausbezuelen, dat eng regelrecht Indexbomm wier, an dass dat hei, wat elo décidéiert gëtt, eigentlech bal en „deutsche Kracher“ ass par rapport zu deem, wat d'Netbezuele vun enger Index-tranche ausmécht, och mat hiren Auswirkung spéiderhin op d'Berechnung. Sou mengen ech, dass ee sech net kann hei als den „Darling“ vun den einfache Leit duerstellen, wann een op där enger Säit freet, dass déi nächst Indextranche net soll ausbezueelt ginn, an hei vehement der Regierung...

(Interruption)

...Verrot um Bierger virwërft, wann een hei déi relativ bescheide Steiererhéijung do wot ze proposéieren.

Bei dese Steieren impaktéiert sech net alles honnertprozenteg op den éischte Budget 2011. Dat huet och scho fir Opreegung gesuergt, notament wat déi nei Besteuerung vun de SOPARFlen ugeet, wou gemengt ginn ass: Wéi ass et da méiglech, d'Regierung huet dat schonn opginn, et ass nâischt am Budget virgesinn? Dat huet mat dem Anzéiungsmechanismus ze di vun där dote Steier, déi zwar geschëllt ass ab nächstem Joer, mä déi awer en fait eréischt wäert bezueelt ginn am Ufank vum Joer 2012, déi sech also am Statsbudget wäert voll do eréischt bemierkbar maachen.

Mir begréissen als LSAP ausdrécklech, dass hei probéiert ginn ass vun der Regierung, och en Équilibre hierzustellen, wat d'Ausrichtung vun de Steieren ugeet. Op där enger Säit d'Steiere fir Privatpersounen: Jo, mir sinn der Meenung, dass een, deen en héicht Akommes huet, sech och ka bei deem nationalen Effort vun der Sanéierung vun den öffentleche Finanzen beedelegen. Op där anerer Säit si mer och der Meenung, dass och d'Betribler dat solle maachen, wat sécherlech e bësse méi heikel ass an enger Nokrisphas wéi déi, wou mer elo dra sinn.

Mä dofir ass et wichteg, dass mer hei en neie Créneau opgemaach hunn an dass mer gesot hunn: Hei, déi 34.000, 36.000 Sociétés de participation financière, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, et ass net normal, dass déi eigentlech praktesch guer keng Steiere bezuelen. Dofir gi mer op dee Wee hei, fir eng forfaitaire Besteuerung vun deene Gesellschaften do ze maachen. Dat dréit zu méi Gerechtegkeet och an eisem Steiersystem bäi. Dat ass fir eis als LSAP och eng wichteg Komponent vun deem heite fiskale Pak, deen d'Regierung geschnürt huet.

Elo kann ee laang driwwer diskutéieren: Wat ass an deem Konsolidéierungspak vun der Regierung den Undeel vun Ekonomien, also vun Aspuernesser, déi ee mécht bei den Ausgaben? Wat ass den Undeel vu Mehreinnahmen? Wat ass den Undeel vu Steiererhéijungen? D'Regierung huet eng Berechnungsmethod gemaach, wou se am Fong héichgerechent huet bei den Investissementer, wat geplangt gi war, fir auszeginn d'nächst Joer, an doropshin huet se den Aspuerpotenzial berechent.

Dat kann een och anescht maachen. Et kann een einfach soen: Wat gëtt d'Regierung héchstwahrscheinlech 2010 aus? Wat wëllt se 2011 ausginn? An dann ass den Aspuerpotenzial net esou héich, wéi d'Regierung dat uginn huet. Et bleift awer, dass dann - zumindest, wann een déi zweet Method hélt - praktesch Steiermoosnamen an Aspuermoosnamen sech am Équilibre halen. Déi pendele sech allen zwee tëschent 200 an 250 Milliounen an. Dat heescht, du hues awer e Pak schlussendlech vun enge 450 Milliounen, wat den Impakt vun all deene Moosnamen do ass, déi steierlech plus déi Moosnamen, déi bei den Aspuerunge geholl gi sinn.

Dat entsprécht awer - dat muss een awer och nach eng Kéier soen - gutt engem Prozent vum PIB. Et kann een also soen, dass, wann déi Moosnamen do net geholl ginn, wa mer déi net kënnen an de Budgetsprojert vum nächste Joer aschreiven, den öffentlechen Defizit dann net bei ronn

engem Prozent läit, wéi de Statec elo virausgesäit fir d'nächst Joer, mä da géif e bei ronn zwee Prozent leie fir d'nächst Joer. Dat heescht, zimlech genau op deemselwechten Niveau wéi d'est Joer. Mir wieren net ee Schratt virukomm.

Dofir si mir der Meenung, dass hei d'Regierung dee richtege Wee geet, dass se och hei e Pak schlussendlech presentéiert huet, deen d'Strooss hält an dee probéiert, och intern e Gläichgewicht duerstellen tëschent Aspuernesser op där enger Säit, méi Steieren op där anerer Säit, Belaaschtung vun de Privathaushalter op där enger Säit a méi Belaaschtung vun eenzelne Betriber op där anerer Säit, ouni domadder mengen ech awer - iergendwéi d'Existenz vu Betriber a Fro ze stellen.

Et ass also - mengen ech - esou, wéi d'Regierung am Endeffekt dee Pak hei presentéiert. Elo kann een natierlech vill Diskussioun féieren, ob alles richteg gesteiert gi war vun Ufank un. Ech mengen - ech sinn do och keen Eenzelfall -, och an der Majoritéit gëtt et sécherlech Stëmme, déi soen, do ass munches vun Ufank un net esou gelaf, wéi et hätt kënnen optimal lafen. Ech muss awer och soen -...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...mat aller Kritik, déi ee kann hunn op deem engen oder anerem Aspekt vun der Method haaptsächlech, déi d'Regierung hat, fir un déi Saach erunzuego bis zu de leschte Wochen -, dass, wann ech elo virdrun de Spracher vun der DP héieren hunn, ech mer do awer bewosst gi sinn, dass par rapport zu gewësse Flotteementer, déi waren an deene leschte Méint, déi absolut Ongewëssheet, deen absolute Chaos, dee géif mat den DP-Konzepter entsto, sécherlech net eng Alternativ zu der Regierungspolitik duerstellt.

Ech wëll och hei e bëssen opraume mat...

(Interruption)

...enger Rei vun esou bëllegen Argumenter, déi ee lénks a riets emol konnt héieren oder och liesen, soen, dass all déi Steieren, déi hei sinn an déi d'Privatpersoune betreffen, eigentlech Steiere sinn, déi net blann den eenzelne Steierzueler d'selwecht treffen, mä déi probéieren, dat opgrond vu senger Capacité contributive ze maachen, also deem Rechnung ze droen, wat wierklech d'Akommes vun deem Einzelnen ass a progressiv eigentlech dann och deen e bësse méi ze belaste, dee méi verdeängt, an déi manner ze belaste bis net ze belaste, déi wéineg verdéngen.

Ech wëll nach eng Kéier soen: Den Taux marginal trifft nëmme déi ab engem gewëssenen Akommes, wou iwwert d'Halbschent vun den Haushalter schonn ausgeschloss sinn. Déi sinn also net betraff vun där dote Moosnam, fir den Taux marginal vun 38 op 39% eropzesetzen.

D'Solidaritätssteuer ass eng Steuer op der Akommessteuer, betrëfft also nëmme déi, déi Akommessteuer bezuelen. Dat heescht, déi ronn 40% vun den Haushalter hei zu Lëtzebuerg, déi keng Akommessteuer bezuelen, wäerten och an Zukunft net een Cent méi Solidaritätssteuer musse bezuelen.

Schliesslech och déi nei Krisesteier, déi elo emol fir ee Joer gëllt, déi en uniformen Taux huet vun 0,8%, mä d'uech de Fait, dass awer bei all besteierbarem Akommes de Mindestloun erausgerechent gëtt, immuniéiert gëtt, wat mat sech bréngt, dass déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, null Krisesteier wäerte bezuelen ab dem 1. Januar. Een, deen den duebele Mindestloun bezitt, dee bezilt 0,4% Krisesteier, an een, dee véiermol de Mindestloun de Mount verdéngt, dee bezilt 0,6% Krisesteier, bis hin dann ebe bei den héije Revenu, wou s de da bei 0,799999% am Endeffekt wäerts leien.

Dat wier och kloerzemaachen, dass hei also net blann zougeschloe gëtt, mat der Steieraaxt souzesoen, mä dass wierklech differenzéiert opgrond vum Akommes vun deem Einzelnen eng progressiv Steierlaascht festgeluecht gëtt, an engem Mooss, mengen ech, wat awer - wann een d'uech d'Bank den Niveau vun de Revenuen hei zu Lëtzebuerg kuckt - eigentlech jiddwerengem zouemudden ass. Do soll een, mengen ech, keng Polemik domadder maachen; et soll een einfach kucken, a

jiddweree soll sech, mengen ech, d'Fro stellen, wann e säi Paiziedel kuckt, da soll e sech d'Fro stellen: Ass et dann effektiv net vu mir ze verlaangen, dass ech eventuell een, zwee Prozent vun deem Revenu do ofginn, fir effektiv dat Land och e Stéckelche virunzekerien?

Ech mengen, et ass relativ geféierlech - wéi dat virdrun hei beim Virriedner ugeklungen ass -, wann een dobausse géif den Androck ginn, dass mat Spuermoosnamen eleng am Fonctionnement vum Stat op eemol muer d'Gläichgewicht vun de Statsfinanzen do wier. Do ass vläicht nach méi erasuehuelen. Jo, dofir fuerdere mer och als Kommissioun - ech hunn dat a mengem Rapport geschriwwen -, dass ee sollt en „zero-base budgeting“ duerchféieren am nächste Joer, fir déi Potenzialer nach eng Kéier noze...

► **Une voix.** - Äre Prédécesseur hat dat och gemengt...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Evidenterweis mengen ech, et sollt een deen Exercice do maachen. Mä ze mengen, dass een awer deen Ennerscheid do vun Dépensen an Ausgaben an deem Rhythmus kann eleng domadder zoumaachen, ouni en Effort vun deem Einzelnen ze verlaangen, dee gerecht muss opgedeelt ginn: Dat ass eng geféierlech Politik, déi hei gemaach gëtt! Dat ass eng populistesch Politik, déi net der Realitéit entsprécht. Ech mengen, mir musse jiddweree drop preparéieren, dass en effektiv muss mat upaken.

Nëmme eleng ëmmer nëmme op de Stat ze weisen! Et kéint ee jo gradesou gutt op d'Gemenge weisen, wou ee sech och kann d'Fro stellen an dese Stonnen an Deeg, ob d'Gemenge ëmmer hir Sue richteg asetze mat deem, wat se vun Dépensen esou duerchféieren, fir och no baussen opzetrieden! Alles dat, mengen ech, bedeit, dass mer do mussen also virsichteg sinn. D'Positioun ass, net déi falsch Signaler no baussen ze ginn. Et muss en Effort collectif sinn, en Effort, dee gerecht muss opgedeelt sinn op déi eenzel Sparte vun der Gesellschaft. Et ass dee Wee, wou d'Regierung geet.

An d'Regierung huet - wann ech dat kucken - en éischte Schratt gemaach. Eleng! Well d'Oppositionsparteien hunn och do Waasser gezunn. Bei der Gesondheitsreform, do ass eng Strukturreform preparéiert ginn, an ech denken, si wäert och hei vun der Majoritéit gestëmmt ginn...

(Interruption)

...an deenen nächste Joren. Dat ass zënter 1992 déi éischt Strukturreform, déi an deem Domän do stattfënn. Do si jo vill Leit passéiert, déi grouss Kompetenzen hunn an déi sech net un deen Dossier do erugewot hunn.

Iwwerengs - dat ass och ausgerechent gi vun der Sécurité sociale - bréngt dat do et mat sech, d'uech déi nei Berechnung, d'uech déi Décisioun, déi geholl ginn ass an der Quadripartite, d'Gesondheitskeess plus dee Projet de loi, dee wäert Gesetz ginn, dass dat do wäert och d'öffentlech Finanzen ëm 86 Milliounen verbessern. Mir komme vun engem Defizit, deen nach agerechent war an d'Prognosen, an e Boni eran. Dat mécht eng Differenz vu 86 Milliounen. Dat sinn 0,2% vum PIB hei vu Lëtzebuerg.

An et musse weider Reforme kommen. Da geet et awer net d'uech, dass, wann da Virschléi kommen, jiddweree seet: „Ah, dat doten, dat wëlle mer awer net“, an nâischt aneschters proposéiert. Da muss de Courage och do si vu jiddwerengem, dann awer och wien A seet: „Mir wëlle Reformen“, och B ze soen: „Mir maachen déi Reform“. Mir kucken och, fir déi effektiv majoritéitsfäeg ze maachen, net nëmme am Parlament, mä dobaussen och an der öffentlecher Meenung. Dat ass awer e gemeinsamen Opdrag, dee mer hunn, wa mer wierklech all déi Appeller un d'Wichtigkeet an d'Schwierigkeet vun der Diskussioun och selwer seriö huelen.

Fir eis ass et, mengen ech, wichteg als LSAP, dofir hu mer eis vun Ufank un agesat. Ech si frou, dass dat och am Endeffekt esou zréckbehale ginn ass, dass mer och déi ganz Froe vun der Steuerpolitik wéi och vun de Spuermoosnamen an de Strukturreformen ëmmer progressiv uginn, dass mer eis eng flexibel Aarbechtsmethod ginn, wou mer reagieren op déi lescht

Entwécklungen, mam laangfristegen Ziel fest am A, an dass mer et also och richteg maachen, dass mer net e Spuerpak direkt op véier Joer gemaach hunn.

Wéi géife mer haut dostoen, wa mer probéiert hätte virun engem Joer, eis eens ze setzen op e Moosnamepak fir véier Joer, wann ee weess, dass elo d'Donnéen zum Deel scho ganz anerer sinn, wéi dat nach am Ufank vun deem Joer de Fall war? Ech wëll awer trotzdeem nach eng Kéier drun erënneren, dass awer an deem Joer 700 bis 800 Milliounen méi Steiereinnahme komm sinn, wéi gemengt gi war, och wa mer nach ëmmer e relativ zolitten Defizit am Statsbudget hunn. Also och déi Donnéen do muss een zur Kenntnis huelen.

Dat gesot, setze mir eis als LSAP weider a fir eng Steuerpolitik mat Aemooss, déi net wëllt d'Leit an d'Aktivitéiten iwwerbesteieren - dat ass net néideg -, mä déi awer mengt, dass an aussergewöhnleche Situatiounen een och d'uech op d'Instrument vun der Steuerpolitik zréckgräifen, fir aktiv Politik an déi richteg Richtung ze maachen. Et ass an deem Sënn, wou mer deen heiten Text wäerte stëmme.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Alex Bodry. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht fir d'Éischt e puer Virbemierkungen iwwer spueren an net spueren an d'Noutwendegkeet, fir ze spueren, oder eventuell net d'Noutwendegkeet ze spueren, respektiv Schold an Netschold. Ech mengen, dat ass jo den eigentlechen Hannergrond, firwat mer iwwerhaupt iwwert déi Mesuren haut diskutéieren.

Ech muss soen, meng Fraktioun huet gewësse Suergen, wa se gesäit, wéi d'Debatt zu Lëtzebuerg am Moment amgaangen ass, sech ze entwéckelen, andeem e bëssen den Androck vermëttelt gëtt, dat eigentlech d'Kris eriwuer wier, mer keng Suege méi bräichten ze hunn, de Wuesstum erëm do wier an donc och d'Schold behuewe wier. Mä ech wëll ganz daitlech soen, dass meng Fraktioun der Iwwerzeugung ass, dass déi Scholden, déi entstanen sinn d'uech déi Joren 2008 an 2009, dass mir d'uech déi Joren, dass déi Scholde begläch ginn d'uech Sue vun der Zukunft! An ech wëll gär erklären, wat ech domadder mengen.

Wa mer d'nächst Joer 3% Wuesstum kréien oder d'est Joer iwwer 3% - mat grousser Wahrscheinlechkeet - Wuesstum kréien, an eventuell och nach déi Joren duerno, dann, mengen ech, steet un, dass mer déi Plus-value, déi d'uech dee Wuesstum do entsteet, hei zu Lëtzebuerg aneschters asetzen, wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Fir et méi daitlech ze soen: Mir sinn der Meenung, dass déi Plus-valuen, déi d'uech deen neie Wuesstum an Zukunft entstinn, musse genotzt ginn, fir d'Zukunft vun deem Land opzebauen, fir nei Nischen ze sichen, eis méi breet opzustellen, aus de Geforen, an deene mer dra sinn - nach ëmmer, déi mer och méi daitlech gemaach kritt hunn d'uech déi Joren 2008 an 2009 -, fir dorauser erasuekommen.

Et kann net sinn - eiser Meenung no -, dass mat de Sue vu muer d'Schold vu gëschter bezueelt gëtt! An d'uech - mir wäerten dat bei der Budgetsdebatt d'nächst Woch nach méi daitlech maachen, well et ass jo do, wou dat soll diskutéiert ginn - ass et och relativ kloer, dass déi jéineg, déi elo en Zeenario molen, wou se soen: „Et ass kee Problem méi, well Dir gesitt jo, d'Recetté ginn erëm erop vum Stat an donc wäerte mer scho wahrscheinlech dann éischter, wa mer einfach déi nei Suen, déi nei Plus-valuen, déi mer kréien, just huelen, fir d'Scholde vu gëschter ze bezuelen, den Defizit vum Stat op null reduzéieren“, dass dat eng Politik ass, wou mir net domadder d'accord sinn.

Wann een dat esou diskutéiert, bréngt dat natierlech déi ganz Debatt ronderëm

d'Spuermoosnamen an och ronderëm d'Steieren an e ganz anert Liicht. Dat mécht et méi schwéier, Politik ze maachen, well da muss een effektiv méi Fantasie och un den Dag leeën a méi kreativ sinn, fir ze beweisen, datt een och fäeg ass, haut déi Scholden, déi mer hunn, déi vu gëschter sinn a vu virgëschter, fir déi ewechze-kréien.

Do spillen d'Steieren eng Roll, mä och nach aner Saachen. Iwwert déi aner Saache schwätzen ech haut net, dat wäert ech d'nächst Woch beim Budget maachen. Well mir hu jo haut net dat um Ordre du jour, mir hunn hei e Pak vu Mesuren um Dësch leien, wou haaptsächlech Steieren dra sinn, an dann nach - iwwerens huet nach kee bis elo doriwwer geschwat, ech wäert dat awer maachen - en zweete Projet de loi - mir solle se jo zesummen diskutéieren -, deen den Här Meyers virgestallt huet, wou et ëm de Forfait d'éducation geet, deen och zum Spuerpak gehéiert, an duerfir wäert ech mech och elo haut just domadder beschäftegen.

Déi gréng Fraktioun ass der Meenung - an dat ënnerscheet eis mat Sécherheet vun deem, wat dës Regierung gemaach huet an deem heite Beräich -, datt een hätt misse generell iwwert de Steiersystem diskutéieren an hätt misse sech eng ganz Rei Froe stellen, wat geschitt ass an deene leschten 20 Joer, an net konzeptlos an e bëssen orientéierungslos e bëssen un där enger Schrauf an un där anerer Schrauf bei de Steieren dréie respektiv eng Rei Mesuren treffen.

Ech fannen eigentlech, datt dat, wat d'Regierung mécht, exzellent an engem Interview am „Télécran“ dës Woch beschriwwen ass vum Erny Gillen, senges Zeechens President vun der Caritas, dee seet, op eng betreffend Fro hin: „Die letzte Neuigkeit ist ja die, dass der «bëllegen Akt» nun doch integral bestehen bleibt.“ An da kënnt awer dee Saz, dee mer besonnesch gutt gefält: „Dies bestätigt, dass die Regierung kein kohärentes Maßnahmenpaket zustande gebracht hat, sondern die Maßnahmen wahllos zusammen-grapschte.“

Et ass genau dat, wat eiser Meenung no passéiert ass. Et ass versicht ginn, um Hannergrond vun enger schwieriger Situatioun, wéi dës Regierung sech fir d'Éischt a Koalitiounsverhandlungen an duerno - e puer Méint duerno - ronderëm d'Spueren zesumme fonnt huet, e bëssen Hals über Kopf, e bëssen a Panik hei an do Mesuren zesummenzegräifen. Mä eng Visioun an e Konzept louchen net vir! Eng Visioun an e Konzept hätte missen hei zur Konkursioun féieren, datt ee generell iwwer eise Steiersystem hätt missen eng Debatt lancéieren an eiser Gesellschaft, an zwar aus e puer Grënn.

Deen éischte Grond wier emol gewiescht, datt een d'Steieren hätt misse rehabilitéieren. Dat heescht, et hätt ee missen e Bilan zéien, wat geschitt ass an den 80er, an den 90er Joren an och bis 2008/2009, dat heescht, déi lescht 30 Joer. Den Här Bodry huet eis virdru beschriwwen, wéi d'Steiersätz waren nach ufanks den 80er Joren. En huet zu Recht - menger Meenung no - verdäitlecht, op wat fir engem ënneschten Niveau mer entre-temps ukomm sinn. Wat mir eigentlech do just derbäi feelt, dat ass fir d'Erklärung ze ginn, firwat mer bei deem ënneschten Niveau do ukomm sinn. An, datt domadder eng ganz geziilte Politik verfolge ginn ass!

An den 80er Joren ass haaptsächlech ënner dem Impuls vun der Madame Thatcher an England a vum Ronald Reagan an de Vereenegte Staaten eng ganz nei Politik ageleet ginn, an dat war eben d'Politik vu manner Stat, manner Sozialstat, manner Steieren, awer virun allem manner Steieren natierlech fir déi Leit, déi ganz vill an eiser Gesellschaft verdéngen. An déi Tendenz - si gëtt e bësse karikatural beschriwwen, fir meng Begrëffer e bëssen ze vill karikatural vu verschiddene Leit - ass déi sougenannten neoliberal Tendenz.

Et ass awer an der Praxis e bësse méi komplizéiert wéi dat, mä fundamental ass awer richtig, datt déi Tendenz sech duerchgesat

huet, an datt dat och Europa insgesamt staark beaflosst huet, an datt donc e Steierwettbewerb ugefaangen huet an den 90er Joren a ganz Europa, wou d'Steiere kontinuéierlech nëmmen no ënne geschrauft gi sinn. An déi lescht Etapp hu mir zu Lëtzebuerg gemaach, 2001 an 2002, wou mer e gewaltege Sprong gemaach hu bei der Betriebsbesteuerung, wou mer de Kierperschaftssteiersaz fir d'Éischt vun 30 op 22% erofgeschrauft hunn, an dann eng Etapp duerno nach op 21 erofgaange sinn, a wou mer de Spätzesteiersaz nach eng Kéier ëm 8% op ee Coup reduzéiert hunn.

Selbstverständlech sinn zu deem Moment och liicht Adaptatiounen, oder Adaptatiounen komm fir d'Ufanks-, fir déi méi kleng Gehälter oder och Mëttelgehälter. Mä de Gros vum Kuch ass verdeelt gi vun uewen, pardon, vun ënnen no uewen. Dat heescht, de Gros vun deem Kuch hu profitéiert Leit, déi héich Revenuen haten, respektiv virun allem d'Betribler profitéiert.

Mir hunn dat zu Lëtzebuerg gemaach, net well déi deemoleg Regierung gemengt huet, et géif hinnen näischt Besseres afaalen, mä well et ënner dem Drock geschitt ass vun der internationaler Situatioun, evidenterweis, a well et an der Logik fonctionnéiert huet, datt dat der Weisheit letzter Schluss wier, fir d'Steiersätz vu Groussverdänger a Betribler méiglechst ëmmer méi no ënnen ze schrauwen.

Et ass an Europa esou wäit gefouert ginn, datt ebe Länner, wéi zum Beispill dat Land, wat de Moment um Bord vun der Faillite steet, Irland, e Kierperschaftssteiersaz huet, deen ënner 13% läit, deen och Lëtzebuerg dann nach, erëm eng Kéier Dumping gemaach huet op Lëtzebuerg, zum Beispill op der Finanzplaz. Mä generell war d'Tendenz ganz staark no ënnen an deenen neie Länner, déi bäikomm sinn an den 90er Joren. Haaptsächlech zum Beispill an de baltische State si verréckt niddreg Steiersätz, sinn „flat taxen“ agefouert ginn, wou all Progressivitéit, dat heescht och all Gerechtigkeit aus dem Steiersystem erausgeholl ginn ass. An dat huet eis zu där Situatioun gefouert, an där mer haut sinn.

Duerfir si mir och der Iwwerzeegung, datt d'Problemer vun der Finanzcapacitéit vun deenen eenzelne Länner an Europa, vun en alle 27, kann een entre-temps soen, och domadder ze dinn hunn, oder virun allem domadder ze dinn hunn, datt mer bei de Steiersätz esou wäit erofgefuer sinn, datt natierlech bei der éischer Kris, wou kënnt, déi eenzel State Problemer kréien, fir d'Enner nach beieneen ze kréien.

Wëssend, datt mer an Europa Gott sei Dank awer nach e Sozialsystem hunn a sozial Netzer hunn an eng sozial Ofsécherung hunn, déi eng aner ass wéi zum Beispill an de Vereenegte Staaten oder op aner Plazen an der Welt, mä déi net méi ze halen ass, wann d'Steiersätz esou niddreg sinn, a gläichzäitig de Wuesstum net méi an deem Mooss ass, wéi e vläicht nach virun e puer Joer war.

Virun allem géllt dat fir Lëtzebuerg, wou mer e Wuesstum haten, dee wäit iwwer 4% hat. Mir hunn ëmmer do virdru gewarnt als Gréng, an ech stelle fest, datt mer ënner dem Stréch op der ganzer Linn leider Recht kritt hunn. A mir sinn nach net um Enn ukomm mam Misär, dee mer domadder wäerte kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch** (déi gréng). - Duerfir mengen ech, menge mir och, datt ee misst eng generell Diskussioun féieren iwwert d'Steieren an eiser Gesellschaft, d'Verhältnis vun der Besteuerung tëschent Aarbecht a Kapital, zum Beispill.

Wa mer déi Diskussioun net féieren a wa mer esou weiderfueren a mengen, mir kéinten all Problemer, déi mer aus der Kris hunn - an ech si mer zimlech sécher, oder meng Fraktioun ass sech zimlech sécher, datt mer mat där Kris hei nach net um Enn sinn, op alle Fall wäerte mer bäi Wäitem net méi déi Wuesstumszuele kréien, déi mer haten an der Vergaangenheet -, wa mer da weider net déi doten Diskussioun féieren a mengen, mir kéinten d'ganz Fraisen an d'Käschte vun der Gesellschaft op déi ënnescht bis Mëttelschichten an der Gesellschaft ofwälzen, da soen ech lech, da kréie mer sozial Opstänn an Europa, wéi mer se scho laang net méi kann hunn!

Da kréie mer politesch Instabilitéiten, déi ginn net ganz flott. An en Deel dovunner gesi mer de Moment schonn. Kuckt lech un, wat an Holland geschitt ass. Kuckt lech un, wat an Eisträich amgang ass ze geschéien. Kuckt lech un, wat an der Schwäiz geschitt. Dat sinn Ausdréck dovunner. Dat sinn Ausdréck dovunner vu Leit, déi ufänken net méi ze wëssen, wat lass ass; déi d'Politik als incapabel ugesinn, fir nach ze reagieren op dat, wat geschitt ass. An dat huet virun allem mat deenen Elementer ze dinn.

En zweete Punkt, iwwert dee mer musse bei de Steieren diskutéieren, dat ass déi ökologesch Dimensioun. Och do wäert ech d'nächst Woch a menger Budgetsried nach eng Rei Saache méi am Detail soen, iwwert d'Geforen, déi do op eis zoukommen. Mä et ass och kloer, datt, bei enger genereller Diskussioun iwwer Steieren, mer déi ökologesch Komponent absolut misste berücksichtigen, erabrëngen, an dat mat zimlecher Konsequenz.

Dat hätt och zum Beispill bedeit, datt ee misst kucke generell eis Abatementer, déi mer hunn, sougutt fir Betribler wéi och fir Privatpersounen - do ass et zwar manner, do spillt et eng manner grouss Roll -, mä generell d'Abatementer ze duerchforsten, ze kucken, wou mer kënnen Émschichtung maachen, wou mer och kënnen Suen aspieren. Et si vill Saachen, déi mer am leschte Jorhonnert geschafene hu mat enger gudder Intentioun, déi mat Sécherheet haut net méi zielen.

An ech wëll och hei soen, datt effektiv, wann een iwwer Steieren diskutéiert, iwwer Steiererhéijungen diskutéiert, kritt een ni geklappt, an iwwer Steierreduzierungen diskutéiert, krut een op alle Fall an de leschte Jore bal ëmmer geklappt - dat ass richtig -, mä ech wëll awer soen, datt mer mussen eis gutt bewosst sinn, wem een heiandsdo klappt.

Ech wëll dat un engem Beispill festmaachen. Natierlech ass et esou, datt jiddweren am léifste keng Steiere géif bezuelen. Mä d'Steiere ginn erhuewe fir eng Rei Saachen an eiser Gesellschaft. Dat Éischt ass, fir datt iwwerhaapt Infrastrukture kënnen geschafte ginn; fir datt mer kënnen zum Beispill garantéieren, datt mer Gott sei Dank en öffentleche gratis Bildungssystem hunn; fir zum Beispill sozial Ausgläicher ze schafen. D'Steiere spillen eng Roll also och vu sozialer Émverdeelung.

Ech wëll un engem Beispill däitlech maachen, datt een net dat eent an dat anert kann hunn, an datt dat eng Kéier an der Öffentlechkeet muss diskutéiert gi mat der Bevölkerung, datt een net kann zum Beispill op där enger Säit jäizen, wann de Stat seet, ech setzen d'Steier... d'Kannergeld, pardon, limitéieren ech elo op 21 Joer, an dann eng Well vun Entrüstung duerch d'Gesellschaft geet, mer quasi e Volleksopstand kréien, datt dat bäibehale gëtt, an ee sech net d'Fro stellt, wou déi Suen dann eigentlech hierkommen, déi zum Beispill geholl ginn, fir datt dat Kannergeld bis 26 Joer kann ausbezuelt ginn.

Wa mer gär alleguer hätten, datt jiddweren d'nämlecht, an och nach bis 26 Joer, a méiglechst héich a gutt ausgestafféiert Kannergeld kritt, da muss op där anerer Säit och ee Steiere bezuelen, fir datt de Stat déi néideg Moyaenë kritt, fir dat Kannergeld ze bezuelen, zum Beispill.

Donc spillt de Stat a spillen d'Steieren eng wichteg Roll an der sozialer Émverdeelung, an dat sollen all d'Leit emol bedenken, wa se de Moment viles gezielt kréien iwwer Steierreduktiounen, oder d'Steieren zum Beispill insgesamt net ze erhéijen. Mir hätten, wéi gesot, éischer versicht, déi Diskussioun ze féieren iwwert déi Verhältnisser do, an dann deementspriedend selbstverständlech och eng Rei Saachen am Steiersystem ze maachen.

Wat eis awer besonnesch stéiert un deenen - niewent dem Fait, datt déi generell Diskussioun net gefouert ginn ass - Mesurë vun der Regierung hei, dat ass, datt mer der Iwwerzeegung sinn, datt se total ongerecht an déséquilibréiert sinn. An ech wëll dat u Beispiller herno däitlech maachen.

Wat eis awer och stéiert, dat ass, datt mer bei de Steieren nach ëmmer een Deel net wëssen. Et ass an enger Bipartite mat de Patronatsorganisatiounen festgemaach ginn

oder festgehalte ginn, datt de Mindestloun op den 1. Januar, mä virun allem awer d'Indextranche, déi d'nächst Joer dann eventuell erfält, datt déi géif kompenséiert ginn un d'Betribler. De Statec huet eis an der Kommissioun erkläert, wa mer de Mindestloun kompenséieren, dat géif de Stat ongeféier 40 Milliounen Euro kaschten, geschätzt.

Bei der Indextranche soen ech lech, ech hu kee genaue Chiffer, mä ech si sécher, et gëtt vill, vill méi wéi dat, an et gëtt jo keng 26 Méiglecheeten, fir dat ze maachen. Mir dierfe jo net d'Betribler direkt subventionéieren. Dat wier géint all europäesch Regeln. Déi eenzeg Méiglecheet, déi mer hätten, dat ass iwwert d'Steieren. Da musse mer kucken, datt mer fir d'Betribler d'Steieren nach eng Kéier esou erofsetzen, oder iwwer zousätzlech Abatementen, wat och ëmmer - einfach géif et souwisou net ginn, wann een et wëllt maachen -, datt mer dat da kompenséieren. Dat gëtt en zousätzleche Käschtepunkt fir de Stat, e Manque à gagner, dee gëtt gewalteg!

An och dat ass eppes, wat eis stéiert, well mer do keng Detailer hunn. Ech krut an der Kommissioun gesot, d'Regierung kënnt dat net matdeelen, well et wier am Dezember nach eng Ronn mat de Patronatsorganisatiounen, a si kënnte jo elo nach net soen, wat am Dezember erauskéim. Ech muss awer soen, ech fannen dat eng seltsam Logik, well mir diskutéiere jo awer hei iwwer Steieren, déi en Afloss hunn op de Budget vun 2011 an doriwwer eraus. A wann eppes sollt decidéiert ginn, da wéisst ech awer gär, ier ech iwwert de Budget schwätzen, wat dann d'nächst Joer eventuell kënnt.

An dat Zweet ass, mir maachen déi Saache jo hei, fir mëttelfristeg d'öffentlech Schold ofzebauen. Donc huet et net nëmmen en Impakt jo op eis Diskussioun, oder soll et net nëmmen en Impakt hunn, an och dat, wat mer decidéiere fir 2011, mä fir och déi Joren duerno. Duerfir misst een dat op alle Fall wëssen, wat do kënnt, onofhängeg vun der Meenung, déi een iwwerhaapt dozou huet, ob een dat richtig oder falsch fënt. Ech soen awer direkt fir eis Fraktioun, datt mir et absolute Blödsinn fannen, dat ze maachen, an och komplett falsch fannen, dat ze maachen.

Bei de Mesurë fanne mer awer och, datt déi eenzel Mesuren en plus schlecht gewéilt sinn. Ech wéilt bei där éischer ufänken, dat ass den Taux d'imposition maximal, also de Spätzesteiersaz, 1% erop. Ech soen hei ganz däitlech, mir hätten deen 2% eropgesat, wa mer eppes gemaach hätten. Mä nach eng Kéier, mir hätten awer fir d'Éischt emol iwwer eng generell Steierreform diskutéiert.

Mä an deem Kontext, wann ech da schonn hei eng Mesurë wëll eraushuelen, fanne mer, datt een duerchweegs hätt kënnen 2% do eropgoen amplaz 1%, aus och de Grënn, wou ech gesot hunn, datt staark Schëllere méi kënnen droen, an datt mer de Spätzesteiersaz 2002, 2001, pardon, ëm 8% erofgesat hunn, an dat absolut net dramatesch gewiescht wier.

Mir hätten och ganz kloer de Forfait kilométrique, also d'Frais de déplacement, d'Halbéierung dovunner, mir hätten déi bestoe gelooss. Och aus engem ganz einfache Grond, well mer éischters net derfir waren, wéi dat agefouert ginn ass, well mer der Meenung sinn, datt et ökologesch gesinn en absolut falscht Signal ass, wat do gemaach gëtt, wat do virgezeecht gëtt. Donc hätte mir déi Mesurë bestoe gelooss, ganz kloer. Donc Aspuerung: 50 Milliounen. Wann ech dann déi 40 Milliounen derbäirechne vun dem 1% méi Spätzesteiersaz, da sinn ech schonn op 90 Milliounen.

Bei der Solidaritéitssteuer hu mer kee Problem, datt d'Solidaritéitssteuer gehéiert gëtt. Mir hunn awer e Problem domadder, iwwert d'Veerdeelung, déi hei geschitt. Wann ech gesinn, datt bei de physische Persounen eng Erhéijung vu 60% kënnt, bei de Betribler awer nëmmen eng vu 25% vun der Solidaritéitssteuer, a wann ech gesinn, datt d'Recette supplémentaire bei de physische Persounen 43 Milliounen ausmécht, bei de Betribler nëmmen 12 Milliounen, da fannen ech dat ongerecht. Dann ass dat eng ongerecht Verdeelung, a ganz kloer kënnen mer mat där net d'accord sinn. Mir sinn der Meenung, hei hätt



ee missen eng équilibréiert Verdeelung maachen tëschent engersäits de physische Persounen an den Entrepreneuren.

Dann déi ominéis nei Krisesteier. Mir sinn der Meenung, datt déi nei Krisesteier e falsche Wee ass, well déi jiddwereen treëft. Et gëtt zwar liicht Ofstufungen dran, mä si huet net déi Progressioun wéi zum Beispill d'normal Progressioun an engem Steiertarif. An donc ass et och net richtig, wann den Här Bodry einfach esou pauschal seet, et wier eng Progressioun dran. Et sinn Ofstufungen dran, dat ass richtig, mä déi sinn awer net esou, wéi mir mengen, datt se misste sinn, zemoos wann een u sozial Gerechtheet denkt.

Mä virun allem fanne mer et net richtig an net gutt, datt mer heimadder d'Leit alleguere belaaschten, egal wat fir ee Revenu se hunn. Mir fannen dat total sozial ongerecht. Mir hätten déi net agefouert. A mir gesinn eisichter deen 1% méi beim Spätzesteiersaz als Contrepartie zu der Netaféierung zum Beispill vun der Krisesteier. Mir mengen, datt dat, vun engem soziale Standpunkt hier, méi gerecht wier. A mir mengen och duerchweegs, datt dat keng Zoumuddung gewiescht wier fir déi Leit, déi do am Fall sinn.

Ech sinn och iwwerzeugt, datt ënnert dem Stréch, wann een an enger gesamter Steierreform de Leit erkläert, och d'Zilsetzungen erkläert, datt een och duerchweegs Verständnis fënnt bei Leit, déi méi verdéngen, datt déi bereet sinn, och dann deementspreechend an enger schwieerer Situatioun méi ze bezuelen. Et gëtt der sécher och, déi dat net wëllen. A souwisou ass ni ee frou driwwer, méi mussen ze bezuelen. Ech och net. Am léifsten hätt ech och all meng Suen a menger eegener Täsch. Mä ech mengen awer, wann een et gutt erkläert an de Solidaritéitsgedanken erkläert an der Gesellschaft, deen awer muss kënne spillen, da kann een duerchweegs domadder eens ginn an domadder liewen.

Dann, ofschléissend, wollt ech nach zu der Mammerent soen, oder zum Forfait d'éducation, wéi e richtig eigentlech heescht, datt mir selbstverständlech higange wieren a mir hätte gesot, mir loosse de Forfait d'éducation auslafen. Dat heescht, mir hätten net dat gemaach, wat d'Regierung seet, mir setzen d'Altersgrenz erop vu 60 op 65. Mir hätte gesot, all déi, déi et elo hunn, déi sollen et behalen, mä et kënnt keen Neie méi derbäi. De Spuereffekt dovun wier enorm grous gewiescht.

Ech soen dat aus deem einfache Grond, well mer deemools bei der Aféierung dovunner och net derfir waren, fir se anzeféieren, a well mer deemools gesot hunn, mir hätte besser gehat, mir hätten déi Suen agesat, zum Beispill fir zum Deel och lwwergangsléisunge matzefinanzéieren, déi mer mat Sécherheet mussen eng Kéier finanzéieren, wa mer d'Rente wëlle reforméieren. Wa mer wëllen op e System erauskomme vun individualiséierte Rechter, zum Beispill, wa mer op e System wëllen erauskommen, wou all Mensch an eiser Gesellschaft, egal ob e berufstätteg ass oder net, eng eegen, en eegene richteg Rentenusprouch soll kréien.

Mir waren deemools dergéint, géint de Forfait d'éducation. Mir hu fonnt, datt dat just zwar och erëm bei deene Leit ausverständleche Grënn gutt ukënnt, datt se dat kréien, datt se och frou sinn, datt se dat hunn, mä, datt am Endeffekt, eischtens, keen et gefrot hat zu deem Zäitpunkt an, zweetens, een déi Suen hätt kënne och aus soziale Grënn besser uleeën.

Mir sinn elo der Meenung - dat ass ëmmer esou an enger Gesellschaft, wann ee bis eppes geschafent huet, ass et schwéier, et einfach ganz ofzeschafen -, duerfir hätte mer deene Leit, deene Persounen, déi et elo sollen hunn, et solle loosse, mä e Stréch sollen zéien a soen, ab 1. Januar 2011 komme keng Nei méi derbäi. Dat wier sécherlech och en décke Spuereffekt gewiescht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech nach en Zitat zitieren aus dem Erny Gillen sengem Interview, deen ech wierklech ganz gutt fonnt hunn, a wou ech och virun allem der CSV - well den Här Gillen ass jo President vun der Caritas, dat heescht, dat ass eng Organisatioun, déi aus dem kierchlechen Ëmfeld

kënnt - géif nëmmen uroden, deen Interview ze liesen a sech deen zu Häerz ze huelen.

An ech géif wëllen dat zitieren, wat en als Schlusskonklusioun seet, wou e gefrot gëtt: „Was sind Ihre größten Sorgen für 2011?“ An do äntwert en: „Dass wir es nicht schaffen, langfristige Perspektiven aufzustellen. Die Regierung sollte Foren ins Leben rufen, um mit allen Gesellschaftsschichten ins Gespräch zu kommen. Ich glaube, viele Bürger wären bereit dazu. Ich bin auch überzeugt, dass viele Leute bereit wären, auf ein wenig Geld zu verzichten, wenn ihnen der Grund für diesen Verzicht einsichtig wäre und sie dadurch zu einer gerechteren und nachhaltigeren Welt beitragen könnten. Man muss mit den Menschen reden und sich Zeit nehmen für die wichtigen Dinge im Leben. Wirtschaftsminister Jeannot Kreckes Credo: „no time, no rest“ (veuillez lire: There's no time for a rest!) würde ich entgegenhalten, dass das, was wir jetzt brauchen, Zeit ist, um nach- und vorzudenken.“

Mir kënne mat deem nëmmen d'accord sinn, mat där doter Konklusioun. Virun allem awer mat dem Aspekt, wou ech gesot hunn, datt d'Leit bereet sinn, och op Saachen ze verzichten, wa se wëssen, datt se duerno méi eng gerecht Welt kréien, méi eng nohalte Welt kréien. Leider hunn awer déi Mesuren, déi hei virgesi sinn, net déi Visioun. A leider sinn déi just gemaach ginn aus deene Grënn, wou ech am Ufank erkläert hunn. A leider si se eis och ze vill sozial ongerecht, duerfir wäerte mir dergéint stëmmen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här François Bausch. Elo kritt d'Wuert den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn haut de Mëtteg an engem Punkt um Ordre du jour direkt zwee Gesetzesprojeten, engersäits de Steierpak an déi aner Säit de Forfait d'éducation, d'Mammerent. Ech wäert an ëmgedréiter Form virgoe wéi meng Virriedner. Ech wäert fir d'Éischt iwwert d'Mammerent schwätzen, duerno iwwert de Steierpak. A wann da meng Zäit géif zu Enn goen, meng Riedezäit, da géif ech d'nächst Woch bei de Budgetdebatten am finanzpoliteschen Deel weiderfueren.

Här President, den Här Rapporteur Paul-Henri Meyers huet de Mëtteg e relativ kuerze Rapport iwwert d'Erofsetze vum Alter vu 65 op 60 Joer vun der Mammerent heibanne gemaach. Sécherlech hat hien...

(**Interruptions**)

...vu 60 op 65 Joer erop gemaach.

Sécherlech hat hie seng gutt Grënn derfir, fir sech relativ kuerzzefaassen, well wann een zréckkucke geet op d'Joer 2002, wéi d'Mammerent hei agefouert ginn ass, an et liest een dann, wat deemools den CSV-Rapporteur Jean-Marie Halsdorf gesot huet, da versteet een, firwat d'CSV haut praktesch nach kee Wuert heibannen an hiren Interventiounen iwwert d'Erofsetze vum Alter vu 60 op 65 Joer bei der Mammerent gesot huet. Et ass just gesot ginn, an engem Saz, et géif Geld doduerch gespuert ginn.

Den Här Jean-Marie Halsdorf huet iwwert d'Gesetz vum 28. Juni hei an der Chamber gesot, ech zitieren: „D'Aféierung vun engem Forfait d'éducation stellt déi konkret Ëmsetzung vum politesche Wëllen duer, d'Erzëigungsarbecht vun den Elteren an haaptsächlech vun de Fraen, déi sech keng Rentenversicherungscarrière opbaue konnten, oder déi hir Erzëigungsarbecht net am Kader vun hirer Pensioun unerkannt kruten, materiell ze valoriséieren. Et ass eng Fro vu Gerechtheet.“ - sot en. „Déi Fraen - vu dass et meeschtens Frae waren, an och nach sinn -, déi sech der Famill gewidmet hunn an d'Kanner groussgezunn hunn, hunn der Gesellschaft e groussen Déngscht geleescht, ouni dass se bis elo eng Kompensatioun fir hir Aarbecht an Efforté kruten. D'Fraen ouni Rentenversicherungscarrière sollen duerch d'Aféierung vun deeser neier sozialer Prestatioun, déi mat kenger anerer vergläichbar ass (...), hir Aarbecht am Interessi vun der Gesellschaft unerkannt kréien.“

Dat ass en Zitat, d'Wierder vum CSV-Rapporteur iwwert d'Gesetz bei der Aféierung vun der Mammerent am Joer 2002. Haut verschlechtert des CSV/LSAP-Regierung d'Gesetz massiv zu Ongonschte vun deeser Mammen. 2002 stoung och am Projet de loi den Alter vu 65 Joer, an d'Kommissioun huet deemools den Alter opgrond vun engem Amendement vu 65 op 60 erofgesat.

Och hei, Här President, wëll ech am Fong de Rapporteur fir d'Éischt zitieren, firwat datt deemools den Alter vu 65 op 60 Joer erofgesat ginn ass: „D'Alterslimite ass op 60 Joer festgeluecht ginn, fir der Realitéit vum Rentenastiegsalter Rechnung ze droen an op deesem Niveau nei Ongerechtheeten ze vermeiden. Et ass eng Tatsaach, dass, wann de legale Pensiounsalter bei 65 Joer läit, déi meeschte Leit vill méi fréi a Pensioun ginn. D'Moyenne läit bei ongeféier 57 Joer, prezis sinn et 57,3 Joer bei de Männer, 56,8 bei de Fraen am Joer 1999.“

Leit, déi duerchschnëttlech mat 57 Joer a Pensioun géife goen, kéinte vum Effet péculinaire, dat heescht der Geldleeschtung vum Forfait profitieren, déi aner, déi keng eege Pensiounsrechter hunn, hätten der eischter Textvirlag no ongeféier aacht Joer méi laang misse waarden, fir déiselwech Geldleeschtung ze kréien. Deeser Ënnerschied gouf vun der Kommissioun als ze vill grous emfonnt, an duerfir si 60 Joer zréckbehalen ginn. D'Leit, déi also net op dem Wee vun de Pensione vun deeser Leeschtung profitieren, kréien elo d'Méiglechkeet, de Forfait ab 60 Joer unzefroen.“

Et ass also ganz kloer vum Rapporteur gesot ginn, firwat datt mer vu 65 op 60 Joer erofgaange sinn. Duerfir verstinn ech och, datt et haut ganz schwéier war, fir net ze soen onméiglech fir den CSV-Rapporteur vun haut, fir ze erklären, firwat datt een haut vu 60 op 65 Joer eropgeet, well do duerch nämlech haut all déi Ongerechtheeten, déi 2002 de Rapporteur gesot huet, déi mer ofgeschaf hunn, duerch dat Gesetz vun haut ginn all déi Ongerechtheeten erëm agefouert.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Mä d'Chamberskommissioun huet duerfir proposéiert, en Amendement ze maachen, fir vu 65 Joer op 60 Joer erofzuegoen. An och de Statsrot huet deemools geschriwwen, wéi mer dat Amendement agreecht hunn, fir vu 65 op 60 erofzuegoen: «Force est de constater que le seuil prévu de soixante-cinq ans créerait une situation inégalitaire à laquelle le présent amendement tend de remédier en fixant l'âge d'attribution du forfait d'éducation à soixante ans. Conformément au souhait exprimé par le Conseil d'État, l'âge d'attribution du forfait d'éducation est ainsi rapproché de l'âge moyen d'octroi d'une pension personnelle.»

Also och de Statsrot huet sech déi Iddi zu eege gemaach an huet et och verlaangt. Awer iwwert d'Zäit, kuckt een elo haut, huet de Statsrot och e formidabele Sënneswandel matgemaach. Well, wann ee säin Avis liest dës Kéier zu dem Projet de loi, wou den Alter also vu 60 op 65 Joer eropgesat gëtt, schreift de Statsrot: «Cette mesure est justifiée, selon l'exposé des motifs, par le souci de faire des économies afin de redresser les finances publiques.»

Dat heescht, et geet also guer net méi ëm Gerechtheet oder Ongerechtheet, och net méi beim Statsrot, wou ech do awer gemengt hunn, dat wier eng vun den eischte Missiounen vum Statsrot, mä et geet nach just vun de Finanzen Rieds. Et ass also just eng reng finanziell lwwerleung, déi hei gemaach gëtt.

Wann een da kuckt, Här President, wat alles, an ech wäert nach drop kommen, duerch déi heite Moosnam agespuert gëtt, da gesäit een eréischt, wéi absurd dat Argument do ass.

Wat nach absurd ass, dat ass, datt dat heiten eng Leeschtung ass oder eng Ännerung ass, déi vun engem Dag op deen aneren a Kraaft trëtt. Dat heescht: Eng Mamm, déi den 31. Dezember d'Joer nach 60 Joer kritt, déi kritt nach d'Mammerent, an eng Mamm, déi den 1. Januar 2011 hir 60 Joer kritt, déi kritt déi Mammerent net!

Eis si Fäll bekannt souguer vun enger Mamm, déi den 2. Januar hir 60 Joer kritt, déi véier Kanner huet, an där Fra ginn elo ronn 20.000 Euro duerch dat heite Gesetz verluer. All Mamm, déi nom 31. Dezember, also vum 1. Januar un, hir 60 Joer kritt a keng eege Rent huet, verléiert pro Kand, wat se op d'Welt gesat huet an erzunn huet, ronn 5.000 Euro.

Wann een dann de Käschtelkuckt, wou mer ugi mat 1,5 Milliounen Euro fir d'Joer 2011, 3,1 fir d'Joer 2012 a 15 iwwert déi ganz Legislaturperiod, iwwert déi fënnf Joer, dann ass dat e lächerleche Betrag. Wa mer gesinn, wéi hei an deesem Land weiderhin d'Steiergelder zu der Fënster erausgehäit gi sinn, ass dat heiten e lächerleche Betrag, fir bei deesem Budget, bei deeser Moosnamen, déi d'Regierung mécht, wëllen hei 1,5 Milliounen d'Joer ze spueren, an domadder alleguerten déi Mammen esou nodeelhaft ze behandelen, wéi dat hei de Fall ass.

An dat just, wéi de Statsrot seet: „afin de redresser les finances publiques“. 1,5 Milliounen, dat ass hei e Redressement vun den öffentleche Finanzen. D'Mammen hunn elo emol ebe keng Lobby. Well, wa mer kucken, wat an deene leschte Wochen a Méint hei geschitt ass, hunn alleguerten déi aner Lobbyen hei am Land sech duerchgesat. Jiddwereen huet déi Saachen, huet d'Regierung noginn an déi Moosname fale gelooss, déi iergendwéi vun engem Lobbykrees hei gefuert si ginn. Just bei de Mammen, do gëtt op déi geklappt vun enger chrëschtlech-sozialer Vollekspartei un alleréischerer Stell.

Och d'Chambre des Salariés an d'Chamber vun der Fonction publique hu sech ganz kloer géint dës Moosnam ausgedréckt a si hu verlaangt, datt d'Gesetz net soll gestëmmt ginn.

Wann ech dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei an d'Chamber erakucken an ech gesinn alleguer déi Leit, déi an de Gewerkschaften aktiv sinn, déi den 1. Mee sech an den eischte Reie virdrängen, déi op de Kongresser sech virdrängen - ech denken do un d'Kollege Robert Weber, Marc Spautz, Ali Kaes, Vera Spautz, Roger Negri, Lucien Lux, an et kéint een der nach vill heibannen nennen, déi sech op de Kongresser vun de Gewerkschaften an op den 1.-Mee-Manifestatiounen virdrücken -, da kann ech mer awer net virstellen, datt déi hei ee Gesetz stëmmen, wat contraire zu deem ass, wat hir Gewerkschaften iwwer hir Chambers professionnelles an och déi vun der Fonction publique...

(**Interruption**)

...hei an hirem Avis gemaach hunn.

Net méi spéit wéi haut de Mëtteg stoung eng vun deene Gewerkschaften hei...

(**Interruption**)

...virun der Dier, Här President.

An ech liesen lech dat, wat se ausgedeelt hunn. Déi Gewerkschaft, et ass de Landesverband: „Durch ihre Aktionen müssen die Gewerkschaften Einfluss auf die Entscheidungen der Parteien nehmen. Insbesondere diejenigen Politiker, welche die Freunde der freien Gewerkschaften sein wollen, müssen verstärkt sensibilisiert werden.“

Ech si gespaant, wa mer herno hei ofstëmmen, Här President, ob déi Sensibiliséierungscampagne vun deene Gewerkschaften op fruchtbar Buedem gefall ass, oder ob d'Mandatsträger vum OGB-L, vum LCGB, vum Landesverband, Syprolux, vun der CGFP heibannen, ob se hire Gewerkschaften an de Réck falen.

Selbstverständlech sti se d'nächst Joer den 1. Mee erëm an der eischter Rei an applaudieren do d'Gewerkschaften, wa se hir kämpferesch Riede wäerten halen, a vergiessen dann, datt se hei an der Chamber permanent hinnen an de Réck falen.

(**Interruption**)

Här President, mat deesem Schrack, et ass net den eischte familljefeindleche Schrack, deen dës Regierung mécht. An ech erën-



neren un d'Desindexéierung vum Kannergeld, déi hei gemaach gouf. Ech erënnere un d'Aféierung vun de Chèque-servicen, wou quasi alleguerten déi Mammen, déi doheem bleiwen, fir d'Kannerbetreierung ze maachen, net kënnen dovun profitéieren, et sief, si géifen hir Kanner och an eng Struktur ginn. Mä déi Mamm, déi wëllt wierklech doheem bleiwen - an der Regel ass et d'Mamm, et kann och de Papp sinn -, déi awer wëllt doheem bleiwen, déi Mamm kritt vun dëser Regierung soss näischt - erlaabt mer den Ausdrock - wéi d'Féiss an den Aasch.

Hei gëtt keng Familljepolitik méi gemaach, Här President. Déi Mammen, déi d'Kanner, hei gëtt eng Politik gemaach, hei ass eng kloer, eng systematesch familljefeindlech Politik. D'Mamme mussen schaffen goen an d'Kanner müssen a staatlech Obhut kommen. Et ass dee rengste familljepolitesche Kommunismus,...

(Interruptions diverses)

...deen hei an dësem Land bedriwwen gëtt. An d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet eng Kéier gesot: „Mir müssen nach méi Fraen un d'Schaffe kréien.“

Dat war deemools, Här President, kee Verspreecher, dat war de kloeren Ausdrock vun engem politesche Wëllen, deen och duerno systematesch ëmgesat ginn ass.

D'ADR verlaangt duerfir, datt de Stat sech net an d'Familljen anzemeschen huet. D'Familljen hu selwer driwwer ze decidéieren, wéi se hir Famill organiséieren, ob se d'Kanner wëlle selwer erzéien oder ob se se wëllen an eng staatlech oder eng privat Struktur ginn. Duerfir soll de Stat flächendeckend Infrastrukturen zur Verfügung stellen, fir datt d'Famill iwwerhaapt de Choix kritt, fir kënnen ze wäelen. De fräie Choix tëscht Beruff a Famill muss eng Famill iwwerhaapt kréien.

D'Zesummeleë vum alle familljepolitesche Leeschtungen an ee Familljegeld hu mir als ADR verlaangt, wat all Famill no soziale Kritäre soll kréien, an d'Famill selwer decidéiert, wéi se dat Geld investéiert. An enger Famill, wou decidéiert, datt een Elterendeel doheem bleift, fir d'Kannererzéierung ze maachen, muss een Deel vun dem Familljegeld geholl ginn, fir obligatoresch an d'Pensionskeess anzebezuelen, fir datt och d'Mamm do eege Pensionsrechter kritt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här President, ech hunn extra nach eng Kéier am Wahlprogramm vun der Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei a vun der Lëtzebuurger Sozialistescher Aarbechterpartei nogekuckt. Ech hu geduecht, dat do ass eng wichteg Neierung. Vu datt een awer virun allem bei der CSV dovun muss ausgoen, an hirem chrëschtliche Wiesen, datt se grondéierlech sinn, hunn ech mer geduecht, déi hunn dat bestëmmt an hirem Wahlprogramm ugekënnegt gehat. Mä dat ass net esou: Kee Wuert steet an hirem Wahlprogramm! Virun de Wahle si se bei d'Mamme blimmele gaang a Cadeauen ausdeele gaang a schmiere gaang, an no de Wahle gi se hei richteg gestrach, si gi fale gelooss. Just d'Mamme ginn hei méi massiv gestrach.

Duerfir seen ech, Här President, d'Politiker oder d'Parteien, déi dëst Gesetz stëmmen, déi d'äerfen ni méi de Mond opdoen, wann driwwer geschwat gëtt, fir eng sozial Ofsécherung vun der Fra oder der Mamm opkommen ze loosse. Déi d'äerfen ni méi de Mond opdoen, wann et heescht, d'Unerkennung vun der Erzéiungsaarbecht vun enger Mamm am Interessi vun de Kanner an eiser Gesellschaft. Alleguer, déi dat heite Gesetz stëmmen, déi sollen nëmmen ni méi de Mond opdoen, si wiere fir d'Famill; si wieren, fir datt d'Mamm soll d'Kanner erzéien. Déi verléieren haut domadder d'Recht, fir doriwwe ze schwätzen nach ze streiden.

An d'CSV, déi soll sech och net méi chrëschtlech nennen, well dann hu se all hir Wäerter, all hir Wäerter, fir déi se soss agetrueden ass, gehäit se heimadder iwwer Bord.

Mä dat kenne mer, Här President, dat ass keen neie Moment. An de leschte Joren huet d'CSV praktesch all déi Wäerter iwwer Bord gehäit, mä dat ass awer net esou schlëmm, si ginn dann einfach eng Kéier an d'Ouschterbeicht an da kréie se eng kleng Bouss ze maachen, an dann ass déi Saach erëm an der Rei. An da kënnen se erëm d'selwecht virufueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'ADR wäert op jidde Fall ënner kengen Ëmstänn dat heite Gesetz matstëmmen. Dat ass e familljefeindlech Gesetz, an duerfir, eis Iddië gi komplett an déi aner Richtung. Mir wëllen d'Famill stäerken. Fir eis ass d'Famill d'Keimzell vun eiser Gesellschaft. An hei gëtt d'Famill net gestärkt. Mat dësem Gesetz gëtt d'Famill geschwächt.

Deen zweete Punkt, Här President, haut um Ordre du jour, dat ass de Steuerpak. Hei hu mer eng ganz Rëtsch vu Steuer-moosname vun de physesche Persounen a fir d'Betriber. Fir d'physesche Persounen gëtt de maximale Steuersaz vun 38 op 39% eropgesat. Dat bréngt der Statskeess 40 Milliounen. D'Solidaritätssteuer geet vun 2,5 op véier fir iwwer 150.000 Euro an der Klass 1, an iwwer 300.000 Euro an der Klass 2 op 6%. Dat bréngt dem Statsbudget 43 Milliounen, déi fir de Beschäftigungsfong virgesi sinn.

D'Krisesteier op alle Revenuen, sou wéi mer et bei der Fleegeversécherung kennen, gëtt mat 0,8% agefouert, an dëst bréngt dem Stat eng Recette vu 85 Milliounen, an hei spillt e Fräibetrag vum soziale Mindestloun. Also insgesamt bréngen d'physesche Persounen iwwer dës dräi Moosnamen 168 Milliounen méi Steieren an d'Statskeess an.

Mä et gëtt ëmmer nëmme vun dësen dräi Steiere geschwat. Déi wichtegst Erhéijung vun de Steieren, dovunner ass haut heibannen nach kee Wuert gefall. An dat ass nämlech déi véiert: d'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun. D'Netupassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, dat kascht de Steierzueler 100 Milliounen, oder et bréngt dem Stat 100 Milliounen weider an d'Statskeess eran, laut den Informatiounen, déi mer vun der Steierverwaltung kritt hunn. Et ass also bäi Wäitem déi héchste Steiererhéijung, an iwwer déi gëtt iwwerhaapt net geschwat. Et sinn also keng 168 Milliounen, déi d'Leit mussen weider Steiere bezuelen, mä et sinn der 268, déi d'Leit mussen weider vum nächste Joer u bezuelen, also eppes méi wéi zéng, bal eelef Milliarden aler Frang.

D'Regierung huet jo virgesinn, datt an dëser ganzer Legislaturperiod d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt, sou datt dat e kumulativen Effekt kritt. Wann dat 2011 100 Milliounen sinn, da sinn dat der 2012 200, 2013 300, 2014 400 Milliounen. Dat heescht, wann d'Steiertabell net un d'Inflatioun ugepasst gëtt, da bezuelen d'Bierger eleng iwwer dee Wee an dëser Legislaturperiod eng Milliard méi Steieren an d'Statskeess, an dovunner huet bis haut heibannen nach kee geschwat. Mä et muss een, wéi gesot, wann een iwwer d'Steiererhéijung schwätzt, och déi wichtegst, déi bedeitendsten, déi am meeschten zouschléit, muss ee mat arechnen.

Et ass also e massive Kafkraaftverloscht fir d'Bierger, nieft all deenen aneren Erhéijungen vun den Akzisen, Gemengentaxen, Krankekeess, d'Cotisationsen oder d'Participatiounen, Splitting vum Rentenajustement an esou weider. D'Leit ginn also vun dëser Regierung dës Kéier richteg zur Oder gelooss.

Op där anerer Säit: D'Regierung spuert nach ëmmer net. Et gëtt ëmmer emol heiansdo esou e Spréchelche geklappt, wéi wann dat géif gemaach ginn, mä konkret mierkt een näischt, an et héiert een och aus de Verwaltungen eraus, wann ee mat deene Leit schwätzt, datt esou e Message och bei hinnen nach net ukommt wär. D'Geld gëtt weider zur Fënster erausgehäit. D'Steiergelder gi weider verschwennt.

An datt d'Leit am Land och Problemer hunn, dat ze akzeptéieren, Här President, datt ass nun abgezecht einfach esou, well virun de Wahlen d'Leit belu si ginn. Déi heiten CSV/LSAP-Regierung huet versicht,

de Leit d'Impressioun ze ginn, virun de Wahlen, wéi wann d'Finanzen an der Rei wäeren.

Ech erënnere drun: Gëschter hu mer d'Konte vum Joer 2009 hei gestëmmt. 2009 war d'Wahljoer. Dee Budget ass 2008 gemaach ginn, a mer kënnen eis alleguerten un d'Debatten erënnere, déi heibanne waren déi Zäit schon, datt d'ganz Opposition, d'Beruffschamberen, de Conseil d'État, d'Cour des Comptes, d'Zentralbank, alleguer gesot hunn, déi Chiffren, déi am Budget wäeren, déi wäeren falsch, dee Budget wär vill méi staark defizitär.

Mä well et virun de Wahle war an eng CSV nun eben emol virun de Wahle keng defizitär Budgete presentéiert, ass dee Budget einfach am Équiliber hei duerchgebaatscht ginn. Awer spéitstens gëschter, wéi mer d'Konten hei gestëmmt hunn, hu mer Recht kritt, alleguer déi, déi virun de Wahle gesot hunn, datt de Budget vun 2009 en defizitär Budget wär. Mä, wéi gesot, d'CSV huet wëllen de Leit wäismaachen, dank der Wäitsicht vun der CSV-Finanzpolitik wäeren d'Finanzen nach an der Rei.

Da brauchs de dech och net ze wonnere, datt d'Leit haut Problemer hunn. An duerfir brauchen d'Leit sech och net ze wonnere, datt d'Regierung a sech Problemer huet, datt se mussen matenee streiden, well se eben de Leit virun de Wahle falsch Informatiounen ginn hunn, d'Leit regelrecht belunn hunn an elo do mat där Situatioun konfrontéiert sinn, an duerfir och Problemer hunn, fir ebe kënnen dat de Leit gläwiederdeg eriwwezebréngen.

Eng weider Moosnam ass d'Krisesteier, déi temporär agefouert gëtt mat engem Héichpunkt vu 0,8%. An der Bipartite, an enger vun de Bipartiten ass du gesot ginn, déi géif nëmme fir 2011 zielen, an da géif am Joer 2011 gekuckt ginn, ob se 2012 géif weidergefouert ginn. Et ass also eng zäitlech begrenzte Moosnam. Den Här Rapporteur huet och de Mëtteg dat mat deem Argument hei wëllen erklären, oder versicht ze erklären, well nämlech an dësem Gesetzesprojet steet net d'Joer 2011: Am Gesetzesprojet steet 2011 an 2012. An den Här Rapporteur huet versicht ze erklären, well e seet, dat ass eben eng temporär Moosnam, a well d'Regierung se nëmme wëllt bis 2012 lafe loosse, hu mer dat eben an d'Gesetz geholl.

Et wier och eng temporär Moosnam, Här President, wann nëmme bis 2011 géif am Gesetz stoen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat wier och eng temporär, an dat géif dann am Aklang stoe mat deem, wat d'Regierung dobausse gesot huet, an am Aklang stoe mat deem, wat se mat de Gewerkschafte geschwat huet. Mä wann d'Regierung awer hei an de Projet 2012 setzt, da muss se d'nächst Joer higoen a soen, mer loosse se 2012 net lafen, wa se zu hirem Wuert wëllt stoen, wat se no bausse ginn huet.

Et wier also méi richteg gewiescht, si hätten hirem Wuert Rechnung gedroen a si hätten an d'Gesetz 2011 geschriwwen, a wa se se 2012 hätten wëlle weider loosse, hätten se d'nächst Joer an d'Budgetgesetz se fir d'Joer 2012 verlängere gelooss.

Et ass also hei kloer, datt d'Regierung guer net déi Krisesteier op d'Joer 2011 wëllt limitéieren, well haut gëtt se och fir d'Joer 2012 gestëmmt. An ech mengen, hei hunn eis sozialistesche Kollege sech och iwwer den Dësch zéie gelooss, well se hei eben eppes mat akzeptéiert hunn, wou se sech no der Bipartite bausse gerühmt hatten, si hätten sech eng weider Kéier duerchgesat. Hei, mengen ech, huet d'CSV se erageluecht, well haut stëmmen d'Sozialisten e Gesetz mat, wou net nëmmen 2011, mä och 2012 mat drasteet.

D'Steiere fir d'Betriber...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Dir musst lech nach ee Joer gedéllegen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt keng Ahnung, wat fir eng Gedold datt ech hunn, Här Lux,...

(Interruption)

...mä vu datt ech d'Sozialisten awer aus der Vergaangenheet esou gutt kennen a weess, wéi séier datt déi ëmfalen,...

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Oho!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...kann ech mat aller Rou op déi nächst...

(Interruption)

Dir faalt nach! Dir faalt nach!

► **M. Lucien Lux (LSAP).** - Erkläert mer, wat dat ass: hallef ëmfalen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir faalt nach! Dir faalt nach! Ech hu jo gesot: D'Sozialiste bleiwen esou laang stoen, bis se ëmfalen. An deen Dag, dee kënnt, Här President!

(Interruption)

Loosse mer do eise Kapp a Rou leeën.

D'Steiererhéijungen. Wat d'Betriber ubelaangt, do hu mer fir d'Betriber och zwou Steiererlichterungen.

Éischtens gëtt d'Erhéijung vum Maximaltaux fir d'Amortisatiounen fir Investitiounen am Beräich vum Ëmweltschutz an Energieerspuernisser vu 60 op 80% eropgesat. Allerdéngs ass am Projet de loi hei keng Estimatioun mat festgehalten, wat dat de Stat kascht.

Och d'Erhéijung vum Taux de la bonification d'impôt pour investissement, déi gëtt ëm 1% eropgesat. An och hei ass am Projet de loi keng Estimatioun, wat dat kascht. D'Erhéijung vun der Solidaritätssteuer, déi geet fir d'Betriber vu 4 op 5% erop. An dat bréngt dann der Statskeess 12 Milliounen an. Allerdéngs wësse mer, datt 80% vun de Betriber, laut Informatioun vun der Steierverwaltung, keng Steiere bezuelen, also dann och net ënner déi Solidaritätssteuer falen. Et sinn also déi 20% vu Betriber, déi Steiere bezuelen, déi d'Erhéijung vun der Solidaritätssteuer hei spieren zu engem Käschtepunkt vun 12 Milliounen.

Et gëtt dann, wéi gesot, nach zwou Ännerungen. Déi eng ass dann d'Indemnité des parts, datt d'Betriber, wa se Indemnitéiten oder bei Licenciement Indemnitéite bezuelen, dee Montant, deen iwwer 300.000 Euro erausgeet, steierlech net méi ofsetze kënnen. An et gëtt eng Minimalbesteuerung agefouert, d'SOPARFlen, vu 1.500 Euro, wat der Statskeess ongeféier 50 Milliounen wäert bréngen. Här President, wann een och déi Recette iwwer d'SOPARFle mat bäirechent, da géifen d'Betriber hei mat 62 Milliounen zousätzlech belaauscht ginn.

Här President, den Här Bodry huet virun heibannen am Zesammenhang mat enger Ausenanersetzung vun de Kollege vun der DP gesot, et wier keen, deen nom 1. Januar manner a senger Pai hätt, wéi dat virun de Fall war. An zwar wier dat do-robber zréckzeféieren, well d'Leit jo en Index kritt hätten.

Wann een déi Iwwerleung emol e bësse méi genau kuckt, da seet den Här Bodry am Fong, doduerch, datt mir d'Betriber gedoen hunn, eng Indextranche ze bezuelen, hunn d'Leit elo méi an der Pai kritt, an duerfir kënnen mir dann iwwer de Wee vun de Steieren de Leit dat Geld erëm ewechhuelen, an dann huet de Stat et weider an der Keess.

Datt heescht an anere Wieder, d'Leit hu vun där ganzer Operatioun näischt,...

► **Une voix.** - Très juste!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ...mä d'Betriber hu misse méi bezuelen. An dat, wat d'Betriber méi bezuelen, dat huet de Stat weider an der Keess. Dat ass, wann een dat weiderverfollegt, dat, wat den Här Bodry virun hei gesot huet. Sou datt een also muss soen, datt, wann hei d'Betriber mat 65 oder mat 62 Milliounen belaauscht ginn, da muss een och de Betriber déi aner Belaauschungen, déi se matkritt hunn, iwwer dee Wee do mat zourechnen. An dat haten d'Sozialisten och vergiess.

Här President, iwwer de bëllegen Akt oder d'Zënssubventiounen brauch een am Fong näischt méi ze verléieren, well si stinn net méi am Projet de loi dran. Mä et muss een awer ernimmen, datt et d'Absicht vun dëser CSV/LSAP-Regierung war, déi et iwwer Joren net fäerdeg bruecht huet, fir d'Wunnebauproblematik hei am Land an de Grëff ze kréien, där hir Politik iwwer Jorzéngten derzou gefouert huet, datt eppes, wat hei am Land ëmmer als dat Normalste vun der Welt ugesi ginn ass, nämlech datt all Bierger hei am Land, vum



Bankdirekter bis bei de Schmelzaarbechter erof, jiddweree konnt sech hei an dësem Land ëmmer eng Wunneng, en Haus, en Heem fir seng Famill leeschten.

An dat ass opgrond vun der Politik, déi iwwer zéng, 15 Joer virun allem vun den CSV-Wunnungsbauministere gemaach ginn ass, hei zu Lëtzebuerg zur Exklusivitéit ginn. D'Lëtzebuerg sinn domadder zu Auswanderer ginn. Si gi selwer zu Frontalieren.

An datt déi Politik sollt weidergoen, huet d'Regierung domadder bewisen, datt se och elo nach wollt de bëllegen Akt ofschafen. Domadder wieren d'Bauprässe net méi deier oder méi bëlleg ginn, wéi den Här Frieden dat déi lescht Kéier op der Televisioun versicht huet ze erklären, mä fir deejéinegen, deen et keeft, wier et awer méi deier ginn, an zwar ëm de Montant vum bëllegen Akt.

An esou och, wéi et de Mëtten hei scho gesot ginn ass, esou wéi den Taux an hirer Proposition ugesat gi wier, hätt am Fong kee méi de bëllegen Akt hei am Land kritt. Well déi, déi d'Konditioun erfüllen, déi hunn net méi Revenu genuch, fir sech hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt nach kënnen en Eegenheem unzeschaffen.

Dat heescht, d'Regierung wier also riicht virugefuer, fir eiser Jugend et onméiglech ze maachen, fir hei am Land nach kënnen en Eegenheem ze kréien. Wat ech perséinlech als dee gréisste Skandal vun der Politik hei am Lëtzebuerg Land gesinn, datt eis Jugend net méi ka sech hei zu Lëtzebuerg een Eegenheem uschaffen! Wann net d'Elteren an d'Grousselteren do sinn, déi massiv bäisteieren, ass et hei am Land net méi méiglech!

An dat ass d'Verseue vun der Politik vun dëser an där vieregter Regierung! A wann den Drock vun de Gewerkschaften an der Opposition net grouss genuch gewiescht wier, wier se carrément mat där Politik weidergefuer a se hätt de bëllegen Akt ofgeschafft a se hätt d'Zënssubventiounen reduzéiert. Et ass just dem Drock vun de Gewerkschaften an de Parteien aus der Opposition ze verdanken an der Opinion publique, datt déi waakreggereselt ginn ass, datt d'Regierung hei e Réckschritt gemaach huet.

Här President, och d'Frais de déplacement, do sinn ech net mam Kollege Bausch vun deene Gréngen d'accord, datt een déi hätt sollen ofschafen. Neen, déi soll ee bäibehalen. Well et si grad déi Leit, déi schaffe ginn, déi mussen ganzdaags den Auto hunn. A Leit, déi op den öffentliche Transport ginn, da soll et fir déi eng Belounung sinn, datt déi déi Frais de déplacement kréien a se kréien den öffentlichen Transport, dee mir jo iwwerregens gratis wëlle maachen. Den Här Statsminister war jo bal op eise Wee matgaangen, mä en huet awer an Zwëschenzäit erëm zréckgeruddert.

Här President, wann haut an dësem Land keng Akzeptanz ass, fir déi Politik, déi vun dëser CSV/LSAP-Regierung gemaach gëtt, dann ass dat just ganz eleng hir Schold, well se, éischtens, virun de Wahlen d'Leit esou belunn hunn, wéi nach ni eng Partei oder eng Regierung d'Wieler virun de Wahle belunn huet. A well si se esou belunn hunn, hu se eben e Problem, fir no de Wahlen eens ze ginn. Duerfir ass eben an dëser Majoritéit Rapp a Klapp, laut dem Motto: „Pak verdréit sech, Pak zerschléit sech“, schliesselech awer mat dem traurege Resultat: „Zahlen muss der Sache“. An dat ass an dësem Fall de Bierger.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President: „Et gëtt zwee méiglech Grënn fir Annerungen am Steuerrecht“, schreift d'Salariatschamber an hirem Avis zu dëse Projeten: éischtens, well de Stat onbedéngt nei Ressourcë géif brauchen, fir aus enger schwiegeger sozialer Situatioun erauszekommen; oder zweetens, fir eng Ëmverdeelung virzehuelen, sief et tëschent enger an darselwechter Kategorie vu Steuerzueler, zum Beispill den Haushalter, sief et tëschent verschiddene Kategorien,

zum Beispill tëschent de Betriber op där enger Säit, den Haushalter op där anerer Säit.

Déi Ëmverdeelung kann natierlech entweder méi oder manner gerecht sinn. Wat deen éischte Grond betrëfft: Déi finanziell Situatioun vum Stat ass net dramatesch, a vu Previsioun zu Previsioun gëtt et nach ëmmer manner. A wa se dramatesch wär, da géif nach ëmmer d'Fro bleiwen, wien an deem Drama bezilt.

Vu méi Gerechtegkeet, vu méi Ëmverteilungsgerechtegkeet kann een an Ärem Steuerpak nu wierklech net schwätzen. Déi verfeelten a sozial ongerecht Steuerpolitik vun deene leschte Jorzéngte gëtt net korrigéiert. Bei der Akommesteier gëtt zwar de Spëtzeosteiersaz minimal vun 38 op 39% erhéicht, dee speziellen Taux op héije Revenuen, deen ee Moment am Gespréich war, deen ass awer fale gelooss ginn.

Viru Joren nach louch de Spëtzeosteiersaz wäit iwwer 50%, souguer iwwer 60%. Den Här Bodry huet dorun erënnert. En huet awer eigentlech seltsamerweis keng Konklusiounen dorauer gezunn. Eng staark Progressivitéit, ass deemools gesot ginn, mat deem Spëtzeosteiersaz vu wäit iwwer 50% géif zu enger sozial gerechter Verdeling féieren. Dat ass zu Recht gesot ginn.

Mir hu schonns virun der Kris proposéiert, bis op 48% kéint een de Spëtzeosteiersaz op héije Revenuen erëm eropsetzen. Esou kéint een och dee bekannte Mëtzelstandsbockel ofschlänfen. Déi Erhéijung op 48%, déi géif, dem Minister senger Äntwert no op eng parlamentaresch Ufro vu mir, ëm déi 400 Milliounen Recetté méi erabréngen. Enfin theoretisch, sot en. Mä dat ass bei de Steieren ëmmer esou theoretisch; dat hu mer jo gëschter nach eng Kéier gesinn, wéi mer diskutéiert hunn iwwer eng méiglech a besser Planifikatioun vun de Recetté vun de Steieren.

Mä mat deene 400 Milliounen duerch eng Eropsetzung vum Spëtzeosteiersaz an nach wäit dovunner ewech, wat en an der Zäit war, wäeren all aner Steiermoosnamen an och en Deel vun de Spuermoosnamen eigentlech iwwerflësseg ginn.

Däerf ech d'Kollege vun der sozialistescher Partei drun erënneren, dass d'SPD an Däitschland am Moment e Spëtzeosteiersaz vun 49% verlaangt?

Mat där neier Krisesteier vun 0,8% gëtt weider de Prinzip vun der Progressivitéit ënnerhiecht. Well ënnen de Mindestloun zwar erausgereicht gëtt, gëtt et ënnen effektiv eng gewësse Progressivitéit, déi no uewen awer erëm ofhëlt. Esou dass et och do erëm eng Kéier zu dem berühmte Mëtzelstandsbockel kënnt.

Déi Krisesteier geet a Richtung vun enger „flat tax“; Dir wësst wat dat ass. A genau dat ass e falscht Signal an der Steuerpolitik respektiv par rapport zu deenen noutwendige Korrekturen an der Steuerpolitik. An nach eppes: Et ass nach ëmmer net kloer, ob dann elo déi Krisesteier nëmme fir 2011 gëllt, oder ob d'Dier nach ganz grouss op ass, fir datt se och an deem nächste Joer an, wie weess, vläicht nach an deene Joren duerno weidergefouert gëtt.

Och d'Verhältnis vun der Steuerlaascht tëschent den Haushalter op där enger Säit an de Betriber op där anerer Säit, déi an deene leschte Joren ëmmer erëm verreckelt ginn ass zu Gonschte vun de Betriber an zu Ongonschte vun den Haushalter, och dat Verhältniss gëtt net korrigéiert. D'Solidaritätssteuer gëtt bei den Haushalter vun 2,5 op 4% erhéicht, bei de Betriber nëmme vu 4 op 5%. Schätzungsweis soll dat dann 12 Milliounen fir d'Betriber ausmaachen, 43 Milliounen fir d'Haushalter; also 22% géint 78% Belaaschtung.

Awer eis Betriber an d'Aktionäre vun eise Betriber, déi brieche jo bekanntlech elo schonns ënnert der Steuerlaascht zesammen. Groussen Titel an enger grousser Zeitung: «Les investisseurs découragés par la pression fiscale». Aua! D'Zeitung war awer keng vun hei, d'Zeitung war de belschen „Soir“. An de ganzen Titel ass: «Découragés par la pression fiscale belge».

An tatsächlech, an der Belsch bedroen d'Prélèvement op den Entreprisé 57% vun de Benefisser. A Frankräich, an Italien sinn et der nach méi. An Däitschland sinn et der ëmmerhin nach 47%. An der

Moyenne vun der Europäescher Unioun sinn et der 44%. An zu Lëtzebuerg? 21%. Einsame Spitze! Dat seet déi lescht Etüd am Opdrag vun der Weltbank; à peu près datselwecht Bild, wat ech lech d'leschte Kéier op engem Tableau hei bei de Budgetsdiskussiounen gewisen hunn.

An awer mussen mer och an dësem Pak nach eng Kéier e klengt Geschenk verpakken un d'Betriber mat der Erhéijung vun der Bonifikatioun op den Investissementer. Dobäi wësse mer, dass grad zu Lëtzebuerg am Verglach zum Ausland den Undeel vun de Benefisser um geschafene Mehrwert exceptionnel héich ass, an awer nëmme en exceptionnel niddregen Deel vun de Benefisser erëm investéiert gëtt. Amplaz Bonusse ze verdeelen, sollte mer déi net investéiert Benefisser vill méi stark besteieren. Dat géif och zur Schaffung vun Aarbechtsplaze bäidroen.

Wann Der d'Halbéierung vun der Kilometerpauschal an déi Reduktioun vun dem bëllegen Akt net zréckgezunn hätt, da wier dat Mëssverhältnis tëschent der Laascht op den Haushalter - selbstverständlech ass dat zum gréissten Deel d'Salariat - an de Betriber nach méi krass gewiescht. Krass ass et awer nach ëmmer, an och déi Minimalsteuer op de SOPARFlen, déi ännert quasi näischt un deem Mëssverhältnis. An nach e bësse méi krass wäert et dann ausgesinn, wa mer genau gewuer ginn, wéi eng Cadeauen als Resultat vun der Bipartite Regierung/Patronat erauskomme wäerten.

Wat de bëllegen Akt betrëfft, hunn ech gëschter de Finanzminister héieren. An ech hunn en esou verstanen, hien hätt d'Thema nach net opginn, et wier alles falsch duergestallt ginn an hie kéim gären nach eng Kéier dorobber zréck. Ech däerf e vläicht drun erënneren, datt deen Droit d'enregistrement iwwerhaapt eng héchst emstridde Saach ass.

De Steierspezialist Alain Steichen schreift a sengem „Manuel de droit fiscal“ um Enn vun enger kritescher Analyse: «La diminution progressive, voire l'abrogation à terme des droits d'enregistrement paraît donc souhaitable.» Vläicht wär dat also och eng Richtung, an déi d'Regierung emol kënnt nodenken.

An der Wunnungsbaupolitik mussen mer ganz aner Moosnamen ergräifen, an ech wëll bei der Budgetsdiskussioun nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Ee Wuert zur Mammerent.

► **M. le Président.** - Dir misst zwar esou lues zum Schluss kommen, Här Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Ech kommen elo zum Schluss, Här President. Mir hate vun Ufank un eng kritesch Haltung zur Mammerent, well mer der Meinung sinn, dass prioritär d'Ofsicherung vun de Frae muss erreecht ginn iwwert d'Favoriséierung vun hirer Berufstätigkeit mat Moosnamen, déi béiden Elteren - also net nëmme de Fraen - et erlaabt, d'Berufstätigkeit an d'Kannererzierung matenaner ze verbannen.

Ech stëmme selbstverständlech kee vun deenen zwee Projeten.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Als lescht Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol agedroen. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Madame Minister, Här Minister, fir d'Éischt wëilt ech deenen zwee Rapportereuren e ganz häerzleche Merci soen, a ganz besonnesch dem Här Paul-Henri Meyers, well et zu deem Projet ass, wou ech hei d'Wuert ergräifen, zum Forfait d'éducation also. An dee Forfait d'éducation, dee muss een an de Kader setzen, wéi et war, virun allem dee finanzielle Kader, wou dat Gesetz 2002 hei an der Chamber gestëmmt gouf.

Mir koumen deemools aus engem Rentendesch eraus, wou decidéiert gouf, datt déi sougenannten Hongerrenten der Vergaangenheet missten ugehéieren. Als Beispill wëilt ech vläicht soen, datt déi Mindestwüerent deemools ëm ëmmerhin 32% an d'Luucht gaangen ass.

Hei huet et sech awer virun allem ëm Frae gehandelt, déi net, wéi ee kéint unhuelen, nëmme Hausfrae waren, mä bien au contraire. Et huet sech déi Zäit ëm déi Frae gehandelt, déi géint Loun a Gehalt schaffe

gaange sinn, mä well d'Pai eben esou kleng war, konnt een och net erwaarden, datt hir Rent, hir Pensioun also herno vill méi déck war. An dat si genau déi Renten, déi mer hu missen eropsetzen, déi sougenannten Hongerrenten also.

Vu datt deemools, 2002 also, d'Keessen nach méi geféllt waren, besser geféllt ware wéi haut, konnt am selwechten Otemzuch dann och de Forfait d'éducation, wéi mer se haut nennen, d'Mammerent also, agefouert ginn, ouni datt deemools eigentlech allze vill iwwert d'Käschten diskutéiert gouf.

Iwwert d'Philosophie vun der Moosnam a wien och dovunner sollt kënnen profitéieren, ass extrem vill diskutéiert ginn, genau sou gutt hei am Haus wéi awer och dobaussen an der Populatioun.

Wann d'Keesse voll sinn, da fënnt een eigentlech wéineg Leit, déi géint esou eng Finanzspréiz sinn. Mir konnten eis et jo leeschten an hu souguer - dat gouf schonns hei vun de Virriedner gesot - d'Moosnam ausgedehnt. Well, wéi schonns bemierkt gouf, war deemools am initiale Projet 65 Joer virgesinn, also deen Alter, dee mer haut elo redresséieren. Och an der Populatioun war déi Zäit d'Moosnam éischer wëllkomm: Well wie seet neen zu Suen, déi e ka kréien?

De Conseil d'État deemools, deen huet awer eng kritesch Ausso gemaach, en huet sech kritesch mam Forfait d'éducation also auserneeegesat, an ech zitieren: «Force est de relever que tant l'exposé des motifs que le commentaire des articles du projet de loi du Gouvernement ne livrent guère d'indication sur les tenants et aboutissants de la création du forfait d'éducation», Enn vum Zitat.

Haut, wou déi finanziell Situatioun vum Stat da liicht anescht ass - an ech mengen, mir hunn de ganze Mëtteg hei lebhaft driwwer diskutéiert -, sollte mer, nodeems mer dëse Projet de loi gestëmmt hunn, eis awer nach eemol kritesch mat der Situatioun vun de Männer a vun de Fraen auserneeetzen, déi eng Zäit net geschafft hunn, déi Deelzäit geschafft hunn an doduerch eben op en Deel vun hirer Rentecarrière wäerte mussen verzichten. Mir sollen eis nach eemol domadder auserneeetzen, fir datt mer eben net spéiderhin nach eng Kéier ongewollt mussen op den Thema Hongerrenten an Altersarmut zréckkommen.

Wat heescht dat awer elo konkret? Ma d'Chambre des Salariés seet an hirem Avis och ganz richtig, datt am Ufank gesot gouf, datt de Forfait d'éducation eng «mesure orientée vers le passé» wier. Dat heescht, fir déi ze ënnerstëtzen - an hei sinn et da bal nëmme Frae gewiescht -, déi ni geschafft hunn. Mä, datt et mëttlerweil och eng Mesure wier, déi op d'Zukunft ausgerichtet wier. An dat, Madame Minister, Här Minister, dat soll an eise Fall an däerf an eisen Aen och net de Fall sinn, au contraire!

An hire respektiven Aussoen 2002 hunn deemools souwuel de Statsrot wéi och schonns de Comité du travail féminin drop higewisen, datt et an alle Mesuren, déi et am Intérêt vun ebe meeschtens Frae gouf an déi geholl goufen, fir datt se eben am Pensiounsalter net sollen an d'Armut ofrutschen, e Manktum u Kohärenz an och un Transparenz gëtt. Witwerent, Babyjoren, fakultativ Weiderversicherung an dann och nach d'Mammerent et j'en passe, missten also kritesch ënnert d'Lupp geholl ginn, hunn déi zwee schonns 2002 gesot.

Firwat awer? Well jo eigentlech de But vun esou Mesurë misst sinn, datt jiddwereen, ob Mann oder Fra, eng eegen, eng individuell Renterversicherung misst hunn. An da si mer eigentlech beim Thema: Aarbecht, e Beruff an domat och en eegent Akommes sinn nach ëmmer dee beschte Garant fir d'Onofhängegkeet vum Einzelnen an domat och de Schlëssel zur Gläichstellung an déi bescht Viraussetzung och fir eng eegestänneg Existenzsicherung.



► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Fir d'LSAP ass et awer genausou kloer - anescht, wéi dat vun eenzelne Virriedner behaupt ginn ass -, datt mer de Choix vun all Mamm, vun all Papp, vun all Famill, sech der Erzéiung vun hire Kanner oder och dem Haushalt ze widmen, respektéieren. Allerdéngs muss mer awer och de Realitéiten an d'Ae kucken, datt et haut ganz vill jonk Frae gëtt, déi ebe wëlle schaffe goen, déi net wëllen eleng Hausfrau sinn. An do ass et dann eben un eis, un der Politik, fir déi néideg Rahmebedéngungen ze schafen, fir datt déi Familljen ebe kënnen hir Kanner, hir Famill, hiren Haushalt ënner een Hutt bréngen an also - wéi mer esou schéi soen - Famill a Beruff besser kombinéieren.

Leider schwätzen, streiden, diskutéieren mer awer scho méi wéi 30 Joer iwwert den Opbau oder de Wéi: wéi mer sollen den Opbau vun enger eegener Rentecarrière bewerkstelligen. Ech ginn zou, et ass sécherlech méi einfach, hei an do mat der Strenz derfir ze suergen, datt mer eenzel Leit besserstellen, wéi en neien an domat och komplexe System vun eegener Verantwortung opzebauen.

D'Commission juridique awer, déi ass jo amgaangen, bei der Scheedungsreform de Splitting afléissen ze loossen. An ech behaupten: Endlech ass et esou wäit! Ech war och frou ze gesinn, datt de Statsrot a sengem Avis zu der Scheedungsreform deem Ganzen och positiv géigeniwwersteet. Ouni elo an den Detail ze goen, ass et wichtig, datt de Conseil d'État och a sengem Avis déi sougenannten Individualiséierung opgräift. Si ënnersträchen, datt d'Afféiere vun deem System eng Fro vum politesche Wëllen ass.

Genau dee politesche Wëlle muss et kuerzfristeg ginn, wa mer eben net wëlle weiderhin e groussen Deel vun der Populatioun am Rentenalter an enger prekärer Situatioun beloussen. Mir mussen eis eens ginn, datt jiddwereen onofhängeg vu sengem Liewenslaf eng eegestänneg Altersversécherung muss kënnen hunn.

Mir dierfen also net weiderfuere, eenzel Moosnamen anzeféieren, déi jonke Leit, Fraen oder Männer, Koppelen a Familljen eng Sécherheet virgaulen, déi et eigentlech guer net esou gëtt. Well jiddwereen, deen net selwer verséichert ass, dee leeft trotz alle Mesuren, déi et gëtt an déi ech virdru schonns opgezielt hunn, Gefor, datt en zum Beispill bei enger Scheedung oder dem Doud vu sengem Partner op der Streck a virun allem och op der finanzieller Streck bleift. Ausserdem menge mer och, datt et am Joer 2010 gläichstellungspolitesch gesinn och Onsënn ass, jonke Leit weider Ureizer ze ginn, op finanziell Onofhängegkeet ze verzichten.

(Interruption)

An Zäiten, wou déi finanziell Mëttelen och net méi déi si wéi nach 2002, do dierf dat Wuert selektiv - also deem, deen et wirklech brauch, ze hëllefen - net an de Vergiess geroden.

Mir sollen also och net weiderhin esou maachen, wéi wann d'Land nach ëmmer datselwecht wier wéi 2002, wou mer de Forfait d'éducation, d'Mammerent also, agefouert hunn, an hei an do e puer Euro verdeelen, déi deem, deen Hëllef brauch - an ech denken hei méi prezis un de Montant vun der Mammerent -, eigentlech net genuch oder souguer guer net hëllefen. A fir deen, deen net drop ugewisen ass, ass et och nëmme an Täschegeld oder, wéi d'Chambre de Commerce mengt, datt de Forfait d'éducation e System ass, an ech zitieren: «ne correspondant à aucun besoin réel», a weider zum Coût soe se: «un coût exorbitant par rapport aux bénéfices escomptés», Enn vum Zitat.

D'Mammerent ass also - net nëmme an der Vue vun der Chambre de Commerce - de Géigendeel vu selektiver Sozialpolitik! Ech woe souguer ze behaupten, datt net nëmme d'Afféierung vun där Mammerent, mä déi ganz Villfalt, déi ech virdru opgezielt hunn, derzou bäigedroen huet, datt mer ebe genau net weiderkomm sinn

um Wee zu enger progressiver Individualiséierung. D'Politik huet gepléischtert, an et war jo eigentlech fir jiddwereen ee Gadget derbäi. Awer de Problem a senger Totalitéit, deen hu mer bis elo net geléist!

(Interruption)

Schonns 2002 sot mäin heitege Fraktionspresident Lucien Lux hei op der Tribün, datt an der Diskussioun iwwert d'Weiderversécherung an am Kontext vun der Individualiséierung nach en Ausbau méiglech wier an datt mer vun der fakultativer Weiderversécherung op déi obligatoresch kéinte kommen an de Stat sech dann nach méi sollt engagieren. A genau dat widerhuelen ech haut hei bei dëser Diskussioun ganz gären!

Firwat awer widerhuelen a soen ech dat heiten alles beim Projet de loi iwwert de Forfait d'éducation? Net eleng, fir den Accord vu menger Fraktioun ze gi fir dëse Projet, mä virun allem fir auszedrücken, datt mer doduerch, datt mer haut spueren mussen, gläichstellungspolitesch vläicht erëm op de richtege Wee kommen.

Well d'Gesellschaft an d'Politik haut net méi nëmme vu Männer geprägt sinn, ass et jo och vill méi einfach ginn, vun der lwwerleeung ewechzekommen, datt d'Frae gratis d'Kannererzéiung maachen an am Stot schaffen, an d'Politik sech séier wéineg Gedanke muss driwwer maachen, ob déi Frae spéider gutt oder vläicht méi schlecht ofgeséichert sinn. An de Forfait d'éducation ass fir eng gutt Ofsécherung hei ganz sécher keng gutt Léisung!

(Interruptions)

Voilà, Här President, zum Ofschloss kann ech mech awer net zrëckhalen, lech zwee Sätz aus der Diskussioun vun 2002 am Originalton an Erënnung ze ruffen.

(Interruption)

Ech verroden lech awer net, wien ech zitieren. Dir kënnt lech selwer heizou Gedanke maachen - an ech fänken u mam Zitat:...

► **Une voix.** - ...datt Der an der Stëmm méi déif kommt...

(Hilarité)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - „D'Hausfra, d'Hausfra, déi net schaffe geet, huet och hir Mériter, well se vläicht keng Crèche brauch, keng Kantin brauch, well se mat de Kanner d'Hausaufgabe mécht,...“ - bis dohinner kann ech dat Ganz nach deelen.

Mä elo kënnt et: „...well se och vläicht hire Mann schoumt, deen dann dobausse kann aner Saache vläicht am politeschen, kulturellen oder sportleche Liewe realisieren.“ Enn vum Zitat.

Ech hoffen, mir sinn haut och heibanne schonns e bësse méi wäit!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren, an et versteet sech aus mengen Ausféierung vum selwen, datt ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Dall'Agnol. Den Här Jean-Louis Schiltz huet nach d'Wuert gefrot.

► **M. Jean-Louis Schiltz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een als fënneften oder sechste Riedner vun der Majoritéit d'Wuert freet, d'Rapporturen ageschloss, dann ass viles zum Projet gesot. An dach huet mech bei verschiddene vun de Virriedner beanndrocht, datt se sech mat der zukünftiger Ausriichtung vun eiser Steierlandschaft ausenanageresat hunn.

Et sinn der eng Rei, déi dat gemaach hunn hei. De Budgetsrapporteur mécht et och a sengem Budgetsrapport. Den Här Bausch huet sech mat der zukünftiger Ausriichtung vun der Steierlandschaft hei ausenanageresat, andeems e bemängelt huet, datt scho vill méi fréi sech hätte misse Gedanken doriwwer gemaach ginn. Dat ass e Punkt, wou ech selbstverständlech net mat him d'accord sinn. Mä och hien huet eng Rei konkret Pistes opgezeecht, wéi déi Steierlandschaft muer an iwwermuer soll ausgesinn. Den Här Hoffmann huet och eng Rei Iddien hei lancéiert, wéi déi Steier-

landschaft muer an iwwermuer soll ausgesinn.

Ech wëll eigentlech soen, datt - iwwert den Text vum Gesetz eraus - dat a mengen Aen deen Débat ass, dee mer mussen haut hei féieren an dee mer och mussen an deenen nächste Wochen a Jore féieren. Wann ee sech Gedanken iwwert d'Steierlandschaft mécht, da muss een dat an enger laangfristeger Perspektiv kucken. Et muss een et perspektivesch kucken, et muss ee sech déi grondleeënd Fro stellen. An ech mengen net, datt mer an enger Debatt hei déi Fro ultimativ wäerten decidieren.

Mä ech fannen, datt all déi Bäitrag - an ech probéieren och vu menger Säit een ze leeschten an e puer Minutten - Bäitrag sinn, déi solle mat an déi Diskussioun afléissen. Datt mer net op alle Punkten d'accord sinn, datt ech vill Punkten hunn, wou ech mam Här Hoffmann net d'accord sinn, cela relève du domaine de l'évidence; datt ech och net alles deelen, wat den Här Bausch seet, cela relève aussi du domaine de l'évidence, mä ech mengen, datt et awer wichtig ass, datt ee sech iwwert d'Allgemengplätz eraus als Chamber och konkret mat deene Froen ausenanageresat, esou wéi de Budgetsrapporteur dat am lwwerlegen och a sengem Rapport mécht.

An och do muss een, mengen ech, iwwert d'Grenzen e bëssen eraus kucken. Wann een an Irland kuckt, da versteet een op den éischte Bléck net, firwat d'Ire sech da wieren, fir hir Steieren eropzesetzen. Elo ass et sécher richtig, wann ee seet, datt d'Iren ze déif erofgaange sinn. Mä och do, mengen ech, sinn eng Rei Renseignementer, déi ee kann aus deenen Diskussiounen zéien. De Risiko ass, datt et an Irland nach méi schlëmm gëtt, wéi et elo ass, an dann effektiv ee sech muss d'Fro stellen, wat fir eng Mesuren et méi oder manner schlëmm maachen. Ech wëll dat hei net ultimativ beuerteelen, et just als Beispill zitieren.

Wann ech dann déi laangfristeg Perspektiv zum Beispill kucken am Beräich vun der Betriebsbesteuerung, da soen ech iwwert dee Pak eraus hei, dee selbstverständlech meng Fraktioun wäert stëmmen a voll matdréit, datt mer mussen gutt oppassen, wou mer eis an deenen nächste Joren hibewegen, wat d'Taxe vun der Betriebsbesteuerung ubelaangt. Wann ech gesinn, datt eng ganz Rei Länner sech do Fro stellen, wéi se sech sollen organisieren an orientieren an deenen nächste Joren, da muss mer eis déi Froen och stellen.

An Däitschland ass eng Diskussioun amgaang, fir d'Steiere souguer erfrozesetzen. Se fänkt un anekdotesch ze ginn. Mä trotzdem ass dat eppes, wat een net sollt total ignorieren. Ee Land wéi Island, arg gebeutelt och vun der Kris, ass amgaang sech ze positionieren a Secteuren, wou mir eis jorzéngte-, jorelaang, net jorzéngtelaang, positionéiert hunn - ech schwätzen hei vum elektronischen Handel -; och dat muss mer, mengen ech, mat an eis lwwerleeungen eranhuelen.

Och wann allgemeng unerkannt ass, datt an der Belsch d'Steiere méi héich si wéi zu Lëtzebuerg, da muss een awer dach gesinn, datt och d'Belsch an deem Beräich do eng Rei Entreprises ugezunn hunn, ënner anerem huet Google Operationen an der Belsch. Dat huet domadder ze dinn, datt déi en Terrain praktesch fir näischt zur Verfügung gestallt kréien, wat och en indirekt Element vun enger Steierpolitik ass. Mä och dat soll eis net einfach kolloossen.

Duerfir ass mäi Message deen, datt, och wa mer eng attraktiv Landschaft hunn, muss mer gutt oppassen, wat mer an deenen nächste Jore maachen, wat d'Tauxen ubelaangt. Et muss ee wëssen, datt et haut eng ganz Rei Professioneller gëtt, déi just als Missioun hunn, fir d'Tauxen an deene verschiddene Juridictionen ze kucken. Dat kann een elo gutt fannen, dat kann ee schlecht fannen. Mä dat ass awer e Fakt, deen een och muss mat a Considération zéien.

Och wa ganz vill grouss Gruppe sech haut hei zu Lëtzebuerg wuelfillen, muss een dach wëssen, datt déi Gruppen alleguerten haut mobil sinn, op d'mannst an der laangfristeger Perspektiv. A wann och net alles sech op de Steieren ofspillt - mä do komme mer d'nächst Woch wahrscheinlech nach drop zrëck -, dann ass dat dach

en essentielle Facteur, deen ëmmer zu deene Facteurs gehéiert, déi mussen an d'Konzernzentrale gemellt ginn.

Duerfir ass dat, mengen ech, eppes, wou mer eis mussen vun haut u vläicht méi intensiv hei domadder ausenanageresetzen, wéi mer déi Fro vun den Tauxen an den nächste Jore gesinn. Ech wëll op jidde Fall iwwert deen Text vun haut an dee Vote vun haut do warnen a soen, datt mer wirklech sollen oppassen, wou mer eis do hibewegen an deenen nächste Joren.

Da muss mer eis och Froen stellen, dat ass meng zweet generell Observatioun, iwwert d'Mise en œuvre vun der Steierpolitik. Ech wëll do just ee Beispill zitieren. Mir fonctionnéieren hei zu Lëtzebuerg zu engem Deel iwwert de Wee vun „rulingen“. Och do, mengen ech, muss ee sech iwwerleeën, ob een déi „rulingen“ institutionaliséiert oder ob ee se net institutionaliséiert. Wat sinn d'Virdeeler vun deem enge System, wat sinn d'Virdeeler vun deem anere System?

Ech soen, vu menger Perspektiv aus, datt dat e Mechanismus ass, mengen ech, an deem ee muss weider virsiichteg mat deem Mechanismus ëmgoen an dee Mechanismus esou verstoen als eng Erklärungshëllef respektiv eng Interpretationshëllef zum Gesetz.

Wann ee vun der Bemessungsgrundlag schwätzt, dann denken ech, datt entretemps jiddwereen verstanen huet, dee sech mat Steierpolitik ausenanageresetzt, datt d'Prix de transfert eppes sinn, wou mer an deenen nächste Jore wäerten eis mussen domadder ausenanageresetzen. Et gëtt eng nei Etüd vun der OCDE zu deem Thema. Och do si Länner wéi Lëtzebuerg, wou grouss Gruppe grouss Operationen hunn, dervu beträff. Och dat ass en Thema, wat, mengen ech, muss méi genau ënnert d'Lupp geholl ginn.

Wann ech vu spezielle Mesuren - an dat ass mä véierten a leschte Punkt, deen ech hei och wëll als Diskussionsbeitrag zu deenen Iddien, déi vun aneren hei virbruecht gi si respektiv am Budgetsrapport sinn, derbälleeën -, datt ass, wa mer vu spezielle Regimer schwätzen, wéi zum Beispill d'Propriété intellectuelle, wou déi viregt Regierung eng Rei Saache gemaach huet, muss mer eis d'Fro stellen, ob mer dee Regime ausdehnen oder ob mer en net ausdehnen.

Mir mussen eis och vläicht eng Kéier domadder beschäftegen, ob net entre-temps aner Länner sinn, ech wëll se net hei nennen, déi amgaang sinn, méi favorabel Regimer ze maachen. Da muss mer eis d'Fro stellen, ob mer do wëlle matzéien oder ob mer net wëlle matzéien. Alles dat si konkret Elementer, mengen ech, déi mer mussen ganz genau kucken an deenen nächste Joren.

Mir brauchen zum Beispill a mengen Aen eng Regelung och fir déi Expatriéiert, déi hei op Lëtzebuerg kommen, déi anescht ausgesäit wéi déi, déi mer haut hei hunn. Wann ee sech am Detail mat deene Froen ausenanageresetzt, dann, mengen ech, muss een och déi lwwerleeungen do féieren. Ech kommen och d'nächst Woch a menger Ried heirobber zrëck.

Ech mengen, déi Elementer do, mat aneren zesummen, sinn Elementer, déi eng kohärent Steierpolitik vu muer oder vun iwwermuer kéinten ausmaachen. Meng Fraktioun wäert deem Projet hei seng Zoustëmmung ginn. Déi lwwerleeungen, wat d'Ausriichtung vun eiser Steierlandschaft ubelaangt, si mat deem Dag vun haut net eriwuer. Och am Finanzsektor stelle sech nach esou eng Rei vu Froen, Stéchwuert Finanztransaktionssteuer. Ech wëll hei d'Hoffnung zum Ausdrock bréngen, datt déi kleng Belaaschtung vun 1.500 Euro net zu Saache féiert, déi kee wëllt. Mä och do, mengen ech, muss mer oppassen, wat mer maachen.

Bref, ech begréissen et, datt de Budgetsrapporteur sech a sengem Rapport Gedanke mécht iwwert d'zukünfteg Ausriichtung vun der Steierpolitik. Ech weess, datt d'Regierung sech Gedanken dozou mécht. Ech hu probéiert, mer der e puer ze maachen. Den Här Hoffmann huet et gemaach, den Här Bausch huet et gemaach.



Ech mengen, mir hunn eng gutt Basis, fir do weider ze diskutéieren am neie Joer.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schiltz. Da kritt elo d'Wuert den Här Finanzminister Luc Frieden.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei, dat ass kee flotte Projet. Dat si keng flott Projeten, déi mer de Mëtteg hei zur Debatt hunn. Dat si keng populär Projeten. A wann een op massiven Applaus waart, oder wann ee Saache just mécht, fir bei de Wahlen ze gewinnen, da mécht een des Projeten net.

Duerfir géif ech émsou méi wëllen deenen zwee Rapporture vum deenen zwee Projets de loi, den Hären Deputéierte Gilles Roth a Paul-Henri Meyers, Merci soen, datt si hei déi Aarbechten op eng detailléiert, objektiv, verständlech Aart a Weis exposéiert hunn an de Kader, an deem sech déi Gesetzer hei ofspillen, a firwat mer déi era-bruecht hunn, erkläert hunn.

Et ass och méi liicht, zu dese Projeten eng Oppositionsried ze halen. Ech weess ganz genee, wat ech géif soen, wann ech géif eng Oppositionsried halen, a meng Ried wier dann zimlech ähnlech wéi déi, déi den Här Etgen gehalen huet.

(Interruptions)

Jo, et ass vill méi einfach, wann een de Leit seet, d'Steiere mussen erofgoe respektiv se sollen net eropgoen. Wann een awer zugläich seet, mir hunn en Defizit, an et wëllt een deen net halen; wann een zugläich seet, d'Dépensé mussen erofgoen - e Saz, deen ech als Finanzminister och oft gesot hunn -, da muss een, op d'mannst an de grouse Bléck, an de grouse Kategorien, fir datt deen éischte Saz och kredibel ass, genee soen, wat fir eng Dépensen een da wëllt reduzéieren.

Da kann een net nëmmen drop hiweisen, datt een dat op anere Plazen an der Vergaangenheet gesot huet. An ech hoffen, datt mer bei de Budgetsdebatten d'nächst Woch ganz genee, prezis vun all Partei gesinn, wou si da géifen zousätzlech zu deem, wat d'Regierung proposéiert, oder anescht wéi dat, wat d'Regierung proposéiert, substanzuell Aspierunge maachen.

D'Zil vun der Regierung ass, an der Finanzpolitik zolidd Statsfinanzen ze halen. Mir sinn dat eenzegt Land, wat fir de Moment net an enger exzessiver Defizitprozedur an der Eurozon ass. Mir hätte gär, datt dat esou géif bleiwen. Mir hunn awer e Problem, andeem mer en Defizit hunn. Duerfir ass et d'Zil vun der Regierung, iwwert déi nächst puer Joer deen Defizit ofzebauen. Engersäits, andeem mer d'Dépensé reduzéieren - dat maache mer -, an andeem mer op eng vernünfteg Aart a Weis verschidde Steiere leider mussen héijen.

Mir reduzéieren d'Dépensen - an ech hunn deen Tableau bei dem Budgetsdépôt déposéiert, ech hunn en haut nach eng Kéier och publizéiert -, mir reduzéieren d'Dépensen ëm eng ronn 480 Milliounen par rapport zu deem, wat ursprénglech virgesi war, notamment an der pluriannueller Programmation. A mir héijen d'Steiere fir e Gesamtvolumen vun eppes 230 Milliounen. D'nächst Joer sinn dat 160 Milliounen, well jo eng Rei Steieren, wéi och virdu schonn erkläert ginn ass, méi spéit erakommen.

Wa mer dat gemaach hunn, dann hu mer dat gemaach, éischens, wéinst dem Zil, datt mer gären ausgeglache Statsfinanzen méttelfristeg hätten. Mä mir hunn awer d'Steieren net einfach blannemännerchers gehéicht an net op eng deräsonnabel Aart a Weis. Mir hu ganz genee gekuckt, datt mer e sozial gerechten Tarif géife behalen, datt mer e leeschtungsfrëndlechen Tarif géife behalen, an datt mer par rapport zum Ausland keng ekonomesch Attraktivitéit opginn. An et waren déi dräi Parametere, déi mer versicht hunn ze respektéieren.

Mir héijen de Spätzesteiersaz op 39%. Mir ass kee Land ronderëm eis bekannt, mat deem mer an enger direkter europäescher Konkurrenz stinn, déi méi en niddrege Steiersaz hunn. An der Eurozon ass 2010 d'Moyenne vun der Besteierung, Spätzesteiersaz 42,4%. Mir leien also do drënner. Mir leien ënnert deem vun eisen dräi No-

peren. Dat war fir eis och wichteg, well mer mussen kucken...

► **M. Fernand Etgen (DP).** - An der Moyenne si mer awer driwwer.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Wat gelift? Ma neen! Wann d'Moyenne 42% ass, dann...

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Den Taux d'imposition moyen fir d'Gesellschaften, zum Beispill läit deen an der EU bei 25%. Mir leie bei 28%.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Mä den Taux réel, no enger ganzer Rei vun Ofschreiwungsméiglechkeeten, ass zu Lëtzebuerg ënnert der Moyenne, substanzuell ënnert der Moyenne. An dat erkläert zum Deel och, firwat mer et fäerdeg bruecht hunn, esou vill international Firmen, notamment am Finanzsektor, zu Lëtzebuerg unzezéien.

Mä et ass richtig, datt een do ëmmer muss d'Émfeld mat am Bléck halen. An duerfir hu mer zum Beispill, obschonns datt dat vu ville Plaze gewënscht gi war, d'Kierperschaftssteier an der Kris net eropgesat. Mir hätten héchstwahrscheinlech manner Sträit kritt, wa mer gesot hätten, d'Kierperschaftssteier geet erop. Mä dat hu mer genau aus deem dote Grond net gemaach, well d'Betriber, op d'mannst eng Rei vu Betriber kéinten de Risque soss lafe fir eis, datt se géifen delokaliséiert ginn. Also hu mer gekuckt: Wéi ass d'Émfeld? A mir hunn dat esou gemaach.

Ech wëll och nach eng Kéier soen, a puncto sozial Gerechtegkeet - déi Chifferen, déi de Statsminister och, ech meng bei der Lag vun der Natioun, genannt huet -, de Lëtzebuurger Steiersystem ass extrem sozialgerecht, well 5% vun de Steierzueler bezuele ronn 50% vun de Steieren. An ech wäert der Finanzkommission och den Detail dovunner ginn. Dat heescht, heimad-der gëtt och d'sozial Gerechtegkeet par rapport zur Vergaangenheet net a Fro gestallt, mä d'Belaaschtung gëtt och net substanzuell erhéicht.

De Rapporteur, den honorabelen Här Roth, huet virdu eng Rei vu Beispiller ginn, wat dat am Eenzelfall bedeit. An ech soen nach eng Kéier, ech stéing léiwer hei an ech géif soen, d'Steiere géifen erofgoen. An ech mengen, den Här Roth an all déi Deputéierten, déi an deene Fraktiounen sinn, déi dat Gesetz hei stëmmen, géifen och léiwer den Owend heemgoen a soen: Mir hunn Är Steiere gesenkt.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Si sollen hir Hausaufgabe maachen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Trotzdeem wëll ech soen... Jo, ech géif gär, zu deenen Hausaufgabe kommen, Här Meisch, d'nächst Woch. Ech géif gär mat lech genau gesinn, wou d'DP d'Dépensé reduzéiert. An ech mengen, dat ass den demokrateschen Débat, wann ee seet zu de Leit: „Jo, mir kieren do an do an do.“ An da muss mer doriwwer debatéieren, an den Impakt...

► **M. Claude Meisch (DP).** - Dat wäerte mer da maachen. Mir wäerten dat maachen.

► **Une voix.** - Mir freeën eis.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Jo, dat fannen ech gutt, well déi Debatten hu jo och soss kee Sënn, wa mer net kënne Projeten nieftenee leeën. An do geet et net duer, de Stat soll bei sech selwer spueren. Ech géif gär genee wëssen...

► **Une voix.** - Da maacht et och an da sot Der eis, et wier awer eis Iddi gewiescht. Net esou wéi beim Wunnegeld an déi Saachen.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Ech wëll zu de Chifferen nach eng Kéier soen, fir lech nach eng Kéier dräi Chifferen an Erënnerung ze ruffen: Een, dee 50.000 Euro Revenu imposable huet, dat si 5.000 Euro brutto de Mount - ech wëll nach eng Kéier soen, Revenu imposable ass manner wéi de Brutto-Revenu -, dee bezilt an der Steuerklasse 2 d'nächst Joer 200 Euro méi d'Joer. 200 Euro méi! Een, deen 100.000 Euro d'Joer verdéngt, dat sinn 10.000 Euro de Mount brutto, dee verdéngt... dee bezilt 1.100 Euro d'Joer an der Klasse 2 méi!

Just nach eng Kéier déi zwee Chifferen, fir ze rappeléieren: Jo, dat ass sécherlech net agréabel. Den Här Bodry huet och virdu

rappeléiert, datt dat am Fong manner ass wéi dat, wat d'Leit duerch den Index bäikritt hunn. Ech wëll déi zwou Saachen net onbedéngt zesammesetzen, mä ech wëll domat just dem Här Gibéryen äntwer-ten, datt, wann ee seet, datt d'Leit d'nächst Joer - wann ech hien zitéieren däerf - e massive Verloscht vu Kafkraaft hunn, dann ass dat en fait falsch.

Wa se vergläichen, hire Paiziedel vum fréie Summer dëst Joer mam Paiziedel vum nächste Joer, dann hu se ënnert dem Stréch nach ëmmer méi, mä se bezuelen e bësse méi Steieren. An ech hunn lech elo zwee Beispiller ginn...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dat do ass eng bëlle Rechnung. Am Vergläich zu viru fënnef Joer hu se souguer nach weider!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Et ass gutt, datt den Här Gibéryen mech dorunner erënnert. An et ass jo virdu he gesot gi vum Här Bausch, iwwregens mengen ech kritiséiert ginn, datt d'Steieren zu Lëtzebuerg erofgaange wieren. Dat ass richtig.

Mir hunn an deene leschte Joren, geméiss engem generellen europäeschen Trend, d'Besteierung vun de Privatpersounen a vun de Betriber substanzuell reduzéiert. Émmer bei de Betriber, well mer d'euro-päescht Émfeld gekuckt hunn, a bei de Privatleit zum Deel och. Dat ass en Trend, deen een och zënter 2000... Et war nach vläicht méi staark an deene Jore virdu. Zënter 2000 an 2010 sinn an der Eurozon d'Steieren op de Privatpersounen ëm 6% zrëckgaangen, zu Lëtzebuerg ëm 8,2%. Dat ass also e generellen Trend, deen ee festgestallt huet, a mir hunn deen Trend matgemaach.

Doduerch hunn d'Leit och vill méi netto gehat. Ech mengen och, datt dat grond-sätzlech net falsch war, mä datt een an enger Krisenzäit, wou en Defizit ass, an deemools hate mer net deen Defizit, datt een dann och muss de Courage hunn, fir do verschidde Saachen ze änneren. Dat maache mer haut. Mä mir maachen et op eng Aart a Weis, datt mer net manner konkurrenzfähig ginn an datt d'Leit trotzdeem och nach zu Lëtzebuerg netto vill méi hu wéi an den Nopeschlänner.

Dat gëllt im Übrigen - wann ech déi Klammer do dierf opmaachen - och fir d'Logementspolitik. Ech wëll déi Debatt hei net am Detail féieren, well et ass zu engem aneren Zäitpunkt, wou mer déi sécherlech féieren.

Ech muss awer schäerfstens zrëckweisen déi Remarque vum Här Gibéryen. Éisch-tens emol sinn ech blesséiert am Numm vu villen heibannen, wann een d'Kollegen aus de Majoritéitsparteien als Pak, also dee leschten Dreck, beschreift. Dat ass, fannen ech,...

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - ...absolut inakzeptabel, fir esou mat Kol-leegen ze schwätzen, déi gradesou vill si wéi Dir.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Et ass e lëtzebuergesch Zitat,...

► **Une voix.** - Jo!

(Interruptions)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Mä zweetens... Jo, en huet et hei ge-bräucht, just a Réferenz par rapport zu...

Mä onofhängeg dovou wollt ech soen...

(Interruptions)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...wat am „Rénert“ steet.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Zweetens wollt ech soen, datt déi Ausso,...

(Interruption)

...datt alles gemaach gi wär, fir datt hei vun CSV-Wunnengsbauministerei de Loge-ment géif méi deier ginn, ass natierlech absolut inakzeptabel, esou am Raum stoen ze hunn.

De Fait ass, datt villes probéiert ginn ass,...

► **Une voix.** - Näischt gelongen!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - ...wat net fäerdeg bruecht...

Jo, jo. Dir hutt déi Gesetzer matgestëmmt - d'DP. Zum Beispill, wéi mer d'TVA op 3% erofgesat hunn, wéi mer de bëllegen Akt agefouert hunn. Mä mir hunn dat no-gekuckt. Mir hunn dat nogekuckt. 2002. Dat hat keng Inzidenz - leider, muss ech soen.

(Interruption)

Ech wëll awer, ech wëll just soen,...

(Interruption)

Neen, ech wëll just soen, ech wëll just soen, duerfir brauchen...

(Interruption)

Ech mengen, datt mer duerfir mussen, an dat war genau dee Punkt, deen ech wollt maachen, et sinn eng ganz Rei Moos-name vun deene successive Regierunge gemaach ginn, déi zum Zil haten, dee Präis erofzekeréien. Dat huet net an aller Hisiicht geklappt, well d'Demande enorm geklommen ass, well zu Lëtzebuerg e Wuesstum vum Emploi all Joers do war, datt dat natierlech ëmmer zu méi héije Präisser gefouert huet an datt mer duerfir mussen déi Debatt méi breet féieren an och kucken, wéi mer kënnen d'Offer nach vergréisseren.

D'Präispolitik mécht net nëmmen de Stat,...

(Interruption)

...mä de Stat huet - ech wollt just soen, de Stat huet villes probéiert, wat gutt gemengt war a wou mer wäerten dann och an enger konstruktiver Debatt am Laf vum Joer, am Laf vum nächste Joer, zu där sech och de Wunnengsbauminister, de Kolleg Marco Schank, engagéiert huet, kënnen nach eng Kéier iwwer all déi Aspekter do diskutéieren an da vläicht verschiddener zrëcksetzen an anerer amplaz setzen.

Awer ech wëll just soen, déi Ausso, déi in-akzeptabel Ausso, fir ze soen, mir géifen hei alles maachen, fir d'Leit an d'Ausland ze drécken, dat ass dach eng inakzeptabel Frechheet!

Ech wëll iwwregens och soen, et hätt een och vläicht kënnen derbäisoen, datt an der Belsch d'nächst Joer aus budgetäre Grënn op den 1. Januar d'TVA op den Terrainen op 21% eropgeet. Wat een also och muss wëssen, datt grad an den Nopeschlänner och Moosname geholl ginn, och am Be-räich vum Enregistrement, och am Beräich vun den indirekte Steieren,...

(Interruption)

...déi mir net huelen. Déi mir net huelen! Et kann ee just dann net soen, datt mir d'Leit géifen an d'Ausland drécken, well do gëtt d'nächst Joer villes méi deier.

An duerfir sinn ech och... Et ass och rich-teg, datt an enger Rei Länner d'TVA gehéicht gëtt. Mir si bäi Wäitem dat Land mat där niddregster TVA.

Also am Résumé: Mir sinn dat Land mat där niddregster Besteierung - och no deser Reform - fir d'Privatpersounen. Mir sinn e Land, wou d'Kierperschaftssteier, d'Betriebsbesteierung net während der Kris eropgeet. Mir sinn e Land, wat déi nidd-regsten TVA an der Europäescher Unioun behält.

Duerfir, mengen ech, ass dat heiten e Pro-jet, deen an eng méi breet Politik asetzt, déi mer och d'nächst Woch wäerte bei de Budgetsdebatten diskutéieren.

Wa mer Weeër fannen, fir zousätzlech d'Dépensen ze reduzéieren, op eng sub-stanzuell Aart a Weis, a wa mer eis eens sinn, datt et keen Zil ka sinn, fir vill Scholden ze maachen, sauf fir langfristeg Investitiou-nen, dann, mengen ech, kann ee jo och an der Zukunft op déi eng oder déi aner vun dese Moosnamen zrëckkommen.

An deem Kontext hu mer och gesot, datt mer iwwert d'Krisesteier 2011 nach eng Kéier diskutéieren. Ech mengen, dat ass ganz normal. Och iwwer aner Steiermoos-name kann een 2011 nach eng Kéier disku-téieren. All Gesetz kann am Liicht vun der ekonomescher Entwécklung gekuckt ginn. Mä ech mengen net, datt mer et fäerdeg bréngen, esou séier erëm dat Ganz, wéinst där ganz staarker internationaler Kris, och



hei zu Lëtzebuerg erëm op d'Schinn esou ze setzen, wéi mer dat virun der Kris hatten.

Déi Kris ass déi schlëmmste Kris, déi mer an Europa zënter ville Jorzéngte kannt hunn, an datt déi och en Impakt op Lëtzebuerg huet, ech mengen, dat ass normal. An da muss een, wann ee Verantwortung huet, politesch Verantwortung huet, da muss een och da reagieren. Dat ass, wat mer hei op eng - mengen ech - räsonnabel Aart a Weis maachen.

Zum Schluss eng Remarque: Steiere bezuelen ass net eppes, wat absolut an d'Kategorie vun deem gehéiert, wat dat Schlechtest ass, wat een...

(Interruption)

...an engem Mënscheliwe ka maachen. Well de Stat, dat si mir alleguerten. An deem mer Steiere bezuelen, kréie mer jo och eng ganz Rei vu Servicer vum Stat ugebueden.

Duerfir géif ech mengen, datt et och emol eng Kéier noutwendeg wär, datt mer eng Reflexioun géifen driwwer féieren, datt mer, wa mer dat, wat mer fuerdere vum Stat, a mir begéinen alleguerte ville Matbierger, a mir selwer gehéieren och derzou, déi soen: „Dat do misst de Stat nach besser maachen, do misst en nach méi Leit hunn, do misst en nach méi Produkter an Déngschleeschungen eis zur Verfügung stellen.“ -, dann huet dat och e gewëssene Präis. An dee Präis, dat sinn d'Steieren, déi mer ophiewen. An dat eent an dat anert zesummebréngen, dat versiche mer an der Budgetpolitik.

Duerfir sinn ech dankbar fir all déi, déi de Courage hunn, dést Gesetz ze stëmmen, mä wëssend, datt et ëmmer an eng global Budgetpolitik gehéiert, déi mer och d'nächst Woch wäerten diskutieren, a wou mer da genee gesinn: Wat sinn d'Optiounen, déi sech fir eist Land stellen?

An ech mengen, de Budgetsrapport, deen de Kolleeg Alex Bodry d'nächst Woch wäert virstellen an deen ech den nächste Mëttwoch aus der Regierungssicht wäert belichten, wäert eis och Pisten an déi Richtung weisen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Jo, Merci dem Finanzminister Luc Frieden. Elo kritt nach d'Wuert d'Familljeministesch Marie-Josée Jacobs.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och wëllen deenen zwee Rapporten - ech fänken deenen zwee Rapporten - dem Paul-Henri Meyers an dem Gilles Roth, Merci soe fir hir ausféierlech Rapporten, déi se hei gemaach hunn iwwert déi zwee Gesetze, a selbstverständlech mech och deene Wieder uschlësse vum Luc Frieden, fir ze soen: Jiddweree vun eis géif jo léiwer haut hei eppes verteidegen a stëmme loosse a gestëmmt kréien, wou ee kéint de Leit wéinstens alles loosse, wat se hätten, a léiwer eppes derbäiginn.

Wann een awer weess, datt muss gespuert ginn, dann denken ech, datt och den Effort wichteg ass, dee verdeelt gëtt iwwert d'Leit alleguerten an och iwwert déi verschidde Generatiounen.

Mir sinn hei zu Lëtzebuerg jo an der komfortabeler Situatioun, datt mer keng Altersarmut hunn. Zum Ennerscheid vu ganz villen anere Länner a ganz villen anere Leit, déi dorënner falen, si mer jo hei Gott sei Dank net an där Situatioun.

Dat, wat ech awer och ganz sécher weess, dat ass, datt ech keng esou eng Ried géif halen, wann ech an der Oppositioun wär, wéi den Här Gibéryen. Dat ass ganz sécher!

Well esou frech mat anere Leit ëmzuegoen, dat huet eigentlech keen néideg, Här President. Dat och emol eng Kéier dozou ze soen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- An och:

Ech hu bis haut, Här Gibéryen, besser Wahlresultater gehat wéi Dir. D'Leit gleewe mir wéinstens esou vill, wéi se lech gleewen. Och wann Dir hei schwätzt, wéi - wierklech, also méi rau a ruppeg geet et nun awer definitiv net méi.

(Interruption)

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- An dat muss ech soen, just fir domadder no bausen, datt een dat ganz...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et war haut ubruecht, Madame Minister.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et war haut ubruecht.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, wahrscheinlech. Et ass schrecklech. Et ass ganz...

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Et war nach dezent.

(Hilarité générale)

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Also, maacht Dir roueg esou virun! Also, d'Leit, déi wëssen dobaussen, wat se vun lech ze halen hunn.

(Interruptions diverses)

Duerfir sidd Der nach zu véier!

(Interruption)

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- ... vum Ministère de la Culture!

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Duerfir sidd Der nach zu véier. Duerfir sidd Der nach zu véier, well dat och ëmmer esou gutt no bausen ukënn.

(Interruption)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... Leit op de Büro, fir déi ze erpressen. Esou maacht Dir et. Dat hu mer alles erlieft. Jo, dat sinn och Methoden. Loosse mer dat net hei vergiessen!

(Brouhaha)

Well ech hat Besuch a mengem Büro. Dat hunn ech bis haut nach net vergiess. Also, mir maachen hei vläicht heiansdo verbal Exzesser, mä ech erënnere mech awer och,...

► **Plusieurs voix.**- Ah!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ... datt verschidde Leit a mengem Büro souzen, fir mech ënner Drock ze setzen. An dat wor en LSAP-Minister, wann ech mech gutt erënnere.

(Brouhaha général)

► **M. le Président.**- Madame Minister, fuert viru mat Ären Ausféierungen!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Also, loosse mer emol oppassen, wien hei wat seet.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Jo, mä da musst Der dat do klären, wou et ze klären ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Neen, ech klären et hei. Well Dir maacht eis hei Reprochen, da soen ech, déi Methoden,...

(Interruptions)

...déi sinn och net an der Rei.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ech schwätzen iwwert dat, wat de Mëtteg hei wor, net wat iergendwou op enger anerer Plaz ze klären ass.

(Interruption)

Da loosst Dir et dobäi. Also, op jidde Fall, mir wäerten de Leit och soen, wat mir vun lech halen.

► **Une voix.**- Jo, mir soen et och. Mir soen et och. Jo.

(Interruptions)

► **M. le Président.**- Ech géif lech elo bieden, der Madame Minister nozelauschten!

(Interruption)

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Ech wëll lech just soen, datt mer, wa mer déi zwee Artikelen haut änneren, dann ass och derbäi geännert ginn, datt déi Leit, déi an d'Pensioun ginn, an duerfir, datt da gesot gëtt, dat wier ongerecht an dat géif nach méi ongerecht ginn, datt elo déi Leit, déi an der Pensioun sinn, och de Forfait net derbäigerechent kréien, bis se 65 Joer al sinn. Mä wéi gesot, hei bräicht ee jo elo näischt, hei kann ee jo soen, wat ee wëllt, dat ass jo net wichteg. D'Haaptsaach ass, et huet een et gesot, an da mengen och nach jiddwereen oder vill Leit, et wier esou.

Derbäi kënn, datt 1999 effektiv d'Leit 57,3 Joer al woren - d'Männer -, wéi se an d'Pensioun gaange sinn, an d'Frae 56,8 Joer. Wa mer dat dann haut kucken, da mierke mer, datt den Âge moyen vun de Fraen, déi a Pensioun ginn, 62 Joer ass elo, an dee vun de Männer no bei 61 Joer. Et gesäit een also och, datt Changementer an der Gesellschaft geschéien.

Iwwer alles dat, wat gesot gouf vu Leit, déi sollen a musse schaffe goen - ech soen nach eng Kéier, ech hunn et ewell honnertmol hei gesot: Vu mir aus sollen d'Leit schaffe goen; si sollen doheem bleiwen; et soll jiddwereen dat maachen, wat e fir richtig fënn. Et soll jiddwereen dat maachen, wat e fir gutt fënn.

Ech ginn awer der Madame Dall'Agnol Recht, déi hei gesot hat, et muss een ëmmer wëssen, wat dee Moment geschitt, wou ee keng perséinlech Ofsécherung huet, wou ee keng Aarbecht huet a wou een herno och keng eege Pensioun dofir kritt. Dat sinn also Saachen, wou jiddweree mat sech selwer muss eens ginn. Dat muss jiddwereen iwwerhaupt sech bewusst sinn, a vun dohier also ass dat eppes, wat een awer sécher därfer soen, fir och d'Leit op Saachen opmierksam ze maachen, wou se da keng Hëllef méi kréien, wann et bis driwwer hiergeet.

2010 si 36.598, déi d'Mammerent kritt hunn. Dat huet ee Montant ausgemaach vun 73.399.000 Euro, déi bis elo liquidiert goufen. An och do gesäit een, datt et zréckgaangen ass ëm 0,77% vun den Ausgaben, wat also och weist, datt ëmmer méi Leit kommen, déi eng eege Pensioun kréien an eng eegen Altersversécherung hunn an domat also net méi de Forfait, d'Mammerent froen.

Wa mer dann iwwert d'Erspuernisser schwätzen, déi dann am Joer 2011 1,5 Milliounen an am Joer 2012 3,1 Milliounen ausmaachen, da muss ee wëssen, datt dat fir 2013 der 3,9 Milliounen sinn, 2014 5,8 an 2015 siwe Milliounen. A wa mer dat esou viru rechnen, da komme mer bis d'Joer 2020 op 59 Milliounen vun Euro, déi do gespuert goufen. Wann een da seet, dat wier net vill, da muss een och do soen, wou een op enger anerer Plaz déi siche geet a wou een déi da kann aspueren.

An ech denken, datt dat eppes ass, an ech hu scho mat ville Leit doriwwer geschwat, well ech si jo keen, deen ëmmer doheem hannert der Dier sëtzt an op der Fotell sëtzt, mä wann ee mat de Leit doriwwer schwätzt, da seet jiddwereen: „Mir si gäre bereet, och bis 65 Joer ze waarden, fir déi Suen do ze kréien, wa mer wëssen, datt domadder eis Kanner herno net belaaucht ginn. Mir hu léiwer, si hunn hir Sue selwer, wéi datt mir déi op d'Säit leeën, fir hinnen herno se ze ginn.“ An ech denken, datt dat eng responsabel Astellung ass vun de Leit vis-à-vis vun esou Saachen, a fir déi ech e grouse Respekt hunn. An ech denken och, datt dobaussen dat och duerfir net mat grousem Zodi verbonnen ass, an dat Gott sei Dank nëmme haut de Mëtteg hei stattfonnt huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci der Madame Minister. Domadder wiere mer um Enn vun eiser Diskussioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert déi zwee Projets de loi.

Fir d'Éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6166.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6166 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6166 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 21 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par M. Lucien Thiel), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Félix Eischen), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. François Bausch) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6167.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6167 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6167 ass ugeholl mat 39 Jo-Stëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden (par M. Raymond Weydert), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par M. Jean-Paul Schaaf), Ali Kaes, Marc Lies, Mill Majerus, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Jean-Louis Schiltz, Marc Spautz (par Mme Martine Mergen), Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Scheuer), Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par Mme Viviane Loschetter), Jean Huss, Henri Kox (par M. François Bausch) et Mme Viviane Loschetter.

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.



Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Den Här Kartheiser hat nach d'Wuert gefrot, fir eng Motioun ze déposieren. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser

M. Fernand Kartheiser (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach ganz kuerz eng Motioun déposieren hei. Ech hu bis elo just meng Ennerschrëft drop. Et geet em d'Befreiung vun engem israelischen Zaldot, dee säit véier Joer vun der Hamas gefaange gehale gëtt. Ech wier frou, wann d'Regierung sech géif derfir asetzen, datt deen och géif fräigelos ginn. Da wäre mer an der Linn mat enger Motioun, déi och am Europa-

parlament schonn zu deem Thema geholl ginn ass an och am däitsche Bundestag.

Ech wëll hei däitlech och soen, datt am däitsche Bundespak, Bundestag - net de Pak, deen hate mer virdrun -, am däitsche Bundestag déi Resolutioun ugeholl ginn ass mat de Stëmme vun de Sozialisten, vun der FDP, vun deene Gréngen, vun CDU, CSU, esou datt ech hoffen, datt mer och hei am Parlament fraktiouns- a sensibilitéitsiwvergräifend d'accord sinn, fir datt mer eis ausschwätzen, fir datt dee Mann soll befreit ginn.

Ech iwwerreechen lech dat, Här President, a soen lech villmools Merci.

Motion

La Chambre des Députés, considérant

- l'attaque du 25 juin 2006 par le Hamas et deux autres groupes militants palestiniens contre un poste militaire israélien près de Ke-

rem Shalom, attaque lors de laquelle deux soldats israéliens ont été tués et le jeune sergent Gilad Shalit âgé à l'époque de 19 ans a été blessé et enlevé;

- que le sergent Gilad Shalit est otage du Hamas depuis quatre ans, enlèvement que la Chambre des Députés condamne fermement;

- que le Comité International de la Croix-Rouge doit avoir accès immédiatement au sergent Gilad Shalit et pouvoir lui prodiguer des soins médicaux;

- que le Hamas, contrairement à la troisième Convention de Genève de 1949, interdit toute communication entre le sergent Gilad Shalit et sa famille;

- que le dernier signe de vie du sergent Gilad Shalit est une vidéo publiée le 14 septembre 2009 et que sa famille, ses proches et ses amis craignent pour sa vie;

- qu'il y a lieu de se joindre aux nombreuses autres initiatives parlementaires exigeant la

libération du sergent Gilad Shalit, dont celle du Parlement européen du 11 mars 2010 et celle du Bundestag allemand du 27 octobre 2010;

invite le Gouvernement

- à soutenir tous les efforts de médiation et toutes les mesures visant à faciliter la libération du sergent Gilad Shalit;

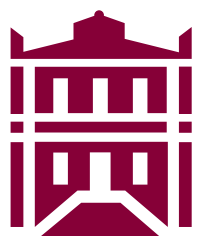
- à s'engager, ensemble avec ses partenaires et alliés, à œuvrer lui-même avec détermination pour la libération du sergent Gilad Shalit.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. le Président.- Merci. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung sinn d'nächst Woch virgesi fir de 7., 8. an 9. Dezember.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.17 heures)



Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

1. Communications
- M. le Président
2. Ordre du jour
- M. le Président
3. 6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Alex Bodry (motion 1)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Nicolas Schmit, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Bureau déposiert a gëtt un d'Fraktioun verdeelt.

2) Folgend Projekte goufen um Greffe vun der Chamber déposiert: de 6. Dezember vum delegéierten Nohaltegkeetsminister de Projet de règlement grand-ducal N°6225 iwwert d'organesch Schuedstoff; deeselwechten Dag vun der Éducatiounsministesch de Projet de loi N°6226 iwwert d'Personal a verschiddene Lycéeën.

3) Den 3. Dezember huet den Département des travailleurs handicapés vum OGB-L d'Petitioun N°304 iwwert d'Accessibilitéit vum öffentlechen Transport iwwerrecht.

Communications du Président - Séance publique du 7 décembre 2010

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. *Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:*

6225 - *Projet de règlement grand-ducal abrogeant le règlement grand-ducal du 26 janvier 2006*

- portant certaines modalités d'application et sanction du règlement (CE) n°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques persistants et modifiant la directive 79/117/CEE

- modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, le 06.12.2010

6226 - *Projet de loi*

1. *portant création de postes de renforcement dans les carrières administratives et techniques pour les besoins du Lycée technique agricole, du Lycée technique Mathias Adam de Pétange, du Lycée technique de Lallange et du Lycée Nic-Biever à Dudelange;*
2. *complétant l'article 15 de la loi modifiée et complétée du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;*
3. *complétant la loi du 12 mai 2009 modifiant et complétant*

a) la loi du 25 juillet 2005 portant création d'un lycée-pilote;

b) la loi du 12 janvier 2004 portant création d'un établissement d'enseignement secondaire technique à Redange-sur-Attert, dénommé par la suite «Attert-Lycée»

Dépôt: Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 06.12.2010

3. *La pétition n°304 sur l'accessibilité des chemins de fer et bus pour tous a été déposée par le département des travailleurs handicapés de l'OGB-L en date du 3 décembre 2010.*

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz schléit fir des Woch folgenden Ordre du jour vir:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget 2011. Muer de Mëtteg um hallwer dräi hu mer den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2011.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer d'Budgetsdebatten nom Modell 6. En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer den Ofschloss vun de Budgetsdebatten.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Als éischten an eenzege Punkt um Ordre du jour vun haut komme mer elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2011, an dat esou, wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehale ass. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

3. 6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Liturgie, Litanei, Lethargie: Mat deenen dräi Begrëffer huet emol de Politiker Edgar Faure prägnant an iwwerspëtzt déi franséisch Budgetdiskussiounen aus de 50er, 60er Joren zesummegefaasst. Loosse mer éierlech sinn: De Glach mat Lëtzebuerg ass net zu 100% vun der Hand ze weisen.

Och eis Budgetsprozedur, eis Debatten zum Budget hunn esou munches mat Symbolik, mat Ritualer a Widderhuelungen ze dinn. D'Begeeschterung, mat där souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber des Kéier trotz engem méi beweegten, jo, spannungsgeluedenen Émfeld un d'Saach vum Budget erugaange sinn, léisst streckeweis Dynamik an Engagement vermessen. Dat schéngt sécherlech mat der Spannung an der Hektik och vum Fréijoer vun dësem Joer zesummenzehänken an dem Deelaccord Regierung-Gewerkschaften, deen der ganzer Diskussioun ronnderem de Budget dach e bëssen d'Loft aus de Segele geholl huet.

D'Reaktioun op de Budgetsprojekt huet dann och en Hauch vu Pflichtübung souwuel vu Majoritéit wéi och vun Opposition u sech. D'Aarbechten an der Finanzkommissioun sinn iwwert déi lescht zwee Méint vun enger staarker Routine gepréigt gewiescht, an et muss ee feststellen, dass keng Kommissioun hei am Parlament ausser der Finanzkommissioun sech mat dem Budget an hirem Departement am Detail beschäftegt huet.

Vläicht huet dee Manko u Begeeschterung och mat der Tatsaach ze dinn, dass et no Lëtzebuerg politescher Traditioun keng parlamentaresch Amendementen zum Budget ginn, an d'Regierung a Budgets- a Finanzfroen éischer d'Tendenz huet, d'Chamber ze informéieren, wéi se mat Zäiten ze konsultéieren. Dësen nüchterne Bilan ass Grond genuch, eis heiteg Budgetsprozedur mat hiren Unzeeche vu Liturgie, Litanei a Lethargie vu Grond op a Fro ze stellen an ze reforméieren.

En zweeten, zwéngende Grond zur Reform ergëtt sech aus der verstärkter Koordinéierung vun de Wirtschaftspolitik an Europa an der Aféierung vun engem sougenannten „Europäesche Semester“ a Wirtschafts- a Finanzfroen, an dat schonn ab 2011. Dëse Projet wäert also héchstwahrscheinlech dee leschte gewiescht sinn, deen no der traditioneller, reng nationaler Method erstallt an diskutéiert ginn ass.

Déi nei Budgetsprozedur, déi d'Chamber an d'Regierung bis zum Fréijoer mussen definéiert hunn, setzt also vill méi fréi am Joer un, muss verstärkt op Bewäertungen a Recommandatiounen vun europäeschen Instanzen agoen a setzt eng Vernetzung vu Finanzpolitik an dem Erreeche vu stra-

tegeschen Entwécklungsziler viraus. Den nationale Programm fir Stabilitéit a Wuesstum wéi och den nationale Reformplang am Kader vun der Strategie „Europa 2020“ mussen spéitstens am Abréll zu Bréissel age-recht ginn.

Virdu soll d'Chamber scho mat agebonne ginn. D'öffentlech Debatt iwwert d'Eck-date vun de politeschen Aktiounen vun deenen nächste Jore muss also am Virfeld gefouert ginn. Hei besteet och d'Chance vum Parlament, bei der Orientéierung vun der Budgetpolitik, bei der Festleegung vun de Moosnamen, déi an eng europäesch Strategie fir Wuesstum a Beschäftegung münden, säin Afloss geltend ze maachen.

Debattéiert wäert och mussen ginn iwwert d'Stellungnahme am fréie Summer vun den EU-Instanzen. Si kënnen an Zukunft méi direkt op d'Budgetpolitik awierken. Dës wesentlech politesch Weichstellung dierf net ouni d'nationale Parlamenten geholl ginn, déi sech aktiv, wéi d'Regierung och, an dese Prozess mat implizéieren müssen an doduerch och Transparenz a kontrovers Diskussioun, dat heescht, demokratisch Matbedeelegung garantéieren. Am Endeffekt stëmmt zwar an alle Fäll d'Chamber weider iwwert den nationale Budget of, formal gesinn. Reell Pouvoiren huet déi gewielte Volleksverriedung awer nëmmen, wa se och scho bei den Orientéierung matbestëmme kritt.

De Budgetskalenner muss also deemno vu Grond op iwwerschafft an déi eenzel Phasen nei festgeluecht ginn. Eng besonnesch Erausforderung besteet an der Optiméierung vun de Wirtschafts- a vun de Finanzprevisiounen. E systemateschen an nach méi schnellen Informatiouns-austausch tëschent Steierverwaltungen, de Ministären, der Finanzinspektioun, dem Statec, der Zentralbank an allen Acteuren, déi mat Analysen a Projektionsaarbechte betraut sinn, ass wünschenswäert. Et wier och wünschenswäert, op eenheetlechen, ënnereneen ofgestëmte Gronddonnéeën kënnen ze schaffen an ze plangen. Dat kann an enger zweeter Phas och zur Schafung vun enger onofhängeger Autoritéit féieren, mä esou wäit si mer nach net an eiser Diskussioun.

De Suivi vun der Ausféierung vum Budget, awer och vun der Entwécklung vun den öffentleche Finanzen wéi och vun deene wichtegste Wirtschafts-, Ëmwelt- a Sozialparameteren iwwer e kompletten Tableau de bord ass eng weider Noutwendegkeet, wann d'Parlament méi aktiv Impulser gi wëllt a Kontroll wëllt duerchféieren.

Erlaabt mer elo, no deenen aleedenden Iwwerleeungen zum Kärstéck vum Rapport ze kommen, dem Projet fir de Statsbudget 2011. Dee Budget, iwwert deen d'Chamber ofzestëmme huet, ass deen, wéi e sech nom klassischen Einnahmen- an Ausgabeschema ergëtt, ouni Berücksichtigung also vun den Ausgabe vun de staatleche Fongen an ouni Berücksichtigung vun de Budgete vun den Établissements publics.

No där Regierungsvirlog, iwwert déi ofgestëmmt gëtt, gesäit de Statsbudget fir d'nächst Joer Gesamteinnahmen an Héicht vun 9,62 Milliarden Euro vir, d'Ausgabe belaf sech op insgesamt 10,31 Milliarden Euro. Bleift also ënnert dem Stréch en Defizit vu 684 Milliounen Euro, en Defizit also vu ronn 6,5% vun den Einnahmen. Dësen Defizit verduebelt sech, wann een no der harmoniséierter europäescher Norm SEC 95 den Zentralstatsbudget analyséiert, an deem also souwuel d'Fonge wéi och d'Établissements publics mat berücksichtegt ginn. Da sinn et net knapp 700 Milliounen Euro Defizit fir d'nächst Joer, mä da beleeft sech den Defizit op 1,4 Milliarden Euro.

Berücksichtigt een dann nach d'Finanzlag vun de Gemengen, déi sech awer schéngen am Gläichgewicht ze befannen, an déi vun eiser Sécurité sociale - si schreift fir 2011 en Einnahmewüschoss vu geschätzten 850 Milliounen Euro -, da bleift also ënnert dem Stréch en negative geschätzte Gesamtsaldo vun dem gesamten öffentleche Secteur vun ongeféier 520 Milliounen Euro.

Déi 520 Milliounen Euro entsprechen engem gesamtöffentlechen Defizit vun 1,2% vun eisem PIB. Ech erënnere drun, dass Lëtzebuerg sech d'Zil ginn huet - an dat war fir d'Lescht am Stabilitéitspakt, dee se de Januar dëst Joer op Bréissel geschéckt hunn -, fir spéitstens 2014 den Équiliber vun den öffentleche Finanzen erëm hierzestellen. 2009 louch de Gesamtdefizit bei 0,7%, 2010 wahrscheinlech bei ronn 2% vum PIB, fir 2011 géif sech also den öffentlechen Defizit halbéiere par rapport zu dësem Joer.

D'Regierung geet also fir d'nächst Joer vum enger Reduzéierung vum Defizit souwuel vum Zentralstat wéi och vum gesamten öffentleche Secteur aus. Déi Entwécklung do erkläert sech aus zwou Iwwerleeungen: éischtens emol eng besser Wirtschaftsentwécklung wéi erwaart, wou d'finanziell Auswierkung sech besonnesch am Kont 2010 wäerte bemierkbar maachen.

Bei héijen Aarbechtslosenzuelen entwéckelt sech d'Beschäftegung ganz positiv: no leschte Statec-Berechnung plus 1,8% fir 2010 a plus 1,5% fir 2011. Mat der Ausnahme vum Bankesektor an och zum Deel vun der Industrie - am Bankesektor, wou d'Zuel vun den Aarbechtsplazen haut ënnert där vun dem Ufank vun der Kris läit - weist den Trend an der Beschäftegung erëm no uewen. Dat wierkt sech natierlech positiv op eenzel Steierkategorie wéi och op d'Einnahme vun eise Sozialsystemer aus, well einfach méi Cotisanten do sinn.

Zweet Erklärung vun där Entwécklung, wat den öffentlechen Defizit ugeet, dat ass natierlech d'Resultat vun enger voluntarischer Politik vun der Regierung, déi de Finanzminister ënnert där wéineg attraktiver Formel vum „Budgetsdefizit-Reduzéierungsprogramm“ zesummegefaast huet. Et dréit sech ëm spueren a Steieren. No de Konjunkturprogrammer vun de Joren 2009 an 2010, déi also op eng expensiv Budgetpolitik ausgeriicht waren, sinn elo d'Zeechen op d'Konsolidéierung vun den öffentleche Finanzen ausgeriicht.

No mengen eegene Berechnungen, déi sech op en direkte Verglach mat dem Joer 2010 bezéien, kann een dese Konsolidéierungspak op ronn 450 Milliounen Euro bezifferen. Dat entsprécht ëmmerhi ronn 1,1 bis 1,2% vun eisem PIB. Am Kloertext: Ouni déi vun der Regierung virgeschloen Spuermoosnamen a Steiererhéijunge géif den Defizit 2011 net bei ronn engem Prozent vum PIB leien - no deene leschte Schätzung vum Statec -, mä bei iwwer zwee Prozent vun eisem PIB. Dat heescht also, bei iwwer 800 Milliounen Euro.

Net matagerechent am Spuer- a Steierpak sinn eng Rei vu politeschen Décisiounen, wéi zum Beispill déi, fir déi nächst Jore keng Upassung vun der Steiertabell bei der Akommessteier un d'Präisentwécklung virzehuelen. Och gesäit de Regierungsprojet vum Budget 2011 keng Erhéijung vum Punktwäert an der Fonction publique vir. Den Accord salarial besteet jo och just fir de Moment fir 2010. Par contre ass d'Ausbezele vun enger Indextranche fir dat lescht Trimester 2011 am Budget ageschriwwen.

A menger weiderer Analys wëll ech op dräi Froe probéieren ze äntwerten. Äntwerten, déi mer erméiglechen, op eng Rei vun Aspekter vun deem schrëftleche Rapport vun der Finanzkommissioun zum Statsbudget 2011 anzegoen.

Eng éischt Fro, déi ze beäntweren ass, ass déi: Wéi wäit entsprécht de Budgetsprojet fir 2011, deen d'Regierung am September arrétéiert huet an de 5. Oktober an der Chamber deponéiert huet, nach den Erkenntnesser vun haut? Dat ass eng éischt Fro, op déi d'Chamber ze äntwerten huet. Et geet eigentlech ëm de Wourechtgehalt vun dësem Budget, de Prinzip vun der Véridicitéit vun der Budgetpolitik.

Zënter Enn September - déi lescht Donnéeën also, iwwert déi d'Regierung konnt verfuge bei der Opstellung vun hirem Budgetsprojet -, zënter Enn September dëses Jores hunn den Internationale Währungsfond, d'OCDE an och d'EU-Kommissioun nei Previsiounen fir d'Joren 2010 bis 2012 virgestallt. Dës wirtschaftlech Prognose wäichen net fundamental vun de Regierungshypothesen vum September of. Fir Lëtzebuerg ginn all déi international Instanzen vun engem duerchschnittleche

Wuesstum vun 3% fir déi nächst zwee Jore aus; dëst Joer wahrscheinlech liicht iwwer 3%, wou dat staark Wuesstum vun eisem Haapthandelspartner Däitschland och déi Lëtzebuurger Prognose wahrscheinlech positiv beaflosst huet.

Déi Lëtzebuurger Wäerter leien däitlech iwwert dem EU-Duerchschnitt, mä kloer ënnert dem langfristegen nationalen Trend: Dee louch an der Moyenne vun 2000 bis 2008 bei 4,2% am Joer. Mir hunn also mat engem Vérel manner Wuesstum ze rechnen, wéi mer dat gewinnt waren am éischte Jorzéngt vun dësem Jordausend. D'Lëtzebuurger Wuesstumspotenzial beweegt sech och no ënnen: No 2020 läit et no EU-Hypothesen wouméiglech just nach bei 2,5%, fir sech duerno op den europäesche Mëttelwäert anzependelen. Et muss net esou kommen, mä dat ass d'Grondhypothesen vun deenen an Europa, wou eigentlech och d'Lëtzebuurger Situation matbewäert gëtt.

Mat der Ausnahm also vum Emploi, dee sech positiv entwéckelt, an dem Chômage, dee laut Statec nach wäert klammen, gëtt et keng nennenswäert Ofweichungen, déi Korrekturen um Budgetsprojet misse bréngen. An deene leschten dräi Méint hu sech also d'Gronddonnéeën net esou verännert, dass ee kéint soen, dass de Budget eigentlech net méi géif deem entsprechen, wat d'nächst Joer raisonnablement vun Entwécklung virauszugesinn ass.

D'Variatione beweegt sech éischter also an enger Forschett, déi konform ass zu enger normaler Iertumsmarge, déi een och enger Regierung dierf zougestoen. Dat géllt och fir d'Inflatioun - déi momentan fir d'nächst Joer relativ niddreg ageschat gëtt bei 1,6%, mä déi awer wäert gedriwwen gi vun de Pétrolspräisser -, wéi och fir aner makroekonomesch Donnéeën, déi sech nach kënnen am Laf vun deenen nächste Méint verännere. Et muss een och feststellen - an déi lescht Erhiewung vum Statec hunn dat kloer bewisen -, dass och d'Prix administrés, dat heescht also, déi vum Stat, vun den Établissements publics a vun de Gemenge festgeluechten Taxen a Präisser, zu engem gudden Deel iwwerduerchschnittlech zur Inflatioun hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore mat bäigedroen hunn: Matière à réflexion!

Wat elo d'Einnahmesäit vum Budget ugeet, esou huet d'Regierung sech mat enger Ausnahm un d'Previsiounen vun de Steierverwaltung gehalen. Bei der TVA geet d'Regierung optimisteschesch vun 100 Milliounen Euro Méieinnahme fir 2011 aus géintiwwer de Previsiounen vun der Enregistremensverwaltung. D'Aschätzung vun den Einnahme fir 2011 dréit awer schon deene méi positiven Entwécklungen aus dem Joer 2010 Rechnung: dofir also och e Plus vu ronn 4% géintiwwer dem Compte prévisionnel vun dësem Joer. Émmerhi wäerten 2010 - dat dierf een net vergiesse - no de Berechnung vun der Cour des Comptes gutt 700 Milliounen Euro méi Steiere beim Stat erakommen, wéi dat Enn 2009 bei der Opstellung vum Budget 2010 gemengt gi war.

Eng ähnlech, dach zu engem Deel iwwerraschend Entwécklung bei de Steiere wéi dëst Joer ass 2011 héchst onwahrscheinlech. Dat eleng schon, well d'Regierung des kéier hir Steieraschätzung méi héich ugesat huet, also méi optimisteschesch eigentlech un déi Tache erugaangen ass, wéi dat d'lescht Joer de Fall war. Als Finanzkommissioun gi mer dovunner aus, dass global gesinn d'Einnahmesäit korrekt ageschat ginn ass opgrond vun deenen haut verfügbare Parametere.

Bei den Enregistrementstaxe kënnst wéinst dem Zréckzéie vun der Moosnam vun bëllegen Akt manner Geld an d'Statskeess: ronn 70 Milliounen par rapport zum Budgetsprojet. Anerersäits, kann een awer och soen, kritt de Lëtzebuurger Stat héchstwahrscheinlech als Aktionär och d'nächst Joer Dividende vun der BGL BNP Paribas. Deen Dividend louch dëst Joer ëmmerhi bei 133,6 Milliounen Euro. Et ass also och dëst Joer domat ze rechnen, dass en Dividend wäert ausbezuelt ginn. Och dat ass momentan net am Budget berücksichtegt ginn, esou dass ee ka soen, dass, wann eng Recette och ausfällt, awer zumindest net ausgeschloss ass, dass eng aner Recette d'nächst Joer derbäikënnst, et sief, et géif virduch zum Verkauf vun deenen Aktie kommen.

Weider Ännerunge fir d'öffentlech Finanzen ergi sech awer och aus der Reform vum Gesondheetswiesenen. Dat huet elo manner mam Statsbudget selwer ze dinn, huet awer mat den öffentleche Finanzen ze dinn. Dat ass jo och e Bléck, op dee mer eis sollten eigentlech méi oft konzentréieren, net nëmmen de Statsbudget u sech ze kucken, mä eigentlech d'öffentlech Finanzen mat hiren dräi Komponenten ze kucken: Zentralstat, lokal Administratiounen a Sécurité sociale.

Duerch déi Reform am Gesondheetswiesenen, déi mer jo d'nächst Woch hei an der Chamber wäerten ze debattéieren an ofzestëmme kréien, duerch och déi Décisiounen, déi an der Quadripartite geholl si ginn, déi d'Gesondheetskeess also ugin, komme mer an eng besser Situation an deem Sënn, dass aus engem geschätzten Defizit, vun deem d'Regierung nach ausgegangen ass bei der Opstellung vum dem Statsbudget 2011, dass mer mat engem Iwwerschoss vun Einnahmen ze rechnen hunn an deem Joer 2011 an deene Joren duerno datselwecht.

D'IGSS schätzt dee Plus eigentlech op 86 Milliounen Euro. Mir kommen aus engem geschätzten Defizit vu 16 Milliounen Euro an e Plus era vu 70 Milliounen Euro am Joer 2011. Sou dass duerch déi dote Moosnam ee ka soen, dass déi Reform am Gesondheetswiesenen wäert och an Héicht vun 0,2% vum PIB zu enger Verbesserung vun der Gesamtfinanzsituation vun der öffentlecher Hand hei zu Lëtzebuerg bäidroen.

Dës Gesondheetsreform, déi staark strukturell Elementer enthält, ass iwwerengs déi éischt Reform, déi an deem Beräich zënter 1992, zënter also 18 Jore duerchgefouert gëtt. Net ouni Méi, net ouni Widderstänn, wéi mer déi lescht Woche gemierkt hunn, mä déi Reform do war alles anescht wéi eng Selbstverständlechkeet.

Zënter dem Dépôt vum Budget huet d'Regierung och Verhandlung mat de Patronatsverrieder iwwer zousätzlech Moosnamen zur Stärkung vun der Kompetitivitéit vun eise Betriber opgeholl. Déi Verhandlung sinn nach net ofgeschloss.

Et ass an enger éischter Ronn Rieds gaange vu Kompenséierung fir d'Mindestlounerhéijung an d'Ausbezuellung vun enger Indextranche am Joer 2011. Ech dierf hei a mengem eegenen Numm soen, dass ech dat net als déi beschten Iddi ugesinn. Ech gesinn do d'Gefor vum Präzedenzfall; ech gesinn do d'Gefor vun engem Mechanismus, deen agefuert géif gi vu Kompenséierung a wou sech dann all Joers, all zwee Jore géif d'Fro stellen, wéi et da géif mat deem Kompenséierungsmechanismus do weidergoen.

Mä ech hale mech do un den Engagement, deen de Finanzminister bei eis an der Kommissioun geholl huet. En huet eis versprochen, an ech denken, e steet och nach haut dozou, dass en all Suerg wäert droen, dass déi dote Verhandlungen net wäerten e groussen Impakt op de Statsbudget 2011 hunn, wat jo eigentlech elo de Kärpunkt vun eiser Diskussioun vun dëser Woch hei an der Chamber ass.

Nodeem ech d'Einnahmesäit belicht hunn, wëll ech kuerz op d'Ausgabesäit och vun dësem Statsbudgetsprojet 2011 zréckkommen. Wat d'Ausgabesäit ugeet, gëtt et héchstwahrscheinlech liicht Verschiebung wéinst där adaptéierter Zuel vu Beschäftegten, déi de Statec och virausgesäit fir 2011 mat engem Plus vun 1,5%. D'Regierung war vun engem manner starke Wuesstum vun der Beschäftegung bei der Opstellung vum dësem Budgetsprojet ausgegangen.

Eventuell ass och domat ze rechnen, dass, sollt sech de Chômage ähnlech entwéckelen, wéi de Statec dat virausgesäit, dat heescht, sollt d'Zuel vun de Chômeuren nach weider an d'Luucht goen, da sinn natierlech och mat méi Ausgabe beim Beschäftegungsfong ze rechnen, déi sech ipso facto aus esou enger Entwécklung géifen erginn.

Par contre - dat ass, mengen ech, wichtig hei ze betounen, well oft dat och dobaussen net honnertprozenteg eriwuerkënnst -, par contre dierften déi Lëtzebuurger Garantien, wat den europäesche Rettungsschiem fir Irland ugeet, net sech budgetär hei zu Lëtzebuerg nidderschloen. D'Sue

ginn, net wéi dat bei Griichenland de Fall war, direkt vun deenen eenzelnen Eurolänner geléint. Si ginn also iwwer e gemeinsam Organ opgeholl, an déi enzel State garantéieren eigentlech déi doten Hëllef. Bezilt Griichenland säi Prêt zréck, dierft dat och keng negativ Auswierkungen op de Statsbudget vun Lëtzebuerg hunn. Et géife souguer theoretesch nach Zënsen an de Statsbudget erafléissen. Mä fir de Bilan doriwwer ze zéien, sou wäit si mer nach net.

Insgesamt dierft also deemno festgehal ginn, dass dese Budgetsprojéit, souwuel wat d'Einnahmesäit ugeet wéi och wat d'Ausgabesäit ugeet, net erkennbar wäsentlech onkorrekt opgestallt ginn ass, dass een also ka soen, dass en der Wourecht, esou wéi se haut ze erkennen ass, och entsprécht. Mä et ass kloer, dass wéinst där prekärer internationaler Wirtschaftslag an allen Turbulenzen, déi sech bis an déi heiteg Deeg era breetmaachen, och wat d'Ongewëssheete ronderëm den Euro ugeet, dass dat natierlech an deenen nächste Méint nach zu enger Rei vu Verännerunge ka féieren, déi dann och kënnen en Impakt an déi eng oder an déi aner Richtung och op de Lëtzeburger Budget hunn.

Et ass och méiglech - dat soll een awer hei betounen -, dass d'Regierung d'Autorisatioun, déi se sech an de Budget hei ageschriwwen huet, fir kënnen en zousätzlechen Emprunt an Héicht vu 500 Milliounen Euro dëst Joer ze huelen, déi Autorisatioun net onbedéngt wäert voll gebrauchen am Laf vum Joer 2011. Dat erkläert sech och zum Deel dozou, dass se och am Laf vun deem Joer e bësse méi en héijen Emprunt opgeholl huet, sou dass also et net onbedéngt néideg ass - sollt sech alles esou entwéckelen, wéi elo virausgesot -, dass een déi Autorisatioun vu 500 Milliounen Euro fir d'nächst Joer voll ausschöpf.

D'öffentlech Schold wäert virausiichtlech bis Enn d'nächst Joer ëm déi 20%-Grenz leien. Also ronn aacht Milliarden Euro. An d'nächst Joer sinn 211 Milliounen Euro am Budget virgesinn, fir iwwer de Fonds de la dette Scholdzënsen zréckzebezuelen.

No där éischter Fro soll een elo vläicht zu enger zweeter Fro iwwergoen. Dat ass déi, fir ze analyséieren, ob dese Budgetsprojéit 2011 den Noutwendegkeete vun haut entsprécht.

Setzt hien déi richteg politesch Akzenter fir de Moment? Fir op déi dote Fro ze äntwerten, muss ee sech vläicht zréckversetzen an den Ufank vun der Kris, déi Lëtzebuerg Enn 2008 voll erreicht hat. Während véier Trimesteren, dem drëtten Trimester 2008 bis zum drëtten Trimester 2009, ass Lëtzebuerg an der Rezessioun gewiescht. Voll vun der Kris gouf eist Land d'lescht Joer getraff. D'Beschäftegung huet sech just nach liicht no uewe beweegt. De Chômage ass regelrecht explodéiert: plus 25%. Iwwer 8.000 Leit waren och am Joer 2009 a Kuerzaarbecht. De Statsbudget schreift an deem Joer 2009 mat 785 Milliounen Euro e Rekorddefizit.

Am März 2009 huet déi deemoleg Regierung - si gläicht a wäiden Deeler där heiteger - e Konjunkturprogramm an Héicht vun 1,23 Milliarden Euro presentéiert. Dës Politik, déi sech an de Statsbudgeten 2009, mä awer och 2010 erëmgespigel huet, ass an der Linn vun der europäescher Relancestrategie vun deemools, wéi se am Dezember 2008 och vum EU-Conseil definéiert gi war. Iwwer deen dote Wee vum Stäipe vun der Kafkraaft, Stäipe vun de Betriber an dem Wuesstum huet eist Land säi Bäitrag zur Krisbewälteung geleescht. Zu Lëtzebuerg ass d'Kafkraaft an der Kris net gefall, mä si ass souguer am Schnëtt liicht geklommen. Dat war nëmme méiglech duerch déi bewusst an akzeptéiert Defiziter an enger weiderer méi héijer Verschuldung.

An der Tëschenzäit huet sech d'Weltwirtschaft gréisstendeels erholl. An och an Europa zitt d'Maschinn erëm un, wann och staark ënnerschiddlech vu Land zu Land. D'Risiko ginn haut éischter bei héijen öffentlechen Defiziter a steigende Statschulde gesinn. An d'Perspektiv vun engem europäesche Stat a Faillite réckelt méi no. Si ass haut net méi reng theoretesch.

An där Schicksalsgemeinschaft vun der Eurozon féiert eigentlech kee Wee laanscht eng regelrecht Wirtschaftsregierung, opgebaut op enger enker Koordinéierung vun den nationale Wirtschaftspolitik. Et dierft een awer och kritesch hannerfroen, ob sech dës gemeinsam Approche ausschliesslech nom rigourensen däitsche Modell muss orientéieren.

Op jidde Fall huet den Europäesche Conseil vum Dezember d'lescht Joer eng Exitstrategie definéiert. Mir sinn also net méi gewiescht an enger Relanceperspektiv, mä mir kommen aus enger an eng Sortie-de-crise-Perspektiv zënter Enn d'lescht Joer eran.

An de Statsbudget fir 2011, dee schreift sech an déi verännert Strategie do an. Am Januar dëst Joer huet Lëtzebuerg sech dozou engagéiert, d'Gläichgewicht vun den öffentlechen Finanzen ze verschreiwen an e järelechen Effort, Spuerereffort oder Defizit-reduzéierungseffort vun duerschdnëttlech 400 Milliounen Euro pro Joer ze maachen.

D'Zil war et, dass all Joers sollt bis 2014 eisen öffentlechen Defizit ëm, an der Moyenne, 400 Milliounen Euro pro Joer reduzéiert ginn. Dëst éischt Etappenzil, wat mer eis also da fir 2011 setzen, gëtt no de Spuer- a Steierdecisiounen, déi ustinn, zum Deel och scho geholl sinn, méi wéi erreicht.

Duerch déi verbessert finanziell Ausgangspositioun vun 2009 a méi optimisteschem Wuesstumsprognose fir 2010 an 2011 kënnt also Enn 2011 schon d'Trajectoire vun 2013 getraff ginn. Den zousätzlechen Effort, deen elo nach muss geleescht ginn, hätt sech also no där Rechnung do - mä dat kéint sech awer als Mëllechmeedcherechnung erausstellen - ëm d'Halschent reduzéiert. Mir sinn op jidde Fall awer och nach net um Endzil ukomm.

D'Regierung muss ufanks d'nächst Joer hir Previsiounen aktualiséieren an och hir finanzpolitesch Ziler bis 2014, 2015 nei definéieren. Wéi de Statsrot hätt och d'Finanzkommissioun gäre schonns haut iwwer esou aktualiséiert Berechnunge verfügt. Als Chamber insistéiere mer op jidde Fall, fir an d'Festleech vum deenen neien, mëttelfristege Perspektiven an Objektivitéit fréi mat agebonnen ze ginn. Iwwer déi doten, mä och fir all aner Politiken determinant Fro muss eng öffentlech Debatt stattfannen. Datselwecht gëllt fir déi definitiv Versioun vum nationale Reformplang an der „Europa 2020“-Strategie, d'Nofolgerin vun der wéineg erfollegräicher Lissabon-Strategie fir Wuesstum a Beschäftegung.

E Wuert och zu där Strategie, well se eigentlech och an Zukunft eis muss parallel beschäftege mat de Budgetsfoeren. Lëtzebuerg huet sech - wéi aus dem Dokument vun der Regierung ze liessen ass, wat virun e puer Wochen op Bréissel geschéckt ginn ass - zu folgender politeschen Ziler verpflichtet:

An deenen nächsten zéng Joer soll d'Beschäftigungsquot vun den Alterskategorien 20 bis 64 Joer 73% ausmaachen. 2009 louch deen Taux bei 62,3%. An den nächsten zéng Joer soll a Fuerschung an Entwécklung 2,6% vun eisem PIB investéiert ginn. An den nächsten zéng Joer sollen déi am Energie- a Klimapak verbindlech Ziler vu Lëtzebuerg realiséiert ginn. An den nächsten zéng Joer soll den Undeel u Schoulaussteger op enner 10% gedréckt ginn. An deem nächste Jorzéngt soll de Prozentsaz vun de Schoulofgänger mat Héichschoulofschloss bei deenen 30- bis 34-Jährege vun 30 op 40% eropgesat ginn. A schliesslech soll an deenen nächsten zéng Joer d'Zuel vun deenen Leit, déi dem Aarmutsrisiko ausgesat sinn, erofgesat ginn.

D'Regierung stoung bei der Opstellung vum Budget virun der Missioun, den Defizit ze reduzéieren, ouni awer dee wéineg robuste Wirtschaftsopschwung ze gefährden. All restriktiv Budgetspolitik huet kuerzfristeg en negativen Impakt op de Wuesstum, wéi d'Beispiller vu villen europäesche Länner haut weisen. An ech géif mengen, dass, wann een de Budget misst charakteriséieren, ee kéint soen, dass dese Budgetsprojéit 2011, wéi en haut virläit, keen Austeritéitsbudget ass.

D'Ausgabe vum Stat falen net, si gi weider erop, wann och dätlich méi lues wéi an deene vergaangene Joren. Plus 3,8% klammere déi lafend Ausgabe géintwuer dem geschatene Budget 2010, no der europäescher Berechnung vum SEC 95.

De Stat baut och keng Aarbechtsplazen an der Fonctioun publique of, entgéint deem, wat sech an de meeschten aneren europäesche Länner zurzäit mécht oder undeit. D'Paie ginn net gekierzt, si klamme souguer weider duerch den Index. De Stat wëllt awer d'Uwuesse vum Personalbestand bremsen.

D'Investissementer ginn zréckgefuert, leien awer 2011, no de Schätzungen, nach ëmmer kloer iwwer dem Niveau vun 2009. An och d'Steieradaptatiounen hunn e selektive Charakter: Deen, dee méi Akommes huet, soll och eppes méi bezuelen. De Sozialsystem bleift, wann ee vun der Reform vum Kannergeld ofgesäit, intakt.

Neen, dese Budget ass keen Austeritéitsbudget, mä e Budget vun enger staarker Budgetdisziplin. Eng realistesch an eng vernünfteg Etapp um Wee zu engem nohaltege Budgetgläichgewicht an deenen nächste Joren, dem Enn och vun enger Verschuldungsdynamik, déi ugefaangen huet och hei zu Lëtzebuerg anzesetzen.

Déi vun der Regierung gemaachte wäitreechend Konzessiounen, am Verglach zu den ursprénglechen Absichten, sinn an der Rei. Si droen och där méi positiver Entwécklung, besonnesch wat d'Statseinnahmen ugeet, Rechnung. Mä d'Regierung huet sech awer och selwer fir dat nächst Joer, an dat fänkt gläich un, eng Rei vun Hausaufgabe ginn, déi mat hiren urspréngleche Konsolidéierungsvirschléi zesummenhängen.

D'Regierung huet gesot, si wëllt eng Reflexioun féieren iwwer de Congé parental, d'Effizienz vun deem System, an eventuell eng Reorientéierung vun dem bestehende Regime. Si wëllt iwwerpräieren, ob d>Weiderféierung vun der Krisesteier nach d'nächst Joer néideg ass. D'Regierung huet gesot, si wëllt och eng allgemeng Reflexioun iwwer d'Ausrichte vun der Wunnengsbaupolitik hei zu Lëtzebuerg féieren.

Sollt sech opgrond vun der Wirtschafts- a Finanzlag eng nei Situatioun erginn, soll schnell reagiert ginn. D'Aktioun soll am Verhältnis zu den Erausforderunge stoen. Entscheedend ass eng gerecht an ugepasste Verdeelung vum nationalen Effort.

Am Endeffekt huet sech d'Regierung, no engem gewëssen Hin an Hier, dee sécherlech och konnt dobausse fir eng Rei vu Konfusiounen suergen, zu engem Mëtteleecheentscheid. E Mëtteleecheentscheid engem demotivante Katastrophismus an engem onverantwortlecher Laisser-faire. An ee bis zwee Joer wäerte mer gesinn, ob dee Mëtteleecheentscheid e gëllene Mëtteleecheentscheid war.

Vu Blutt, Schweess an Tränen, déi eenzel Kreesser erwaart, aner Kreesser gefaart hatten, ass am Budgetsprojéit 2011 eigentlech wéineg ze spieren, mä eng Weiderféierung vun der Budgetpolitik vun deene leschten zwee Joer féint sech och net an deem Budget 2011 erëm. Et ass eng aner Politik, déi hei opgezechent gëtt.

Bei der Aschätzung vum Regierungsdokument ginn insgesamt d'Meenunge wäit auserneen. Dee plötzleche Konsens, dee mer ronderëm de Konjunkturpak haten, zumindest am éischte Joer 2009 - d'lescht Joer war dat och schon net méi zu 100% de Fall -, dee Konsens, deen also bestanen huet am Joer 2009, mat den Hëllef fir d'Betriber an dem Stäerke vun der Kafkraaft vun den Haushalten, ass definitiv geplazt.

An engem Moment, wou d'Emverteilungsdiskussioun an d'Laaschteverdeelung an de Vierdergrond réckelen, ginn d'Interessegeigesätz tëschen dem Patronat an dem Salariat offensichtlech. Och Ennerscheeder tëschen de Parteien triede méi staark op. D'Tripartite steet, zumindest provisoiresch - ech hoffen, dass et nëmme provisoiresch ass -, virum Aus. Beim Verdeele vum Méi konnt emol en Accord fonnt ginn. Bei der Opdeelung vum Manner scheede sech noutgedrungen d'Geeschter, och well déi magesch Formel vum „donnant donnat“ - deen ee gëtt eppes, an deen anere gëtt eppes, jiddweree kritt eppes - net méi kann an desen Zäite voll duerchgezu ginn.

D'Regierung wäert sech also wuel och déi nächsten Zäit op getrennten Diskussiounen a méi politesch Entscheedungen ausserhalb vum Krees vun der Tripartite mussen astellen. Net onbedéngt e gutt Zeeche fir de sougenannte Lëtzeburger Modell, mä d'Aschätzung vun der Kris an hiren Auswierkungen, wéi och déi adequat Aart a Weis, fir dorobber ze reagéieren, mécht einfach zurzäit keng Eestëmmegkeet méi.

Dozou e puer Zitater. Fir d'Zentralbank, zum Beispill, ass dee Budgetseffort, deen elo gemaach gëtt, ongenügend. Ech zitieren: «Il ne garantit nullement le rétablissement de la soutenabilité à terme des finances publiques.» Fir d'Chambre de Commerce gëllt «les mesures proposées par les autorités gouvernementales sont trop timides». Total anere Klackeklang bei der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Si schreiwen an hirem Avis zum Budgetsprojéit 2011: «De toute évidence la détérioration intervenue en 2009 n'a que des raisons conjoncturelles, de sorte qu'il est manifestement incorrecte d'affirmer ou d'impliquer que notre pays serait confronté à un problème structurel.» Enn vum Zitat.

Mä dës Kris, an dat ka keen ofstreiden, huet och konkret Deeler vun eiser Bevölkerung getraff, an de Stat versicht anzegräifen, an dee Fait do gëtt eleng ersichtlech duerch d'Entwécklung vu verschiddene Sozialausgaben, déi am Budget 2011 ageschriwwen sinn, an déi et, mengen ech, gëllt och kuerz hei ënnert d'Lupp ze huelen.

D'Ausgabe vum Beschäftigungsfong louchen 2009 bei 511 Milliounen. Am Budget 2011 sti 556 Milliounen Euro, vun deenen trotz der Erhéijung vun der Solidaritéitssteuer an deem nächste Joer nëmme zwee Drëttel duerch Steiereinnahme gedeckt sinn. De Rescht muss also duerch Budgetsmittelen opbruecht ginn.

D'Ausgabe fir den RMG steigen ëm 39 Milliounen Euro 2010 op 2011. D'Deierrechtzulag steigt nach eng Kéier ëm 15 Milliounen an darselwechter Period. An d'Reorganisatioun vun der Sozialhëllef beideit och eng zousätzlech Statsbedeegung vun iwwer aacht Milliounen Euro. Grad deene Schwaachen an der Gesellschaft gëtt also och 2011 weider gehollef.

Mä net nëmme de Sozialbudget bleift eigentlech op engem héijen Niveau, och bei aneren Departementen ginn zousätzlech Gelder richteg agesat. Esou setzen zum Beispill Stat a Gemengen hire gemeinsamen Effort fir d'Kannerbetrieger fort. D'Aféierung vun de Chèque-services huet d'Nofro staark ugedriwwen. Elo heescht et handelen.

Vum Stat ginn d'nächst Joer 38 Milliounen Euro méi - et ass e Plus vun 32% - investéiert an de Bau vu Maisons relais, vu Crèchen an esou weider. D'Krediter fir de Wunnengsbau, den öffentlechen Transport, d'Schoul an d'Uni, d'Recherche, de Klimaschutz gi weider no uewen. Si ginn net erof.

Dese Budget ass wäit méi wéi eng Konsolidéierung vun den öffentlechen Finanzen. E bréngt Lëtzebuerg, deene Leit, déi hei wunnen a schaffen, de Betriber déi Transferten, déi Mëttele, déi de Stat och als grouse modernen Déngschtleeschungsbedriber brauch. Dozou gehéiert och d'Bäibehale vun engem héijen Investitionsniveau.

Déi direkt an indirekt Investissementer vum Stat hu sech am Joer 2009 op 1,4 Milliarde belaf. Si sollen 2011 op 1,69 Milliarden Euro eropgoen. Eng Steigerung vun... eng Bagatelle vun 20%. Trotz engem Réckgang par rapport zu deem Joer bleift dat also eng héich staatlech Investitionsquot vu gutt 4% vum PIB.

Et ass deemno gewot, ze behaupten, de Stat hätt anstatt bei de Fonctionnementskäschte bei den Investitiounen ze vill de Spuerstéift ugesat. D'staatlech Investitiounen bleiwen op engem historesch héije Stand, iwwer deem vun 2009. Enn 2011 - dat muss een och soen - wäerten déi dräi Haaptinvestitionsfongen iwwer en Avoir

vun nach 743 Milliounen Euro verfügen; 241 Milliounen Euro manner wéi Enn vun deem Joer. An deem dote Constat bréngt mech zu menger drëtter a leschter Fro.

Wéi loosse sech iwwert dës Budget 2011 déi méi laangfristeg Erausforderungen erkennen, déi et an den öffentleche Finanzen ze bewältege gëtt?

Wann also eist Land sech kuerzfristeg relativ gutt aus der Krisepériode erausbeweegt, finanzpolitesch deelweis duerch Réckgräfer - dat muss ee soen - op Steierreserve vun de gëllene Joren 2006 an 2007, esou bleift mëttelfristeg, dat heescht, an deenen nächsten dräi bis fënnef Joer, eng grouss Ongewëssheet bestoen.

Déi Ongewëssheet huet ënner anerem mat der Entwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg ze dinn. Eng Finanzplaz, déi während deene leschte 25 Joer déi dreiwend Kraaft vun eisem Wuesstum a Wuelstand war. D'Quell vun de sougenannte Souveränitätsrisiken ass um versickeren. Den eigentleche Bankesektor ass mat den Auswierkunge vu Restrukturierungen, Fusiounen a Verkeef vun Aktivitéite getraff.

Eng Entwécklung, déi nach laang net ofgeschloss ass an déi mat grousser Wahrscheinlechkeet zu engem Schrumpfe vun enger Rei vu klassesche Bankaktivitéiten och hei zu Lëtzebuerg wäert féieren. Europäesch an internationaler Regelunge verstärken den Drock op eis Bankeplaz. Insgesamt schaffen haut eng 500 Leit manner an dem Finanzsektor wéi virun der Kris Mëtt 2008. A mir wëssen all: Vill Sozialpläng sinn nach a Verhandlung.

Kann deen Know-how, deen hei zu Lëtzebuerg gesammelt ginn ass, fir nei, fir zousätzlech Produkter a Servicer agesat ginn?

Déi meeschten Iddië si bekannt, si jo och schonn hei an der Chamber ënner anerem mat diskutéiert ginn. Si ginn et weider op anere Plazen. Dat ass bekannt. Mä just, dass d'Konkurrenz net schléift an och d'Konkurrenz erkannt huet, wou eigentlech déi gréissten Entwécklungschancen stiechen an deenen nächste Joren.

Fir de Moment - dat muss ee soen - sinn d'Tëscheresultater bei de Banken alles anescht wéi berauschend. Géigeniwwer dem Virjoer sinn Enn September dës Joer d'Resultater viru Provisionen bei de Banken ëm 19,5% erofgaangen, déi eigentlech Recetten ëm 9,7%, dat heescht ëm knapp 800 Milliounen Euro.

Dee gréissten Hoffnungsschimmer kënn vum der Fongenindustrie. Laut den Zuele vun der CSSF huet sech de globale Patrimonio vun den OPCen an de spezialiséierten Investmentfongen Enn Oktober dës Joer op 2.107 Milliarden Euro belaf. Domadder ass déi historiesch Spëtzt vum Oktober 2007 praktesch egaléiert.

Dat staarkt Uwuesse vun der Taxe d'abonnement - am Total héchstwahrscheinlech eng 600 Milliounen Euro insgesamt, e Plus vu 25% géigeniwwer 2009 - beleet déi erëm dynamesch Entwécklung vum Fongesektor. Hie profitéiert net nëmme vun dem Plus bei de Bourssecoursen, mä och vun neien Emissionen. An dat ass besonnesch bemerckenswäert. Et bleift awer fraglech, ob dës Aktivitéiten do d'Stagnation am klassesche Bankesektor kënnen opfänken.

E weidere Risiko fir déi mëttelfristeg Perspektive sinn déi nei decidéiert europäesch Berechnungsmethoden bei der TVA. Déi wäerten a véier Joer spillen an ufänken eng wichteg Recette vum Stat progressiv erfzedrücken. D'TVA, déi momentan vum elektronischen Handel an d'Statskeessen eragespullt gëtt. Dat waren 2009 insgesamt 350 Milliounen Euro. Dat wäerten der 2010 net vill manner sinn. An dat entsprécht haut scho 15% vun de Gesamteinnahme vum Stat, wat d'TVA ugeet.

Do gesäit een also, wat fir eng Wichtegkeet deen dote Sektor kritt huet a wat fir eng Prekaritéit natierlech och entsteet, wa sech op deem dote Punkt eppes ännert. Mir wëssen, et wäert sech eppes mëttelfristeg änneren.

Ongewosst ass et och, wéi et mat der Harmonisierung vun den Akzisen op de Pétrolprodukter weidergeet. Kënn et zu engem weidere Versuch, eng Mindesttaxation beim Tabak anzeféieren op europäischem Plang? Och vun deene verschiddeenen Diskussiounen ronderëm d'Bankgeheimnis an aneren Aktivitéite muss weider geschwat ginn. Och si kënnen a wäerten en direkten Afloss an deenen nächste Joren op d'Entwécklung vun der Finanzplaz Lëtzebuerg hunn.

Fir deene scho recht konkrete Risiken entgéintzetrieden, bleift natierlech ëmmer eng Chance, fir proaktiv ze handelen a gégenzesteieren. Ech gleewen duerfir och net un d'Fatalitéit vun engem Zesummebroch vum Lëtzebuerg Entwécklungsmodell, wéi dat eenzel Chambres professionelles an hiren Avisen opgezeecht hunn. Mä wéi ech awer och net un eng automatesch quasi gottgewollten iwwerdurchschnittleche Expansioun vun der Lëtzebuerg Wirtschaft gleewen; wéi aner Chambres professionelles an hiren Avisen un d'Wand gemoolt hunn.

Eent schéngt awer sécher: Ouni e formidabelen Effort déi nächste Joren am Beräich Schoul, am Beräich Uni, am Beräich Recherche an Entwécklung, der Aus- a Weiterbildung, ouni en administratiivt Lëtzebuerg vun de klenge Weeër, ouni oppen Dier fir weider Aarbechtskräften aus dem Ausland hei am Land, ouni d'Erhalte vu sozialer a politescher Solidaritéit a Stabilitéit wäert et an deem Land net méi laang gutt goen.

Mir müssen eis bewusst sinn, dass mir eenzel Verännerungen, Strukturformen brauchen, mä och besonnesch dass mer eise Kanner an eise Kandskanner eng fair Chance mussen bidden.

D'Gesondheitsreform ass en éischte Schratt an déi dote Richtung. D'Modernisierung vun der Fonction publique kann e weidere sinn. Ech perséinlech wënsche mer och, dass mer weider un enger neier Organisatioun um Land schaffen, eist Zesummeliewe méi rationell hei zu Lëtzebuerg organiséieren.

Mir brauchen eng enk Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen. Mir hunn nëmme zwee Verwaltungs- a politesch Niveaue hei am Land. Déi müssen nach méi staark zesummeschaffen. A mir müssen ewechkomme vun engem Verhältnis, wat awer streckeweis op géigesäitgem Mësstrauen opgebaut ass.

Am Rapport probéieren ech och eng Rei vu Viruerteeler oder Klischeeën ofzeschwächen, déi esou oft an der nationaler Politik géigeniwwer de Gemengen a Gemeengeféierungen doruechter zirkuléieren, wéi zum Beispill deen: D'Gemenge kéinten net gutt mat Suen ëmgoen. Ech hunn déi Chance gehat, dass ech emol national a lokal d'Verantwortung hat. Ech kann dat eigentlech net esou richtig novollzéien. Et gëtt där enger an et gëtt där anerer, souwuel national wéi och lokal. Déi global Aschätzung do ass sécherlech net zoutreffend.

Dozou och e puer Zuelen. Am Joer 2000 louch den Undeel vun der Gemengeschild bei engem Drëttel vun der öffentlecher Schold; am Joer 2009 bei engem Sechstel. Fënnef Sechstel vun der öffentlecher Schold sinn hei zu Lëtzebuerg Statsschild. An deene leschte Jore waren d'Gemengebudgeten am Total am Gläichgewicht, de Statsbudget - aus novollzéibare Grënn - am Defizit. De Gemengesektor huet och eng wirtschaftlech a sozial wichteg Fonction ze iwwerhuelen, déi oft ënnerschat oder ignoréiert gëtt op nationalem Plang. An dem Avis vun der Handelskammer gëtt ausdrécklech op d'Gemengen als Arbeitgeber fir Kleng- a Mëttelbetriber higewisen.

Am nationale Konjunkturpak vun 2009 sinn d'Gemengen eigentlech net berücksichtig ginn. Et war e renger Regierungspak, deen deemools geschnürt ginn ass. Mä obwuel se net an deem offizielle Konjunkturpak mat dra waren, hunn d'Gemengen awer hir Aufgab gemaach. Si hunn déi Missioun erfëllt, wéi déi lescht verfügbar Zuele kloer zum Ausdrück bréngen.

Si hunn hire Bäitrag zum Stäipe vun der Nofro an der Kris gelescht. An deem Joer 2009 huet sech nämlech den Undeel vun de Gemengen un den öffentlechen Investissementer no uewe beweegt, op de Rekordchiffer vu 44%. A während deemselwechte Joer ass dem Stat säin Undeel un den öffentlechen Investissementer deementspreechend erofgaang. Gutt 580 Milliounen Euro hunn d'Gemengen 2009 insgesamt investéiert gehat.

Eng aner verbreete Meenung ass, alle Gemengen am Land geet et gutt, well d'Gesamttotaler jo positiv sinn. Dat stëmmt esou net. Eenzel Gemenge kréie pro Kapp méi wéi duebel esou vill Steierressourcen zougestane wéi aner Gemengen. Dat huet oft näischt mat zousätzleche Chargé fir déi Gemengen ze dinn, déi méi Sue kréien. Sou en dauerhaft Ongläichgewicht stellt fréier oder spéider de Prinzip vun der Gläichheet vum Bierger virum Gesetz a Fro. Loosse mer duerfir keng Gemengen a keng Bierger vun éischter an zweeter Klasse schafen.

Duerfir schwätzt sech d'Budgetkommissioun fir eng global Reform vun de Gemeengefinanzen aus - éischt Viraarbechte sinn och am Innenministère scho gelescht -, déi de regionalen a nationale Verflichtungunge vun de Gemenge Rechnung dréit...

Duerfir schwätzt sech d'Budgetkommissioun fir eng global Reform vun de Gemeengefinanzen aus - éischt Viraarbechte sinn och am Innenministère scho gelescht -, déi de regionalen a nationale Verflichtungunge vun de Gemenge Rechnung dréit...

(Interruption)

...an déi onbedéngt parallel zur Territorialreform muss duerchgezu ginn.

Och schwätzt sech d'Kommissioun fir déi scho laang an Aussicht gestallte Reform vun der Grondsteuer aus. Si ass allerdéngs, mengen ech, aus deem Regierungsprogramm verschwonn; si war awer während zéng Joer an de Programmer vun de successive Regierungere virdrun dran.

Déi Grondsteuer, iwwerhaupt d'Besteuerung vum Besët, ass eng Fro. Si spillt zu Lëtzebuerg eng verschwindend grouss Bedeutung, an dat muss ee stutzeg maachen. Déi Grondsteuer, déi bréngt haut insgesamt iwwert d'Land just nach 29 Milliounen Euro. Dat si manner wéi 5% vun de Ressourcë vum Gemengesektor.

Dobäi läit Lëtzebuerg total an engem aneren Trend, wéi dat an der Regel an deene meeschten europäesche Länner de Fall ass, wou besonnesch eben och d'Grondsteuer oder ähnlech Steieren en Hauptbestanddeel vun de Gemeengeeinnahmen duerstellen. Eng éischt Etapp ass gemaach ginn. Dat ass déi, fir u sech de Lien tëschent den eenzelnen Hiewesätz opzehiewen.

De Problem ass just, dass, wann d'Grundlag vun der Besteuerung falsch ass, dat heescht, wann d'Aschätzung net déi richtige ass vum Wäert vun den Immobilien, da bréngt natierlech eng Multiplikatioun vun den Hiewesätz net ganz vill, well da gëtt eigentlech eng net richtig Situatioun dramatiséiert doduerjer, dass ee se nach eigentlech multiplizéiert. Et ass also onbedéngt wichteg, wéi dat och scho gefuerdert ginn ass an anere Kommissiounen hei am Parlament, dass een och un...

(Interruption)

...d'Neidefinierung vun der Berechnungsgrundlag, dat heescht also vun der Valeur unitaire vun der Grondsteuer erugeet. Déi ass zënter Krichsenn, dat ass entre-temps schonn e bëssen hier, praktesch onverännert bliwwen.

(Interruption)

Mir wëssen, dass et eng komplex Fro ass. D'Chamber huet an der Spezialkommissioun iwwert d'Reorganisation territoriale sengerzäit och déi Leit vun der zoustänneger Steierverwaltung héieren, déi sech natierlech bewusst sinn, wat fir eng Aarbecht op se duerkënnt, wa se d'ganz Land mussen frësch eigentlech bewäerten, frësch aschätzen. Mä entweder, mir schafen déi Steuer do of, oder mir maachen eng grondleeënd Reform. Ech fannen, op d'laang Weil gëtt et keng aner Léisung, fir un deen dote Problem erunzegoen.

Ech sinn och der Meenung, dass, wa mer vu Strukturformen schwätzen, mer dann och ee Punkt net dierfen an den Ae verléieren. Och do muss ee sech natierlech der Komplexitéit vun der Aufgab bewusst sinn, dat ass, et muss een och d'Fro stellen, ob eise Steiersystem insgesamt eigentlech nach gutt fonctionnéiert, ob en deem entsprécht, wat haut an engem moderne Stat eigentlech vun Uspréchen u e Steiersystem insgesamt ka gericht ginn.

Et geet also ëm d'Fro, ob een net kann en Effort maache vun der Vereinfachung, vun enger méi grousser Wirksamkeet a méi grousser Gerechtegkeet, wat eise Steiersystem ugeet, deen natierlech iwwert déi lescht zéng, 20 Joer duerch och successiv Reformen, déi duerchgefouert gi sinn, eng aner Nues kritt huet, wéi en dat nach virun 20 Joer hat.

De Steiersystem muss traditionell mindestens dräi Ziler gerecht ginn: éischtens, déi néideg Fongen zur Verfügung stelle fir d'Finanzierung vun den öffentlechen Aktiounen; zweetens, zu enger Emverdeelung vum Rächtum bäidroen, an drëtzens, d'Verhalen och vum Steierzueler eng gewësse Mooss probéieren ze lenken.

Et ass also wichteg, dass, wa mer vu Strukturformen schwätzen, déi dote Fro net als Tabuthema ugesi gëtt, och wa mer wëssen, dass mer dat sécherlech net an engem Siess vun haut op muer kënnen realiséieren.

Eng aner Strukturreform, déi vu ville Säite verlaangt gëtt - ech hoffen, dass déi Eestëmmegeeket och nach bleift, wann et da konkret gëtt, do hunn ech e bësse meng Zweifelen -, mä vu ville Säite verlaangt gëtt, dat ass déi vun eiser Altersversuerung.

D'Finanzkommissioun encouragéiert ausdrécklech d'Regierung, dat nächste Joer, wat se och ugekënnegt huet, behäert dësen Zukunftsdossier unzepaken. Eng Orientierungsdébat huet jo och schonn am Juli dës Joer an der Chamber stattfonnt. An do huet sech erausgestallt, dass iwwert déi grouss Prinzipien eng relativ breet Iwwereneestëmmung bestanen huet. Et wäert sech elo erausstellen, ob, wa mer, wéi gesot, an den Detail kommen, mer dann net den Däiwel awer erëm fannen, dee mer esou oft da bei deene Strukturformen begéinen, wann et ëm dat Konkret geet.

Grad elo, wou, wat eis Pensiounen ugeet, nach keng akut Noutsituatioun besteet, wou nach ëmmer déck schwaarz Zuelen an eisem Pensiounssystem geschriwwen ginn - fir 2011 gëtt mat engem Einnahmewiwwerschoss vu ronn 850 Milliounen Euro gerechent -, heescht et, fir emol Zitaater ze gebrauchen, „mat sécherer Hand a mat wäitem Bléck“ déi nohaltege Ofsecherung vun eisem gemeinsame Pensiounssystem an Ugrëff ze huelen, ouni vum Repartitiounssystem ofzerécken an ouni de legale Pensiounsalter eropzehiewen, wéi dat och als Absicht an de Regierungstexter nozeliesen ass.

Zolidd Reserve vun iwwer zéng Milliarden Euro erlaben et, eng erdréiglech Léisung ze fannen, déi haut usetzt, fir mëttel- a laangfristeg eng exzessiv Belaaschtung, virun allem vun deenen Aktiven, mä och vum Stat a vun de Betriber, ze verhënnere.

D'Parameter si längst bekannt. D'Liewenserwaardung, déi all acht bis zéng Joer ëm ee Joer hei zu Lëtzebuerg klëmmt, d'aktiv Berufszäit, den Alter vun der Frépensionierung, den Niveau vum Taux de remplacement an d'Stage- respektiv d'Cotisationsperioden.

Bei der Finanzierungsfro müssen iwwert de Cotisationsstaux, de Prozentsaz, d'Antikumulbestëmmungen an den Adjustementsmechanismen diskutéiert ginn. D'Individualisierung vun de Pensiounsrechter bleift och an der Diskussioun. Eng Deelléierung ass do bei der Scheidungsreform ze fannen.

Am Rapport weise mer och op d'Problematik vun der Finanzierung vun de Pensiounen an der Fonction publique hin. Eng Thematik, déi normalerweis net am selwechten Zesammenhang ugeschwat gëtt, mä wou mer och net dierfen do d'Aen zoumaache virun der méi laangfristeger Belaaschtung, déi doduerjer op de Statsbudget an deenen nächste Jorzéngte wäert duerkommen. Am Joer 2009 sinn eppes manner wéi 500 Milliounen Euro beim Stat u Pensiounen ausbezuel ginn. Nëmme ee Véirel dovun war duerch Cotisationsperioden ofgedeckt. Also, och hei tickt eng kleng Zäitbomm.

Iwwert d'Pensiounsfro eraus verdéngt awer de Froekomplex ronderëm d'Veeelze vun eiser Bevölkerung eng méi grouss a méi systematesch Opmierksamkeet. D'Lëtzebuerg Bevölkerung gëtt méi al. Den Taux de fécondité läit hei zu Lëtzebuerg



bei 1,63%, däitlech méi niddreg wéi deen, deen erfuerderlech wier, fir eis Populatioun ze erneieren.

Nëmmen also duerch eng stäerker Immigratioun vu jonke Leit konnt bis elo de Phenomeen vun der Vereezung zu Lëtzebuerg no hanne geréckelt ginn, e Phenomeen, wou se an anere Länner, wéi zum Beispill Däitschland, voll eigentlech haut schon domadder konfrontéiert sinn. D'Tendenz ass onauswäichlech. Eng Partie europäesch Länner hunn haut schon domadder ze dinn a probéieren, méi recht wéi schlecht, domadder eens ze ginn.

No de leschte Stateg-Berechnunge wäert sech an deenen nächste 40 bis 50 Joer d'Zuel vun den iwwer 65-Jähregen hei zu Lëtzebuerg verduebelen. Déi vun de Leit mat 85 Joer a méi wäert sech souguer verdreifachen an et kéinten der eng 35.000 am Joer 2060 sinn.

Et ass also evident, dass deen duebele Phenomeen vun der demographescher Alterung an der Verlängerung vun der Liebenserwaardung eise kulturelle Modell vun der gesellschaftlecher Organisatioun vun den Alteren déif gräifend wäert verännere. Mir brauchen en neie Modell am Émgank mam Alter a mat deenen eenzelnen Alteren. Mir brauchen eng Strategie fir en aktiivt Alginn, e réusséiert Alginn, dat awer besonnesch och der Diversitéit vun den individuelle Situatiounen Rechnung dréit.

Sollen déi eeler Leit méi laang berufflech aktiv bleiwen, wat mer eigentlech jo ustriewen, bedeit dat awer d'Schafe vun engem berufflechen Émfeld, enger Grondastellung an de Betriber, déi esou ee Verhalten och weider fërdert an net eigentlech bestrooft. Et ass dat e Modell, deen an den nordeuropäesche Länner mat engem relative Succès an deene leschte Joren opgebaut ginn ass.

D'Finanzkommissioun begréisst duerfir och d'Iddi vun engem Aktionsplang fir Beschäftegung fir Senioren, deen op Wuelbefannen, op Sécherheet a Gesondheet op der Aarbechtsplaz opgebaut ass. Loosse mer net vergiessen, dass d'Kategorie vun deene 50- a méi -Jähregen Enn August, an de Statistike vun der ADEM, 28% vun deene Leit ausgemaach huet, déi zu Lëtzebuerg op der Sich no enger Aarbecht sinn.

Doriwwer eraus wëlle mer op d'Noutwendegkeet hiweisen, schonns elo d'Bedürfnisser vun enger méi aler Gesellschaft ze anticipéieren. Dat begräift Servicer fir eeler Leit, mä och Froe vun Urbanismus, vu Wunnensbau, dem öffentlechen Transport, dem Commerce de proximité. Alles wäert sech änneren, wann d'Bevölkerung hei zu Lëtzebuerg vereezelt, wann also méi al Leit an der Bevökerung sinn.

Aus där Entwécklung ergi sech awer och virun allem eng Rei vun Opportunitéiten. D'Bedeelegung, d'Begleedung, d'Betreiung an d'Fleeg vun ale Leit, dat schafft nei Aarbechtsplazen. Dat erfuerdert nei

Formatiounen, och Passerellen téschent eenzelne Beruffer a Formatiounen. Eng méi al Gesellschaft huet och eng Nofro fir eng Partie vu Produkter, eng Partie vu Servicer, déi nei sinn: an der Robotik, an den Techniken vum Haus, den Informatiounstechnologien speziell och fir Senioren.

Dat héicht Entwécklungspotenzial vun der sougenannter „silver economy“ verdéngt et och zu Lëtzebuerg, an der Rumm vun de Beméiunge ronderëm eng méi staark wirtschaftlech Diversifizéierung berücksichtegt ze ginn. E Land wéi Japan mécht dat systematesch vir. Méi wéi jee bleift et awer och wichteg, déi intergenerationell Gerechtegkeet fest am A ze halen. Et ass ubruecht, all dës komplex Froe vu gesellschaftleche Verännerunge koordinéiert an zesummenhängend unzegoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt mech hei bei dese mëndlechen Ausféierungen op dese wesentlech Aspekter vum schrëftleche Rapport vun der Finanzkommissioun beschränken. Ech hoffen, dass alt deen een oder deen aneren Denkestouss an Diskussionspunkt domadder konnt geliwert ginn. Ech wëll och ausdrécklech soen, dass ech appréciiere, dass d'Kolleeg vun der Finanzkommissioun dem Rapporteur eng relativ breet Fräiheet zougestanen hunn, fir seng perséinlech Akzenter ze setzen an e bëssen den Text no sengem „Gustus“ ze formuléieren.

Et war, dat war ech mer bewusst, eng relativ zäitlech opreiwend, mä awer och eng stimuléierend Aarbecht, déi mir och d'Gleeënheet ginn huet, an enzel Deelaspekter vun der Politik erëm e bësse méi déif eranzekucken, wéi een dat esou am normale Politikgeschäft ka maachen.

Ech wëll och Merci soe meng Fraktiounsmataarbechter, dem Claude Tremont, dem Frank Hollerich, déi mer eng staark Hand hei mat ugepaakt hunn, wéi och dem Carole Closener vun der Chambersverwaltung, fir och déi schnell Liwwerung vun de Rapporten vun eise Sitzungen.

Déi wichtegst Konklusiounen a Recommendationen wollt ech des kéier a Form vun enger Motioun an des Chamberdebatt erabréngen. Dat ass eng Neierung par rapport zu deem, wat eigentlech an deene leschte Joren éischer üblech war. Dat dierft, mengen ech, och kee gréisser Problem duerstellen, well ech hu festgestallt, dass de Gros vun deene Punkten, déi mer an de Konklusiounen festgehalten hunn, déi haaptsächlech mat der Budgetopstellung, mat de Budgetsprozeduren ze dinn hunn, Punkte sinn, wou eng relativ breet Iwwereneestëmmung vun de Positiounen besteet.

Et sinn och zum Deel Punkten, déi net onbedéngt nei sinn, mä wou mer et richteg a wichteg fonnt hunn, hinnen iwwert deen dote Wee vun enger politescher Motioun eng zousätzlech Sichtbarkeet eigentlech no baussen ze ginn, an der Regierung nach en zousätzlechen Ureiz ze ginn, se och dann an deenen nächste Méint ëmzesetzen.

Motion

La Chambre des Députés,

- vu les conclusions retenues par la Commission des Finances et du Budget dans son rapport sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011;

- rappelant les conclusions des rapports budgétaires des années antérieures qui se prononçaient en faveur d'une réforme de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État en vue de l'introduction d'une budgétisation par objectifs, moyens et résultats;

- vu la mise en œuvre au niveau européen d'une nouvelle procédure de coordination et de surveillance des politiques budgétaires et économiques des États membres, appelée «semestre européen», qui encadrera dès 2011 la procédure budgétaire sur le plan national;

- considérant que cette procédure prévoit l'adoption concomitante, à un stade précoce, du Programme national de stabilité et de croissance et du Programme national de réforme élaborés dans le cadre de la stratégie Europe 2020, qui détermineront dans une large mesure les grandes orientations économiques et financières du budget de l'État;

- considérant les conclusions du rapport spécial de la Cour des Comptes du 21 juillet 2010 concernant la qualité de la planification des recettes fiscales qui fait état de faiblesses au niveau de la comptabilité et des techniques de prévision fiscales, d'un manque de maîtrise des soldes d'impôt et d'un manque de moyens du côté des administrations fiscales;

- considérant de manière plus générale qu'il convient d'améliorer la coordination des travaux des différentes institutions et administrations impliquées dans la collecte et le traitement des données économiques, financières et sociales;

- considérant l'importance, sur le moyen et le long terme, d'une maîtrise des dépenses pour le rétablissement de l'équilibre budgétaire et le maintien de finances publiques saines, ainsi que pour la création d'une marge budgétaire qui permet la mise en œuvre d'une politique économique et financière contre-cyclique en cas de besoin;

- afin d'amortir une chute probable de certaines recettes budgétaires dans un avenir proche;

- considérant que le système fiscal luxembourgeois, bien qu'il soit généralement performant, présente certaines faiblesses qui devraient faire l'objet d'une analyse plus fine et, le cas échéant, d'adaptations,

invite le Gouvernement

- à associer le Parlement activement à la nouvelle procédure budgétaire dite «semestre européen» en amont de la communication aux instances européennes du Programme

national de stabilité et de croissance et du Programme national de réforme de la stratégie Europe 2020;

- à entamer le travail en vue d'une réforme de la législation sur la comptabilité nationale en y introduisant une rationalisation des choix budgétaires basée sur la fixation d'objectifs et une évaluation des résultats obtenus à la lumière des moyens déployés;

- à prendre des mesures pour améliorer le flux des informations économiques et financières entre les instances compétentes (IGF, Statec, BCL) et optimiser ainsi les analyses et les projections macro-économiques et budgétaires;

- à effectuer une analyse critique des dépenses courantes de l'État en vue d'un recours à la méthode du «budget base zéro» lors de l'établissement du projet de budget pour l'exercice 2012;

- à envisager la réintroduction d'un mécanisme de norme budgétaire dans un cadre pluriannuel, d'abord pour l'État, puis dans une seconde étape pour l'ensemble de l'Administration publique;

- à mettre en place un mécanisme d'affectation de recettes exceptionnelles (par exemple les dividendes de participation à des sociétés privées), soit au Fonds de la dette ou à une réserve ou un fonds spécial à créer à cette fin;

- à examiner de façon critique le système fiscal quant à son efficacité, sa complexité et son effet de redistribution;

- à amorcer la réforme des finances communales en concomitance avec la réforme territoriale actuellement en cours.

(s.) Alex Bodry, Norbert Hauptert, Lucien Lux, Gilles Roth, Michel Wolter.

Ech mengen, et wier net schlecht, dass an engem Moment vu virsiichtegem Optimismus, an deem mer dra sinn, mä awer och vun enger gewëssener Ongewëssheet an Zweifelen iwwert déi zukünfteg Entwécklung, vläicht mer kënnen d'Signal ginn iwwer e gemeinsam Ofstëmmen iwwert déi Motioun, dass et och viles gëtt, wat eis nach zesummebréngt, nieft all deem, wat eis trennt, dat mer wäerten déi nächst Deeg hei diskutéieren.

Villmools Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur Merci a ginn him Akt vu senger Deklaratioun. Muer de Mëtteg ëm hallwer dräi héiere mer den Exposé vum Finanzminister Luc Frieden.

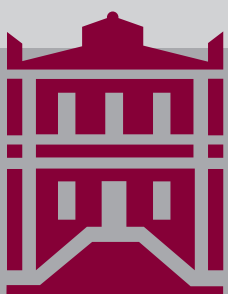
Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnst muer ëm hallwer dräi nees zesummen.

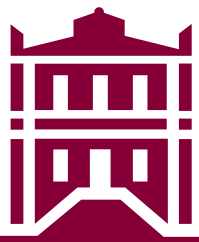
D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.06 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert, M. Marco Schank, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir héieren dann elo den Exposé vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2011. Den Här Finanzminister Luc Frieden huet d'Wuert.

6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011 (suite)

Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, d'Finanzpolitik ass e bëssen de Motor vun der ekonomescher a sozialer Entwécklung vun engem Land. Duerfir ass et gutt, datt dëst Joer esou extra vill iwwert d'Finanzpolitik an eisem Land geschwat ginn ass. Méi wéi soss ass iwwer Steierpolitik, Ausgabeprioritéiten, Spuerprogramm net nëmmen heibannen, mä am ganze Land geschwat ginn.

Ech hoffen, datt dës Budgetdebatten e bëssen den demokrateschen Ofschloss oder den demokratesche Volet vun där Debatt iwwert d'Choix fir 2011 sinn, déi vun der Regierung gemaach gi sinn, datt déi hei demokratesch Kommentierung fannen, datt och iwwer méiglech Alternative kann diskutéiert ginn, mä ech hoffen och, datt et eng Plaz ass, wou net nëmmen iwwer 2011 diskutéiert gëtt, datt mer och hei eng Debatt kënnen driwwer féieren, wéi mer dann d'Finanzpolitik iwwert déi nächst Jore gesinn.

Fir d'Regierung ass a bleift d'Zil: zolidd Statsfinanzen. An dat verlaangt an dësen Zäiten, mä och an aneren Zäiten, eng strikt Budgetdisziplin, nämlech déi, datt d'Ausgaben an d'Einnahmen an engem gewëssen Équiliber stinn.

Ech géif gär dem Budgetsrapporteur, dem honorabelen Här Alex Bodry, Merci soe fir säi konstruktiven, villsäitege Rapport, fir déi vill Froen, Analysen, déi e gemaach huet an der Finanzkommissioun an déi gëschter hei op eng résuméiert Aart a Weis virkomm sinn. Ech mengen, och si beräicheren dës Debatt, déi mer muer féieren, mä déi muer och op kee Fall kann eriwwe sinn.

Duerfir war och sécherlech all de Kollegen aus der Finanz- a Budgetkommissioun ënner dem President Michel Wolter hir Aarbecht wäertvoll, esou wéi se och déi Jore virdru wäertvoll war. Well kee Budget kann een eleng an engem Joer gesinn. É Budget muss sech ëmmer an eng mëttel- a laangfristeg Perspektiv areien, an duerfir sinn och déi Rapporten, déi gemaach ginn zum Budget, ni nëmmen eng Momentopnam, mä ginn Denkestéiss och fir déi nächst Joren.

Ech ka mat bal allem, fir net ze soen allem vun deem, wat am schréfleche Rapport vun der Budgets- a Finanzkommissioun steet, averstane sinn. Ech mengen, et sinn eng ganz Rei Punkten dran, déi weider Aarbecht verlaangen.

Dëse Budget, an och dat huet den Här Bodry gëschter hei gesot, ass gemaach ginn an enger ganz onsécherer Zäit. Eng Zäit, déi onsécher ass an der Welt a virun allem an Europa. An an enger oppener Economie wéi eiser huet dat natierlech direkt, a méi wéi op anere Plazen, en Impakt.

Am Fong gesäit een, wann een d'Situatioun haut kuckt, zwee Phenomeener an Europa. Engersäits geet et ekonomesch nees liicht biergop - dat gesäit e souguer bei der interner Demande an enger Rei Länner, wéi gedriwwen duerch d'Exporter-, an anerersäits gesäit een awer e groussen Duercherneen op de Finanzmäert, virun allem um Marché vun de staatlechen Obligatiounen, de Statsemprunten.

Et ass also en ënnerschiddlecht Bild, wat sech do presentéiert. An dat ass en enormen Défi fir d'Politik. Well wann ee positiv gesäit, datt d'Ekonomie wiisst, mä den Duercherneen op de Finanzmäert, deen duerch Statsdefiziter a Statsemprunté produzéiert gëtt, da kritt een net déi noutwendeg Rou, fir eng Wuesstumspolitik an Europa ze gestalten.

D'Hauptprioritéit duerfir ass och an dësen Deeg fir d'europäesch Finanzpolitik, Berouegung op de Finanzmäert erbäizezéien. Wann een déi fundamental ekonomesch Staten an Europa kuckt, da gesäit een, datt mer eis tëscht 2010, mä och fir '11 an '12 an enger Forschett vu lichte fragil Wuesstum befannen, deen an Europa tëscht annerhallwem an 2% läit.

Interessant ass awer och ze gesinn, datt dee Räichtum, dee Wuesstum, an domat och fir verschidde Plaze Räichtum, net gläichméisseg an Europa verdeelt ass. Déi Länner, déi e staarken Defizit hunn, déi héich Schold hunn, déi bréngen et net fäerdeg, aus hire strukturelle Schwierigkeiten erauszekommen, an hunn duerfir vill manner héije Wuesstum wéi verschidden aner Länner, an insbesondere Däitschland, déi e staarken Wuesstum hunn. Mir situéieren eis Gott sei Dank no deenen internationale Perspektiven am éischte Peloton, deem vu méi staarkem Wuesstum.

Op där anerer Säit muss eis Suerge maachen an Europa an heiheim déi héich Situatioun vum Chômage: 10% an der Moyenne an der Europäescher Unioun, wat eng beonrouegend Situatioun ass; gradesou wéi den Defizit an Europa, och wann en zréckgeet, net op engem Niveau ass. Dee kann zur Entwarnung Ulass ginn. Dëst Joer hu mer eppes 7% an der Moyenne Defizit an den europäesche Länner. 2012 soll dat zwar op 4, 5% erofgoen, mä dat ass nach vill méi wéi dat, wat mer ofgemaach haten, wéi mer an d'Währungsunioun zesumme mat aneren eragaange sinn. Lëtzebuerg situéiert sech och do Gott sei Dank drënner, an esou muss dat och an den Ae vun der Regierung bleiwen.

En drëtte Phenomeen niewent Chômage, Defizit, Croissance ass d'Schold. D'Schold,

déi an Europa eropgeet an déi och an deenen nächste Jore wäert eropgoen op en Niveau, deen och wäit iwwert deem läit, wat an der europäescher Währungsunioun als Zil gesat gi war, nämlech 60%. A mir wäerten och an zwee Joer bei eppes 80% an der Europäescher Unioun bleiwen.

All déi Phenomeener sinn net kuerzfristeg Phenomeener a sinn och net kuerzfristeg aus der Welt ze schafen. Duerfir bleiwen dat Facteuren, déi zu Onsécherheeten an Europa féieren.

Déi gemeinsam Währung, déi mer viru méi wéi zéng Joer geschafen hunn, verlaangt, datt mer eis och e gemeinsame Budgetskader ginn. Well mir hu jo keng gemeinsam Regierung an Europa, also muss mer eis op d'mannst als national Parlamentar, als national Regierungen, well mer eng gemeinsam Währung hunn, u gewësse gemeinsam Richtlinnen halen.

Dat géllt awer net nëmme fir de Budgetskader, dat géllt och fir déi makroekonomesch Aggregater. Et dierfe keng ze grouss makroekonomesch Differenzen tëscht de Länner ginn. Duerfir muss mer kucken, datt mer eis Wirtschaftspolitiken e bësse méi openeen zoubewegen; dat, wat och ënnert dem Wuert „europäesch Wirtschaftsregierung“ - ënner Gänseféischer - bezechent gëtt.

Et ass kloer, d'Eurozon ass an enger schwieriger Phas, mä den Euro päift net aus dem leschte Lach, a mir wäerten och an Zukunft d'Stabilitéit an der Eurozon behalen, well et e ganz staarken, eestëmmege politesche Wille vun de Finanzministeren aus der Eurozon gëtt, fir alles ze maachen, datt d'Stabilitéit an der Eurozon bleift. A Lëtzebuerg wäert och do säi Bäitrag weider leeschten. Mir hunn déi Instrumenter en place gesat, déi kënnen kuerzfristeg Iwwerbrückungskreditter u Länner ginn, déi sech un de Marché net méi kënnen finanzéieren.

Europa an och seng Währung bleift fir eis och a schwierigen Zäiten eng Chance. Europa a seng Währung huet eis Stabilitéit a Fridde bruecht. Europa huet eis oppe Mäert a fräi Zirkulatioun vun de Leit, vun de Produkter, vun dem Kapital bruecht. A grad engem Land wéi eisem huet et, an dat soll een och net vergiessen a schwéiere Momenter, enorme Wuelstand bruecht, well nimools hätte mer eise Stol, eis Medien an eis Finanzdängschtleeschunge kënnen exportéieren, wa mer Europa net mat op d'Fee gesat hätten.

Den Euro huet eis och an deene leschte Jore gehollef, net nëmmen eng enorm staark Präisstabilitéit ze assuréieren, déi mer ni virdrun haten, mä en huet och évitéiert, datt et während der Kris zu Ofwärtung vun nationale Währunger komm ass, déi zu engem Kampf tëscht de Länner gefouert hätten, wou een net weess, wie leschten Enns gewonnen hätt, mä et wäeren der vill, déi verluer hätten.

Also muss mer weider un deem Europa schaffen. Mä de budgetäre Problem an der Eurozon ass virun allem och dohier komm, datt eng Rei Länner an deene gudde Joren net dat gemaach hunn, wat am Fong ofgemaach war, nämlech datt an deene gudde Joren - esou wéi mir dat iwwergens zu Lëtzebuerg gemaach hunn - Suen op d'Säit gesat gi sinn, fir an deene schlechte Jore kënnen dann ze intervenéieren a kënnen antizyklesch Politiken, dat heescht Konjunkturprogrammer, ze finanzéieren.

D'Längt an d'Heftigkeit vun der ekonomescher Kris huet verschidde Budgeten an Europa esou strapazéiert, datt et elo net méi fonctionnéiert. Déi Schold ass a ville Länner einfach ze héich. A mir mussen derfir suergen, mir mussen deene Länner imposéieren, datt déi Schold muss erofgoen. Well leschten Enns ass dat fir eis alleguerten absolut wichteg fir d'Stabilitéit vun der Eurozon a vun hire Memberstatten.

Duerfir huet Lëtzebuerg all déi Bestriuwungen ënnerstëtzt, fir de Stabilitéits- a Wuesstumspakt méi streng ze maachen, net a senge Kritären, mä a sengem Warn-

system, virun allem am preventiven Deel, éier et esou wäit kënnt, datt do orange Luuchten ugi mat Strofen, wann d'Länner sech net op dem Pad vu gesonde Statsfinanze bewegen.

D'Spuerprogrammer, déi an Europa gemaach gi sinn, sinn noutwendeg, fir d'Defiziter a virun allem d'Scholden ze reduzéieren. Dat ass net einfach a kengem Land. Mä nach eng Kéier: Wa mer dat net maachen, gesi mer, wou dat hiféiert. Well déi Länner kréien net méi Vertraue geschenkt a kënnen sech dann net méi zu engem räsonnablen Taux op de Marchéé finanzéieren.

D'Kris bei de Banke war eng Vertrauens- kris. D'Kris haut bei der Statsschold ass och largement eng Vertrauenskrise, well d'Mäert enger Rei vu Länner aus der Eurozon net trauen. Obschonn datt mir d'Instrumenter an der Plaz hunn, fir kënnen temporär ze hëllefen, a grad well mer déi temporär Instrumenter amplaz hunn, mussen déi Länner doheem hiren Defizit an hir Schold op eng kredibel Aart a Weis iwwert déi nächst zwee, dräi Joer reduzéieren.

D'Hëllefen, déi mir deenen anere Länner och an deem Kontext ginn, si sécherlech en Ausdrock vun europäescher Solidaritéit, mä net nëmmen. Si sinn och enorm wichteg, fir heiheim d'Stabilitéit an der Eurozon, an där mir sinn, ze halen. Mir maache keng Cadeauen. Mir léine Suen, fir aneren ze hëllefen, hir Budgetpolitik erëm an Uerdnung ze bréngen, fir iwwergangsméisseg Léisungen ze fannen, déi och an eisem Intérêt sinn.

Bei Griichenland hate mer nach keen Instrument, fir europäesch ze intervenéieren. Duerfir hu mer, wéi Der wësst, bilateral Hëllefen op eng koordinéiert Aart a Weis gemaach. Bilateral Prëten, déi gepoolt ginn, a Lëtzebuerg mécht maximal e Prêt vun 206 Milliounen Euro an e puer Tranchen u Griichenland.

Bis elo huet Lëtzebuerg 55 Milliounen Euro u Griichenland geléint. Déi Prëten, déi si verbonne mat zwou Konditiounen: engersäits, datt déi Länner mussen e kredibele Spuerprogramm duerchzéien; an anerersäits mussen déi Prëten och, esou wéi dat och beim Internationale Währungsfong ass, rémunéréiert ginn. Griichenland huet bis elo u Kommissiounen an Zënzen dem Lëtzebuerg Stat 770.000 Euro iwwerwisen. Och de Prêt selwer muss um Enn vun der Lafzäit zréckbezuelen ginn.

Bei Irland ass d'Situatioun och ganz schwierig, quité datt se e bëssen anescht ass wéi déi griichesche Situatioun, well an Irland huet een e Budgetsproblem, dee kombinéiert ass mat engem Problem am Bankesektor. Fir Irland zäitweileng entgéintzekommen, hu mer an Zwëschenzäit en europäesch Instrument: déi zu Lëtzebuerg baséiert Gesellschaft EFSF, „European Financial Stability Facility“. A mir hunn d'Hëllefe vum Internationale Währungsfong.

Irland kritt 67 Milliarden Euro vun der internationaler Communautéit geléint. Dovunner komme 17 Milliarden aus där Struktur EFSF, wou all Stat, och Lëtzebuerg, eng Garantie ginn huet. An d'Lëtzebuerg Garantie beleeft sech fir Irland op e Maximum vu 50 Milliounen Euro. Mä déi Garantie spillt nëmmen dann, wann Irland Sue vun där Gesellschaft geléint kritt an déi Suen net méi kéint zréckbezuelen. Et ass also do kee Cash, wat zirkuléiert tëscht eisem Budget an där Gesellschaft oder Irland. Dat géif eréischt geschéien, wann Irland net à même wär, seng Prëten zréckbezuelen.

Griichenland an Irland fale loossen, hätt deen nämlechten Effet gehat wéi deemools am Bankesektor virun zwee Joer bei „Lehman Brothers“. D'Fro war gestallt ginn, ob och aner Länner op eemol an déi Situatioun géife kommen. An duerfir war dat fir eis ni weder eng politesch nach eng ekonomesch Optioun.

D'Interdependenz tëscht de Länner ass haut enorm grouss, an duerfir muss een och ëmmer kucken, wéi dann déi Fluxen

ënnert den europäesche Länner an hire Finanzinstitute sinn, well domadder hänt d'Gesamtstabilität vun der Finanz- a Währungszone zesummen.

D'Lëtzebuurger Finanzplaz huet iwwerengs ganz wéineg Engagementer a Griichenland an an Irland, esou datt zu kengem Moment déi Zommen d'Stabilitéit vu Lëtzebuerg a senger Finanzplaz, och bei engem Netremboursement, a Fro gestallt hätten. Mä dat Systematescht fir déi ganz Eurozon dierf een net ënnerschätzen, an duerfir maache mer mat bei deenen europäesche Programmer, fir deene Länner ze hëllefen.

Duerfir hu mer och bei systemesche Banken an de Joren 2008 an duerno intervenéiert. An dat huet zum Erfolleg gefouert. Déi Operatione lafen och haut nach weider. Déi Operationen, déi mer 2008 ugefaangen hunn. Ech wëll duerfir der Chamber soen, datt mer fir déi Participatioun, déi mer un der Bank BGL BNP Paribas geholl hunn, bis haut, zënter Enn 2008, also an de Joren '09 an '10, 182 Milliounen Euro Zënse an Dividende kritt hunn.

Bei der Dexia wësst Der, datt mer Garantië ginn hunn, fir wann déi Bank sech um internationale Marché refinanzéiere geet. Déi Garantië kënnen elo net méi nei geholl ginn zënter Oktober vun deem Joer, mä et sinn nach eng Rei al Garantien, déi nach een, zwee Joer weiderlafen an dann auslafen. Och déi Garantië mussen rémunéiert ginn. A vun der Dexia huet de Lëtzebuurger Stat bis elo 25,5 Milliounen Euro kritt.

Dat heescht, zesummen hu mer iwwer 200 Milliounen Euro Einnahmen aus deene Banken-Ënnerstützungsmoosname kritt. Déi Einnahmen, huet d'Regierung décidéiert, datt déi net an de Statsbudget ginn, mä lafen natierlech duerch de Statsbudget, mä direkt un de Fonds de la dette. Well mer déi Suen als exceptionnel Recette wëllen och fir exceptionnel Dépenses op d'Säit setzen - dat ass wichteg; mir sinn eent vun de rare Länner, wat iwwerhaupt e Fonds de la dette huet -, fir eis eng Mouk ze maachen, fir le moment venu d'Schold zréckzebezuelen.

Och do misst de Moment venu déi Recette kommen, déi aus der Vente vun eiser Participatioun an där Bank géif kommen. Déi steet fir de Moment net um Ordre du jour. Mä et bleift d'Intentioun vun der Regierung, wann d'Finanzmäer sech bis berouegt hunn, wann d'Restrukturatioun vun deem Bankeninstitut fäerdeg ass, am Prinzip virun 2014 och déi Participatioun ze verkafen an déi Suen, déi do erëmmen kommen, dann och ze gebrauchen, fir déi duerfir opgehollte Statsschold zréckzebezuelen.

D'fundamental Bedéngung fir eng normal wirtschaftlech Entwécklung an der Europäescher Unioun, an der Eurozon insbesondere, sinn zolidd öffentlech Finanzen an eng stabel Währung mat engem niddregen Zënssaz. Mir müssen - ech hunn et gesot - déi Scholden erofkréien, d'Defiziter reduzéieren. A mir sollten évitieren, datt aner Länner an och mir selwer jee an eng Situatioun komme wéi déi vu Griichenland a vun Irland.

Besonnenes Irland ass aus enger lëtzebuergescher Perspektiv wéinst enger Rei vun Ähnlechkeeten, déi mer mat deem Land hunn, mat senger ekonomescher Struktur, e Fall, deen ee sollt am Detail studéieren. Net alles ass d'nämlecht hei wéi an Irland, mä eng Rei Phenomeener hätt ee sech och an Irland virun e puer Joer kaum kënne virstellen.

A well ee vun deem aneren an Europa ofhänkt a well mer iwwerhaupt keng aner Alternativ hunn, ass et och noutwendeg, datt een deem aneren iwwert d'Schëller kuckt an datt mir mat d'Budgetpolitik vun deenen anere Länner kucken.

Mir müssen dat natierlech och ëmgedréit akzeptéieren. Mir kucken, wat a Griichenland, an Irland an anere Länner geschitt, a mir müssen deenen och mat soen, wat ze geschéien huet, well et ass an eisem Intérêt. Duerfir muss mer och oppe sinn, wat am EU-Ausland iwwer eist Land gesot gëtt, well och mir hunn eng europäesch Responsabilitéit.

Duerfir muss mer d'Maastricht-Kritäre respektéieren. Mä ech soen lech, och

wann et déi Maastricht-Kritäre net géif ginn, misste mer eis nach ähnlech Kritäre ginn, well si sinn am Fong de Bon sens vun all gudder Budgetpolitik. Ech soen lech awer, datt ech der Meenung sinn, datt déi Kritäre fir Lëtzebuerg vill ze vill large sinn. Déi Kritäre si vläicht och fir aner Länner an der Eurozon ze large. Si sinn nun eemol do. Mä et wier net gutt, wa Lëtzebuerg géif mengen, mir kéinte bis zu engem Defizit vun 3% a bis zu enger Schold vu 60% goen. Dat si Kritäre, déi deemools als e Kompromëss fonnt gi sinn, mä éischer fir eng maximal Festsetzung an net als en Zil, wat ee kann oder soll errechen.

Mir müssen eis also méi an eng europäesch Logik eraginn, wa mer de Budget opstellen, mä och wann aner eise Budget an eis Economie kommentéieren. Duerfir begréissen ech am Fong, datt mer d'nächst Joer an deem sougenannten „europäesche Semester“ sinn. Wat heescht dat? Wat heescht dat fir Lëtzebuerg?

Ech mengen net, datt dat eng fundamental Ännerung vun eiser Budgetprozedur mat sech zitt. Mä et bréngt eng Verbesserung. Mir müssen déi am Detail an der Regierung a mat der Chamber diskutéieren. Ech mengen, déi fundamentaalen Ännerung läit net doran, ob ee muss d'Reglement vun der Chamber änneren oder net - ech mengen éischer net -, mä wat et mat sech zitt: datt mer héchstwahrscheinlech zwee- bis dräimol am Joer an der Chamber eng Budgetsdebatt musse kréien.

Eemol esou ëm Mäerz-Aprëll, wa mer eis Perspektiven an eis grouss Linne fir de Budget 2012, '13, '14 fäerdeg maachen an un d'Europäesch Unioun bei déi aner Kollege schécken. Ech mengen, do wier et gutt, wa mer eng Debatt an der Chamber hätten, an enger Form, déi muss mat der Chamber nach diskutéiert ginn. Virum Summer kënn dann eng Bewäertung vun de grouse Parametere duerch d'Eurozon an duerch d'Europäesch Kommissioun. Och doriwwer muss mer dann héchstwahrscheinlech an der Finanzkommissioun diskutéieren. Mä de Budget wäert och an Zukunft vun der Regierung am Hierscht gemaach ginn a muss am Dezember zur Ofstëmmung kommen.

Inhaltlech kënn méi Ännerung wéi prozedural. Prozedural kënn d'Ännerung, datt ech mer wënschen, datt mer méi oft heibannen eng finanzpolitesch Debatt kréien. Prozedural gëtt de Budget och an Zukunft am Hierscht gemaach, mä nodeem mer schonn d'Recommandatiounen vun Europa hunn, déi mer bis haut net haten. Mä et geet dobäi net nëmmen ëm d'Budgetpolitik. D'Budgetpolitik ass zwar dee Voleit, dee mech als Finanzminister am meeschten interesséiert, a menger Funktioun als Finanzminister. Mä déi aner Voleite müssen eis alleguerten och interesséieren. An dat ass, datt mer déi makroekonomesch Ongläichgewiichter musse mat kucken, déi an Europa bestinn.

Den Här Bodry huet gëscht zu Recht d'Ziler vun der Reformagenda 2020 rapeléiert. Den Här Bodry huet geschwat vun enger europäescher Wirtschaftsregierung. Mä europäesch Wirtschaftsregierung - wat en Term ass, dee mer am Fong net ganz gefält, mä deen, esou wéi en et och selwer gëscht erkläert huet, eng Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken ass - heescht och, datt mer mussen méi wéi an der Vergaangenheet nolauschten a matdiskutéieren, wat iwwer eist Land gesot gëtt.

Duerfir wëll ech hei nach eng Kéier rappeléieren, wat fir de Moment an deem Exercice gesot ginn ass, an engem Bréif, deen d'Finanzministere vun der Eurozon der Lëtzebuurger Regierung geschéckt hunn an dee vum Vizepräsident vun der Eurogrupp, dem belsche Finanzminister Didier Reynders, ënnerschriwwen ginn ass. E Bréif, deen ech un d'Finanzkommissioun vun der Chamber geschéckt hunn, e Bréif, dee bis elo zu kenger gréisserer Debatt hei am Land an och net am Parlament gefouert huet an deen awer noutwendeg ass, datt mer doriwwer diskutéieren. Well deen Exercice, et ass genau deen Exercice, dee mer d'nächst Joer müssen och féieren, wa mer de Budget opstellen.

Deen Exercice, deen heescht - fir lech dat eng Kéier a sengem offiziellen Titel ze soen, fir lech och kënnen eng Iddi ze maachen,

wat den europäesche Semester dann ass - „surveillance of macroeconomic imbalances and competitiveness divergences within the euro area“. Dat gëtt an Zukunft fir all Land gemaach, an dorausser muss een da seng politesch Konklusiounen an Debatte bezéien.

An deem Bréif steet, datt Lëtzebuerg kuerzfristeg keng gréisser Problemer huet, mä datt mer mëttel- a laangfristeg eng Rei Reforme recommandéiert kréien. D'Eurogrupp-Ministere sinn der Meenung, datt Lëtzebuerg muss de Verloscht vu senger Käschtekompetitivitéit redresséieren. Duerfir proposéieren d'Finanzministere vun der Eurozon eng Suspensioun vun dem Indexmechanismus an eng méi dezentral, flexibel Gestaltung vun der Gehälter- a vun der Lounformatioun.

D'Eurozon-Ministere fannen, datt mer mussen weider méi Effortë maache bei Recherche an Développement. Si fannen, datt d'Effizienz vun der öffentlecher Dépense am Éducatiounsberäich verbessert muss ginn. Si mengen, datt eng Rei vun deene Punkten, déi ech elo grad opgezielt hunn, noutwendeg wieren, fir eng méi grouss Diversifikatioun vun der Lëtzebuurger Economie ze errechen.

Si sinn der Meenung, datt déi bestehend an, Zitat: „wuessend Ineffizienzen op eise Aarbechtsmaart“ misste geännert ginn, datt mer eng ze niddreg Offer vun der Aarbecht zu Lëtzebuerg hunn an do-duerch d'Léin an d'Luucht gedréckt ginn, datt mer missten d'Indemnité-de-chômage an d'Ersatzakomme reduzéieren an datt mer missten d'Prépsioun limitéieren am Kontext, fir de reellen Alter vum Antrëtt an d'Pensioun zu Lëtzebuerg ze héijeren.

Dat sinn nëmmen e puer vun deene strukturelle Moosnamevirschléi, déi an deem Bréif, dee begleet ass vu Rapporten vun der Kommissioun an den Aarbechtsgruppe vun der Eurozon, gemaach gi sinn. Elo muss een dat net alles gutt a richteg fannen. Mä op d'mannst muss mer an Zukunft, wann net schonn elo, eng Diskussioun iwwer déi Sujeten do féieren an net einfach mengen, well dat alles aus dem Ausland kéim, wier dat automatesch falsch. Well et ass jo genau dat nämlecht, wat mir amgaange sinn ze diskutéieren iwwer Griichenland, iwwer Irland an och déi Spuerprogrammer, déi zum Beispill eis Kollegen aus Spuenien a Portugal opgeluecht hunn.

Déi Recommendatiounen sinn nützlich a sinn noutwendeg, fir déi makroekonomesch Ongläichgewiichter an Europa ze évitieren an der Zukunft. Dat ass Koordinatioun vun der Wirtschaftspolitik an Europa! Et kann een net maachen, wat ee wëllt. Et kritt een näischt imposéiert, eist Land bleift och do souverän. Mä mir sinn an enger gemeinsamer Währung, mir hunn Engagementer geholl an der Wirtschafts- a Finanzpolitik, an déi gëllt et och op eng responsabel Aart a Weis zu Lëtzebuerg ze respektéieren. D'Koordinatioun vun de Wirtschaftspolitiken ass net reng Theorie. Dat ass Praxis an dat muss och zu Lëtzebuerg zu enger Rei vun Ännerungen - sécherlech an engem europäesche Kontext - féieren.

Mir kruten - an ech mengen, dat ass fir d'Finanzpolitik positiv - confirméiert, wéi gesot, datt mer kuerzfristeg eng Budgetpolitik hunn, déi an der Rei ass an där hir Zilsetzung och vun de Kollegen an der Eurozon, iwwerengs och an der OCDE, begréisst gëtt. Lëtzebuerg ass dat eenzegt Land, wat fir de Moment an der Eurozon keng exzessiv Defizitprozedur huet. Trotzdem muss mer gesinn, datt och zu Lëtzebuerg d'Situatioun sech verschlechtert huet, datt mer elo müssen also kucken, do d'Kéier ze kréien. Duerfir géif ech e puer Chifferen nëmmen rappeléieren, déi dat awer illustréieren, wou d'Problemer vun eisem Land och an enger laangfristeger Perspektiv sinn.

Mir haten an der Period '85 bis 2009 en Duerchschnittswuesstum vum PIB vu bal 5%. Mir hunn elo ee vun 3%. Dat ass besser - hunn ech lech gesot - wéi an der Moyenne vun der Eurozon, dat ass net esou gutt wéi dat, wat mer an der Period '85 bis 2009 haten.

Mir hunn e Wuesstum an där Period en moyenne pro Joer vun den Aarbechtsplaze

vun 3%, 3,5% gehat. Mir hunn elo e Wuesstum vun den Aarbechtsplaze vu ronn 1,5%. Dat ass erëm eng Kéier méi wéi op anere Plazen, mä et ass vill manner, wéi mer an der Vergaangenheet haten. Mir haten an där Period '85 bis 2009 e Chômagetaux vu ronn 2,7%, 2,8%. Mir leien elo bei iwwer 6%. A mir haten eng Finanzsituatioun, déi an där ganzer Period bei de gesamtöffentleche Finanzen excédentaire war mat ronn 2% bis 2,5%. Mir hunn elo zënter 2009 bei de gesamtöffentleche Finanzen en Defizit.

Et geet also drëm, ze kucken, datt mer déi strukturell Ännerungen esou maachen, datt mer, wat d'Finanzpolitik ubelaangt, mä och déi aner Beräicher, erëm an déi Beräicher kommen, wou mer an den 90^{er} Jore waren.

Ech rappeléieren nach eng Kéier, wéi dat sech bei de gesamtöffentleche Finanzen, och méi kuerzfristeg, ausgedréckt huet. Mir haten an de Joren 2007 an 2008 bei de gesamtöffentleche Finanzen en Iwwerschoss vun iwwer 3% bei der Administration publique, dat heescht also alles zesummen. A mir hunn 2009 en Defizit vun 0,7%, 2010 bei ronn 2%, a mir wëllen d'nächst Joer duerch dee Budget, deen hei zur Diskussioun virläit, zu engem Defizit vu ronn 1% kommen.

Elo däerf een awer net vergiessen, datt deen Defizit en fait beim Stat vill méi héich ass. An duerfir muss ech dat awer hei nach eng Kéier, datt ass eng typesch lëtzebuergesch Situatioun, erklären. Wann ech och de Moien erëm héieren hunn, och an den audiovisuelle Medien, op de Radioen, mir hätten en Defizit vu 500 Milliounen, da schéngt dat jo wéineg, an doriwwer kann ee sech freeën.

Dat wier awer nëmmen richteg, wann een déi Suen, déi mer a verschiddene Secteuren hunn, wou mer en Iwwerschoss hunn, nämlech bei der Sécurité sociale, kéinte gebrauchen, fir d'Dépense vum Stat ze bezuelen. Or, dat ass net de Fall, well déi Suen, déi sinn an der Sécurité sociale, déi si fir d'Ausgabe vun der Sécurité sociale. Déi ginn zum Deel iwwert de Statsbudget finanzéiert, mä déi kënnen mer net gebrauchen, fir den Defizit vum Stat selwer ze finanzéieren.

Duerfir ass am Lëtzebuurger Kontext ëmmer den Defizit vun dem Stat ze kucken, an deen ass fir de Moment bei ronn 3,5 bis 4%. An dee wäert d'nächst Joer duerch déi Moosnamen, déi mer geholl hunn, méi niddreg sinn, tëscht 3 an 3,5%, wat awer ëmmerhin eng Zomm ass, déi tëscht 1 an 1,5 Milliarden Euro läit.

Elo kënnen mer deen Defizit kuerzfristeg sécherlech finanzéieren duerch Reserven, déi mer op d'Säit geluecht hunn, an duerch Schold, déi mer opheulen. Dat kann awer keng Perspektiv fir mëttel- a laangfristeg sinn, well och do engersäits d'Reserven enges Dags verschwonne sinn, an d'Schold een nëmmen ka limitéiert opheulen. Duerfir ass déi Lëtzebuurger Situatioun kuerzfristeg net dramatesch, mä si kann dramatesch ginn, wa mer net op de Wee vun enger Budgetkonsolidéierung ginn. An duerfir ass de Budget 2011, an deen domat zesummenhängende Spuerprogramm, deen éischte Schrëtt fir eng Budgetkonsolidéierung, déi eis soll zréckbréngen op déi Situatioun, déi mer an den 90er Joren an um Ufank vun deem Jorzéngt haten.

Dat ass ëmsou méi wichteg, well ech lech virdru rappeléiert hunn déi aner Chifferen, déi klammen, wéi de Chômage, mat all deene sozialen an ekonomesche Problemer, déi dat mat sech bréngt: engem méi luesen Uwuesse vun neien Aarbechtsplazen, wat mer also och mat Konsequenze spieren, souwuel bei de Steierzueler wéi bei deenen, déi cotiséieren an d'Sécurité sociale. Duerfir muss een all déi Aspekter eng Kéier zesumme kucken.

D'Zil fir d'Lëtzebuurger Regierung bleift, 2014 au plus tard, a wat éischer, wat besser, bei der Administration publique ausgeglichen öffentlech Finanzen ze hunn. An duerno muss deen Effort natierlech weidergoen, well eist Zil muss sinn, laangfristeg och erëm bei dem Stat selwer ausgeglichen öffentlech Finanzen ze hunn.



Dat heescht fir mech, datt och am Budget 2012 eng spuersam Politik muss virugemaach ginn. A spuersam Politik heescht virun allem, datt d'Ausgaben net däerfe staark klammen. D'Ausgaben dären net méi klamme wéi dat, wat mer dëst Joer gemaach hunn. Dat heescht net onbedéngt, datt een, sauf aussergewéinlech Émstänn, muss d'nächst Joer erëm mat engem neie Spuerprogramm kommen, mat individuelle Moosnamen. Et muss ee virun allem kucken, datt d'Wuesse vun den Dépensen am Grëff behale ka ginn.

Datselwecht gëllt natierlech fir d'Statsschold. Déi Statsschold ass am europäesche Verglach niddreg, an trotzdeem ass se vill méi héich wéi déi Schold, déi mer jee virun haten. Mir hunn - an den Här Bodry huet dat och gëschter hei rapeléiert - fir de Moment eng gesamt-öffentlech Schold vun eppes aacht Milliarden, dat sinn 19% vum PIB. Do géif ech awer wëllen ennersträchen, datt de Lëtzebuerger Stat selwer eng vill méi kleng Schold huet.

Wann ech d'Gemengeschild erausrechnen, a wann ech och déi extra Schold erausrechnen, déi mer opgeholl hunn, fir an d'Kapital vun enger Bank an engem Rettungsprogramm eranzeklappen - Suen, déi mer am Prinzip erëmkréien, wa mer déi Participatioun verkafen -, dann huet de Stat selwer, fir de Moment, eng Schold vu 4,7 Milliarden Euro, an dat sinn

11 oder 12% vum Bruttoinlandsprodukt. A mengen Aen, fir de Moment, akzeptabel, mä net akzeptabel, wann dat weider géif wuessen. Duerfir d'Noutwendegkeet fir ze kucken, datt den Defizit erofgeet, well een den Defizit à la longue net kann duerch zousätzlech nei Schold finanzéieren.

Wann ech mer d'Diskussioun vum deene leschte Woche ronderëm de Statsbudget an d'Finanzpolitik ukucken, da gesinn ech am Kontext vun der Statsschold, och an deenen Avisen, déi gemaach gi sinn, op d'mannst an deene meeschten, datt am Fong e Konsens besteet, fir datt Lëtzebuerg keng ze héich Schold soll kréien. Dat ass gutt!

Mä um Wee dohinner gëtt et substanzuell Ennerscheeder. Jo, et gëtt souguer, méi wéi an der Vergaangenheet, ideologesch Differenzen, déi d'Kris méi zum Virschäi bréngt, wéi dat a gudden ekonomeschen Zäiten de Fall war. Dat ass och vläicht gutt an enger lieweger Demokratie, mä da muss mer doriwwer an engem konstruktive Gespréich diskutéieren.

Fir déi eng ass de Wee, fir keng ze héich Schold ze maachen, Steieraugmentatiounen, virun allem bei deenen, déi een net begéint oder net kennt; a fir déi aner ass et eng Ausgabereduktioun, an do och ganz oft Ausgabereduktioun do, wou een et net richtig mierkt oder wou een net brauch ganz prezis ze ginn, wat dat dann heescht.

D'Erausforderung fir d'Lëtzebuerger Finanzpolitik fir déi nächst Joren: Wann ech mer déi Chifferen do ukucken, a wann ech dee Konsens gesinn, dass mer keng ze héich Schold fir Lëtzebuerg dären op kee Fall maachen, fir ni a Situatioun wéi an Irland ze kommen, dann hätt ech gären, datt mer dräi Guidelines eis ginn, am Fong eng finanzpolitesch Doctrine eis opsetzen, an déi huet fir mech dräi Komponenten: éischtens Budgetdisziplin, zweetens sozial Kohäsioun an drëtzens wirtschaftlech Entwécklung.

Budgetsdisziplin heescht am Fong, datt mer am Prinzip ausgeglichen öffentlech Finanze mussen hunn, an datt mer nëmmen do kënne Schold maachen, wou mer grouss Investitiounen, déi méi wéi enger Generatioun notzen, wëlle finanzéieren. A meng Iddi wier duerfir och an Zukunft, wa mer Schold ophuelen, déi genee en rapport mat konkreten Infrastrukturprojeten ze identifizéieren - Beispiller sinn TGV, Nordstrooss, Universitéit -, mä datt et kloer muss sinn, datt mer net aner Ausgaben, souvuel am Investitiounsbudget wéi am lafende Budget, kënnen duerch Schold mëttel- a laangfristeg finanzéieren.

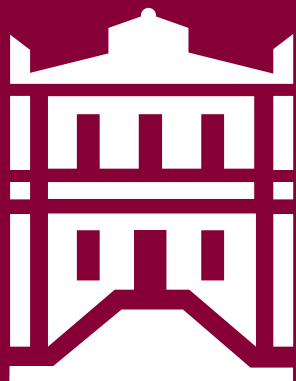
Ech sinn och derfir, datt mer driwwer nodenken, ob een net soll, wéi a verschidene Länner, sech verfassungsrechtlech, dat heescht breet politesch gedroe Kriteären, wat d'Budgetsregelen ugeet, sech

ginn. Dat huet den Avantage, datt kee kann dee Moment op e Wee goen, deen irresponsabel wier. D'Politik gëtt sech domadder am Fong e Kader, dee souwisou an Europa, am Kader vun der ekonomescher Gouvernance, diskutéiert gëtt.

Och esou Modeller, wéi se an Däitschland an an der Schwäiz gemaach ginn, hunn Nodeeler. Mä et ass op d'mannst derwärt, datt mer doriwwer, och am Kader vun der Ëmsetzung vum europäesche Pak iwwer eng gutt Gouvernance économique, och hei zu Lëtzebuerg diskutéieren.

En zweet Zil, wat net kontradiktorsch mat deem éischten ass, ass d'sozial Kohäsioun. Dat ass eng vun de Stärkte vun eisem Land, a mir muss se behalen. Duerfir muss d'Erzéiung, am breede Sënn vum Wuert, vun de Kanner an alles dat, wat de Stat dozou ka bäidroen, d'Prioritéit Nummer eent an eiser Ausgabepolitik sinn. Mir brauchen och e soziaalt Netz, wat Aarmut verhënnert, an eng Politik, déi grouss ekonomesch a sozial Ongläichheeten eliminéiert, ouni awer Gläichmaacherei wëllen ze maachen oder Leeschtung ze discouragéieren.

Fir mech ass dat notamment sozial Selektivitéit. Déi, déi et am meeschte brauchen, mussen am meeschte vum Stat ennerstëtzt ginn. Dat ass net ëmmer dat, wat mer an deene leschte Jorzéngte gemaach hunn. An da gehéiert zur sozialer Kohäsioun och e séchert Ëmfeld. Do, wou



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ

Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem an Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz



den Netrespekt vum Gesetz toleréiert gëtt, ass d'sozial Kohäsion a Gefor. Sozial Kohäsion erreecht een net nëmmen duerch Sozialausgaben, erreecht een och duerch eng Rei vun aneren Dépensen, wéi Éducatioun, Sécherheet an esou weider. Et ass also méi e breet Feld. An et sinn déi Dépensen, déi och déi nächst Jore mussen prioritär vum Statsbudget getäteg ginn.

Déi drëtt Achs vun där budgetpolitescher Doctrine ass d'wirtschaftlech Entwécklung. De Stat muss d'Ekonomie ënnerstëtzen, muss de Sockel bilden, op deem sech d'Betriber kënnen ausbauen, entwéckelen. Dat ass an der Kris an no der Kris äusserst wichteg. Mir kënnen net kontinuéierlech iwwer Konjunkturprogrammer d'Ekonomie weider wuesse loosse.

Dat ass an der Kris gutt. Dat kann och nach kuerz no der Kris de Fall sinn. Duerno muss Wuesstum duerch ekonomesch Rahmebedingungen, y compris Strukturformen beweegt ginn. An et ass jo och dat, wat eng Rei Länner an Europa, déi dozou gezwonge gi sinn duerch hir wirtschaftlech, duerch hir Finanzsituatioun, mussen maachen. Mir müssen eis dat och ëmmer erëm no der Kris am Kapp halen.

Dozou gehéiert, datt d'Steieren net méi héich däre si wéi bei der Konkurrenz. Dat gëllt souwuel fir d'Privatpersounen wéi fir d'Betriber. Dat heescht, datt mer müssen deenen Infrastrukturen d'Prioritéit ginn, déi fir d'wirtschaftlech Entwécklung noutwendeg sinn. Dat heescht, datt mer keng onnéideg bürokratesch Schikane de Betriber operleeën, virun allem de Kleng- a Mëttelbetriber, déi fir d'wirtschaftlech Diversifikatioun vun engem Land absolut noutwendeg sinn. An dat heescht bei verschiddenen Aktivitéiten, notament bei de Finanzprodukter, e gudd gesetzleche Kader, fir déi kënnen op enger rechtssécherer Basis weider ze entwéckelen.

Et wier gutt, wa mer och kéinte bei dësen Debatte kucken, och hei am Parlament, ob iwwert déi dote Kritären och eng gemeinsam Vue besteet, respektiv wéi am Detail, fir déi eenzel Fraktiounen, déi dote Parametere kéinten ausgesinn.

Budgetsdisziplin, sozial Kohäsion a wirtschaftlech Entwécklung ass net e Programm fir ee Joer. Dat ass e Programm, dee fir d'Finanzpolitik vun deenen nächste fënnf bis zéng Joer muss d'Basis sinn. An de Spuerprogramm, dee mer proposéiert hunn, a wou ech mengen deem säin Zil richteg war an ass, geet an déi dote Richtung, fir déi do Ziler ze erreechen. Op jidde Fall, fir déi do Ziler net a Fro ze stellen.

Duerfir géif ech gären e puer, bal an der Retrospektiv, Observatiounen maachen zu deem Spuerprogramm, wéi e bewäert ginn ass. Ech stelle fest, a bedauern dat, datt et schéngt zu Lëtzebuerg kee breede gesellschaftlechen Accord ginn ze sinn, ginn ze hunn, ëm d'Noutwendegkeet fir müssen ze handelen. An ech mengen och an der Analys vun dem Här Bodry ass dat gëschter kloer ginn, datt d'Analys vun der Situatioun ganz ënnerschiddlech war. Dat huet sécherlech an der Diskussioun ronderëm dee Spuerprogramm ervirgestach.

Zweetens hunn ech festgestallt, datt et kee breeden Accord fir méi sozial Selektivitéit schéngt ze ginn. Och dat bedauern ech, well ech fannen et, wéi ech virdru gesot hunn, noutwendeg, datt een, besonnesch a schwieere wirtschaftlechen Zäiten, d'Sozialausgaben un d'Akomesse koppelt. Duerfir sinn déi Diskussiounen, déi gefouert gi sinn, dach awer erstaunlech zu Lëtzebuerg ronderëm den Index, d'Allocation de rentrée scolaire oder de bëllegen Akt, déi just geduecht waren, fir deene Leit, déi et am meeschte brauchen, entgéintzokommen, d'staatlech Responsabilitéit dorop ze konzentréieren. Mä och do schéngt et kee breeden Accord am Land ze ginn.

An drëttens gouf et sécherlech eng staark Resistenz géint d'Moosnamen, déi eng Kéier agefouert gi sinn, fir déi an engem spezielle Kontext ëmzënnere. Ännerungen u Bestehendem awer sinn, a mengen Aen, heiansdo noutwendeg. Mech huet och wierklech heiansdo erféiert, wéi reformonwëleg verschidde Leit oder verschidde Kreesser sinn. Sécherlech kann een ënnerschiddlech Meenungen zu verschiddene Reformen hunn, mä wann

ee géint eppes ass, dann ass den demokrateschen Débat nëmmen dann nützlich a bréngt eis virun, wann Alternativen op den Dësch geluecht ginn.

Net all Ännerung u Bestehendem ass eppes Negatives, net all Ännerung ass Sozialofbau. Heiansdo muss een eppes änneren, fir eppes aneschters amplaz ze setzen. Heiansdo muss ee spueren, fir och mëttel- a laangfristeg sengem Land all Chancen ze erlaben. An d'Ëmstänn hunn nun eemol geännert. Dat ass net d'Schuld vun där enger oder anerer Partei. Dat ass net d'Schuld vun deem engen oder anere Bierger hei am Land. Dat ass déi international wirtschaftlech Situatioun, déi huet dramatesch am Joer 2008 an zënterhier geännert.

Net ouni Hoffnung, mä et verlaangt eng Rei Ännerungen, fir datt Europa an och mir an der Zukunft erëm eng Plaz an der Welteconomie kënnen hunn. Duerfir ass d'Zäit vun der Sich nom Konsensus vläicht och eng, déi net ëmmer - an un déi mer gewinnt waren -, vläicht eng, déi net ëmmer méi an dës Zäit passt. De Präis fir d'Sich nom Konsensus däreft net esou héich ginn, datt mer eis Zukunft verbarrikadéieren.

De Jean Monnet huet eng Kéier gesot: «Les gens n'acceptent le changement que dans la nécessité. Ils ne voient la nécessité que dans l'urgence.» Ech hoffen, datt mir d'Noutwendegkeete vun enger Rei Reforme gesinn, ouni datt d'absolut Urgence do ass. Well aner Länner an der Eurozon hunn eis gewisen, datt se an der absoluter Urgence müssen dat eent oder dat anert änneren.

Duerfir sinn ech frou, datt mir et fäerdeg bruecht hunn, dee Spuerprogramm - och wann dat net optimal gelaf ass, och wann dat eent oder dat anert no Diskussioun ewechgeholl ginn ass, wat iwwregens och normal ass an engem demokrateschen Débat -, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, substanzuell Ännerungen awer hei zu Lëtzebuerg, och a schwieerege Ëmstänn, ze maachen.

Duerfir muss een och emol op esou Momenter Sträit akzeptéieren an och heiansdo Iddië géint Widerstand duerchsetzen. A Krisenzäiten an a wirtschaftlech schwieerege Zäiten däreft d'Popularitéit net de Moosstaf vun der politescher Aktioun ginn.

Mä et ass och wichteg, datt mer am Land politesch, wirtschaftlech a sozial Stabilitéit behalen, fir déi doten Diskussiounen kënnen ze féieren. An duerfir war et d'Suerg vun der Regierung, och an de Gespréicher mat de Sozialpartner, déi noutwendeg sozial Rou hei am Land erëmfannen, fir da kënnen eng Rei Diskussiounen am Laf vun nächsten an iwwernächste Joer ze féieren. Duerfir ass et a bleibt et d'Zil vun der Regierung, an engem Kader, dee kann emol änneren, och elo mat de Sozialpartner, souwuel mat de Gewerkschafte wéi mam Patronat, Léisungen ze fannen, déi d'Krisensituatioun berücksichtegen.

Hu mer déi Rou, an ech mengen, datt mer se fannen, datt mer Accordé mat béide Säite kënnen ofschléissen, da kënnen mer an deem nächste Joer eng grouss Debatt féieren. An déi ka bei dese Budgetsdebatten ufänken, iwwer e puer Froen: Wat fir e Land wëlle mer? Eng aner Fro ass déi: Wéi wëlle mer ekonomesch Aktivitéiten och an Zukunft hei zu Lëtzebuerg weider unzéien an déi bestehend ausbauen? Wat mécht d'auslännesch Konkurrenz an deem Kontext? Geet et duer, datt mer déi Regeln esou halen, wéi mer se elo hunn? Kréie mer domadder d'Betriber, déi Aarbechtsplaz schafen, op Lëtzebuerg, oder mussen mer Ännerunge maachen? An déi drëtt Fro, déi sech do stellt, ass: Wat wëlle mer prioritär finanzéieren?

Mir brauchen also wéinst der Globaliséierung a wéinst der ekonomescher Lag eng grondleend Debatt, wou mer rasonnabel wëllen histeieren. Dat ass net eng Debatt iwwer ee Statsbudget. Dat ass eng Debatt och iwwer de Statsbudget, mä iwwer d'Wirtschafts- a Finanzpolitik vun deenen nächsten zéng Joer. An ech géif versichen, schnell eng fënnf, sechs Pisten zu deene Froen selwer mat an d'Debatt ze werfen, fir an deenen nächsten Deeg a Joren do-riwwer kënnen ze diskutéieren.

Déi éischt bleibt, fir mech als Finanzminister, datt mer müssen, a mir wëllen de Budgetdefizit erofkréien an domadder d'Statsschuld niddreg halen. Eng Spuerpolitik ass näischt Negatives. Eng Spuerpolitik ass kuerzfristeg batter, mä ass laangfristeg d'Grundlag fir eng staark wirtschaftlech Entwécklung. An dat heescht d'Kreatioun vun Aarbechtsplazen, vun deene mir alleguere profitéieren.

Wien ze héich Schold huet, verléiert leschten Enns seng Souveränitéit, well anerer, nämlech déi, déi d'Sue léinen, diktéieren d'Konditiounen vun der Stee. Mir wëllen, d'Lëtzebuurger Regierung wëllt net op dee Wee vun enger héijer Statsschuld kommen.

Zweetens mussen mer duerch strukturell Reformen de Chômage erofkréien. Well dat ass an Europa an heiheim eng sozial Bomm, a si schaaft enorm mënschlech Problemer.

Drëttens mussen mer eise Pensiounssystem laangfristeg finanziell ofsécheren, an d'Regierung wäert do an nächster Zäit Propositionen maachen.

Véiertens brauche mer eng finanzéierbar Sozialpolitik, déi sech - an ech soen dat nach eng Kéier - virun allem ëm déi finanziell oder gesondheetlech Schwächsten an der Gesellschaft prioritär muss bekëmmern. Sozialpolitik, déi jiddwerengem alles gëtt, ass schéin, mä ass laangfristeg net ze finanzéieren.

Fënneftens mussen mer eise Betriber hëllef, konkurrenzfähig mam Ausland ze bleiwen, sech kënnen ze moderniséieren, sech kënnen ausbauen ouni ze vill Hürden, an domadder Aarbechtsplaz schaffen. Do komme mer net dorëm erëm, fir op enger Säit sécherlech un der Diversifikatioun weider ze schaffen, mä och d'Finanzplaz weider auszubauen.

E klengt Land wéi eist huet nun eemol am Dëngschtleeschtungssektor méi Méiglechkeete wéi am Sektour vun der Schwéierindustrie, wéinst enger ganzer Rei vun evidente Restriktiounen. Duerfir mussen mer kucken, datt déi Finanzplaz och an Zukunft nei Klienten, nei Mäert, nei Produkter kritt - nei Klienten an nei Mäert, andeem mer wëssen, datt de Marché haut vill méi grouss ass an datt mer déi Suen an déi Clienté mussen siche goen op nei wuesende Mäert, notament an Asien, wat mer jo och intensiv, och als Regierung, an deene leschte Méint gemaach hunn.

Nei Produkter mussen mer entwéckelen a se begleeten - gesetzlech begleeten. Dat maache mer am Kader vun, ënner anerem, dem Haut Comité de la Place financière, deen ech mat den Acteuren vun der Finanzplaz agesat hunn an deen ouni vill Publicitéit intensiv un neie Beräicher schafft.

A mir mussen kucken, datt den europäesche Bannemaart fir Finanzdëngschtleeschungen weider och funktionéiert. An deem Kontext ass et wichteg, datt mer déi nei europäesch Regeln och uwenden, mä datt mer kucken, datt déi nei europäesch Regeln net just deenen nützlich sinn, déi wëllen hire Marché ofsënnere vun aneren. Mir si fir d'fräi Zirkulatioun vum Kapital, a bei deenen europäesche Regele mussen mer eis un eng Rei internationalen Regeln halen, insofern se och mat eise Grondprinzipien iwwereneestëmmen.

Duerfir hu mer och enger Rei vun internationalen Konventiounen am Beräich vun der Steuerkooperatioun zugestëmmt, insbesondere dem OECD-Duebelbesteuerungskonventionsmodell, dee mer a bilaterale Verträge mat enger ganzer Rei vun Länner gemaach hunn. Deen ass gutt fir d'Reputatioun vun eiser Finanzplaz a fir nei Aktivitéiten ze dévoppéieren.

Mä mir waren net d'accord, och gëschter am Conseil vun de Finanzministere, fir dee Prinzip, dee mer elo an dem Duebelbesteuerungssofkommes ofgemaach hunn, fir deen elo anescht ëmzestalten an enger europäescher Direktiv.

Duerfir si mer no laange bilateralen an europäeschen Diskussiounen gëschter zu engem Accord komm, fir d'Zesummenaarbecht tëschent de Steierverwaltungen ze verbesseren, am Respekt, am volle Respekt vun deem, wat mer hei am Parlament gesot haten: den Informatiounsaustausch op Ufro a spezifische Fäll, dat heescht mat

Indikatioun vum Numm vun der Persoun, ëm déi et geet, wou ee Land bei engem aneren eppes nofreet. Dat ass de Grondprinzip, dee mer an déi Direktiv ageschriwwen hunn.

Mir waren am Kompromëss d'accord, datt den automateschen Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltungen géif agefouert gi bei enger Rei vu Kategorien, wou mer mengen, datt de Schutz vun der Privatsphäre an den Dateschutz net déi nämlech Relevanz hätt. Déi Kategorië vu Revenuë si Kategorië vu Revenuen, déi näischt, och mat der Aktivitéit vun der Gestion de patrimoine, op der Lëtzebuurger Finanzplaz ze doen hunn.

Deen Informatiounsaustausch kann - ech ënnersträichen: kann - automatesch agefouert gi bei fënnf Kategorië vu Revenuen. Déi fënnf Kategorië si Paien, Pensiounen, Tantiemé vun Administrateuren, Loyerer a Liewensversécherungen.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz kloer soen, datt mir ab 2014 den Informatiounsaustausch op automatescher Basis aféiere fir Paien, fir Pensiounen a fir Tantiemé vun den Administrateuren. A contrario, mir féiere se net an - an ech wëll dat hei nach eng Kéier ausdrécklech ënnersträichen - bei de Liewensversécherungen. A mir féiere se net an, an dat ass konform mat der Direktiv, bei de Revenuë vu Propriétés immobilières.

2017 mécht d'Kommissioun eng Evaluatioun vun där Direktiv, an da gëtt weider gekuckt, op déi weider eestëmmege ausgebaut gëtt oder net.

Sechstens: Niewent deene bis elo ugeschwatene Punkte vun der Reduzéierung vum Budgetdefizit, vun der Reduktioun duerch strukturell Reformen vum Chômage, vun der gesonder Finanzéierbarkeet vun Pensiounssystem, der finanzéierbarer Sozialpolitik, der Ënnerstëtzung fir d'Betriber, an notament bei dem Dëngschtleeschungssektor, brauche mer och, sechstens, an där Perspektiv fir déi nächst Joren eng novollzéibar an akzeptabel Steuerpolitik. Dat heescht, dat muss och vum Bierger akzeptéiert ginn.

Den Här Bodry huet hei gëschter a sengen Aen dräi Ziler vun der Steuerpolitik beschriwwen. Ech kann déi Ziler deelen, just géif ech gären dräi Kritären derbäihänken, ouni déi a mengen Aen déi Ziler net kënnen realiséiert ginn. Fir eis heescht eng Steuerpolitik an deem Kontext, datt se de Kritären vun der sozialer Gerechtegkeet, der Leeschtungsfrëndlechkeet an dem internationalen Ëmfeld och muss gerecht ginn.

Eise Steiersystem ass extrem, heiansdo vläicht ze vill sozial gerecht. 5% vun de Privatpersounen zu Lëtzebuerg bezuele 50% vun alle Steieren. Eis Niveaue vun der Besteuerung...

(Interruption)

Eisen Niveau vun der Besteuerung ass leeschtungsfrëndlech, well en net iwwer 39% vum Akomesse vun de Leit geet, an en dréit dem internationalen Ëmfeld Rechnung, well mer opgepasst hunn, souwuel bei de Betriber wéi bei de Leit, datt mer net iwwer dem Steiersaz vun den Nopeschlänner leien, fir d'Délocalisatioun vu wirtschaftlechen Aktivitéiten an aner Länner ze verhënnere.

Mir sinn an der Steuerpolitik net eleng op der Welt, well de Risiko vun Délocalisatioun ass besonnesch bei internationale Betriber ganz grouss. An duerfir muss een och dat ëmmer am Bléckwénkel hunn.

An deem nämlechten Otemzuch géif ech gäre soen, datt de Wonsch, deen och de Budgetrapporteur gëschter ausgedréckt huet, no Vereinfachung vum Steiersystem een ass, deen ech ka novollzéien.

Mä ech weess net, ob e ganz kompatibel ass mat engem aneren Zil, wat den Här Bodry bei der Steuerpolitik gesot huet, nämlech deem vum Lenkungseffekt vun de Steieren. Eng Vereinfachung vum Steiersystem heescht och, datt een iwwer verschidden Abatementen nodenkt. Wat ee

méi Abattemen an ähnlech Steiermoosnamen huet, wat e Steiersystem selbstverständlech méi komplizéiert gëtt. An duerfir mengen ech, ass et och gutt, datt mer géifen eng Kéier driwwer eis ennerhalen, ob mer déi Vereinfachung wëllen.

Ech hu gemierkt, och an deene leschte Wochen, wéi schwierig et ass, och bei där enger oder anerer steierlecher Moosnam, déi e Lenkungseffekt hat oder sollt hunn, fir do Ännerungen ze maachen. Ech grondsätzlech, als Finanzminister, géif eng Vereinfachung mat enger Ofschafung vun enger Rei vun Abattemen richteg fanne, wëssend awer d'politesch Schwierigkeit, déi een domadder huet, a wéi gesot, datt een dann de Lenkungseffekt, deen heiansdo nützlich ass, aus der Hand gëtt, deen d'Politik iwwer de Steierwee kann hunn.

Dat, wéi gesot, sinn e puer Pisten, déi mer, mengen ech, missten diskutéieren an enger grousser Debatt iwwer d'Zukunft vun eisem Land, wou d'Finanzpolitik ee wesentlechen Aspekt dovun ass.

Datt mer eis op deem éischte vun deene Punkte gutt beweegt hunn, beweist dee Spuerprogramm. Hätte mer deen net gemaach, wär - an dat huet och de Budgetsrapporteur gëschter hei confirméiert - eisen Defizit vill méi héich.

Den Här Bodry mengt, e wier ëm 450 Milliounen méi héich. Ech soen, e wier 650 Milliounen méi héich! Wou kënnt den Ënnerschied hier? Well mer bei den Investitionsausgaben a meng Chifferen natierlech kucken: Wat wieren d'Ausgabe gewiescht, wa mer alles dat gemaach hätten, wat mer am leschte pluriannuëlle Projet an der Chamber virgeluecht hunn an diskutéiert hunn?

Eng ganz Rei vun deene Projeten, déi mer zréckgesat hunn, si finanziell zu Buch geschloen, hunn also en Impakt. Wa mer also déi elo net bauen oder eréischt an zwee Joer oder an dräi Joer bauen, da spuer mer domat par rapport zu deem, wat mer virgesinn haten. An duerfir soen ech, datt mer an eisem Spuerprogramm iwwer zwee Drëttel um Niveau vun den Dépense par rapport zu deem, wat geplangt war, spueren, a ronn een Drëttel, souguer licht manner, um Niveau vun de Recetten, well mer dee Spuerprogramm maachen.

Mä egal wat fir ee Chiffer een zréckbehält, dat ass eng substanzuell Zomm, well tëschent 450 a 650 Milliounen Euro wär den Defizit méi héich, wa mer de Spuerprogramm net gemaach hätten.

An duerfir soen ech nach eng Kéier: Spueren ass eppes Positives, wann een déi laangfristeg Perspektiv kuckt. Spueren soll net ugesi ginn nëmme wéi eppes ewechhuelen, mä d'Grundlag schafen, fir an Zukunft kënne sech Margen ze ginn, fir nach kënne op eng souverän, dat heescht lëtzebuergesch Aart a Weis och nei Politiken ze gestalten.

Duerfir muss mer och, an ech soen dat och fir 2012 an 2013, d'Dépense am Grëff behalen. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt am Budget 2011 d'Dépense vun dem Stat nëmme ëm 3,6% klamme par rapport zum Budget 2010. A si klammen nëmme ëm 1,9% par rapport zu de viraussichtlechen Ausgabe vum Joer 2010. A wann ech vun deenen 1,9% d'Inflatioun erausrechnen, da gesäit een, datt d'Ausgaben d'nächst Joer net wuessen.

Dat ass déi Spuerpolitik, déi mer och fir d'Joer 2012 noutwendeg schéngt, ze kucken, datt d'Ausgaben, ouni mussen e Katalog vun individuelle Spuermoosnamen ze maachen, gedrosselt kënne ginn an datt domadder déi Mehreinnahmen, déi mer hunn, datt déi den Defizit reduzéieren an datt déi net an nei net couvréiert Ausgabe kënne lafen.

Nach eng Kéier: Bei 2011 klammen d'Dépense par rapport zu de Previsiounen nëmme ëm 1,9%. D'Recettë leien ëm 4,5% méi héich am Budgetsprojekt 2011 wéi bei de Previsiounen fir d'Joer 4,5% -

dat ass vill. Mä wéi gesot, dat erlaabt eis, den Defizit ze reduzéieren.

D'Zil vun de gesonden a zolitte Statsfinanzen erreicht een och net nëmme duerch Spuerprogramm. Et erreicht ee se duerch Budgetsdisziplin. An ech mengen, mir kéinten och dat eent oder dat anert errechen duerch nei Budgetsregeln.

Och do sinn ech dankbar fir d'Ënnerstützung, déi am Rapport vun der Finanz- a Budgetskommissioun komm ass. Mir wäerten am Laf vum Joer 2011 eng Budgetsreform proposéieren. Mir wäerten an deem Joer intensiv Aarbechten doriwwer duerchféieren, fir d'Budgetsprozedur ze moderniséieren. Mir maachen dat virun allem an eisen eegene Servicer, wäerten awer och op d'Erfahrung vun der OCDE respektiv d'Erfahrung vun anere Länner, wéi zum Beispill Éisträich, zréckgräifen, déi an der rezenter Vergaangenheet Budgetsreforme gemaach hunn.

E groussen Akzent leeën ech do gären op d'Qualitéit vun der öffentlecher Ausgab. Transparenz, Vertrauen an Evaluatioun sollen d'Kritäre ginn, no deene mer eis wëllen orientéieren. Transparenz heescht, datt mer éischer no den Aktivitéite kucken, no de politeschen Ziler wéi just Mëttele. Ze oft gëtt zu Lëtzebuerg d'Fro gestallt: Wéi vill kréien ech dann op deem Kredit bäi? Ech mengen, datt dat net kann deen enzege Kritär sinn, mä méi d'Philosophie: Wat kann ech errechen? Respektiv: Wat hunn ech mat enger gewëssener Budgetsausgab an der Vergaangenheet erreicht?

Zweetens, d'Vertrauen. Ech hätt gären, datt mer e Budget kréien, wou méi Flexibilitéit fir déi eenzel Departementer dran ass, mä och méi Responsabilitéit fir déi eenzel staatlech Acteuren.

An drëttens: Evaluatioun. Mir mussen kucken, wat ass d'Performance, wat ass d'Kohärenz vun der Dépense? - Wat an enger renger kontabeller Approche an der Vergaangenheet vläicht net genuch gemaach ginn ass.

Domadder maache mer och d'Aufgab vun der Chamber bei der Analys an der Kontroll vum Budget besser. Ech weess, datt dat an där enger Matière vläicht méi einfach ass wéi an enger anerer Matière. Mä an enger Rei vu Beräicher ass sécherlech d'A-posteriori-Analys vun der Effikasitéit vun der Dépense, vun der Errechnung vum Zil eng, déi kann och a schwierigen Zäiten et eis erlaben, mat manner Suen awer ganz vill Politik ze maachen, vill Politikberäicher finanziell ze bedéngen. De Budget soll also e bessert Instrument gi fir d'politesch Aktioun.

De Kalenner vun där Reform ass, fir am Joer 2011 de Gros vun där Aarbecht ze maachen. Ech mengen net, datt dat kéint fir d'Joer 2012 a Kraaft trieden, mä éischer fir de Budget 2013 oder de Budget 2014. Mä héchstwahrscheinlech muss een, dat mussen déi Aarbechten erweisen, mat deem engen oder deem aneren Departement Pilotprojete maachen. Sou wéi mer d'Gestion séparée viru Joren an engem klengen Krees agefouert hunn an, nodeem mer gesinn hunn, datt et positiv Erfahrung mat sech bruecht huet, dunn hu mer dat ausgebaut.

Ech sinn och op, an deem Kontext - wann och mat gewësse Fragezeichen -, iwwer dee vun der Chamber proposéierte Comité de prévision fiscale.

Ech mengen nämlech, datt, wann och méi Leit wéi just d'Beamte vun der Steierverwaltung déi Previsiounen maachen, dat an engem klengen Wirtschaftsraum net onbedéngt zu méi präzise Chiffere féiert. Eise Problem ass, datt mer e klengen Wirtschaftsraum sinn, dee ganz oppen ass, an eng Rei vu Steierkategorien hunn, déi eng ganz héich Volatilitéit a sech hunn. An och do si gëschter hei eng Rei Chiffere rappléiert ginn.

Ech fannen et net gutt, wann dee Comité de prévision fiscale géif eng onofhängeg Autoritéit ginn. Et ass d'Chamber, et ass d'Chamber als politescht gewieltent Organ vum Stat, wat de Budget mécht, y compris d'Recettësäit. An ech gesinn net an, firwat d'Beamten aus enger Verwaltung, d'Ministèren an d'Deputéierte manner gutt wäere wéi onofhängeg Experten, déi géifen d'Steiere berechnen. Et kann ee sécherlech deen een oder aneren Expert mat erunzéien, fir Methodologien ze erschaffen, wéi ee kann op Erfahrungswäerter Steieren aschätzen, mä d'Politik mécht de Budget, d'Politik decidéiert iwwer de Budget an d'Politik ass responsabel a bleift responsabel a mengen Ae fir de Budget.

Mä ech sinn oppe fir déi Iddi, fir déi och mat der Finanzkommissioun opgrond vun där Motioun, déi se gestëmmt huet, déi d'Chamber gestëmmt huet virgëschter an déi jo gewëssen Dieren opléisst, fir doriwwer konstruktiv an deenen nächste Méint am Kader och vun där Budgetsreform ze diskutéieren.

Budgetsdisziplin a spueren heescht net, keng Suen ausginn. Ech hunn heiansdo d'Impressioun, datt, an do si mer mat schëlleg drun, mer ganz oft vergiessen, datt mer an deem Budget ganz vill Prioritéiten hunn, datt mer mat deem Budget ganz villen realiséieren an datt dat ville Leit hei am Land zeguttkënnt an datt dat ganz vill politescht Prioritéite sinn, déi mer domadder errechen.

Nach géif ech hoffen, datt déi Debatt, déi mer muer hei kréien, och géif soen, ob déi Prioritéite gedroe gi vum Parlament respektiv, wa se net gedroe ginn, wat fir eng Alternative proposéiert ginn. Wou soll méi ausgi ginn? Mä wann een dat seet, och: Wou soll méi gespuert ginn?

Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, datt mer am Fong dräi grouss Bléck am Budget hunn. Mir hu ronn 36% Sozialausgaben am Budget 2011. Dat sinn d'Kontributiounen vum Stat bei de Pensionskeessen, der Gesondheitskeess, dem Kannergeld, Chômage an esou weider. 36% vun de Gesamtausgabe vun dem Stat. 20% si Paien. An 13% sinn Investitiounen. Do gesäit een also och, wou déi grouss Bléck vun der Opdeelung vun eisen Ausgabe fir d'Joer 2011 sinn.

Zu deene Prioritéiten, déi mer gesat hunn, gehéiere ganz sécher och fir déi Joren duerno d'Beräicher wéi Famill a Wunnensbau an dem Kontext vun dem Zesummeliewen an der Liewensqualitéit, an an dem Beräich vun deene méi laangfristige Beräicher wéi Fuerschung an Investissementer. Dat sinn natierlech keng exhaustiv Lëscht, mä dat si Beräicher, fir lech nëmme ze illustréieren, wat fir eng Villsäitigkeit an deem Budget souwuel am Kuerzfristige wéi am Laangfristigen ass.

D'Famill, a wann ech héieren, datt gemengt gëtt, des Regierung an des Majoritéit géif näischt fir d'Famill maachen, an datt déi eng oder aner Moosnam géif

d'Famillpolitik am breede Sënn a Fro stellen, muss ee sech d'Chiffere virun Aen halen. De Lëtzebuerg Stat gëtt d'nächst Joer am Beräich vun der Famill 1,9 Milliarden Euro aus. Dovunner ass eleng d'Kannergeld eng Milliard Euro. Dat heescht, datt souguer kleng Ännerungen, wäere se dann och komm, näischt un der fundamentaler Prioritéit vun der Regierung par rapport zu der Famillpolitik ausgesot hätten.

Woubäi ech wéilt derzoufüegen, datt an deem Beräich net alles mat Suen ze errechen ass, mä datt de Stat sécherlech kann déi eng oder déi aner Problemer oder Zilsatzungen duerch finanziell Mëttele errechen. Eng Milliard Kannergeld, e Gesamtpak vun 1,9 Milliarden, doranner natierlech déi vill zousätzlech Plazen, déi mer an deene leschte Jore geschaf hunn an och d'nächst Joer wäerte schafen, an Infrastrukture wéi Maison-relaisen oder Crèchen.

Eleng an deene leschten dräi..., an deene leschte véier Joer, also 2008 bis 2011 inklusiv, ass d'Zuel vun de Plazen an de Maison-relaisen ëm 9.000 geklommen, esou datt mer um Enn vum nächste Joer zu Lëtzebuerg 23.200 Plazen an de Maison-relaisen hunn. Mir hunn zu Lëtzebuerg um Enn vum nächste Joer - wann déi Moosnamen, déi Projeten alleguere realiséiert sinn, déi mer am Budget d'nächst Joer stoen hunn - 6.500 Plazen an de Crèchen a Foyer-de-jouren, et gëtt 49 Jugendhaiser an et kommen och d'nächst Joer zousätzlech Plazen, 52 ganz prezis, fir Handicapierter a Foyeren, Ganzdagsbetrieung, derbäi. Just e puer Chifferen, e puer Beispiller, fir ze weisen, wéi vill Zolittes an deem dote Beräich och mam Budget 2011 gemaach gëtt.

Och do si mer - an ech deelen d'Meenung vum Budgetsrapporteur gëschter - op eng gutt Kooperatioun mat de Gemengen ugewisen, an ech muss soen, och an deenen dote Beräicher fonctionnéiert dat am Regelfall jo ganz gutt.

Datselwecht gëllt fir de Logement. Mir hunn eng kontinuierlech Politik, fir finanziell zolidd Ënnerstützung ze ginn deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wëllen en Haus kafen oder bauen. Eleng am Budget vum nächste Joer gi mer - iwwer eenzel Primen, iwwer Hëllef, déi mer un öffentlech a privat Promoteure gi fir soziale Wunnensbau, un Hëllef, déi mer de Gemenge ginn, déi e staarke Populationszuwuess hunn, oder Hëllef, déi mer deene Leit ginn, déi mat klengem Akommes en Haus oder en Appartement loune ginn -, do gi mer d'nächst Joer 115 Milliounen Euro aus. Dat ass eng Progressioun vu 50% par rapport zu der Dépense, déi mer zum Beispill 2005 haten.

Also iwwer en Zäitraum vu fënnf Joer gi mer 50% méi Suen aus fir individuell Hëllef u Leit oder Promoteuren oder Gemengen, déi ech elo grad opgezielt hunn. Et kënnt derbäi - an an där Zomm ass dat am Fong net dran -, datt mer jo eng niddreg TVA an deem Beräich hunn, nämlech 3% TVA, an datt dat fir de Stat am Fong och nach en zousätzleche Bäitrag vun 28 Milliounen Euro eleng op engem Joer ausmécht. Dat heescht, zesummen hu mer also net nëmme 115 Milliounen Direktausgaben, mä och Mindereinnahme vun eppes 28 Milliounen Euro duerch déi niddreg TVA.

Och do muss een natierlech - an dat ass déi Debatt, déi mer mussen ëmmer erëm féieren - kucken, ob d'Effikasitéit vun deenen eenzelne Moosnamen deen Effekt hat, dee mer wollten hunn. De Wëlle vun der Regierung, vun de sukzessive Regierunge war, duerch déi Moosnamen d'Präisser an de Grëff ze kréien. Si hunn awer éischer op enger Rei vun deene Punkten dat Zil net erreicht, well d'Demande zu Lëtzebuerg exzeptionell héich ass. Duerfir muss een och vläicht bereet sinn, iwwer déi eng oder déi aner Moosnam am Sënn vun der Effikasitéit nozedenken. Vläch kann een och do - wéi ech virdu gesot hunn - eng Moosnam ëmänneren, fir eng aner amplatz ze setzen.

Am Beräich vun där Preparatioun vun der Zukunft an deem Laangfristige kënnt - an dat geet och aus deem Brëif vum Eurogrupp ervir, deen ech virdu zitiert hunn - der Fuerschung an der Entwécklung eng ganz wichteg Bedeitung zou. Dat spiert

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerg Journal, Zeitung vum Lëtzebuerg Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



een net am Direkten, dat spiert een net, wann een duerch d'Strooss geet, déi Ausgaben, déi een am Beräich vun der Fuerschung an der Entwécklung mécht. Mä déi spiert eist Land als Ganz, déi spieren eis Kanner, wa si an zéng oder 20 Joer an engem modernen, sech weiderentwéckelnde Land wëlle liewen.

Mir hunn als Zil, d'öffentlech Fuerschung op 0,8% eropzekeréien an d'privat Fuerschung op 1,8%. Mir sinn elo op eppes 0,5% vum Bruttoinlandsprodukt. Mir ginn d'nächst Joer ronn 200 Milliounen fir d'öffentlech Fuerschung aus. An ech erënnere drun: Am Joer 2000 ware mer eréischt op 0,1%. Mir sinn also och do a kuerzer Zäit vun 0,1 op elo 0,5% eropgaangen. Och dat ass eng Politik, déi muss weidergoen, well nëmme wann de Stat an d'Beräicher - a ganz oft hëlleft de Stat, d'Fuerschung an de Betriber finanziell ze ënnerstëtzen - sech kënnen modern Produkter entwéckelen, hu se och eng Chance herno am internationale Konkurrenzkampf, fir hir Produkter kënnen ze verkafen.

Och duerfir kennt der Universitët an hirer Fuerschung an an hirem Bildungsvolet eng wichteg Importenz zou. D'Universitët kritt an dem Programm 2010 bis 2013 eng Gesamtzomm vun 380 Milliounen Euro, dovunner eleng am Budget d'nächst Joer 87 Milliounen Euro, niewent enger substanzierter Dotatioun am Beräich vun deem Aktiounsprogramm „Technologies de la santé“, wat ronn 450 Milliounen ausmécht. Wat Beräicher sinn, déi ech nëmme beispillhaft indiqueréieren, fir ze weisen, wou mer à la fois eng Diversifikatioun vun der Wirtschaft probéieren a wou mer och an der Fuerschung investéieren, fir d'Zukunft vun eisem Land wirtschaftlech an - ech géif soen - am Beräich vun der Educatioun weiderentwéckelen.

An där laangfristeger Perspektiv kënt selbsterständlech och den Investissementer eng ganz grouss Roll zou, quitte datt se selbsterständlech och kuerzfristeg e positiven Effet hunn, well wien Investissementer mécht, finanziert natierlech och kuerzfristeg d'Infrastrukturen, déi Leit, déi déi bauen, dat sinn also d'Entreprises, dat ass de Mëtzelstand, dat ass d'Handwierk. Mä laangfristeg kënnen vill Leit an e puer Generatione vun deenen Infrastrukturen profitéieren.

Elo baue mer d'nächst Joer ganz vill. Mä mer baue manner wéi dat, wat mer 2009 am Fong fir 2011 virgesinn haten. An duerfir: Déi, déi soen, mir géife spuere bei den Infrastrukturen, déi hu vläicht ze séier d'Konklusioun gezunn, well se just de Chiffer vun 2011 par rapport zu 2010 kucken oder well se just de Chiffer kucke par rapport zu deem, deen am pluriannuellen Investitiounsprogramm war. Jo, mir kënnen net alles bauen, wat mer gäre gebaut hätten, well mer eis dann iwwerverschellen. Et geet do dem Stat net anescht wéi de Privatleit. Net jiddweree kann zu all Moment dat bauen, wat e gären hätt.

Mä mir wëllen eng Rei vu Projekte maachen, an duerfir gi mer d'nächst Joer souwuel bei direkte wéi indirekte Investissementer - indirekter sinn der, wou mer engem Drëtten d'Sue ginn, wéi zum Beispill beim Bau vun Altersheimer - 1,6 Milliarden Euro aus. 1,6 Milliarden Euro: Dat sinn 280 Milliounen Euro méi wéi 2009. An 2009 - kuckt d'Budgetdebatten no - hate mer en historesche Rekord vun Investitiionsausgaben. Mir sinn also nach iwwer 2009.

Mä et ass richtig: Mir hunn eng Brems missen zéien an duerfir si mer ronn 100 bis 120 Milliounen ënner deem, wat mer dëst Joer ausginn, a mer gi manner aus wéi dat, wat mer virgesinn haten. Eng Rei Projekte si reportéiert ginn. Mir hunn net decidéiert, fir déi ni ze maachen. Eng Rei vun deene Projekte sinn och noutwendeg, an et ass och kloer, datt jiddweree gären déi Projekte hätt, och d'Regierung. Mä si si fir de Moment net ze maachen, a mir kucken 2012, 2013 nach eng Kéier iwwert dee ganzen Investitiounsprogramm.

Mä dat, wat mer maache mat 1,7 Milliarden - wat also, soen ech nach eng Kéier, méi ass wéi 2009, wat scho ganz héich war -, do gesäit een och, wéi eng Prioritéit mer an deem Beräich maachen. Prioritéit Nummer eent, och am Budget 2011, sinn d'Schoulgebaier. 14% vun deem Investitiionsvolumen, nämlech 240 Milliounen, ginn u Schoulgebaier. Prioritéit Nummer zwee, wann ech reng d'Finanze kucken, ass d'Schinnennetz, d'Ausgabe vum Fonds du rail mat 180 Milliounen. Prioritéit Nummer dräi ass de weideren Ausbau oder d'Fäerdgestellung vun enger Rei vu grouss Stroossenachsen: 160 Milliounen. A Prioritéit Nummer véier, wann ech dat ëmmer reng chiffereméisseg kucken, ass de Beräich vun dem Waasser, d'Kläranlagen an d'Zouféierung vu prosperem Waasser un d'Kollektivitéit mat 92 Milliounen Euro.

Véier Beräicher nëmme, fir lech ze weisen, wou enorm villes mam Investitiounsprogramm vum nächste Joer gemaach gëtt. An deem Budget gëtt gespuert, mä mat deem Budget gëtt schrecklech vill gemaach, gëtt schrecklech vill realiséiert, fir dëst Land weider ze moderniséieren, fir deem Land d'Liewensqualität och weider ze erhalten.

Eist Zil ass e Land, wat sech sozial an ekonomesch weiderentwéckelt, mä mat zolitte Statsfinanzen. D'Weiderentwécklung kann net op d'Käschte vun den nächste Generatione goen. Dat ass déi fundamental Konditioun, fir datt mer och an Zukunft, dat heescht a fënnel an an zéng Joer, eng Wirtschaftspolitik an eng Sozialpolitik kënnen maachen. Eng Wirtschaftspolitik, déi Aarbechtsplaze schafft. An nëmme, wann déi Aarbechtsplaze schafft, hu mer Suen, fir och kënnen Sozialpolitik ze finanzéieren. Dat eent ouni dat anert ass net ze maachen.

Mir ginn och net op eng reng kontabel Aart a Weis un déi Thematik do erun. Mir kucken, fir datt mer gesond Statsfinanzen hunn, déi auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg zéien, well se Vertrauen an eist Land, och an Zukunft, kënnen hunn. Et investéiert keen an engem Land, wou enorm héich Scholde sinn a wou de Budget zu engem groussen Deel belascht gëtt duerch Zënsen a Kapital, wat muss zrëckbezuelte ginn.

Mir maachen et net, wéi Verschiddener mengen, fir an Europa den éischten an der Klass ze sinn. Mir maachen et, well mer gären hätten, datt dëst Land och eng Zukunft huet. An duerfir ass dee Schrëtt, dee mer dëst Joer gemaach hu mam Spuerprogramm, e Schrëtt an déi richteg Richtung.

Mir wäerten also weider eng virsichteg Budgetpolitik maachen, mat enger konkurrenzfähiger, sozialgerechter, leeschtungsfrëndlecher Steierpolitik. Dat heescht, et kann een net alles kuerzfristeg maachen, mä et bleift, datt ee villes ka maachen.

Sommaire des séances publiques nos 10, 11, 12 et 13

6118 - Projet de loi relative à la sécurité des jouets	p. 116-120
Dépôt d'une motion par M. Lucien Thiel	p. 120-121
6135 - Projet de loi établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits liés à l'énergie et modifiant la loi du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie	p. 121
6203 - Projet de loi fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques et modifiant	
1. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementant l'octroi des indemnités de chômage complet;	
2. la loi modifiée du 23 décembre 2004 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;	
3. la loi du 1 ^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité;	
4. la loi du 1 ^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel	p. 122-123
6153 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2009	p. 123-125
6223 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2009	p. 125-126
Résolution approuvant les comptes de la Cour des Comptes pour l'exercice 2009	p. 126
6166 - Projet de loi portant introduction des mesures fiscales relatives à la crise financière et économique et portant	
1. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
2. modification de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant	
1. création d'un fonds pour l'emploi;	
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;	
3. introduction d'une contribution de crise	
et	
6167 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 juin 2002	
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;	
2. portant création d'un forfait d'éducation;	
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	p. 126-141
Dépôt d'une motion par M. Fernand Kartheiser	p. 141
Communications	p. 141
Ordre du jour	p. 141
6200 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2011	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 141-145
- Exposé de M. Luc Frieden, Ministre des Finances	p. 146-151

Eis aktuell Finanzsituatioun ass am europäesche Verglach gutt - ech soen dat nach eng Kéier -, mä se ass mëttelfristeg, wa mer géifen esou weiderfuere, no der Kris, nom Enn vum Konjunkturprogramm, net à la longue haltbar. Duerfir muss mer manner Depensé maachen, eis méi Recettes erschafen. Mir hunn dat duerch de Spuerprogramm gemaach an duerch liicht Steiererhéijungen. Mä déi liicht Steiererhéijunge bréngen eis net op en Niveau, deen iwwert dem Niveau vun den Nopeschlänner ass. Dat war en Zil, wat mer eis gesat hunn. Dat ass en Zil, wat mer agehalen hunn.

Wat kuerzfristeg politesch a sozial ka flott a populär sinn, ass net ëmmer laangfristeg dat Richteg. Duerfir sinn Ännerungen a Reformen och näischt Negatives, mä eng Chance fir d'Zukunft vun eisem Land. An duerfir mengen ech, datt eist Land am Fong enorm vill Chancen huet, well mer

kleng sinn, well mer kleng a reng sinn a well mer kënnen doduerch schnell handeln, mä net, wa mer einfach op deem sëtze bleiwen, wat mer hunn, a soen: Mir brauche keng Ännerungen ze maachen!

Duerfir hoffen ech, datt mer d'nächst Joer kënnen, ouni ze streiden oder no engem demokratesche Sträit, déi Reforme maachen, fir an deene Beräicher, déi ech versicht hunn, haut ze indiqueréieren, wou ech eng Rei vun Iddië mat an d'Debatt geworf hunn, fir op deem Wee kënnen d'Zukunft vun eisem Land ze molen.

Et bleift fir mech, datt de Budget 2011 e grouss Schrëtt vun enger zilorientierter Politik vu gesonde Statsfinanzen ass mat enger staarker Sozialpolitik, engem héijen Investitiionsvolumen an enger fairer, akzeptabler Steierpolitik. An duerfir bieden ech lech, am Numm vun der Regierung, fir deem Budget Är Zoustëmmung ze ginn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech ginn dem Finanzminister Akt vu senger Deklaratioun. D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2011 fänke muer de Moien um 9 Auer un.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer um 9 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.54 heures)



Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vu 19:00 Auer un

d'Chamber online op

www.chd.lu



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2009-2010		
0799	Claude Haagen	Bureau de l'Administration des Douanes et Accises dans la station de contrôle technique de Sandweiler
0912	Fernand Kartheiser	Entretien des installations douanières aux frontières luxembourgeoises
0934	François Bausch	Provisions bilantaires du secteur financier
Session ordinaire 2010-2011		
0956	Ben Fayot	Bibliothèque nationale
0957	Marc Spautz	Indemnités touchées par le personnel effectuant des tâches de remplacements à l'école fondamentale
0958	Mill Majerus	Utilisation des couloirs pour bus par le transport de personnes dans les centres psychogériatriques
0959	Marc Spautz	Heures d'études hebdomadaires qui ont été introduites dans certains lycées techniques
0960	Jean Colombero	Résidence Seniors à Troisvierges
0961	Jean Colombero	Coopération entre les différents acteurs du secteur de la santé
0963	Jean Colombero	Spirométrie
0964	Marcel Oberweis	Agence spatiale européenne
0967	Ben Scheuer	Démographie médicale
0968	Claude Adam	Activités sportives périscolaires
0969	Marc Spautz	Aides financières de l'État pour études supérieures
0970	Marc Spautz	Jouets toxiques
0971	André Hoffmann	Boni pour enfants
0972	Marie-Josée Frank et Léon Gloden	Maison médicale dans la région Est du Luxembourg
0973	Claude Haagen	Virage à droite au feu rouge
0974	Mill Majerus	Financement de certaines prestations dans le cadre des soins à domicile
0978	Marc Spautz	Transports scolaires
0979	André Hoffmann	Placements du Fonds de compensation
0980	André Hoffmann	Placements du Fonds de compensation
0981	Félix Braz	Rapport du Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)
0983	Roger Negri	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)
0984	André Bauler	Plan d'action destiné à promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'Homme ainsi qu'au dialogue interculturel et interreligieux
0985	Fernand Etgen	Premiers secours en cas d'arrêt cardiorespiratoire
0986	Félix Braz	Forum de consultation concernant le Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations
0988	Marc Spautz	Cours de langue luxembourgeoise
0990	Lydie Err	Droit de vote des étrangers
0991	Fernand Kartheiser	Présence de personnalités politiques ou autres personnalités de la sphère publique dans les écoles
0992	Jean Colombero	Suivi du patient après une hospitalisation
0993	Jacques-Yves Henckes	Transports de prisonniers
0994	Fernand Kartheiser	Siège du Parquet européen et avenir d'Eurojust
0995	Fernand Kartheiser	Eurojust
0996	André Bauler	«Projektunterricht»
0997	Félix Braz	Participation à la remise du prix Nobel de la paix
0999	Marc Spautz	Tarif d'électricité de nuit
1000	Fernand Etgen	Circonscription régionale de la police de Mersch
1001	André Bauler	«Travail de candidature» lors du stage pédagogique des professeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique
1003	Claudia Dall'Agnol	Attribution de logements sociaux locatifs
1004	Ben Fayot	Spoliations des biens juifs au Luxembourg
1008	Jean Colombero	Possibilité d'épargne dans le secteur de la santé
1016	Ben Scheuer	Structures d'accueil pour enfants
1017	Claudia Dall'Agnol	Conséquences de la grippe saisonnière dans la fonction publique
1018	Lydia Mutsch	Impôt sur le revenu
1019	Claude Haagen	Déclaration d'impôt
1027	Roger Negri	Répertoire général des personnes physiques et morales
1056	Eugène Berger	Politique spatiale européenne
1064	Eugène Berger	Subsides pour études universitaires

Session ordinaire 2009-2010

Question 0799 (20.7.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **bureau de l'Administration des Douanes et Accises dans la station de contrôle technique de Sandweiler**:

En vue du dédouanement d'un véhicule neuf ou d'occasion acheté à l'étranger, le particulier ou le représentant d'une entreprise doit se présenter avec le véhicule auprès d'un des bureaux de l'Administration des Douanes et Accises dans le but d'obtenir

certain documents douaniers, notamment une vignette 705 prouvant que le véhicule susceptible d'être immatriculé est bien en règle sur le plan de la réglementation fiscale. À noter que la vignette 705 est nécessaire pour l'immatriculation du véhicule auprès de la Société Nationale de Contrôle Technique.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-ce que les travaux d'agrandissement et de réorganisation

de la station de contrôle technique de Sandweiler, destinés entre autres à regrouper certains services (immatriculation, agrément, permis de conduire) au sein d'un guichet unique, prévoient également l'implantation d'un bureau de l'Administration des Douanes et Accises afin que le dédouanement et l'immatriculation de véhicules achetés à l'étranger puissent se faire au même endroit?

- Dans la négative, pourquoi a-t-il été renoncé à l'installation d'un bureau de douane dans la station

de contrôle technique de Sandweiler?

- Est-ce que Messieurs les Ministres n'estiment pas qu'un tel regroupement de différentes instances s'inscrirait parfaitement dans la politique de simplification administrative prônée par le Gouvernement?

- Selon les informations parues dans la presse, il serait éventuellement prévu d'installer une station de contrôle technique supplémentaire soit dans la région Est, soit dans la région Ouest du pays. Dans l'affirmative, est-il prévu d'installer un bureau de douane dans cette nouvelle station de contrôle technique?

Réponse commune (8.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans l'optique de la simplification administrative, en particulier en ce qui concerne l'immatriculation de véhicules importés, la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT) et l'Administration des Douanes et Accises (ADA) ont analysé ensemble la possibilité de prévoir sur les sites des stations de contrôle technique un guichet de l'ADA qui traiterait sur place les formalités d'importation de véhicules. Pour ce qui est de la station de contrôle technique du Centre (Sandweiler), du Sud (Esch-sur-Alzette) et du Nord (Wilwerwiltz), le principe d'une telle installation a été retenu.

Même si le projet d'agrandissement de la station de contrôle technique du Centre n'a pas dès le début tenu compte d'une telle présence de l'ADA, une solution pragmatique a pu être trouvée lors des consultations qui ont eu lieu entre la SNCT et l'ADA et l'intégration d'un tel service de l'ADA est prévue lorsque les travaux d'aménagement des nouveaux locaux seront finalisés.

Question 0912 (22.9.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'entretien des installations douanières aux frontières luxembourgeoises**:

Depuis l'abandon des contrôles systématiques aux frontières, le Gouvernement semble se désintéresser de plus en plus des installations douanières. Or, ces bâtiments ne représentent non seulement une certaine valeur, mais en plus l'État pourrait en avoir besoin à tout moment. En effet, les traités internationaux en la matière prévoient la possibilité de réintroduire des contrôles frontaliers en cas de besoin.

Le Gouvernement devrait donc veiller à entretenir ces infrastructures et à s'assurer de leur parfait état de fonctionnement. L'état de délabrement actuel de nombre de ces postes-frontières fait en plus très mauvaise impression sur les visiteurs étrangers, pour lesquels ces installations sont souvent la première impression qu'ils ont de notre pays.

Il est particulièrement triste de devoir constater que les symboles nationaux - drapeaux et écussons - sont souvent absents aux frontières ou qu'ils ne sont plus rem-

placés en cas de besoin. Or, il est indigne et donc intolérable que notre pays se présente avec des drapeaux défectueux à ses frontières!

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1. Qui est responsable pour l'entretien des installations douanières et des symboles nationaux aux frontières? Quel est le budget prévu à cette fin? Qui veille au remplacement régulier des drapeaux et autres symboles nationaux?

2. Est-ce que des mesures seront prises à court terme pour rénover ces installations afin de permettre à la douane et à la police de pouvoir y travailler, en cas de besoin, dans de bonnes conditions et en même temps pour donner une meilleure image du Luxembourg?

Réponse commune (8.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En dépit du fait que les contrôles douaniers aux frontières intra-communautaires ont été abolis, les infrastructures Sterpenich, Mesenich et Dudelage-Zoufftgen, situées sur des axes du réseau routier transeuropéen, gardent leur pertinence pour les contrôles sécuritaires assurés par l'Administration des Douanes et Accises (ADA) avec, entre autres, la Police grand-ducale, conformément à la législation européenne et nationale, notamment en matière de transport routier.

Les installations douanières font partie du patrimoine de l'État et leur entretien est assuré par l'Administration des Bâtiments publics (ABP). L'entretien des postes frontaliers correspond à des travaux de réparation ainsi qu'au rafraîchissement ou nettoyage de l'enveloppe extérieure. Aucun budget spécifique n'est prévu, mais les frais qui en résultent sont imputés sur le Fonds d'entretien et de rénovation.

Il appartient à l'ABP de procéder au remplacement des drapeaux nationaux sur demande de l'ADA. Les autres symboles nationaux sous forme de panneaux sont de la responsabilité de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Pour ce qui est des rénovations intérieures, les demandes de rénovation émanent des administrations concernées. À titre d'exemple, le poste Dudelage-Zoufftgen situé sur l'autoroute A31 a été rénové de 2001 à 2006 suite à une demande de l'ADA. Pour ce qui est des autres sites, de telles demandes n'ont pas été formulées.

Question 0934 (1.10.2010) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant les **provisions bilantaires du secteur financier**:

Depuis 2008, la CSSF recense de façon plus régulière les corrections

de valeur dans les bilans des différents professionnels du secteur bancaire.

Dans son étude d'impact de l'industrie financière sur l'économie luxembourgeoise, la CSSF a écrit en 2009: «La contribution des banques aux recettes fiscales s'est réduite de 5% en 2008, sous l'effet principalement de l'impôt payé par les banques. Cette évolution est principalement expliquée par la réduction des bénéfices et les besoins de provisions. (...) Avec plus de 2,6 milliards d'euros, celle-ci représente désormais 25% des recettes fiscales, contre 28% en 2007. Cette évolution résulte principalement de l'évolution des bénéfices et des provisions, et partant de la contraction de l'impôt. Cependant les niveaux atteints bénéficient de l'apport de facteurs exogènes (dont l'assurance) qui cachent une évolution plus proche d'un recul de 11%.»

En temps de crise, il est jugé prudent par les professionnels du secteur financier de reconstituer leurs provisions pour risques qui ont dû être réalisées en 2008 et 2009.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir des précisions de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quelle évolution ont connu les provisions pour risques auprès des banques et autres professionnels du secteur financier depuis 2007?

2) Quel impact est-ce que la reconstitution de ces provisions aura sur les recettes fiscales du Gouvernement en 2010, 2011 et 2012?

Réponse (14.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Ad 1)

À part les établissements financiers, les autres professionnels du secteur financier ne constituent que peu de provisions pour les risques consécutifs à la crise économique et financière.

Les corrections de valeur représentent un indicateur clé de la stabilité financière et font, à ce titre, l'objet d'un suivi régulier par la CSSF. Le tableau ci-dessous illustre l'évolution des provisions pour risques constituées par les banques entre 2007 et 2009, en termes de constitution nette et en millions d'euros.

2007: 1.038

2008: 5.399

2009: 2.592

Ces provisions sont principalement déterminées par les besoins de corrections de valeur en vertu de dépréciations réalisées sur des actifs et par des provisions prudentielles visant à prémunir la banque contre des aléas futurs.

L'évolution de ces provisions est liée étroitement à l'évolution conjoncturelle qui dicte le niveau requis des constitutions de provisions, comme témoigné notamment par la forte variation des provisions entre fin 2007 et 2008.

Ad 2)

Quant au niveau de la constitution nette de provisions pour les années 2010, 2011 et 2012, il est difficile de se prononcer dès à présent, d'autant plus que les prévisions économiques s'avèrent délicates.

Il est certain que des pays très endettés exerceront une grande influence sur le montant global de la dotation aux comptes de provisions tant au niveau des titres de dettes étatiques que des dettes de ressortissants de ces États.

Les dotations aux comptes de provisions se font à charge des bénéficiaires imposables. Partant, les dotations réduisent l'impôt sur le revenu de collectivités et la dotation pour le Fonds pour l'Emploi, qui a comme base d'assiette l'impôt sur le revenu des collectivités. L'impôt commercial communal est de ce fait également réduit.

Or, l'impôt sur le revenu des collectivités n'est qu'un impôt parmi d'autres contribuant aux recettes fiscales émanant du secteur financier. Ainsi, le montant de 2,6 milliards d'euros de recettes fiscales provenant du secteur financier en 2008 qui est cité dans l'étude d'impact de l'industrie financière sur l'économie luxembourgeoise inclut, outre l'impôt sur le revenu des collectivités, les recettes perçues au titre de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de la taxe d'abonnement, des droits d'enregistrement, de l'impôt sur la fortune.

Par conséquent, il n'existe pas de lien direct et linéaire absolu entre les provisions constituées par les banques, les bénéfices du secteur bancaire et les impôts payés par le secteur financier dans son ensemble.

Session ordinaire 2010-2011

Question 0956 (18.10.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant la **Bibliothèque nationale**:

Je ne reviens pas à la longue histoire d'une quinzaine d'années concernant la nécessité unanimement reconnue par la politique luxembourgeoise d'une nouvelle Bibliothèque nationale.

Je rappelle seulement que Monsieur le Premier Ministre, dans sa déclaration du 5 mai 2010 sur la situation économique, sociale et financière du pays, avait dit: «Mir brauchen eng nei Nationalbibliothék. Ee Land, dat eppes op sech hält, daerf seng Bicher an domat e Stéck vu senger Vergaangenheet net vermuuschte loossen. Déi nei Nationalbibliothék kënnt op de Kierchberg bei d'Kräizung Bricherhaff. Mir kënnen einfach net méi laang waarden, et dauert eis ze laang, bis d'Schumansgebai bei der Philharmonie fräi gött. Elo gi séier nei Pläng gemaach, an 2014 gött d'Nationalbibliothék gebaut».

Face à cette évidente volonté politique exprimée par Monsieur le Premier Ministre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

1) Le Gouvernement a-t-il procédé depuis mai 2010 à l'acquisition dudit terrain près de «Bricherhaff»? Ou est-il pour le moins arrivé à un accord de principe avec le Fonds d'urbanisation du Kirchberg? Quelle est l'étendue exacte de ce terrain réservé à la construction de la nouvelle BnL? Quel est le prix à déboursé par l'État luxembourgeois au FUAK?

2) Sachant que le programme initial prévu par le projet Bolles-Wilson était de 149 millions d'euros, réduits entre-temps à 120 millions, inscrits dans le Fonds d'investissements publics

administratifs (budget 2010), on s'étonne de voir le coût prévu dans le budget 2011 réduit à 100 millions d'euros, et le coût prévisionnel à 90 millions d'euros. Comment le Ministère arrive-t-il à de tels chiffres? Cette diminution correspond-elle à une révision sérieuse et fondée du programme déjà fixé, et laquelle exactement, c'est-à-dire quelles seront les parties prévues par un programme déjà drastiquement revu à la baisse qui seront sacrifiées? Ou s'agit-il tout simplement d'un chiffre alibi?

3) Par ailleurs, les crédits prévus pour les années d'ici 2014 dans le budget prévisionnel de 2011 (soit 100.000 euros en 2011, 400.000 euros en 2012, 750.000 euros en 2013) laissent prévoir que rien de sérieux ne se passera d'ici là, quand on connaît le prix des bureaux d'études et d'ingénieur. Monsieur le Ministre peut-il me dire clairement si le Gouvernement a vraiment l'intention de commencer la construction en 2014, comme annoncé par Monsieur le Premier Ministre, ou s'il prend prétexte de la crise pour retarder un projet culturel indispensable?

4) Les dépenses effectuées pour les exercices antérieurs (1.816.328 euros) sont-elles incluses dans le coût prévisionnel indiqué au budget qui s'en trouvera encore réduit?

5) Quand Monsieur le Ministre entend-il soumettre le projet de loi à la Chambre, avec un planning précis qui permettra de profiter des années 2011 à 2013 pour commencer la construction en 2014?

Réponse (2.12.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°0956, l'honorable Député Ben Fayot s'enquiert au sujet de la réalisation d'une nouvelle Bibliothèque nationale (ci-après la «BnL») au Bricherhaff, Kirchberg, suite à la déclaration de Monsieur le Premier Ministre à ce sujet lors de son discours sur l'état de la nation du 5 mai 2010.

En ce qui concerne l'acquisition du terrain en question, l'on précise tout d'abord qu'en principe, le fonds ne vend ses terrains que sur base d'un projet d'immeuble concret qui sera annexé à l'acte de vente. En effet, ce n'est qu'à ce moment-là qu'il sera possible de délimiter les emprises et les surfaces nécessaires à l'implantation de l'immeuble en question. Par conséquent, le fonds réserve le terrain au Bricherhaff pour les besoins de la BnL et l'acte de vente y afférent sera conclu à la phase de l'APS, voire de l'APD du projet en question. En ce qui concerne le prix à payer par l'État au fonds, cette question sera tranchée au moment de l'acte et sera soumise pour approbation au Gouvernement en Conseil conformément à la loi modifiée du 7 août 1961 relative à la création d'un Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg.

En ce qui concerne le budget prévu pour le projet de la BnL, le Conseil de Gouvernement a provisoirement fixé le coût de ce projet à 90 millions d'euros, à l'instar d'autres projets, dans le contexte des opérations d'économies budgétaires. Le programme de construction doit, comme pour tous les autres bâtiments, être soumis à une analyse et à une révision des besoins y relatifs. Étant donné que les architectes vont être chargés d'un

nouveau projet totalement différent de celui initialement prévu et sur un emplacement libre aux caractéristiques également différentes, il est difficile d'avancer pour l'instant un budget définitif.

Les crédits tels qu'inscrits actuellement dans les prévisions pluri-annuelles tiennent compte du lancement des études en 2011, dès qu'un programme de construction révisé sera présenté par la BnL.

Les frais antérieurs s'élevant à quelque 1.816.328 euros sont inclus dans l'enveloppe financière précitée, fixée par le Gouvernement pour le projet de construction d'une nouvelle Bibliothèque nationale.

En partant de l'hypothèse que le programme de construction définitif soit approuvé au printemps 2011, un projet de loi pourra être déposé début 2013 et les travaux pourront commencer en 2014.

Question 0957 (19.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **indemnités touchées par le personnel effectuant des tâches de remplacements à l'école fondamentale**:

Au cours des dernières années de nombreux remplaçants ont été engagés par les communes afin de garantir le fonctionnement des écoles primaires. Depuis l'introduction de la nouvelle école fondamentale, l'ensemble du personnel enseignant de l'ancienne école primaire, y inclus les remplaçants, ont été repris par l'État. Par conséquent, les rémunérations des personnes effectuant des missions de remplacements d'instituteurs sont désormais à la seule charge de l'État. Or, il paraît que depuis la rentrée scolaire 2010, un certain nombre de remplaçants ont touché des indemnités mensuelles se situant largement en dessous du montant des mensualités dont ils ont bénéficié sous leur ancien statut.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée? Dans l'affirmative, pour quelles raisons les remplaçants repris par l'État touchent-ils désormais des mensualités inférieures à celles dont ils bénéficiaient auparavant?

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils m'expliquer le système de calcul des indemnités touchées par le personnel effectuant des tâches de remplacements à l'école fondamentale?

- Enfin, Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils m'indiquer le nombre exact de remplaçants qui ont été repris par l'État dans le cadre de la réforme scolaire?

Réponse commune (23.11.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

En nous référant à l'introduction de la question parlementaire et afin d'éviter des malentendus concernant la terminologie des fonctions, nous nous permettons d'attirer l'attention de l'honorable Député sur le fait qu'il y a lieu de distinguer entre deux

sortes d'agents qui assurent des remplacements dans l'enseignement fondamental, à savoir:

1. Les chargés de cours membres de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental: la réserve comprend essentiellement des chargés de cours engagés à durée indéterminée ou à durée déterminée et à tâche complète ou partielle, assurant principalement les tâches d'enseignement n'ayant pas pu être occupées par des instituteurs à défaut de candidats disponibles en nombre suffisant, et accessoirement les remplacements de longue durée planifiés, tels que notamment les congés sans traitement et les congés pour travail à mi-temps.

À l'entrée en vigueur au 15 septembre 2009 des lois portant organisation et concernant le personnel de l'enseignement fondamental, 354 chargés de cours engagés à durée indéterminée sous le régime de l'employé ou du salarié communal qui en avaient exprimé le désir ont été repris par l'État. Compte tenu de huit départs (démission/retraite) ayant eu lieu entre-temps, 346 chargés de cours restent en service à l'heure actuelle et bénéficient du nouveau régime de l'employé de l'État.

2. Les remplaçants engagés sur la base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental: ces remplaçants, détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements délivrée par le collège des inspecteurs de l'enseignement fondamental, interviennent principalement pour assurer l'enseignement pendant les absences du personnel enseignant qu'il est difficile voire impossible de prévoir longtemps à l'avance (congés de maladie ponctuels, congés de maternité, etc.).

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les remplaçants sont rémunérés, compte tenu du niveau de leur formation et de la durée de leur engagement, conformément aux dispositions du règlement grand-ducal du 18 décembre 2009 concernant

1) l'indemnité de remplacement due aux détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental;

2) l'indemnité due pour leçons supplémentaires assurées par les chargés de cours de la réserve de suppléants de l'enseignement fondamental respectivement par les détenteurs de l'attestation habilitant à faire des remplacements engagés sur base de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental.

Nous relevons que ce règlement grand-ducal a repris les principes généraux déjà inscrits dans les règlements du Gouvernement en Conseil successifs précédents, tout en adaptant l'économie du texte à la nouvelle législation concernant l'enseignement fondamental; toutefois, le Gouvernement avait décidé d'introduire une différence fondamentale par rapport aux textes précédents, à savoir la suppression de l'adaptation automatique des indemnités au nombre-indice du coût de la vie applicable aux traitements des fonctionnaires et employés de l'État. Cependant, entre-temps, une nouvelle analyse des dispositions légales et réglementaires concernant l'indexation des traitements et in-



démnités a amené le Gouvernement à modifier sa position. En conséquence, un avant-projet de règlement grand-ducal réintroduisant l'adaptation des indemnités de remplacement au nombre-indice du coût de la vie selon les mêmes règles que celles applicables aux traitements des fonctionnaires de l'État est actuellement en voie d'instance.

Par ailleurs, les questions posées par l'honorable Député appellent les réponses suivantes:

Une cinquantaine d'agents engagés pendant l'année scolaire 2009/2010 en qualité de remplaçant sur base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 susmentionnée, ayant touché une mensualité forfaitaire de 3.244,96 €, payable au maximum douze fois par an, ont suivi une formation en cours d'emploi et touchent maintenant une mensualité en leur nouvelle qualité de chargé de cours du grade E2, membre de la réserve de suppléants, de 2.938,55 €* (*= nombre-indice 719.84).

Cependant, il faut souligner que la mensualité de 2.938,55 € ne constitue que le premier échelon d'une carrière qui évoluera dans le temps au fur et à mesure de l'échéance des biennales, que cette même mensualité est payée 13 fois par an et que l'allocation de repas de 110 € par mois s'y ajoutera pendant dix mois. S'y ajoute que les membres de la réserve ont la priorité du choix de leur poste par rapport aux remplaçants et qui plus est, ils bénéficieront normalement d'un engagement à durée indéterminée après 24 mois de service en qualité de chargé de cours.

Le tableau comparatif ci-dessous documente clairement ces différences:

Statut	Mensualité	Payée	Alloc. repas	Total annuel
Remplaçant - article 27	3.244,96	12 x		38.939,52
Chargé de Cours E2 - réserve	2.938,55	13 x	110 x 10	39.301,15
Avantage annuel - chargé de cours				361,63 €

(les calculs ci-dessus sont exprimés au nombre-indice 719.84)

Nous relevons ensuite que seuls les remplaçants assurant un service dépassant une durée de trois mois touchent une indemnité forfaitaire mensualisée fixée par la réglementation en fonction du niveau de leur formation, alors que les remplaçants intervenant pour de courtes durées touchent une indemnité forfaitaire par leçon remplacée.

En ce qui concerne «le nombre exact de remplaçants qui ont été repris par l'État dans le cadre de la réforme scolaire», nous signalons à l'honorable Député que les mesures de reprise prévues par la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental portent exclusivement sur les catégories de personnel bénéficiant déjà d'un engagement à durée indéterminée auprès d'une commune à la date du 15 septembre 2009.

Étant donné que les remplaçants engagés sur la base des dispositions de l'article 27 de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental n'interviennent que de façon sporadique dans l'enseignement, ils ne bénéficient donc par définition que d'un engagement temporaire, de sorte qu'aucune mesure de reprise obligatoire de ces personnels ne figure dans la législation afférente.

Question 0958 (19.10.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant **l'utilisation des couloirs pour bus par le transport de personnes dans les centres psychogériatriques:**

Monsieur le Ministre a annoncé qu'un groupe de travail «couloir pour bus» s'est fixé comme but d'améliorer le temps de parcours des lignes de bus et que la priorité doit être accordée aux transports en commun.

Tous les jours, des dizaines de bus assurent le transport de personnes aux centres psychogériatriques par le biais de véhicules adaptés aux besoins de personnes à mobilité réduite. Ces bus ne sont momentanément pas autorisés à emprunter les couloirs de bus. Or, les personnes transportées souffrent souvent de problèmes de santé liés au vieillissement de sorte qu'un transport rapide s'impose.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre partage-t-il mes réflexions?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autoriser l'utilisation des couloirs pour bus pour le transport de personnes dans les centres psychogériatriques?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui empêcheraient une telle utilisation?

Réponse (16.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur l'utilisation des voies réservées aux véhicules des services réguliers de transport en commun («couloirs pour bus») par les véhicules transportant des personnes dans les centres psychogériatriques.

Les usagers de la route autorisés à emprunter les voies réservées aux véhicules des services réguliers de transport en commun sont énumérés de façon exhaustive à l'article 107 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route).

Le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État a pour mission d'analyser les demandes qui sont portées régulièrement à l'attention du département des Transports pour l'utilisation des voies réservées aux véhicules des services réguliers de transport en commun.

Ce groupe de travail effectue son analyse à la lumière de la finalité première de cette voie réservée qui consiste à donner la priorité aux transports en commun et en conséquence à limiter le nombre d'usagers autorisés à emprunter cette voie au strict minimum. En effet, il échet de ne pas encombrer ces couloirs afin d'éviter des

retards dans la desserte des transports publics.

La question d'autoriser maintenant le transport de personnes vers les centres psychogériatriques à emprunter les couloirs réservés aux bus, sera soumise, à l'instar de toute autre question similaire à ce propos, pour avis au prédit groupe de travail.

Question 0959 (20.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **heures d'études hebdomadaires qui ont été introduites dans certains lycées techniques:**

Selon mes informations, certains lycées techniques ont introduit à la rentrée scolaire 2010/2011, trois heures d'études hebdomadaires pendant lesquels les élèves sont supposés apprendre à s'organiser pour les travaux scolaires. Ces heures d'études ont lieu pendant l'après-midi, donc après les leçons d'enseignements réguliers. Or, cette situation risque d'entraver sérieusement les activités périscolaires auxquelles se donnent de nombreux élèves et qui se déroulent également pendant les après-midi.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Madame la Ministre, peut-elle me confirmer l'information susmentionnée? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui ont amené certains lycées techniques à introduire pendant des après-midi des heures d'études hebdomadaires pour tous les élèves?

- Dans cette optique, Madame la Ministre, envisage-t-elle d'élargir de manière générale la tâche normale des enseignants des lycées techniques à ces heures d'études de manière à ce que les associations offrant des activités périscolaires puissent adapter l'horaire de leurs cours à cette nouvelle donne?

Réponse (23.11.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les lycées sont de plus en plus nombreux à mettre en place une offre d'encadrement en sus des cours prescrits par les grilles horaires. À ce jour, plus de la moitié des établissements proposent des activités destinées à soutenir l'élève dans sa scolarité.

Les activités proposées comprennent des études accompagnées, des cours d'appui, des permanences et des activités péri- et parascolaires. Cet encadrement supplémentaire qu'offrent les lycées à leurs élèves s'inscrit dans un contexte de développement de la qualité scolaire. Face au nombre préoccupant d'échecs, les stratégies mises en place visent à améliorer la réussite de tous les élèves. Les études accompagnées permettent à l'élève de préparer ses devoirs en classe, tandis que l'appui et les permanences l'aident à combler ses lacunes et à remédier

à ses difficultés. En complément aux mesures scolaires proprement dites, ces activités péri- et parascolaires soutiennent l'élève dans son apprentissage en lui permettant de découvrir ses intérêts et talents, de développer sa créativité, son estime de soi et son sentiment d'appartenance à la communauté.

Par ailleurs, les activités d'encadrement ont pour objectif d'améliorer le passage des élèves aux classes supérieures en les amenant à développer des méthodes de travail et à fournir des efforts pour surmonter leurs difficultés. Force est de constater que, les échecs en classe de 10^e sont trop souvent attribuables au manque d'investissement des élèves aux classes inférieures.

L'encadrement faisant partie du projet pédagogique d'un lycée, le conseil de classe peut aussi prévoir la participation à ces activités en tant que mesure de médiation prévue par l'article 5 du règlement grand-ducal modifié du 14 juillet 2005 déterminant l'évaluation et la promotion des élèves de l'enseignement secondaire technique et de l'enseignement secondaire. Ce même règlement stipule à l'article 9 que le redoublement est toujours accompagné de mesures de médiation décidées par le conseil de classe.

Les après-midi ne sont pourtant pas réservées exclusivement aux activités de soutien. Les horaires des lycées varient d'un établissement à l'autre. Ces deniers sont libres de fixer leurs plages horaires en fonction des contraintes liées aux transports publics, sous réserve de mon accord. Si certains lycées ont un horaire qui s'étend jusqu'à 14h00, d'autres répartissent, du moins pour certaines classes, les cours sur les après-midi. La tâche normale des enseignants n'est donc pas affectée. Aussi, je ne vois pas la nécessité de demander aux associations d'adapter leurs horaires à ceux des lycées.

Je profite de l'occasion pour féliciter les communautés scolaires des lycées de leurs efforts visant à offrir un encadrement performant en dehors des cours qui répond à notre aspiration de mieux faire.

Question 0960 (20.10.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **Résidence Seniors à Troisvierges:**

Selon mes informations, un quart des appartements au sein de la Résidence Seniors à Troisvierges, exploitée par l'établissement public Servior, serait inoccupé. En ces temps de restrictions budgétaires, il faut dès lors s'interroger si les priorités ne devraient pas porter sur l'extension ainsi que la construction de maisons de soins pour personnes âgées, où la demande reste forte; sur l'extension des services de soins et d'aide à domicile ainsi que sur les services et établissements offrant des soins palliatifs.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

1. Est-il exact qu'un quart des appartements de la Résidence Seniors à Troisvierges sont inoccupés? Si non, quel est le taux d'occupation de cette résidence?

2. Une étude de marché a-t-elle été réalisée préalablement à l'engagement de fonds de l'État dans cette résidence? Si oui, Madame la Ministre peut-elle fournir le résultat de cette étude?

3. Pour quelles raisons les personnes âgées ne semblent-elles pas adhérer à l'offre de Résidences Seniors?

4. Un taux d'inoccupation important entraîne nécessairement des surcoûts importants, les frais fixes et les frais d'amortissement étant constants. Dans le cas de la Résidence Seniors de Troisvierges, qui supporte ces coûts supplémentaires? Ces surcoûts sont-ils une raison indirecte de la hausse des tarifs dans les établissements gérés par Servior ou risquent-ils de le devenir? L'État peut-il intervenir directement pour combler le déficit résultant d'un fort taux de d'inoccupation?

5. L'État encouragera-t-il, notamment à travers d'importantes contributions financières, la création de nouvelles Résidences Seniors, notamment à Bascharage?

6. Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'en cette période de restrictions budgétaires il y a lieu de donner priorité aux investissements dans les maisons de soins de type CIPA et dans les établissements spécialisés pour les soins palliatifs?

Réponse (23.11.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

La Résidence Seniors à Troisvierges comporte 30 appartements. Sur ces appartements, quatre sont actuellement, temporairement, inoccupés (deux sont utilisés comme appartements de vacances et accueillent des personnes âgées dans une phase posthospitalière).

Depuis son ouverture le 1^{er} juillet 2007, la Résidence Seniors de Troisvierges a accueilli 46 personnes, 29 femmes et 17 hommes, parmi lesquels huit couples.

Le taux d'occupation pendant les deux dernières années jusqu'à ce jour est de 82,23%, chambres de vacances incluses.

En ce qui concerne la planification de l'infrastructure, il y a lieu de relever d'abord qu'aucun fonds de l'État n'a été engagé dans la réalisation de la Résidence Seniors à Troisvierges. L'entreprise est subvenue seule à l'acquisition du terrain et a financé la réalisation du projet au moyen d'un prêt contracté auprès d'une banque luxembourgeoise.

D'un autre côté, avant de démarrer le projet, l'établissement public avait organisé plusieurs réunions d'information auprès de la population des plus de 60 ans de la région Nord du Grand-Duché de Luxembourg et l'intérêt y témoigné a encouragé Servior à réaliser le projet.

Dans une récente enquête réalisée par Servior et l'Université du Luxembourg intitulée «Décidez vous-même de votre façon de vivre l'avancée dans l'âge!» (juin et juillet 2009) il a été répondu aux questions:

- «Si vous devriez, pour une raison ou pour une autre, quitter votre logement actuel, laquelle des possibilités énumérées ci-après vous conviendrait le mieux?» (question n°24)

pour 19%: institution (CIPA)

pour 72%: vivre en Résidence Seniors ou appartements encadrés

- «Que feriez-vous si votre situation actuelle se détériorait pour

une raison ou pour une autre (suite à une maladie p. ex.) et que vous vous retrouviez sans votre encadrement que vous avez jugé idéal?» (question n°25)

pour 15,6%: demandent l'admission dans un CIPA

pour 34,7%: demandent l'admission dans une Résidence Seniors ou appartements encadrés

- «Seriez-vous, en cas de besoin, plutôt intéressé(e)» (question n°31):

pour 71,72%: par l'acquisition d'un des logements (parmi divers logements proposés)

Les personnes âgées, tel que le démontre l'analyse précitée, sont bien intéressées à l'offre des Résidences Seniors, mais sont davantage intéressées à l'acquisition de tels appartements qu'à la location. En effet, au Luxembourg, la majeure partie de la population est propriétaire, une minorité seulement est locataire. Il apparaît qu'au Luxembourg, les personnes âgées ne désirent pas vivre leurs dernières années en qualité de locataires, surtout quand elles disposaient d'un immeuble en propriété les années antérieures.

D'un autre côté, l'agrément ASFT prévoit que les appartements encadrés, donc les appartements qui sont loués aux personnes âgées, accueillent uniquement les personnes dont le plan de prise en charge (au cas où la personne a besoin d'aides et de soins) n'atteint pas les douze heures d'encadrement par semaine. Cela signifie, qu'au respect de ces dispositions légales, les clients doivent quitter, à l'atteinte de ce seuil hebdomadaire du plan de prise en charge, la résidence pour un autre centre pour personnes âgées. Cette disposition n'encourage pas les intéressés à venir vivre dans de telles résidences; en effet le déplacement de leur domicile vers une résidence Seniors risque de ne pas être le dernier.

Contrairement aux Centres pour personnes âgées, où presque toute la gamme de prestations est en permanence disponible et facturée moyennant le prix de pension mensuel, une grande partie des services offerts dans les résidences pour personnes âgées sont facturés à l'acte, donc selon les désirs et les besoins de l'intéressé. Les frais de base sont répartis sur l'entièreté de la population de la résidence.

En principe dans toutes les institutions Servior les charges et les recettes sont calculées et gérées individuellement par centre pour autant que possible. Comme cela n'est pas réalisable pour tous les centres, pour certains notamment en raison de leur ancienneté, il est inévitable qu'une partie de charges doit être répartie sur l'entreprise. Conformément aux dispositions de la loi l'État n'intervient pas dans une telle charge.

Pour ce qui est de la création de nouvelles résidences Seniors, dont également Bascharage, le Gouvernement n'envisage aucunement d'y participer par une quelconque participation financière.

La politique actuelle en matière d'investissements dans des infrastructures pour personnes âgées est marquée par le fait qu'il existe actuellement au Luxembourg 5.166 lits pour personnes âgées, ce qui correspond à 8,22% des

personnes âgées de plus de 65 ans et à 6,04% des personnes âgées de plus de 60 ans. L'offre des pays limitrophes est en moyenne de 4,2%.

Dans le domaine des soins palliatifs il y a lieu de relever qu'un nouveau centre de soins palliatifs a été créé à Hamm. De même, dans tous les centres Servior sont disponibles des équipes spécialisées en soins palliatifs qui accueillent les personnes âgées en fin de vie.

Question 0961 (20.10.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la coopération entre les différents acteurs du secteur de la santé:

Unser Gesundheitssystem wird auch heute noch weitgehend vom Sektorendenken bestimmt. Leider fehlen in der mechanischen und pflegerischen Praxis auch heute noch allzu oft die Verzahnung und die Integration. Dies sieht der behandelnde Arzt tagaus, tagein bei Patienten, welche im Verlauf der Zeit bei verschiedenen Dienstleistern im Gesundheitssystem betreut und versorgt wurden.

Der Versuch der nahtlosen Versorgung ist heute in allzu vielen Fällen sehr schwer zu bewerkstelligen.

Insbesondere auf der Ebene des wichtigen systematischen Informationsaustausches zwischen Dienstleistern der verschiedenen Versorgungsbereiche der einzelnen Sektoren des Gesundheitswesens besteht ein wesentlicher Nachholbedarf.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister und Minister für soziale Sicherheit stellen:

1) Welche Dokumente müssen bei einem Patienten, der in einer Akutklinik hospitalisiert war, bei seiner Entlassung standardmäßig an die im extrahospitalären Bereich diesen Patienten versorgenden Dienstleister ausgestellt und unmittelbar weitergeleitet werden?

2) Ist beispielsweise die Ausstellung eines „rapport de sortie médical“ oder eines „rapport de sortie - soins infirmiers“ obligatorisch?

3) Wie ist das Management von Daten- und Informationsaustausch an diesen Schnittstellen reglementiert?

4) Hat der einzelne Patient einen Rechtsanspruch auf ein qualitativ hochwertiges Versorgungsmanagement?

5) Wie können die Schnittstellenprobleme zwischen Kliniksektoren und extrahospitalären Versorgungsbereichen verbessert werden?

6) Wie kann in Zukunft in diesem Bereich eine bessere Behandlung durch eine engere Zusammenarbeit der Leistungserbringer erbracht werden?

7) Wird der Minister dieses Thema in die anstehende Gesundheitsreform einfließen lassen?

Réponse (1.12.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

L'article 36 de la loi hospitalière règle les modalités de tenue d'un dossier patient individuel qui comprend les volets médical, de soins et administratif. L'alinéa 6 de cet article dispose que l'hôpital est tenu de remettre au patient ou à son médecin sous

forme de copies les pièces figurant obligatoirement au dossier. L'alinéa 7 de ce même article dispose qu'à la sortie de l'hôpital il est établi un résumé clinique par le ou les médecins traitants. Ce résumé est remis au patient et au médecin traitant qu'il désigne.

Dans un objectif d'organiser de façon optimale la prise en charge du patient par un réseau d'aides et de soins, l'hôpital prend, le cas échéant, contact avec le réseau désigné par le patient en vue d'une transmission des informations nécessaires.

En ce qui concerne les dispositions réglant les relations entre la CNS et les différents prestataires de soins de santé, elles règlent plutôt les dispositions de la transmission des documents du prestataire ou du fournisseur vers les institutions de sécurité sociale ou vers l'administration du contrôle médical. Aucune disposition ne prévoit la transmission obligatoire de documents du prestataire qui est en charge du patient vers le prestataire suivant.

La loi du 16 mars 2009 sur les soins palliatifs a consacré le principe de l'obligation d'une étroite collaboration entre les hôpitaux et les autres prestataires délivrant des soins palliatifs. Il est prévu de préciser les modalités de cette collaboration dans le cadre de la convention à conclure entre la CNS et la COPAS en matière de soins palliatifs. Cette convention est en voie de négociation. Cette collaboration visera notamment la continuité de la prise en charge au niveau de la dispensation des soins, de l'accès à l'expertise médicale et pharmaceutique, aux médicaments et fournitures, de la circulation des informations à tout moment à tous les niveaux et sur tous les sites de prestations.

Question 0963 (20.10.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant la spirométrie:

Am vergangenen 14. Oktober wurde der Welttag der Spirometrie begangen. Auch in Luxemburg gab es eine Reihe von Initiativen, um auf diesem Wege auf die Wichtigkeit von Lungentests aufmerksam zu machen. In den Medien gab es bereits im Vorfeld eine vom Gesundheitsministerium unterstützte Sensibilisierungskampagne. In einer Reihe von Kliniken wurden Gratis-Spirometrietest angeboten.

Es sollte eine Bestandsaufnahme auf nationaler Ebene gemacht werden in puncto Epidemiologie, wegweisende Therapien und innovative Versorgungsmodelle, die den zukünftigen Anforderungen in unserem Gesundheitswesen gerecht werden.

Deshalb möchte ich folgende Fragen an den Gesundheitsminister stellen:

1) Wie viele Lungenkranke gibt es in Luxemburg und wie viele Menschen leiden unter der chronischen Form der BPCO?

2) Wie ist das Verhältnis zwischen Lungenärzten und Lungenkranken in Luxemburg? Ist es vergleichbar mit anderen westlichen Gesundheitssystemen?

3) Wie viele Konsultationen pro Lungenkrankheit gibt es pro Lungenpatient im Jahr?

4) Wie werden die Statistiken für Lungenkranke erhoben? Sind sie in einem Register angemeldet?

5) Was geschieht nach der derzeit laufenden Sensibilisierungskampagne für die Spirometrie und dem „Year of the Lung“?

6) Gibt es noch andere konkrete Pläne für eine verbesserte Versorgung dieser Kategorie von chronischen Krankheiten?

7) Wird es einen „Plan national“ für diese Art von Erkrankungen geben, insbesondere auch, weil Luxemburg in der Forschung den Fokus auf den Lungenkrebs gelegt zu haben scheint?

8) Wie sieht es mit dem Einsatz von Gesundheitstechnologien aus? Wie steht es mit der Zurverfügungstellung von entsprechenden Messgeräten an betroffene Patienten, um es Letzteren zu ermöglichen, ihre lungenspezifischen Werte kontinuierlich zu messen?

9) Wie viel hat die Sensibilisierungskampagne gekostet und welchen Anteil an den Kosten trägt das Ministerium?

10) Welchen konkreten Einfluss auf die Versorgung erhofft sich der Minister als Resultat der diesjährigen Kampagne?

11) Was sind die Zielsetzungen und die angestrebten konkreten, evaluierbaren Resultate?

Réponse (24.11.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

La campagne de sensibilisation contre les maladies respiratoires, lancée le 14 octobre 2010 à l'occasion de la journée mondiale de la spirométrie, a pour but de sensibiliser la population à la Bronchite Pulmonaire Chronique Obstructive (BPCO) et de promouvoir un diagnostic précoce de cette maladie.

Ladite campagne, organisée par mon Ministère et la direction de la Santé ensemble avec l'Association luxembourgeoise de pneumologie et l'Association luxembourgeoise contre les maladies respiratoires, fait partie de la campagne annuelle de lutte contre le tabagisme qui demeure responsable de la grande majorité des maladies respiratoires, dont la BPCO.

En 2010, mon département disposait d'un budget de 60.000 € pour réaliser la campagne d'information et de sensibilisation en matière de prévention du tabagisme actif et passif. Ce budget a été alloué pour moitié à la campagne relative à la spirométrie.

Au cours de l'action de dépistage organisée dans les hôpitaux, l'utilisation de spiromètres a permis de calculer le volume expiratoire maximal par seconde de même que l'âge pulmonaire, alors que le monoxyde de carbone (CO) a été mesuré à l'aide d'appareils de mesure.

L'objectif de cette campagne visait d'une part à améliorer le diagnostic précoce et la prise en charge immédiate des maladies respiratoires, et d'autre part à sensibiliser le public, et en particulier les fumeurs, à l'importance de l'arrêt tabagique.

Je voudrais en effet insister sur la nécessité pour tout patient atteint de BPCO de consulter régulièrement un médecin. Outre le test de spirométrie, le médecin peut effectuer également une oxymétrie. En l'espèce, il s'agit d'un moyen simple et indolore de vérifier si le patient a assez d'oxygène dans le sang.

Par ailleurs, l'évolution de cette maladie chronique peut être ralentie par une médication appropriée.

Il s'agit encore d'encourager et d'aider les patients à l'arrêt tabagique, voire de les motiver pour pratiquer régulièrement de l'exercice physique.

Les objectifs poursuivis, et qui seront repris dans le «Plan National Tabac» tel qu'il est prévu au programme gouvernemental, viseront plus particulièrement à:

prévenir le tabagisme:

- réduire la prévalence chez les jeunes, filles et garçons;

- retarder l'âge de la première consommation;

- stopper la progression du tabagisme chez les adultes;

réduire la consommation de tabac chez les usagers actuels:

- favoriser une information objective sur le produit;

- viser un changement de comportement à terme;

- favoriser le sevrage tabagique;

protéger les non-fumeurs du tabagisme passif:

- protéger la santé et les droits des non-fumeurs;

- mettre en place les lois et réglementations nécessaires.

Question 0964 (21.10.2010) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'Agence spatiale européenne:

L'Agence spatiale européenne est l'organisation européenne pour l'espace regroupant 18 États membres et a pour mission de développer la coopération entre les États européens dans le domaine spatial. L'Agence spatiale européenne est une organisation entièrement indépendante bien qu'elle entretienne des relations étroites avec l'Union européenne en vertu d'un accord-cadre conclu entre les deux organisations.

Selon mes informations, il serait éventuellement envisagé d'attribuer les compétences spatiales de l'Agence spatiale européenne à l'Union européenne. Or, une telle décision dépendra du Conseil des Ministres de la Recherche. En aval de cette décision, les programmes et activités pourraient être remis en cause.

Dans ce contexte, j'aurais aimé avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Quelle est la position du Gouvernement par rapport à une telle décision?

- Quelles en seraient les conséquences directes ou indirectes pour le Luxembourg?

Réponse (23.11.2010) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

La question de l'honorable Député vise l'application des dispositions de l'article 189 du nouveau Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009, selon lesquelles «l'Union élabore une politique spatiale» et «le Parlement européen et le Conseil ... établissent les mesures nécessaires, qui peuvent prendre la forme d'un programme spatial». Contrairement aux informations auxquelles l'honorable Député fait référence, cet article



n'implique donc pas que les compétences de l'Agence spatiale européenne (ESA) soient attribuées à l'Union européenne (UE).

À cet égard, il est également utile de se référer à l'article 4 du TFUE qui dispose que pour le domaine de l'espace, «l'Union dispose d'une compétence pour mener des actions, notamment pour définir et mettre en œuvre des programmes, sans que l'exercice de cette compétence ne puisse avoir pour effet d'empêcher les États membres d'exercer la leur», qu'il s'agit donc d'une compétence partagée avec ses États membres.

Or, l'ESA est une organisation européenne créée sur base d'une convention entre gouvernements à laquelle 18 États européens ont adhéré, dont deux États qui ne sont pas membres de l'UE.

Alors que l'article 189 du TFUE dispose que l'UE établit toute liaison utile avec l'ESA, celles-ci entretiennent déjà à l'heure actuelle des relations étroites en vertu d'un accord-cadre de coopération signé en 2004, prolongé en 2008 jusqu'en 2012.

Le cadre d'action en place répond donc aux dispositions du TFUE. Néanmoins, il faut s'attendre à ce que la mise en œuvre des dispositions du TFUE, et notamment celles relatives à l'établissement d'un programme spatial, conduise à des changements dans le paysage européen en matière spatiale et que les rôles respectifs de l'UE, de l'ESA et des États membres évoluent avec le temps. La présentation d'une communication de la Commission européenne sur la future politique spatiale européenne, prévue pour ces jours-ci et qui aurait pu donner des indications utiles à cet égard, a été reportée au printemps 2011.

Pour le Luxembourg, l'entrée en vigueur du nouveau Traité est considérée comme une opportunité pour le secteur spatial. La complémentarité des actions de l'UE et de l'ESA constituera un atout important de l'Europe en matière spatiale. Grâce à l'action de l'UE, l'espace pourra compter sur un appui politique plus large, tandis que les nombreux succès engrangés par l'ESA dans le passé assureront la crédibilité technique nécessaire pour mener à bien les futurs programmes spatiaux européens.

Il faut également noter que l'ESA, grâce notamment à ses programmes optionnels et à l'application du principe du juste retour financier, est un instrument permettant à ses États membres, et en particulier à ceux ne disposant pas d'une agence nationale, de mener des activités spatiales dans les domaines spécifiques qui les intéressent. À cet égard, il est utile de rappeler que près de 80% des contributions financières du Luxembourg à l'ESA sont consacrés au programme optionnel de télécommunication par satellite.

Une évolution de l'ESA qui ne lui permettrait plus d'assumer cette fonction de support se ferait au détriment surtout des petits États membres. Du fait de l'impact significatif sur le paysage spatial luxembourgeois dans son stade actuel de pleine évolution, un tel scénario, intervenant à court/moyen terme, n'est donc pas souhaitable pour le Luxembourg.

D'autre part, il paraît indispensable que le fonctionnement de l'ESA soit adapté à l'évolution des rôles futurs des acteurs in-

stitutionnels du domaine de l'espace.

Question 0967 (22.10.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant la **démographie médicale:**

Une étude réalisée en 2005 par l'Association Luxembourgeoise des Étudiants en Médecine porte sur la démographie médicale du Grand-Duché de Luxembourg. Le but en était de fournir aux étudiants luxembourgeois un aperçu des besoins actuels et futurs du corps médical dans notre pays.

Au Luxembourg, le nombre de médecins et leur répartition selon les spécialités ne sont pas régulés comme dans certains pays voisins. En effet, il suffit de satisfaire aux exigences des différentes réglementations européennes applicables ainsi qu'aux conditions d'accès à la profession au Luxembourg pour se voir accorder l'autorisation d'exercer.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Quels sont les rapports numériques entre les médecins de nationalité luxembourgeoise et les médecins non luxembourgeois?

- Combien de médecins non résidant au Luxembourg exercent leur profession au Luxembourg?

- Quelles sont leurs spécialités?

- Quelle est la répartition des cabinets par canton?

- Combien d'entre eux pratiquent dans un centre hospitalier au Luxembourg?

- Dans sa réponse à la question parlementaire 0296 de décembre 2009 (cf. *compte rendu n°8/2009-2010*), Monsieur le Ministre a mentionné que ses Ministères étaient en train d'élaborer un relevé des médecins étrangers pratiquant à la fois dans leur pays d'origine et au Luxembourg. Où en est le relevé susmentionné? Monsieur le Ministre dispose-t-il entre-temps des chiffres demandés?

Réponse (26.11.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

D'après les statistiques élaborées par mes services, la proportion entre médecins de nationalité luxembourgeoise et ceux de nationalité non luxembourgeoise est de 1.094 contre 864.

Les extraits figurant en annexe renseignent encore sur la répartition des médecins par canton et par spécialité médicale (tableau III).

Par ailleurs, 407 médecins non résidents exercent la médecine au Luxembourg, dont 14 de nationalité luxembourgeoise.

Le nombre de médecins non résidents qui exercent au Luxembourg et qui sont agréés ou salariés dans un établissement hospitalier se chiffre à 136. La répartition des médecins par spécialité est détaillée en annexe (tableau II).

Je voudrais finalement informer l'honorable Député que les données disponibles ne permettent pas, à l'heure actuelle, de déterminer le nombre exact de médecins exerçant en même temps au Luxembourg et dans un autre État membre de l'Union européenne.

(*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 0968 (22.10.2010) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **activités sportives périscolaires:**

Le sport parascolaire sous l'égide de la LASEP (Ligue des associations sportives de l'enseignement primaire) complète depuis plusieurs décennies l'action éducative de l'école. La LASEP établit le lien entre d'un côté l'éducation physique à l'école et de l'autre côté les clubs de sports, respectivement le sport privé. Le site internet de la Ligue évoque 66 communes affiliées de même que trois écoles privées.

À côté de la LASEP, de nouvelles initiatives sportives parascolaires apparaissent. À côté des projets-pilotes déjà venus à terme (Préizerdaul-Aktiv; Beetebuerg bewegt sech; Fit Wooltz; Fit Réiser), le Ministère des Sports cofinance actuellement dans le cadre des actions en faveur du bénévolat plusieurs autres projets-pilotes qui rentrent désormais également dans le cadre du système «chèque-service accueil» (Jonglënster gutt drop; Multisport Monnerech; Fit Kanner Miersch; Sport-Krees Atert au canton de Redange).

Dans ce contexte, je souhaite avoir les renseignements suivants:

1) Combien de sections locales actives compte actuellement la LASEP?

2) Les activités sportives périscolaires pouvant faire partie de la tâche des enseignants de l'école fondamentale, combien d'enseignants ont actuellement intégré des heures sportives liées aux activités de la LASEP à leur tâche?

3) Est-ce qu'il est prévu d'intégrer les activités de la LASEP dans le système «chèque-service accueil»?

4) Est-ce que les nouveaux projets-pilotes remplacent les activités de la LASEP dans les communes concernées?

5) Comment est-ce que ces projets-pilotes se coordonnent avec les autres acteurs du terrain? N'y a-t-il pas un risque de développement de deux filières publiques concurrentes?

Réponse commune (2.12.2010) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1) La LASEP compte actuellement soixante-dix sections à travers le pays.

2) Pendant l'année scolaire 2009/2010 36 enseignants comptaient en tout 59,5 unités sportives hebdomadaires dans leur tâche et 52 enseignants prestaient 59,5 heures hebdomadaires supplémentaires liées aux activités de la LASEP. Le relevé des prestations afférentes pour l'année scolaire 2010/2011 est en cours de finalisation.

3) Le «chèque-service accueil» ne s'applique pas à des activités organisées dans le cadre de l'enseignement fondamental.

Selon l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 13 février 2009, le «chèque-service accueil» en tant que dispositif de gratuité partielle et de participation financière parentale réduite est institué dans le domaine de l'accueil éducatif extrascolaire pour ainsi

favoriser l'accès des bénéficiaires à des prestations éducatives professionnelles.

Le programme des activités des maisons relais pour enfants peut comprendre selon la décision du gestionnaire et sans qu'un agrément spécifique ne soit requis des prestations éducatives à caractère culturel et/ou sportif proposées en collaboration avec des associations locales. Pour toutes les activités offertes dans le cadre du programme éducatif d'une maison relais pour enfants le dispositif du «chèque-service accueil» sera appliqué.

La question de l'intégration des activités de la LASEP dans le cadre élargi des activités périscolaires sera déterminée par le règlement grand-ducal prévu à l'article 16 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental qui est actuellement en élaboration.

4) La maison relais «Sport-Krees Atert» est une initiative du syndicat intercommunal «De Réidener Kanton» offrant aux enfants de l'école préscolaire et primaire l'occasion de bouger et de faire du sport en dehors des heures de classe.

Le projet-pilote «Multisport Monnerech» géré administrativement et financièrement par la maison relais Mondercange veut favoriser l'éveil corporel et le développement psychomoteur des enfants de 4 à 12 ans.

L'intention n'est pas de remplacer les activités de la LASEP dans les communes, mais de compléter une offre. Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a répondu à des demandes concrètes des communes dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets-pilotes.

Dans les deux autres projets, le département ministériel des Sports, en tant que promoteur, a fait des propositions concrètes de collaboration. Un projet-pilote étant par définition une occasion de faire des premières expériences sur un terrain jusqu'ici inconnu, ce type de synergie mettra un certain temps à se mettre efficacement en place. Dans le cas du projet-pilote bien connu par l'honorable Député Claude Adam, il a été convenu de prévoir des collaborations ponctuelles au cours de l'année scolaire en cours.

Ces nouveaux projets-pilotes n'ont pas la prétention de remplacer les activités de la LASEP non plus. Au contraire, des collaborations et synergies sont négociées au niveau local pour éviter des situations de double emploi.

5) Les projets précités (maison relais «Sport-Krees Atert», «Multisport Monnerech») ont été réalisés notamment dans le but de favoriser une mise en réseau des structures d'accueil avec les clubs sportifs au niveau cantonal ou communal et de permettre ainsi une meilleure intégration des enfants à la communauté locale et le monde associatif. Le projet-pilote «Multisport Monnerech» a entre autres explicitement comme objectif de faciliter et d'encourager le choix et l'orientation des enfants vers les clubs existants et veut contribuer au développement de la vie sportive locale.

Dans les deux autres projets également, les projets-pilotes visent des collaborations non seulement avec la LASEP, mais également avec tous les acteurs locaux, notamment avec les clubs sportifs. Il ne saurait être question de créer deux filières (publiques ou non

publiques), la perspective ultime étant de mettre en place un réseau local d'offres non concurrentes, mais au contraire complémentaires, incluant tous les acteurs ayant des responsabilités et initiatives dans l'encadrement (sportif) d'enfants.

Question 0969 (25.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **aides financières de l'État pour études supérieures:**

Je viens d'apprendre par voie de communiqué que la Commission européenne semble émettre de sérieux doutes sur la légalité de la loi du 26 juillet 2010 modifiant la législation concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Ainsi, selon le même communiqué, le Gouvernement luxembourgeois risque d'être traîné devant la Cour de justice européenne pour avoir exclu les enfants des frontaliers des aides financières pour les études supérieures.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois est également d'avis que la législation relative aux aides financières supérieures adoptée par la Chambre des Députés le 13 juillet 2010 soit contraire au droit européen?

2) Comment le Luxembourg entend-il réagir aux constats de la Commission européenne?

Réponse (28.10.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Gouvernement luxembourgeois a pris acte de la réponse du 21 octobre 2010 de Monsieur le Commissaire László Andor au nom de la Commission à une question avec demande de réponse écrite formulée par deux députés européens de la fraction Verts/ALE. La réponse de M. László Andor indique que la Commission procède à l'examen de la législation en cause et qu'elle prendra les contacts nécessaires afin de recueillir des précisions sur des faits qui ont été dénoncés par des plaintes introduites.

Le Gouvernement luxembourgeois réitère que la législation afférente est conforme au droit européen et à l'esprit européen.

1) Les aides financières de l'État pour études supérieures sont régies par la loi du 22 juin 2000, loi modifiée successivement par la loi du 4 avril 2005 et par la loi du 26 juillet 2010. Les aides financières pour études supérieures sont de la compétence du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et sont un élément de la politique du Gouvernement en matière d'enseignement supérieur, dont l'un des objectifs est d'augmenter la proportion de personnes résidentes titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur, conformément aux objectifs tels qu'énoncés dans le cadre d'EU 2010 «une stratégie pour une croissance intelligente, durable et inclusive».

2) Les aides financières de l'État pour études supérieures sont conformes à l'esprit européen du processus de Bologne visant à créer un espace européen de l'enseignement supérieur basé sur la mobilité la plus parfaite. Dans le cadre des discussions sur le volet social du processus de Bologne, le droit personnel pour tout étudiant à un financement équilibré permettant de financer ses études en toute indépendance des parents est revendiqué par les associations d'étudiants. Accorder des aides financières aux étudiants résidents sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg permet de rendre accessible l'enseignement supérieur à tous les jeunes, quel que soit le milieu social dont ils sont issus.

3) Du fait de leur «portabilité» sans limites, les aides financières pour études supérieures permettent à tout jeune résident de faire ses études dans l'institution d'enseignement supérieur et dans le pays de son choix. À noter que le Luxembourg est l'un des très rares pays de l'UE 27 à avoir érigé en principe cette «portabilité» illimitée, alors que pour l'étudiant ressortissant de la communauté française de Belgique, de France ou d'Allemagne les aides accordées par ces pays ne le sont que pour des études supérieures effectuées dans ces mêmes pays.

4) La condition de domicile sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, pour les non-luxembourgeois, est incluse dans la loi dès le texte initial du 22 juin 2000. En 2005, et comme suite à une décision du Tribunal administratif luxembourgeois se basant sur l'arrêt Meeusen si souvent cité à tort ces dernières semaines, le Gouvernement a décidé de modifier la législation en vigueur pour la rendre conforme au droit européen. Ainsi, la loi du 4 avril 2005, qui introduit la condition de domicile aussi pour les étudiants luxembourgeois, a été votée à l'unanimité des 60 députés. La loi du 26 juillet 2010, en reprenant telles quelles les dispositions de la loi du 4 avril 2005, ne restreint donc en rien la législation existante pour ce qui est de la condition de domicile. Au contraire, elle élargit le cercle des bénéficiaires ressortissants de l'Union européenne en accordant le droit à l'aide financière de l'État aux étudiants ressortissants de l'Union européenne qui bénéficient du droit de séjour permanent sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

5) Les conditions d'octroi de l'aide financière sont donc fondées sur des considérations objectives de domicile, indépendantes de la nationalité, et reposent sur la seule exigence que la personne soit établie au Luxembourg, c'est-à-dire qu'elle ait établi un lien réel avec la société du Grand-Duché de Luxembourg. Il est rappelé dans ce contexte que la directive 2004/38 relative aux droits des citoyens de l'Union européenne et des membres de leurs familles de circuler librement et de séjourner sur le territoire des États membres dispose: «l'État membre d'accueil n'est pas tenu, avant l'acquisition du droit de séjour permanent, d'octroyer des aides d'entretien aux études, y compris pour la formation professionnelle, sous la forme de bourses d'études ou de prêts, à des personnes autres que

les travailleurs salariés, les travailleurs non salariés, les personnes qui gardent ce statut ou les membres de leur famille.»

6) La législation luxembourgeoise en matière d'aide financière pour études supérieures a fait sien ce principe tel qu'il a été aménagé ultérieurement par les décisions de la Cour de justice des Communautés européennes dans les affaires Bidar de 2005 (C 209/03) et Förster de 2008 (C 158/07). Ces deux arrêts confirment qu'il est légitime pour un État membre de n'octroyer une aide couvrant les frais d'entretien des étudiants qu'à ceux qui ont démontré un certain degré d'intégration dans la société de cet État et qu'une condition de résidence ininterrompue d'une durée de cinq ans ne peut pas être considérée comme excessive compte tenu, notamment, des exigences invoquées à l'égard du degré d'intégration des non-nationaux dans l'État membre d'accueil.

7) Il est par ailleurs à souligner que, tant la communauté française de Belgique, que la France et l'Allemagne soumettent également l'attribution d'aides financières pour études supérieures à des conditions de domicile de l'ayant droit.

S'agissant de la deuxième question de l'honorable Député Marc Spautz, le Gouvernement luxembourgeois n'a à ce jour pas encore été saisi d'une quelconque demande officielle par la Commission, bien que ceci ait été annoncé dans la réponse du 21 octobre 2010 par le Commissaire européen László Andor. Il entend cependant susciter le dialogue avec la Commission européenne.

1) Une mise en cause du principe de domicile pour l'attribution de l'aide financière de l'État pour études supérieures aurait des répercussions sur les législations en la matière des autres États membres de l'Union européenne. Cette condition de domicile a été confirmée à ce jour et de façon récurrente par des arrêts de la Cour de justice européenne.

2) L'abandon de la condition de domicile entraînerait des répercussions financières et l'octroi des aides financières pour études supérieures à des étudiants non-domiciliés au Luxembourg deviendrait une charge déraisonnable pour l'État luxembourgeois. Par ailleurs, cet abandon porterait le risque de discrimination à rebours à l'encontre des étudiants domiciliés au Luxembourg.

3) Le Gouvernement luxembourgeois reste tout à fait d'accord à discuter avec la Commission européenne et les autres États membres de l'Union européenne sur un système d'aide financière véritablement européen, système qui devrait prévoir une portabilité de l'aide dans tous les pays de l'Union européenne, un droit autonome à l'aide financière ainsi que la levée de toutes les restrictions d'accès aux universités nationales.

Question 0970 (25.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **jouets toxiques**:

Des tests effectués récemment par la société «Stiftung Warentest» en Allemagne ont révélé que 80% des jouets sont dangereux pour les enfants. Les jouets testés contenaient soit des substances toxiques, soit des pièces trop petites qui risquent d'être avalées. À noter que plus

de la moitié des jouets sur le marché européen proviennent de Chine.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement estime-t-il que la réglementation européenne en la matière est suffisamment stricte en la matière?

- Dans la négative, ne faudrait-il pas revoir la réglementation et durcir, le cas échéant, les sanctions allant jusqu'à interdire l'importation de jouets ne remplissant pas le standard de sécurité européen?

Réponse (1.12.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

D'après le Service de la surveillance du marché de l'ILNAS, la société «Stiftung Warentest» a testé 50 jouets, dont 42 ne remplissaient pas les critères du siget GS (Geprüfte Sicherheit) et sept d'entre eux ne remplissaient pas les critères de la directive 88/378/CEE du Conseil du 3 mai 1988 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la sécurité des jouets.

La société «Stiftung Warentest» a donc effectué un certain nombre de tests sur des jouets sur base du référentiel du siget GS (Geprüfte Sicherheit) qui va plus loin que la norme EN 71 sur la sécurité des jouets. Le référentiel du GS n'est pas reconnu au niveau européen. Les résultats d'analyses qui se basent sur les valeurs limites de ce référentiel ne sont donc pas considérés par la Commission européenne.

La plupart des résultats négatifs relevés par la société Stiftung «Warentest» étaient liés aux valeurs «PAK» (Polycyclic Aromatic Hydrocarbons), mais pour ces substances, des valeurs limites reconnues ne sont pas disponibles.

Il faut savoir que pour les jouets qui ne respectent pas les valeurs prévues par la norme EN 71, norme qui est utilisée pour démontrer la conformité à la directive 88/378/CEE, la procédure d'alerte rapide pour les produits de consommation dangereux (RAPEX) est lancée par les autorités compétentes afin de solliciter les autres États membres de retirer les jouets dangereux du marché.

La loi du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services prévoit dans les articles 17 et 18 des mesures administratives et dispositions pénales suffisantes à l'encontre des opérateurs économiques qui mettent sur le marché ou mettent à disposition du marché des jouets dangereux. Ces mesures vont du retrait ou rappel des produits du marché à des peines d'amende ou d'emprisonnement pour les personnes qui mettent sur le marché des produits dont ils savent ou auraient dû savoir qu'ils sont dangereux.

Le projet de loi n°6118 relatif à la sécurité des jouets qui transpose la directive 2009/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets est à l'ordre du jour de la séance publique de la Chambre des Députés le 1^{er} décembre 2010.

Ce projet de loi tient compte des progrès technologiques face à l'apparition de nouveaux types de jouets ou encore de nouveaux procédés de fabrication. Il actualise également le vocabulaire,

les définitions et les mécanismes applicables aux jouets.

Parmi les modifications apportées par la directive on peut citer les points suivants:

- la clarification du champ d'application des dispositions communautaires,

- l'amélioration de la traçabilité du jouet tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de distribution,

- l'amélioration de la protection de la santé des enfants contre la présence de substances dangereuses dans les jouets,

- la protection des enfants contre une atteinte auditive causée par des jouets émettant des sons,

- un renforcement de la sécurité des conditions d'utilisation des jouets par des dispositions relatives aux avertissements accompagnant les jouets,

- la répartition claire des obligations des différents opérateurs économiques intervenant dans la chaîne d'approvisionnement et de distribution, et

- l'assurance d'un niveau uniformément élevé de performance des organismes d'évaluation des jouets.

Le 7 septembre 2010, le groupe des experts sur la sécurité des jouets auprès de la Commission européenne a décidé de mettre en place un nouveau groupe de travail qui aura comme mission d'étudier les valeurs limites acceptables pour les «substances toxiques» contenues dans les jouets et ceci sur base des nouvelles connaissances scientifiques en la matière. Suite à cette analyse, les valeurs limites fixées dans la directive 2009/48/CE pourraient être adaptées.

Question 0971 (26.10.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant le **boni pour enfants**:

Des parents d'enfants placés en foyer (pour des raisons thérapeutiques) m'ont signalé les faits suivants: lorsque le boni pour enfants a été introduit en 2008, un versement annuel a été effectué au bénéfice de l'association gestionnaire du foyer, qui a réduit en conséquence le coût du placement. Mais, depuis que le boni est versé par tranches mensuelles, ni les parents ni le foyer en question n'en ont plus bénéficié. La raison avancée aurait été que le boni serait en principe versé à l'ayant droit des allocations familiales, à savoir aux associations gestionnaires de foyers, conformément aux conventions signées entre elles et le Ministère. Or, vu qu'il s'agirait d'une bonification d'impôt bénéficiant aux parents ayant l'enfant à charge, elle ne pourrait être versée à l'association gestionnaire du foyer. Donc, puisque le boni est lié aux allocations familiales que les parents ne perçoivent pas pendant la période de placement, ni les parents ni les foyers n'en pourraient bénéficier.

Je voudrais donc prier Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Peut-elle confirmer ces informations?

2. Si oui, ne s'agit-il pas d'une discrimination injustifiable?

3. Madame la Ministre entend-elle prendre des mesures pour mettre fin à cette discrimination - et/ou, si elle l'avait déjà fait, entend-elle compenser les pertes

des parents qui n'ont pas bénéficié temporairement du boni pour enfants?

Réponse (15.12.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Il convient de rappeler l'intention du Gouvernement en vue d'instituer un boni pour chaque enfant faisant partie du ménage fiscal du contribuable. Initialement, le système d'imposition des personnes physiques prévoit le mécanisme de la modération d'impôt pour enfant qui consiste en une déduction de la modération d'impôt pour enfant sur les impôts à payer. En vue de lutter contre la pauvreté des enfants et d'accorder un droit égal par enfant à tous les contribuables, même à ceux qui ne payent pas d'impôts ou peu d'impôts, la loi du 21 décembre 2007 concernant le boni pour enfant institue un transfert monétaire sous forme d'une nouvelle prestation octroyée par la Caisse Nationale des Prestations Familiales (CNPF) au lieu et place de la modération d'impôt par enfant.

Si le boni représente principalement une mesure fiscale, il est attribué d'office, c.-à-d. sans demande particulière, selon la logique des allocations familiales. Le boni est donc versé automatiquement à tous les attributaires des allocations familiales en remplacement de la modération d'impôt pour enfant. De ce fait, le boni possède un double caractère, celui d'une mesure fiscale et celui d'une prestation familiale. Lors de l'introduction, le Gouvernement souhaitait déjà faire profiter au début de l'année 2008 toutes les familles le plus rapidement. Sauf à retarder l'entrée en vigueur, le boni fut alors versé en janvier 2008 en une seule fois à tous les attributaires des allocations familiales y compris les personnes morales, faute de pouvoir différencier techniquement à l'époque entre personnes physiques et personnes morales qui n'avaient pas droit à la mesure fiscale. À noter qu'au plan international, le boni pour enfant représente une prestation familiale au sens des règlements communautaires et profitait également aux nombreux travailleurs frontaliers au Luxembourg.

Or, l'octroi du boni aux personnes morales n'est pas justifié sur le plan fiscal, les enfants placés n'étant pas considérés comme appartenant au ménage fiscal d'une institution.

Il s'est révélé en outre que l'octroi du boni pour enfant aux personnes morales posait problèmes. Certaines institutions au Luxembourg versaient aux parents le boni pour enfant, d'autres le prenaient en compte au niveau des recettes de sorte que la participation parentale fut réduite. Au plan international, la situation était évidemment encore plus compliquée. Nombreux parents contestaient d'ailleurs le versement du boni pour enfant aux institutions d'accueil de l'enfance.

Aussi, pour 2009, le Gouvernement modifia le mode de paiement qui devient ainsi mensuel. Au regard des difficultés relatives au paiement du boni aux personnes morales qui n'avaient d'ailleurs jamais eu droit à la modération d'impôt pour enfant, le paiement ne se fera plus désormais qu'aux personnes physiques comme le prévoit la loi fiscale.

Ainsi fut rétablie la situation initiale et le non-octroi du boni aux personnes morales était donc clairement et objectivement jus-

tifié. Comme une discrimination consiste dans l'application de règles différentes à des situations comparables ou dans l'application de la règle différente à des situations comparables ou dans l'application de la même règle à des situations différentes, il ne saurait y avoir de discrimination entre personnes physiques et personnes morales en la matière ou entre enfants placés ou non.

Le non-paiement du boni permet, le cas échéant, aux contribuables de demander une modération d'impôt pour enfant sous sa forme habituelle. Dans ce cas, si le parent est salarié ou pensionné, mais ne paye pas d'impôt sur le revenu, il peut demander au bureau RTS (Retenue d'impôt sur les Traitements et les Salaires) compétent une régularisation de ses retenues sur le salaire ou la pension par un décompte annuel.

Les personnes physiques qui n'avaient pas pu profiter ni du boni, ni d'une modération d'impôt mais qui ont des enfants à charge peuvent faire valoir ces dépenses en demandant à l'Administration des Contributions directes un abattement pour charges extraordinaires d'un montant annuel maximal de 3.480 EUR par enfant en application des dispositions de l'article 127bis de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

Comme l'octroi du boni pour enfant par la CNPF n'est qu'un mode de paiement, la CNPF n'est habilitée par la loi à verser le boni qu'aux personnes physiques attributaires des allocations familiales.

Question 0972 (26.10.2010) de **Mme Marie-Josée Frank** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **maison médicale dans la région Est du Luxembourg**:

Les trois maisons médicales du pays, situées à Ettelbruck, Luxembourg et Esch-sur-Alzette, ouvertes depuis presque deux ans à l'initiative du Ministère de la Santé avec l'appui de l'AMMD rentrent dans un système de garde qui permet au patient de consulter un généraliste pendant la nuit et le weekend. Ouvertes donc en dehors des heures habituelles des cabinets médicaux, les maisons médicales prennent en charge tout ce qui ne justifie ni l'intervention d'une ambulance, ni les services d'urgence des hôpitaux, l'objectif étant de couvrir l'ensemble du territoire avec une structure hospitalière de proximité.

Or, dans la région Est du Grand-Duché il n'existe toujours pas de maison médicale, avec l'effet néfaste que les soins médicaux primaires n'y sont pas garantis en permanence.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'afin d'éviter toute discrimination interrégionale et afin d'assurer un accès égal aux soins de santé, la région Est du Grand-Duché devrait disposer aussi d'une maison médicale?

- Sachant que Monsieur le Ministre semblait jusqu'à présent plutôt réticent vis-à-vis d'une maison médicale dans la région Est, pourrait-il envisager la mise en place d'un centre intégré de soins primaires à l'instar du modèle qui existe en Catalogne?

- Monsieur le Ministre ne partage-t-il pas l'avis que l'on devrait faire une cartographie de l'offre des soins primaires médicaux (y inclus les pharmacies) du Grand-Duché?

Réponse (1.12.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Je voudrais d'abord rappeler ma réponse à la question parlementaire n°0494 des honorables Parlementaires (*cf. compte rendu n°10/2009-2010*) dans laquelle j'avais notamment avancé l'idée de compléter le service des maisons médicales par des cabinets de groupe installés dans des localités plus éloignées d'une maison médicale, voire dans une région non urbaine.

Il m'importe dans ce contexte d'informer Madame et Monsieur les Députés que le Gouvernement entend encourager cette initiative par l'inscription d'un crédit au budget de l'État de l'exercice 2011.

Dans le cadre du service des maisons médicales qui vise à assurer un service de remplacement de nuit, des fins de semaines et des jours fériés par des médecins-généralistes, quelque 14.500 interventions sous forme de visites médicales à domicile, et qui s'ajoutent aux consultations sur place, ont été effectuées entre le 1^{er} décembre 2008 et le 30 avril 2010.

Étant donné que ces interventions ne restent pourtant pas cantonnées dans un espace géographique déterminé, alors qu'elles ont précisément lieu sur l'ensemble du territoire, je ne saurais suivre les honorables Parlementaires lorsqu'ils exposent qu'en raison de l'absence d'une maison médicale proprement dite située dans la région Est, les soins médicaux n'y seraient pas garantis en permanence.

Le concept d'un centre intégré de soins primaires, tel qu'il est conçu en Catalogne (Espagne), et auquel font allusion les députés, offre des soins à visée pluridisciplinaire. Ce concept, qui comporte également un volet social, repose d'ailleurs sur le principe d'une médecine salariale.

Cela étant précisé, je voudrais rappeler qu'au Luxembourg, et à l'instar du système mis en place par les autorités catalanes, tout patient dispose en règle générale de la faculté de consulter un médecin, et de surcroît d'avoir accès à des soins primaires endéans trente minutes.

À cela s'ajoute que cet accès est garanti vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept, tant par le système des maisons médicales que par le service de garde hospitalier.

Je tiens à informer finalement les parlementaires que leur idée qui consiste à dresser une cartographie de l'offre de soins primaires existant au Luxembourg trouve mon appui.

Question 0973 (25.10.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant le **virage à droite au feu rouge**:

Dans de nombreux pays le virage à droite au feu rouge a fait ses preuves notamment en Allemagne, aux États-Unis et au Canada contribuant ainsi à une amélioration substantielle de la fluidité du trafic.

Il est clair que le manœuvre du virage à droite au feu rouge n'est uniquement applicable à certaines intersections et qu'il doit être soumis à des conditions appropriées. À l'instar du Canada, l'interdiction du virage à droite au feu rouge est souvent motivée par une distance insuffisante de visibilité, un aménagement géométrique restreint ou une intersection de forme inhabituelle.

Étant donné qu'au Luxembourg le concept du virage à droite au feu rouge n'a pas encore été introduit dans la législation routière, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'introduction du principe du virage à droite au feu rouge puisse contribuer à l'amélioration de la fluidité du trafic?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il disposé à modifier le Code de la Route?

3. Quelles sont les raisons qui s'opposeraient éventuellement à l'introduction du virage à droite au feu rouge? Et, le cas échéant, en quoi les intersections des pays où le concept du virage à droite au feu rouge a été introduit se distinguent-elles de la situation luxembourgeoise?

Réponse (18.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur la possibilité d'autoriser le virage à droite sur une intersection au feu rouge afin «d'améliorer de façon substantielle la fluidité du trafic».

En effet, dans la plupart des États américains et des provinces canadiennes, sauf indication, il est permis de tourner à droite au feu rouge. Seule la ville de New York et l'île de Montréal l'ont interdit complètement sur leur territoire. L'Allemagne a introduit en 1994 le même principe dans son Code de la Route.

De façon générale, il convient de préciser d'abord dans ce contexte que la plupart des pays ne connaissent aucunement ce principe du virage à droite au feu rouge.

Même s'il est concevable que l'autorisation de virer à droite au feu rouge pourrait avoir un impact positif sur la fluidité du trafic, il importe de ne pas mettre en danger la sécurité de tous les autres usagers de la route, et en particulier celle des piétons et des cyclistes, par l'introduction d'un tel principe sur le réseau routier national.

Dans cet ordre d'idées, le groupe de travail «modification du Code de la Route» de la Commission de Circulation de l'État a été chargé d'analyser les avantages et les risques de l'introduction sur le réseau routier luxembourgeois du virage à droite au feu rouge et de soumettre ses conclusions par la suite au Ministre des Transports pour prise de décision.

Question 0974 (26.10.2010) de **M. Mill Majerus** (CSV) concernant le **financement de certaines prestations dans le cadre des soins à domicile**:

D'après les dispositions légales, les personnes âgées et/ou reconnues dépendantes qui vivent à domicile peuvent bénéficier de services de proximité et de services de maintien à domicile, tels

que les services d'aides et de soins à domicile. Par ces derniers, on entend généralement des actes infirmiers comprenant entre autres la distribution de médicaments. Cependant, il paraît que le triage des médicaments dans des boîtes à pilules ne ferait pas partie des actes précités et que par conséquent le coût de cette prestation serait à la seule charge de l'utilisateur.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me confirmer l'information susmentionnée?

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils m'indiquer, le cas échéant, les raisons pour lesquelles cette prestation n'est pas couverte par l'assurance dépendance ou bien l'assurance maladie?

- Madame et Monsieur les Ministres, peuvent-ils me préciser, le cas échéant, le montant facturé par le prestataire? Quelle est l'évolution de la participation financière de l'utilisateur au cours des dernières années? Les usagers moins favorisés sur le plan social, peuvent-ils bénéficier de tarifs réduits?

Réponse commune (10.12.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

- Le triage des médicaments dans des boîtes à pilules n'est pas pris en charge par l'assurance maladie ni par l'assurance dépendance à l'heure actuelle.

- Un tarif pour composer la «pill-box» à inscrire dans la nomenclature des actes et services des infirmiers pris en charge par l'assurance maladie figurait déjà dans le passé à l'ordre du jour de la commission de nomenclature afférente; cependant, les parties en cause n'ont pas pu se mettre d'accord jusqu'à présent. D'ailleurs, le projet de loi portant réforme du système de soins de santé prévoit des dispositions relatives à la révision de toutes les nomenclatures.

- Puisque la sécurité sociale n'intervient pas dans la prise en charge, le montant facturé qui peut, par ailleurs, varier d'un prestataire à l'autre, nous est inconnu. Aucune donnée exploitable statistiquement n'est disponible.

Le système de tarification sociale, mise en place dès 1999 pour venir en aide aux personnes âgées ne remplissant pas la condition du seuil défini par l'assurance dépendance, mais nécessitant néanmoins des aides et soins à domicile, ne considère que les prestations figurant au relevé type des aides et soins de l'assurance dépendance.

Dans la mesure où le triage des médicaments ne constitue ni un acte au sens de l'assurance dépendance ni au sens de l'assurance maladie, il n'existe pas non plus de tarification sociale pour cette tâche.

Selon les informations obtenues auprès de deux gestionnaires de services d'aides et de soins à domicile, ces derniers appliquent dès cette année-ci un même forfait hebdomadaire de 15 euros pour la réalisation du triage des médicaments dans les boîtes à pilules (pillbox).

Question 0978 (27.10.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **transports scolaires**:

Il a été porté à ma connaissance que pour l'instant un grand nombre d'élèves inscrits dans un des lycées de la capitale ne sont pas en mesure d'arriver à temps aux cours à cause de problèmes liés aux transports publics. D'une part, de nombreux chantiers sur les axes principaux provoquent des retards non négligeables. D'autre part, les bus en provenance de la gare qui desservent les lycées du Limpertsberg ou du Geesseknäppchen souffrent de problèmes de capacité de façon à ce que les élèves arrivant en train à la gare n'ont pas tous la possibilité de prendre place dans un bus qui les conduise à l'heure vers leur lycée.

Or, la plupart des directeurs d'école ont décidé de sanctionner les retards par des retenues.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement est-il au courant des faits décrits ci-dessus?

- Dans l'affirmative, quelles sont les solutions envisageables?

- Le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il devrait se concerter avec les responsables des transports publics et les directeurs d'école pour trouver une solution?

Réponse commune (7.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Monsieur le Député Marc Spautz se réfère aux problèmes d'élèves d'un lycée de la capitale qui n'arrivent pas à temps à leurs cours d'enseignement. Sachant que ce lycée avait avancé l'heure de début des cours de 8h05 à 8h00 à partir de la rentrée 2007/2008, les arrivées tardives des autobus devant cet établissement scolaire à Limpertsberg sont difficiles à éviter.

Depuis la mi-octobre 2010, trois réunions de concertation ont eu lieu avec la directrice de l'établissement en question. Les intervenants extérieurs lors de ces réunions étaient des délégués de la ville de Luxembourg, de l'AVL, de la Police grand-ducale et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures. Les problèmes de circulation rencontrés par les transports scolaires ont été analysés au plus près.

S'il est vrai que certains chantiers routiers sont à l'origine de retards des services de transports publics et scolaires, il y a lieu toutefois de rendre attentif aux problèmes de circulation pour les autobus au Limpertsberg, où les temps de parcours entre le rond-point Schuman et les Lycées techniques du Centre et Michel Lucius dépassent les 20 minutes.

Le département des Transports, ensemble avec le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le service de la circulation de la ville de Luxembourg, sont à la recherche de solutions à ce problème.



Des problèmes de capacité dans les autobus transportant les élèves entre la gare de Luxembourg et les sites scolaires Geesknäppchen et Limpertsberg ne peuvent pas être confirmés de la part du département des Transports. Bien au contraire, l'on constate des autobus chargés de moins de vingt élèves. Les derniers autobus évidemment restent les plus sollicités.

La scolarité des élèves en question étant toutefois compromise, tous les efforts des différents services concernés sont réunis afin de remédier au plus vite à cette situation déplorable.

Question 0979 (28.10.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **placements du Fonds de compensation**:

Selon la réponse de Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Affaires étrangères à ma question parlementaire (n°0847) (*cf. compte rendu n°3/2010-2011*), «suite aux informations parvenues au FDC (Fonds de compensation commun au régime général de pension), il a été convenu d'un commun accord avec le président dudit fonds d'entamer sans délai les procédures pour se défaire de ces actions.» Il y a donc avoué que le Fonds de compensation possédait des «actions de cinq des sept sociétés incriminées dans la question parlementaire, à savoir: Lockheed Martin, L-3 Communications, Textton, Hanwha et Singapore Technologies Engineering» et que ces sociétés sont susceptibles de produire respectivement produisent des armes à sous-munitions.

Selon l'article 3 de la loi du 4 juin 2009 portant approbation de la Convention sur les armes à sous-munitions «il est interdit à toute personne physique ou morale de financer, en connaissance de cause, des armes à sous-munitions ou des sous-munitions explosives».

Messieurs les Ministres de la Sécurité sociale et des Affaires étrangères avouent dans la réponse précitée que le Fonds de compensation achetait à partir d'août 2009 des actions d'entreprises produisant des armes à sous-munitions, donc après l'entrée en vigueur de la loi du 4 juin 2009.

Sans doute dans l'intention de faire enlever aux agissements des gérants du Fonds de la Sécurité sociale tout caractère conscient, constitutif de l'infraction pénale, les Ministres insistent à plusieurs reprises et lourdement sur le caractère non volontariste, mécanique, passif de la politique de placement, et sur l'absence de critères concrets définissant un producteur de sous-munitions.

Selon l'article 19 du Code d'instruction criminelle, «le Ministre de la Justice peut dénoncer au procureur général d'État les infractions à la loi pénale dont il a connaissance, lui enjoindre d'engager des poursuites ou de saisir la juridiction compétente de telles réquisitions écrites que le Ministre juge opportunes.»

Sur ces bases, je voudrais plus spécialement vous poser les questions suivantes:

1. Une démarche a-t-elle déjà été effectuée pour faire constater une éventuelle infraction à l'article 3 de la loi du 4 juin 2019 (lire: 2009), respectivement pensez-vous faire procéder à cette démarche prochainement?

2. Ne pensez-vous en effet pas qu'il appartient au parquet et aux juridictions d'instruction et le cas échéant de jugement - et non pas au Ministre de tutelle concerné ou au Ministre des Affaires étrangères - d'évaluer les responsabilités engagées à des niveaux différents: professionnels du milieu financier (gérants, conseillers) ou décideurs politiques, tous ne pouvant ignorer la loi qui s'applique à leur domaine de gestion ou dénier a priori toute connaissance de cause à leurs décisions?

3. L'invocation des «règles de la gestion passive» et de «l'effet mécanique de la réplique» d'un «indice de préférence (MSCI World)» saurait-elle suffire à elle seule à mettre les gestionnaires des actifs de la sécurité sociale à l'abri de toute responsabilité, à renoncer à toute instruction pénale et à mettre ainsi en cause le principe d'égalité devant la loi et donc la crédibilité même de notre ordre constitutionnel?

4. Comme il n'est pas exclu que d'autres institutions - notamment dans le secteur financier - soient impliquées («sciemment» ou non) dans des placements illicites selon la loi du 4 juin 2009, quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour empêcher toute transgression de la loi de 2009 par quelque acteur que ce soit et d'appliquer, le cas échéant, les sanctions prévues par cette loi?

Réponse (6.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1. Il convient tout d'abord de rappeler qu'en vertu de l'article 23(1) du Code d'instruction criminelle toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

Il appartient dès lors à tout fonctionnaire qui constate des faits susceptibles de constituer une infraction à la loi pénale de les dénoncer. Le ministère public auquel des faits répréhensibles ont été signalés, ordonne une enquête et apprécie les suites à y donner au vu du résultat obtenu. Le Ministre de la Justice dispose en outre de la possibilité d'ordonner au ministère public d'engager des poursuites.

Ceci présuppose évidemment qu'une infraction à la loi pénale ait été constatée, ce qui, dans le cas d'espèce, n'est pas le cas.

2. Il n'appartient pas au Ministre de la Justice de se prononcer à nouveau sur la gestion du Fonds de compensation commun au régime général de pension; la réponse à la question parlementaire n°0847 a fourni les renseignements sur la façon dont le Fonds de compensation de la Sécurité sociale agira à l'avenir pour éviter toute entrave à la loi.

3. Le Gouvernement est très sensible au problème des armes à sous-munitions et de leur financement, raison pour laquelle il a saisi immédiatement après la si-

gnature de la Convention d'Oslo le Parlement du projet de loi de ratification de la Convention.

Chaque membre du Gouvernement veillera, dans le cadre de ses attributions, au respect de cette loi par les organes relevant de sa compétence.

Question 0980 (28.10.2010) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant les **placements du Fonds de compensation**:

La réponse conjointe des Ministres de la Sécurité sociale et des Affaires étrangères à ma question parlementaire n°0847 (*cf. compte rendu n°3/2010-2011*) concernant les placements du Fonds de compensation dans des entreprises productrices de bombes à munitions soulève des questions supplémentaires - notamment par rapport aux conséquences à tirer de cette affaire. Je prierais donc les ministres concernés de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Les ministres affirment que le FDC «continuera à opérer en totale transparence». Or, le président du FDC avait déjà affirmé cette transparence dans la réunion de la Commission de la Sécurité sociale du 15 octobre 2009. Face au problème des investissements contraires à la loi, il a dû avouer (selon la presse) qu'«il est incapable de dire dans quelles sociétés investit le FDC» (Le Quotidien du 20 août 2008). Comment donc le Gouvernement entend-il garantir la transparence promise?

2. Vu que ces investissements concernent des milliers d'entreprises, comment le Gouvernement entend-il garantir une information transparente et fiable sur les conditions de production, les conséquences sociales, écologiques voire culturelles de cette production, sur les facteurs sociaux qui conditionnent le rendement financier attendu de ces investissements?

3. Selon les deux Ministres, «le Gouvernement soutient les adaptations permettant l'élément éthique dans les placements». Sachant que l'éthique n'est pas une science exacte et que la pluralité des conceptions éthiques exige un choix, il serait intéressant de savoir sur quelle éthique se porte la préférence du Gouvernement et qui définira selon quels critères cet «élément éthique dans les placements».

4. Dans la réponse du 13 septembre 2010, vous signalez que le compartiment «Actions Monde Indexé» qui détient les actions incriminées, est géré «de façon passive» et que les investissements se font selon «un effet mécanique de la réplique de l'indice». Cet indice de référence (MSCI) détiendrait «quelque 2.500 titres». Pourriez-vous me confirmer avec certitude qu'aucune des entreprises y représentées n'agisse de façon que les lois luxembourgeoises interdiraient leur financement?

5. Dans la négative, ne serait-il pas le devoir du Fonds de compensation de se défaire pas seulement des actions des cinq entreprises productrices d'armes à sous-munitions, mais du principe de la gestion «passive», voire du compartiment entier?

Réponse commune (2.12.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

Au sujet de la transparence des sociétés dans lesquelles le Fonds de compensation (FDC) investit à travers sa SICAV-FIS, il y a lieu de souligner que le FDC est en mesure de consulter et de visualiser, à chaque moment et à tous les niveaux de sa SICAV-FIS, l'ensemble des titres financiers (actions, obligations, etc.) à son actif. Dans cette même optique, il est rappelé que le rapport annuel de la SICAV-FIS du FDC est publié sur son site Internet et qu'il fait état de l'ensemble des titres détenus dans les différents compartiments.

Pour délimiter et avoir une parfaite vue à chaque instant de son univers d'investissement, le FDC a restreint, au niveau des compartiments d'actions et d'obligations, son univers d'investissement aux seuls titres financiers inclus dans les différents indices de référence associés aux compartiments concernés. Les gérants ont donc uniquement la possibilité de réaliser des investissements dans les sociétés incluses dans ces indices de référence bien reconnus dans le monde financier. Ces sociétés doivent remplir des critères quantitatifs et qualitatifs bien définis pour être admises dans un tel indice de référence. Cette restriction est opérationnelle depuis le deuxième trimestre de cette année et fait partie intégrante des autres restrictions d'investissement retenues par le FDC et matérialisées dans son document d'émission, lequel est soumis à l'approbation de la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

Les investissements éthiques répondant à des critères «ESG» (environnementaux, sociaux et gouvernementaux) attirent, depuis peu, l'attention croissante de différents investisseurs. Actuellement, le FDC réfléchit sur une mise en œuvre d'une telle approche et l'implémentation conséquente des critères à prendre en considération. Ainsi, des contacts avec plusieurs acteurs reconnus dans ce domaine ont été récemment pris et le FDC envisage, dans une première étape, de faire examiner l'ensemble de son portefeuille par un tel acteur dans le but de pouvoir isoler les sociétés ne respectant pas les critères «ESG».

Lors de la première réunion des États-parties à la Convention sur les armes à sous-munitions, à Vientiane, au Laos, du 9 au 12 novembre passés, à laquelle j'ai représenté le Luxembourg en ma qualité de Ministre des Affaires étrangères, la nécessité de prévenir des investissements erronés dans des sociétés impliquées dans la production d'armes à sous-munitions a été clairement mise en avant. J'en ai informé le Gouvernement à mon retour. Sur la base d'un échange de bonnes pratiques entre les États-parties qui ont les mêmes préoccupations que le Luxembourg dans ce contexte, une consultation entre représentants des milieux associatifs issus du secteur bancaire comme de celui des ONG actives dans le domaine de l'interdiction des armes à sous-munitions et les représentants du milieu administratif et gouvernemental a été entamée. Cette consultation à vocation éthique doit mettre en évidence, à court terme, des mesures permettant au FDC d'éviter, en connaissance de cause, tout investissement dans une société produisant ou impliquée dans la production d'armes à sous-munitions.

Il va de soi que l'impact de la mise en œuvre d'une telle approche éthique doit être aussi

neutre que possible pour la stratégie d'investissement générale du FDC ainsi que sur les éléments clés de cette dernière, comme par exemple le profil de risque et la diversification des investissements et des styles d'investissement. Ainsi, un abandon de la gestion passive ou des changements au niveau des compartiments actuels de la SICAV-FIS ne peuvent être retenus.

Question 0981 (28.10.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **rapport du Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)**:

Une délégation du Comité européen pour la Prévention de la Torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT) du Conseil de l'Europe a effectué en avril 2009 sa quatrième visite au Luxembourg. La délégation s'est entretenue avec les Ministres de la Justice, de la Santé, de la Famille et de l'Intégration et des hauts fonctionnaires, avec des membres de la Commission consultative des droits de l'Homme luxembourgeoise, avec le Comité pour les droits de l'enfant (ORK) et a visité les établissements luxembourgeois où des personnes sont retenues contre leur gré.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0761 du 9 juillet 2010 (*cf. compte rendu n°1/2010-2011*), Monsieur le Ministre a argumenté qu'«étant donné que le CPT a accordé récemment au Luxembourg une prorogation du délai de transmission des réponses jusqu'à fin septembre 2010, il n'y a pas eu de retard» et que ce «n'est qu'ultérieurement que l'État visité peut décider de la publication du rapport et des commentaires y relatifs». Cette publication se fait, le cas échéant, à l'adresse Internet suivante: <http://www.cpt.coe.int/fr/etats/lux.htm>

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Quand est-ce que le Gouvernement a transmis sa réponse au CPT?

- Est-ce que le rapport du CPT, la réponse gouvernementale et les commentaires afférents seront publiés et également transmis au Parlement?

- Dans l'affirmative, à quelle échéance?

Réponse (18.11.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Suite à la demande de renseignements de l'honorable Député sur la transmission et la publication des réponses du Gouvernement et du rapport du CPT, je peux l'informer comme suit:

- Le Gouvernement a transmis sa réponse par le biais du Ministère des Affaires étrangères au CPT en date du 30 septembre 2010, conformément au délai prorogé fixé par le CPT.

- Le CPT a publié l'ensemble des documents sur son site Internet en date du 28 octobre.

- En date du 29 octobre 2010, les mêmes documents ont été transmis par courrier électronique au secrétariat de la Commission juridique de la Chambre des Députés et publiés sur le site Internet du Ministère de la Justice.



Question 0983 (29.10.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER):

Selon un article de presse, la France a introduit une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) qui inclurait la taxation du matériel roulant utilisé sur le réseau ferré français pour des opérations de transport de voyageurs. Dans une lettre adressée au Premier Ministre français, le ministre-président du Land de la Sarre a fait savoir que cette mesure fiscale touche de manière disproportionnée les trains régionaux transfrontaliers et remet en cause ce service. D'après une réaction de Monsieur le Ministre publiée dans «L'essentiel», les CFL auraient reçu un courrier de la direction générale des finances publiques le 2 juin annonçant que les CFL seraient redevables de l'IFER et que cet impôt correspond à une redevance d'environ un million d'euros par an.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations publiées par «L'essentiel»? Quand est-ce que cette mesure fiscale française a été mise en vigueur? À partir de quelle année d'impôt s'applique-t-elle?

- Quelles sont les démarches entreprises à ce jour par Monsieur le Ministre, respectivement par les responsables des CFL, pour attirer l'attention des autorités françaises sur l'impact négatif de cette mesure sur le transport de voyageurs dans la Grande Région? Quelles sont les solutions envisagées à ce jour?

- Au cas où un accord ne serait pas trouvé, quelles seraient les conséquences probables pour le transport transfrontalier? Est-ce que les CFL se verraient obligés de supprimer certaines lignes à destination de localités françaises?

Réponse (23.11.2010) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Par sa question parlementaire n°0983 du 29 octobre 2010, l'honorable Député Roger Negri s'enquiert au sujet de l'introduction d'une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

En effet, l'article 2.3. de la loi française n°2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 introduit en France une imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER).

Cette imposition s'applique à compter du 1^{er} janvier 2010.

Pour la SNCF, la suppression de la taxe professionnelle sur les investissements productifs en France et la création de l'IFER semblent se neutraliser sur le plan fiscal dans la mesure où le parc roulant voyageurs de la SNCF, précédemment soumis à la taxe professionnelle, est dorénavant imposable à l'IFER, à concurrence d'un montant identique.

Par courrier du 14 juillet 2010, les CFL ont signalé aux autorités françaises qu'ils estiment ne pas être redevables de cette nouvelle imposition, notamment en arguant que selon les dispositions de l'Union internationale des chemins de fer, lorsque dans le cadre du trafic transfrontalier concerné le matériel roulant des CFL circule sur le réseau ferré

français, le rôle des CFL est limité à la mise à disposition de véhicules moteurs et du personnel de conduite et d'accompagnement, tandis que les opérations de transports sont réalisées sous le contrôle et la responsabilité de la SNCF.

Les CFL sont toujours en attente d'une réponse de la part des autorités françaises à ce sujet.

Enfin, je me permets de remarquer que je suis également intervenu auprès de mon homologue, Monsieur le Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de la Mer, en soulignant en particulier le caractère disproportionné de cette nouvelle mesure fiscale ainsi que les potentiels effets négatifs sur le trafic transfrontalier.

Question 0984 (29.10.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le plan d'action destiné à promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'Homme ainsi qu'au dialogue interculturel et interreligieux:

Selon mes informations, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait lancé, il y a quelques années, des travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un plan d'action destiné à promouvoir l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'Homme ainsi qu'au dialogue interculturel et interreligieux.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle fournir des explications sur les travaux qui ont été réalisés jusqu'à présent dans ce domaine?

2. Quelle est la stratégie poursuivie par le Ministère en la matière et quels sont les ordres d'enseignement visés le cas échéant par le programme d'action?

3. Le Ministère a-t-il organisé des formations continues dans ce contexte? Dans l'affirmative, combien d'enseignants ont bénéficié de ces formations? Qui étaient ces enseignants et quel est le caractère de ces formations (plan d'études, matériel didactique proposé, pédagogie par compétences transversales,...)?

4. Madame la Ministre peut-elle indiquer quel a été le coût des travaux et des formations qui ont eu lieu en vue de l'introduction d'enseignements spécifiques destinés à développer l'éducation à la citoyenneté pour tous les élèves?

5. Quelles conclusions le Ministère tire-t-il des recherches et travaux préparatoires?

6. Finalement, j'aimerais savoir s'il est envisagé d'insérer un tel cours, voire des ateliers pour la promotion du «vivre ensemble», dans les horaires et ce conformément aux recommandations du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO? Si oui, dans quels délais?

Réponse (8.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La promotion de l'éducation à la citoyenneté démocratique fait partie des missions prioritaires de l'école luxembourgeoise qui vise l'instruction, la socialisation et la qualification de tous les élèves. L'éducation à la citoyenneté

consiste à préparer le futur adulte à assumer sa responsabilité dans les domaines politique, social, économique et écologique. L'école promeut les valeurs qui fondent la démocratie: liberté, égalité, justice, droit et équité. Elle prépare les jeunes à exercer une citoyenneté responsable.

Il faut noter que la stratégie poursuivie par le MENFP tourne autour de trois axes principaux:

- celui de la participation active des élèves aux structures de l'éducation nationale soit au niveau local soit au niveau national;

- celui de l'intégration des dimensions de la citoyenneté responsable et active dans les curricula;

- celui d'activités de sensibilisation périscolaires autour de la problématique.

Nous disposons pour cela de plusieurs leviers d'action:

- les réflexions didactiques et méthodologiques de l'approche par compétences;

- la mise en œuvre des chartes scolaires;

- le cours d'éducation et de formation morale et sociale et le cours d'instruction religieuse et morale;

- le développement des plans de réussite scolaire dans l'enseignement fondamental;

- l'initiation de projets pédagogiques et de projets d'établissements;

- la collaboration entre les acteurs (les comités d'élèves, les conseils d'éducation, les comités des parents,...).

Avec le projet-pilote du Neie Lycée, un cours d'éducation aux valeurs a été introduit pour tenir compte spécialement «des réalités de la société luxembourgeoise en réservant une place adéquate à la présentation authentique des divers courants de pensée religieuse et humaniste présents dans le pays». L'objectif de l'éducation aux valeurs est d'aider les élèves à se rendre compte des normes et des valeurs sous-jacentes à leur propre vécu, notamment par le biais d'une initiation à la connaissance des religions mondiales, des grands systèmes de pensée idéologiques, philosophiques et politiques, de la convention des droits de l'enfant, de la convention sur toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que des textes juridiques fondamentaux, dont les déclarations des droits de l'Homme. Les conclusions de l'évaluation du projet-pilote sont prévues pour le premier trimestre 2011.

Au niveau national, un conseil national des élèves encourage la participation, l'initiative et le débat critique. Ce conseil est d'ailleurs sollicité pour donner son avis dans le cadre de l'élaboration des différents projets de réforme.

L'éducation à la citoyenneté concerne tous les ordres d'enseignement.

Au niveau des cours de formation continue, le SCRIPT organise entre le 1^{er} septembre 2008 et la fin de l'année scolaire 2010/2011, 31 formations du domaine de l'éducation à la citoyenneté démocratique, aux droits de l'homme ainsi qu'au dialogue interculturel et interreligieux.

En ce moment, un total de 1.408 participants est à noter.

Les sujets des formations étaient:

- Objectifs et méthodologie du cours d'éducation morale et sociale;

- Réforme de l'enseignement fondamental - Réunion d'informations à l'attention des titulaires d'éducation physique et de formation morale et sociale;

- Fortbildungsprogramm „Philosophieren mit Kindern“;

- „Was ist ein Traum? fragt Jonas“ - Schnupperkurs zum Philosophieren mit Kindern in der Vorschule;

- Philosophieren mit Kindern;

- Die Klasse - Bildungswirklichkeit und Bildungsidee in modernen multikulturellen Gesellschaften;

- Wozu moralisch sein? Zum Verhältnis von moralischer Orientierung und Glücksstreben;

- Methodenvielfalt im FMS- und Philosophie-Unterricht - dargelegt an der Frage nach dem Selbst und dem Menschen;

- „Wenn du nur zwei Möglichkeiten hast...“ - Wertorientierung durch Dilemmageschichten;

- Menschen nach Maß? Menschliche Embryonen in der Petrischale, Menschenwürde auf dem Prüfstand!;

- Enseigner la Shoah;

- Ein würdevoller Tod;

- „Pecunia non olet.“ Geld stinkt nicht - oder etwa doch?;

- „Es ist Zeit!“ - Vom Rätsel der Zeit und der Kunst, mit ihr zu leben;

- Kinder und Jugendliche als Subjekte religiösen Lernens;

- Konfessionell oder religionskundlich? - Der Konflikt um den Religionsunterricht;

- Konfessioneller Religionsunterricht angesichts religiöser Pluralität - Schritte zu einer Kultur gegenseitiger Anerkennung;

- Rituale für die Schule;

- Szenischer Vortrag Konflikte – „Jetzt reicht's!“;

- Konfliktbewältigung im Schulalltag: Ein Training für Religion-lehrer/-innen;

- Meditieren mit Kindern und Jugendlichen: Wie geht das?;

- Gesprächsführung mit Kindern;

- „Mit dem Reich Gottes ist es wie...“ - Mit kreativen Methoden Gleichnisse erleben, verstehen und gestalten;

- Interreligiöses Lernen.

Pour l'ensemble des cours organisés par l'Institut de Formation continue, un budget d'environ 30.000 € est nécessaire.

Une formation de 114 heures intitulée «Philosophieren mit Kindern» a été réalisée à l'attention des enseignants de ECD/EDH de l'école fondamentale. 43 enseignants ont participé à cette formation organisée conjointement avec l'Université de Hambourg.

À l'occasion du 60^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, mon département a édité un numéro spécial du *Courrier de l'Éducation nationale*.

Le Ministère s'engage à promouvoir les droits de l'Homme auprès des enfants et des jeunes. Des jeunes lycéens ont participé à un concours de rédaction intitulé: «Comment imagines-tu le citoyen européen du futur?» Le titre du concours a eu pour but de stimuler l'imagination des jeunes, tout en leur laissant la possibilité de traiter la question de façon plus complexe, touchant un des principaux domaines d'activité du Conseil de l'Europe.

La 3^e Journée de la Mémoire de l'Holocauste et de la prévention des crimes contre l'humanité a été organisée par le Ministère en étroite collaboration et avec la participation des responsables du département pédagogique de l'Anne Frank House d'Amsterdam. La journée, dont l'objectif était de conserver la mémoire et de mettre en garde les jeunes contre les dangers de l'intolérance, de la haine raciale et de l'ignorance, a connu un grand succès. La manifestation a contribué à rendre les jeunes conscients de leurs responsabilités dans un monde de plus en plus complexe et à leur donner une éducation au respect des droits de l'Homme.

Mon département a initié un projet de recherche scientifique sur le climat scolaire avec l'Université du Luxembourg et a mis en place une politique de sensibilisation qui vise à développer une approche holistique d'une culture et d'un climat scolaire adaptés aux spécificités de chaque école. Un des aspects principaux du climat scolaire est le développement de la vie en communauté et la promotion d'une citoyenneté active et responsable.

L'action politique est en phase avec les conclusions issues de la récente étude ICCS où l'on a pu remarquer que les résultats des adolescents testés au Grand-Duché sont encourageants concernant les droits des immigrés, les valeurs démocratiques, l'égalité des sexes ou la confiance envers le Gouvernement et la société. Par contre, les résultats le sont nettement moins en ce qui concerne la compréhension de concepts civiques, la participation à des activités civiques à l'école et la confiance en celle-ci ou l'influence du contexte familial.

Les recommandations du Conseil de l'Europe et de l'UNESCO sont respectées. Régulièrement, mes collaborateurs font rapport des réunions internationales auxquelles ils assistent.

Les projets de réforme du cycle inférieur et supérieur intégreront le produit des réflexions sur une implémentation coordonnée et structurée de l'éducation à la citoyenneté.

Les réflexions autour des réformes de l'enseignement secondaire et secondaire technique, et notamment sur les compétences transversales à développer par tous les élèves, aboutiront également à accorder une plus grande place:

- aux projets interdisciplinaires dans le domaine de la citoyenneté;

- à la valorisation de l'engagement de l'élève à et en dehors de l'école;

- à l'ouverture de l'école et au renforcement de partenariats avec les acteurs de la société.

Pour les classes supérieures de l'enseignement secondaire technique, y compris celles de la formation professionnelle, un cadre pédagogique pour l'éducation à la citoyenneté est en cours d'élaboration. Il sert de base à l'introduction d'une nouvelle branche «éducation à la citoyenneté», dont l'objectif est de promouvoir une participation plus active de l'ensemble des élèves à leur environnement scolaire et public.

Les efforts entrepris pour renforcer l'éducation au développement durable s'inscrivent également dans le cadre plus global du développement des compétences citoyennes. C'est pourquoi l'éducation à la citoyenneté a été inscrite comme un des objectifs prioritaires de la stratégie nationale pour l'éducation au développement durable. Celle-ci a été élaborée par un comité interministériel et l'Université du Luxembourg et trace des pistes d'action en définissant un ensemble d'initiatives dans les trois champs d'action du développement durable - environnement, société et économie. Elle se concrétisera par un plan d'action qui est actuellement en cours d'élaboration.

Question 0985 (3.11.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **premiers secours en cas d'arrêt cardiorespiratoire**:

L'European Resuscitation Council (ERC) vient de publier récemment ses nouvelles lignes directrices pour les premiers secours en cas d'arrêt cardiorespiratoire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Gouvernement envisage-t-il de mettre en place les moyens nécessaires en vue de la mise en pratique des ces nouvelles lignes directrices dans le système de secours luxembourgeois?

- Dans l'affirmative, est-il prévu d'intégrer les corps des sapeurs-pompiers dans la mise en pratique de ces lignes directrices, notamment avec la fonction du «first responder»?

- Les nouvelles lignes directrices de l'ERC seront-elles intégrées dans les cours de premiers secours?

Réponse (2.12.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le «European Resuscitation Council» (ERC) est l'autorité européenne qui fixe les règles, normes et procédures en matière de réanimation, et ceci depuis une quinzaine d'années déjà. Les lignes directrices ne sont pas contraignantes et sont mises à jour périodiquement. L'ERC a publié le 18 octobre 2010 les nouvelles lignes directrices et la dernière mise à jour date de 2005. Elles découlent du retour d'expérience et des évidences scientifiques gagnées au niveau mondial en matière de réanimation.

Le Luxembourg applique ces lignes directrices depuis des années et leur transposition pratique implique plusieurs niveaux. Dans un premier temps, il faut informer les instructeurs de premiers secours de ces nouvelles lignes directrices pour qu'ils puissent adapter leurs cours de formation théoriques et pratiques. Dans ce cadre, l'Administration des Services de Secours et l'Association luxembourgeoise des infirmiers anesthésistes (ALIAR) ont organisé une réunion d'information destinée au public cible, dont notamment les instructeurs en matière de secourisme. Dans un deuxième

temps, tous les cours de formation en matière de premiers secours sont adaptés, c'est-à-dire les cours de base de premiers secours pour la population, les cours d'initiation aux gestes de premiers secours destinés aux travailleurs, les cours de base pour les secouristes-ambulanciers et les secouristes-sauveteurs ainsi qu'éventuellement des cours spécifiques en matière de l'utilisation de défibrillateurs automatiques.

Il est évident que la mise en place d'un projet de «first responder» implique une formation adéquate en matière de premiers secours pour tous les intervenants et que les lignes directrices de l'ERC font partie intégrante de la formation de base et de la formation continue dans ce domaine.

Question 0986 (3.11.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant le **forum de consultation concernant le Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations**:

L'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) vient d'inviter à un «Forum de consultation de la société civile» pour le 9 décembre 2010. Ce forum fait suite à un forum semblable de l'OLAI avec comme titre: «Forum de consultation concernant le Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations», organisé à la même date en 2009. En réponse à mes questions parlementaires n°0760 et n°0762 du 9 et 12 juillet 2010 (*cf. compte rendu n°1/2010-2011*), Madame la Ministre avait relevé qu'une des conclusions du forum était l'importance de formuler les objectifs et mesures du plan d'action de manière précise et ciblée et que le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du CNE serait en voie d'élaboration et finalisé «dans les meilleurs délais».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Madame la Ministre:

1. Est-ce que les résultats du forum de décembre 2009 ont déjà été publiés et/ou diffusés aux participants sous forme de rapport final? Quelles sont les priorités dégagées concernant le Plan d'action national pluriannuel d'intégration et de lutte contre les discriminations? Quelles actions furent entreprises par la suite?

2. Quel est l'objectif du deuxième forum?

3. Le mandat du Conseil national pour étrangers (CNE) vient à échéance en novembre 2010. Combien de retard est-ce que Madame la Ministre prévoit pour la mise en place du nouveau CNE? À quelle date est-ce que le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du CNE sera à l'ordre du jour du Conseil de Gouvernement?

4. À quelle échéance, le Contrat d'accueil et d'intégration sera-t-il opérationnel?

5. Quels sont les échéanciers pour la redéfinition et la mise en place des structures consultatives communales d'intégration et pour le règlement grand-ducal afférent, prévus par la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg?

Réponse (15.12.2010) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

1. Les résultats du premier forum de consultation qui s'est tenu le 9 décembre 2009 n'ont pas été publiés sous forme de rapport; cependant, les grandes lignes de pensée émises par la société civile ont été intégrées dans le corps même du texte. Les principales recommandations ont fait ressortir qu'il convient d'adopter une vision luxembourgeoise des onze principes directeurs de la politique d'intégration européenne (PBC), en adéquation avec les spécificités nationales et locales.

Le Gouvernement a décidé de définir des priorités stratégiques annuellement mises en œuvre dans le cadre du plan d'action quinquennal. Il est en effet préférable de se concentrer dans une première phase sur la mise en œuvre efficace et durable de certains PBC en particulier. Les principes directeurs restants feront l'objet des priorités lors des années suivantes, en parallèle avec les mesures d'évaluation des PBC mis en œuvre au cours de la première année.

2. Le deuxième forum de consultation, initialement prévu pour le 9 décembre 2010, n'a pas eu lieu pour des raisons de calendrier. L'objectif de ce forum était de présenter à la société civile et au Conseil national pour étrangers (CNE) le projet de Plan d'action national d'intégration et de lutte contre les discriminations 2010-2014, le bilan des activités réalisées en 2010, ainsi que les priorités 2011.

3. Le nouveau règlement grand-ducal déterminant les modalités de désignation du CNE est en voie d'élaboration. Une première réunion avec entre autres le bureau élargi du CNE a eu lieu le 13 septembre 2010 afin de se concerter sur les modalités de désignation des représentants au CNE.

D'autre part, je vais participer à la réunion plénière du CNE ce 13 décembre afin d'y discuter avec les membres présents les différents modes de désignation des représentants du futur Conseil national.

4. Après avoir été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 12 novembre dernier, il s'agit désormais d'attendre les avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles sur le projet de règlement relatif au Contrat d'accueil et d'intégration.

5. L'avant-projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives d'intégration a été approuvé en date du 12 novembre 2010 par le Conseil de Gouvernement. Je ne peux pas m'exprimer sur la date de publication dudit règlement au Mémorial, dans la mesure où le projet de règlement va suivre la procédure normale et être avisé par le Conseil d'État et les chambres professionnelles.

Question 0988 (5.11.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **cours de langue luxembourgeoise**:

D'lëtzebuergesch Sprooch huet am Laf vun deene leschte Joren heiheim a souguer an der Groussregioun eng grouss Bedeutung krut.

Sou gëtt et ëmmer méi auslännesch Matbierger, déi hei

wunnen, a Leit aus de Grenzregiounen, déi bei eis schaffe kommen, déi gäre Lëtzebuergesch léiere wëllen, sief dat, well si sech besser hei zu Lëtzebuerg integréiere wëllen oder awer fir hir Chance ze vergréisseren, fir eng Plaz op eisem Aarbechtsmaart ze fannen. An der Zwëschenzäit gëtt et och eng Hällewull vu Méiglechkeeten, fir Lëtzebuergesch léieren ze kënnen. Allerdéngs schéngt et, wéi wann d'Offer u Lëtzebuergeschcoursen net méi mat där grousser Nofro vun esou Coursen nokënn, wat dozou féiert, datt net jiddwereen, dee gären eis Sprooch léiere wëllt, dat och maache kann.

An deem Kader wollt ech der Madame Minister vun der Éducation an der Berufsausbildung souwéi der Madame Minister vun der Famill an der Integratioun dës Froe stellen:

- Dir Damme Ministeren, kéint Dir mer déi exakt Zuel vu Lëtzebuergeschcoursé matdeelen, déi vu staatléichen a privaten Instanzen uechtert d'Land ugebuede ginn? Zu wéi engen Auerzäiten a Wochendeeg ginn dës Coursen ugebueden?

- Dir Damme Ministeren, kéint Dir mer soen, ob d'Regierung plangt, déi öffentlech Offer u Lëtzebuergeschcoursen eropzesetzen, fir datt op déi grouss Nofro reagéiert ka ginn?

- Dir Damme Ministeren, mengt Dir net, datt et gutt wier, d'Gemengen an d'Betriben aus dem Privatsecteur nach méi staark ze ënnerstëtzen, fir datt si hire Mataarbechter respektiv Awunner genuch Lëtzebuergeschcoursen ubidde kënnen?

Réponse commune (14.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

An de leschte Joren ass d'Nofro an d'Participatioun u Lëtzebuergeschcoursen enorm an d'Luucht gaangen. Wann an der Erwuesenebildung nach virun aacht Joer 3.034 Inscriptiounen gezielt goufen, esou sinn et der elo schonns méi wéi duebel esou vill, an zwar 6.406 (Annex 1).

Duerch d'Offer vu Coursen an aner Instrumenter beméit de Stat sech, fir den Ufuerderung vum onser multikultureller Gesellschaft Rechnung ze droen a steiert säi Bäitrag zur berufflecher a sozialer Integratioun vun eisen auslännesche Matbierger bäi.

Zënter Joren organiséiere mer an de Lycéeën (de Moment aacht) souwéi mat Gemengen uechtert d'Land Lëtzebuergeschcoursen. Mat 21 Gemengen an eelef Veräiner hu mer eng Konventioun, mir ginn hinnen e Subsid a garantéiere fir d'Qualitéit vun deene Coursen. Mir agréieren och d'Léierpersounen, déi d'Coursen ofhalen. Den Detail vun der Offer, deen Dir gefrot hutt, fannt Der an der Annex 2.

Den INL (Institut national des langues) huet net nëmmen eng grouss Offer u Coursen (Annex 3), hie stellt och offiziell Zertifikater fir d'Lëtzebuergesch aus an e mécht de Sproochentest fir déi Leit, déi eis Nationalitéit wëllen unhuelen.

An der Grenzregioun gi säit 1997 am Kader vum Accord de Karlsruhe Lëtzebuergeschcoursen organiséiert. De Ministère fir Erziehung a Berufsausbildung stellt op Basis vun enger Konventioun Lëtzebuergeschchargéen zur Verfügung. D'Coursé ginn a verschiddene Gemenge

vum Saarland, vu Rheinland-Pfalz a Louthrengen ugebueden.

Vun 2003 bis 2008 hu mer de Projet QuattroPole mat ënnerstëtzt (grenziwwergräifende Réseau, deen d'Stied Lëtzebuerg, Metz, Tréier a Saarbrécke verbënnt).

Fir der grousser Ufro u Lëtzebuergeschcoursé gerecht ze ginn, hu mer a Kollaboratioun mat der Uni Lëtzebuerg aacht Lëtzebuergesch Lektiounen ausgeschafft, déi et de Leit erméigleche sollen, eis Sprooch online ze léieren. Mëtterweil si schonns 19.000 Leit do ageschriwwen a kënnen Lëtzebuergesch iwwert den Internet léieren. Et gëtt och ëmmer erëm um Fernseh Sendungen, wou ee Lëtzebuergesch ka léieren.

An da gëtt et d'ganz Joer duerch och eng Offer u Lëtzebuergeschcoursé vu kommerziellen Ubieder. Ausser wann déi privat Ubieder am Opdrag vu Betriber aktiv ginn, déi vun der Éducation am Kader vum Weidderbildungsgesetz subventionéiert ginn, hu mir keng Informatiounen iwwert déi Aktivitéiten. Mir hunn ausser där Offer och nach verschidden Instrumenter, fir alle Bierger d'Participatioun ze erméiglechen.

Sozial schwach Leit (RMG-Bezëier, Chômeure, Réfugiéen) a bestëmmten Zilgruppe bezuelen an de Coursé vum Ministère an an de konventionéierte Coursé just 5 € an am INL 10 €. Datselwecht gëllt an Zukunft och fir déi Leit, déi e Contrat d'accueil et d'intégration ënnerschreiwé wäerten.

D'Léiere vun der Lëtzeburger Sprooch gëtt duerch de Congé linguistique (Aarbechtsministère) ënnerstëtzt an an engem geréngere Mooss och duerch de Congé individuel de formation (Ministère fir Erziehung a Berufsausbildung). Bis zum 31. Oktober 2010 si fir de Congé linguistique 692 Demandé beim Aarbechtsministère erakomm an eng Moyenne vun 83,52 Congésstonnen ugefrot ginn.

Och vill Betriber bidden hirem Personal Lëtzebuergeschcoursen un a gi vun eis iwwert d'99er Gesetz vum Kofinanzement vun der berufflecher Weidderbildung dobäi finanziell ënnerstëtzt. Et sief ze bemierken, datt den Aarbechtsministère och nach iwwer en extrae Budgetkredit verfügt, deen et him erméiglecht, deene Betriber, déi d'Integratioun vun hire Salariéen duerch d'Léiere vun der Lëtzeburger Sprooch wëllen ënnerstëtzen, eng finanziell Hëllef ze offrëieren.

Trotz deene ville Coursen, déi ugebuede ginn, an deenen Instrumenter, déi mir geschaf hunn, fir datt d'Leit och kënnen deelhuelen, gëtt et sécher ëmmer erëm Fäll, wou e Bierger net dee Cours op där Plaz an zu där Zäit, wou en et wënscht, fënnt. Dat ass awer besonnesch am Hierscht de Fall, wann d'Leit sech alleguer gläichzäiteg wëllen aschreiwen. Kuckt ee sech dat Ganzt dann e puer Woche méi spéit un, da mierkt een, datt erëm Plaze fräi gi sinn, well sech Leit ofgemellt hunn. Leider kënnen dës Plazen oft net méi besat ginn, well d'Leit dann ze vill vun der Matière, déi schonns enseignéiert ginn ass, verpasst hunn. Et ginn awer och nach am Laf vun Joer nei Lëtzebuergeschcoursen ugebuede fir déi Leit, déi am Hierscht keng Plaz kritt hunn. Dës nei Offere kann een um Site www.lifelong-learning.lu consultéieren.

Mir wäerten eis och an Zukunft beméien, all Joer méi Coursen unzebidde mat qualifizéierte Formateuren a Formatricen, déi be-

reet sinn, sech am Dag, owes oder de Weekend ze engagéieren. Duerch d'Formatioun „Zertifikat Lëtzebuurger Sprooch a Kultur“ (ZLSK) versiche mir, dat ze erreechen.

Well eis um Niveau vun der Quantitéit vun de Coursë sécher Grenze gesat sinn, wëlle mer awer och besonnesch un der Qualitéit an Diversifikatioun vun der Offer schaffen. Dat si beispillsweis:

- besser Instrumenter, fir d'Leit an de richtege Cours ze guidéieren an esou ze vermeiden, dass vill Leit ofbriechen,

- Coursen, déi speziell op bestëmmte Berufsgruppen zougeschnidde sinn, an

- Coursë fir Leit, déi wéineg liesen a schreiwe kënnen.

(*annexes à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 0990 (8.11.2010) de Mme Lydie Err (LSAP) concernant le droit de vote des étrangers:

Les personnes de nationalité étrangère qui veulent s'inscrire sur les listes électorales doivent, aux termes de l'article 2, paragraphe (1) de la loi électorale modifiée: «jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit de vote dans l'État d'origine».

Selon le portail «guichet.lu», le ressortissant doit: «remplir, dater et signer une déclaration formelle sur l'honneur précisant: sa nationalité et son adresse sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg; qu'il n'est pas déchu du droit de vote dans l'État d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit de vote est due aux conditions de résidence imposées par l'État d'origine».

Il est précisé que l'inscription est faite par le collège des bourgmestre et échevins «sous réserve d'acceptation».

Il m'a été rapporté que certaines communes ont demandé à des non-luxembourgeois de rapporter la preuve qu'ils jouissent de leurs droits civils.

1. Dans ce contexte, j'aimerais savoir si la procédure de la «déclaration sur l'honneur» fait l'objet d'une circulaire ou d'une directive ou d'une autre instruction formelle? Dans l'affirmative, ce texte est-il appliqué dans l'ensemble des communes?

2. Pourquoi la déclaration sur l'honneur ne porte-t-elle pas sur la question de la jouissance des droits civils?

3. Par quels moyens les étrangers doivent-ils rapporter la preuve qu'ils jouissent de leurs droits civils?

4. Est-ce que des certificats émanant des juridictions luxembourgeoises, tels que prévus à l'article 5 de la loi électorale, sont suffisants?

5. Dans quelle mesure les déclarations sur l'honneur sont contrôlées par le collège des bourgmestre et échevins et selon quels critères?

6. En cas de contrôle, quel document doit être fourni par le non-luxembourgeois désirant s'inscrire sur les listes électorales?

Réponse (8.12.2010) de M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

La question de l'honorable Députée a trait aux modalités d'in-

scription de personnes de nationalité étrangère sur les listes électorales relatives aux élections communales.

De prime abord, il y a lieu de relever que l'article 2 la loi électorale modifiée du 18 février 2003 (ci-après «la loi électorale») énumère parmi les conditions requises pour être électeur aux élections communales celle de «jouir des droits civils et ne pas être déchu du droit de vote dans l'État de résidence ou dans l'État d'origine».

Il s'agit d'une condition s'appliquant tant aux ressortissants nationaux qu'aux résidents étrangers, mais qui revêt, pour des raisons matérielles évidentes, des formes de vérification différentes.

La condition de l'article 2 précité est vérifiée par les communes en collaboration avec le Parquet général qui informe les communes, avant l'arrêt provisoire des listes électorales, sur les personnes résidant sur leur territoire et exclues de l'électorat suite à une condamnation pénale ou une mise sous tutelle.

En ce qui concerne les modalités d'inscription, la loi électorale prévoit que les ressortissants étrangers, qui veulent participer la première fois à ces élections, doivent introduire une demande dans ce sens à la commune.

Plus précisément, l'article 8, paragraphe (1) dispose ce qui suit:

«Le ressortissant étranger doit produire à l'appui de sa demande:

1. une déclaration formelle précisant:

a) sa nationalité et son adresse sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg;

b) qu'il n'est pas déchu du droit de vote dans l'État d'origine ou, le cas échéant, que la perte du droit de vote est due aux conditions de résidence imposées par l'État d'origine.

En cas de fausse déclaration sur l'un des points visés sous a) et b) ci-dessus, les pénalités prévues par la présente loi sont applicables;

2. un document d'identité en cours de validité;

3. un certificat documentant la durée de résidence fixée par la présente loi, établi par une autorité publique.»

Le contenu des «déclarations sur l'honneur» est donc défini de manière précise par le législateur et le collège des bourgmestre et échevins veille à ce que ces déclarations renseignent sur tous les éléments requis. À cet effet, l'article 8, paragraphe (4) de la loi électorale exige tout d'abord que le collège échevinal délivre un récépissé à l'intéressé si la demande d'inscription est complète et accompagnée de toutes les pièces requises. Ensuite, le collège doit informer l'intéressé, par lettre individuelle, dans les quinze jours, de la suite réservée à la demande. En cas de refus d'inscription, le collège est tenu de motiver sa décision en invoquant les dispositions légales sur lesquelles se base sa décision.

La condition imposant que le demandeur ne doit pas être déchu du droit de vote dans son pays d'origine peut s'avérer difficile à contrôler en pratique. Cette considération est à l'origine du recours à une déclaration sur l'honneur et s'analyse en ce sens comme une mesure de simplification administrative. En effet, une telle déclaration s'oppose par essence à un contrôle systématique de son contenu: c'est juste-

ment afin d'éviter au demandeur d'avoir à réclamer auprès des autorités de son pays d'origine des documents, dont on ne saurait présumer qu'ils soient connus dans le droit interne du pays concerné, que le recours à l'attestation sur l'honneur a été institué.

Par ailleurs, plusieurs circulaires adressées aux communes en 2008 et 2009 abordent le sujet des inscriptions sur les listes électorales (circulaires n°2753 et n°2756 concernant les modifications de la loi électorale, circulaire n°2760 concernant l'inscription des ressortissants d'un autre pays membre de l'Union européenne sur les listes électorales pour les élections européennes, circulaire n°2771 concernant l'application pratique de certaines dispositions de la loi électorale).

Question 0991 (8.11.2010) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la présence de personnalités politiques ou autres personnalités de la sphère publique dans les écoles:

Assez fréquemment, des directeurs ou des professeurs invitent des personnalités politiques ou assimilables (ministres, députés, députés européens, commissaires européens ou autres) dans leur école afin de permettre à leurs hôtes d'y présenter leurs vues sur certaines questions et de discuter avec les enseignants et les élèves.

Si on ne peut que se féliciter des initiatives visant à sensibiliser les élèves à des sujets politiques, il faut néanmoins protéger les jeunes de simples sessions de propagande servant en fin de compte à ne présenter qu'une seule vue sur un sujet déterminé et qui est d'ailleurs souvent controversé. Il s'agirait ainsi de garantir toujours la présence de représentants de différentes opinions, afin de permettre aux élèves de se former eux-mêmes une opinion après avoir entendu une pluralité d'interventions et avoir participé à une discussion ouverte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

1. Est-ce qu'il existe des règles concernant l'invitation de personnalités politiques (ou assimilables) dans les écoles? Est-ce que la Ministre de l'Éducation nationale doit toujours donner son accord préalable?

2. Madame la Ministre peut-elle communiquer la liste des interventions de telles personnalités, elle-même y compris, dans les écoles afin de présenter des vues politiques (hors inaugurations ou actes purement protocolaires)? Quelles étaient les raisons pour ces interventions, les personnes invitées, les sujets retenus et qui ont été le ou les intervenants?

3. Madame la Ministre estime-t-elle que le respect le plus élémentaire pour la culture démocratique dans notre pays et pour la capacité de jugement des enseignants et des élèves n'exigerait pas que de telles interventions réunissent toujours une pluralité d'opinions? Madame la Ministre ne pense-t-elle pas que l'ensemble des partis politiques, tout au moins ceux représentés à la Chambre des Députés, mais dans toute la mesure du possible également d'autres partis, devraient être invités à de telles séances d'information dans les écoles?

Réponse (26.11.2010) de Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Mon département ne dispose pas de procédure formalisée qui règle l'invitation de personnalités politiques dans les écoles. Chaque établissement scolaire, dans le cadre de son autonomie de fonctionnement, est libre de décider des interventions de personnalités externes.

De manière générale, je souhaite que les établissements scolaires cultivent l'ouverture sur le monde extérieur et stimulent la réflexion de leurs élèves.

Les raisons d'une intervention peuvent être de différentes natures:

- promotion de l'esprit communautaire européen,

- ouverture à la société civile,

- découverte du monde professionnel,

- sensibilisation contre certains méfaits de la société (violence, drogues, comportement xénophobe, etc.).

Par ailleurs, aucune liste des interventions de personnalités dans les écoles et lycées au Luxembourg n'est dressée.

Il me semble tout à fait indiqué qu'une pluralité d'opinions puisse s'exprimer et j'estime que les directions des lycées, ensemble avec leur conseil d'éducation, sont parfaitement à même de veiller à ce que des vues divergentes, opposées ou contradictoires soient développées dans un climat qui favorise la culture démocratique.

Question 0992 (9.11.2010) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le suivi du patient après une hospitalisation:

Im Anschluss an einen Klinikaufenthalt sehen sich viele Patienten einer neuen Gesundheits-situation ausgesetzt, da ab diesem Zeitpunkt eventuell neue Medikamente eingenommen werden müssen oder andere Hilfsmittel zum Einsatz kommen. Bei der Entlassung aus der Klinik muss eine nahtlose Versorgungskontinuität gewährleistet werden.

Dies scheint in den meisten Fällen relativ schwierig zu sein.

In Deutschland gibt es im Rahmen der Reglementierung der integrierten Versorgung Dispositionen, in deren Rahmen die entlassende Klinik dem nach Hause zurückkehrenden Patienten Medikamente und Materialien für einen poststationären Zeitraum von bis zu drei Tagen zur Verfügung stellen darf, um ihm und seiner Familie die Möglichkeit zu geben, die vom Klinikarzt verschriebenen Medikamente und Hilfsmittel zu beschaffen.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Existiert in Luxemburg ebenfalls eine solche Übergangsregelung für Patienten, die aus dem Krankenhaus entlassen werden?

2) Wenn ja, hat der Patient Anspruch auf eine solche Dienstleistung und muss die entlassende Klinik dem Rechnung tragen?

3) Wenn nein, ist es im Kontext der Versorgungskontinuität und der laufenden Gesundheitsreform vorgesehen, Richtlinien in diesem Sinne zu erlassen, in denen die organisatorischen, finanziellen

und versorgungstechnischen Rahmenbedingungen beschrieben sind?

Réponse (2.12.2010) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale:

Une disposition analogue à celle existant en Allemagne n'existe pas au Luxembourg. Le Code de déontologie médicale prescrit que la continuité des soins au malade doit être garantie.

Pour les besoins des traitements poststationnaires, le médecin remet au patient à la sortie de l'hôpital les ordonnances médicales pour les fournitures dont celui-ci a besoin à la sortie. Ces documents devraient en principe être remis au patient dans les délais lui permettant de préparer au mieux son retour à domicile.

Suite à la loi sur les soins palliatifs, le règlement grand-ducal du 9 septembre 2009 modifiant le règlement du 1^{er} mars 2002 relatif à la pharmacie hospitalière et au dépôt hospitalier de médicaments a été modifié dans son alinéa 9 qui dispose dorénavant que «sur ordonnance médicale individuelle nominative, le pharmacien-gérant ou le pharmacien qui le remplace peuvent délivrer certains médicaments, dispositifs médicaux ou aliments particuliers vers le secteur extrahospitalier».

Question 0993 (9.11.2010) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les transports de prisonniers:

La présente question parlementaire fait suite à une lettre vous adressée le 2 août 2010 et restée sans réponse à ce jour.

Le personnel du Centre pénitentiaire de Schressig est contraint d'aider la Police grand-ducale lors des transports de prisonniers au Palais de justice voire aux hôpitaux de service. Ce transport se fait dans des conditions ubuesques: le personnel n'est pas armé, aussi des complices d'un criminel peuvent facilement intercepter le véhicule et libérer le ou les prisonniers, les prisonniers ne sont pas menottés et peuvent attaquer les personnes chargées du transport afin de s'enfuir, le véhicule qui transporte les prisonniers n'est pas équipé d'un gyrophare et d'une sirène, il ne peut pas utiliser les couloirs réservés aux bus, aux taxis et aux véhicules d'urgence, le personnel n'a aucune formation pour effectuer des transports d'un prisonnier malade vers un hôpital ou d'un prisonnier vers le Palais de justice.

Dans ces conditions, je vous demande, Monsieur le Ministre, si le Gouvernement serait d'accord pour:

- équiper les véhicules de service de transports de prisonniers du Centre pénitentiaire de manière identique à ceux des policiers effectuant les mêmes transports et de modifier la loi pour que ces véhicules soient traités à l'identique des transports en commun, taxis et véhicules d'urgence;

- autoriser les agents du Centre pénitentiaire effectuant ces transports de prisonniers à être armés durant ces transferts et leur attribuer des gilets pare-balles;

- donner des instructions pour que les prisonniers transportés soient menottés durant leur transport au Palais de justice;

- soumettre le personnel concerné à une formation spécifique tant pour les transports ambulanciers que pour les transports judiciaires.

Réponse (14.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

La réponse à la question de l'honorable Député relative aux transports des prisonniers du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig (CPL) est complémentaire par rapport à la réponse à la question parlementaire n°0804 du 26 juillet 2010 de l'honorable Député Xavier Bettel concernant le même sujet (*cf. compte rendu n°3/2010-2011*).

La situation dite «ubuesque» décrite par l'honorable Député dans sa question parlementaire n'existe pas, alors que les plus grands soins sont accordés à la question de savoir quel prisonnier est actuellement transporté par le personnel du CPL. En cas de doute sur la dangerosité d'un détenu, le transport est toujours effectué par la police.

Par conséquent, le personnel du CPL ne transporte actuellement pas de prisonniers qui sont susceptibles de faire l'objet d'une opération de libération ou d'élimination par des complices ou autres criminels, d'avoir des raisons de s'enfuir ou qui doivent être menottés en raison de leur dangerosité; le transport de ces catégories de prisonniers continue à être assuré par la police.

Je tiens à relever que la question du transport de prisonniers est un des volets de la réforme pénitentiaire. Dans ce contexte, il est actuellement réfléchi aux critères en fonction desquels des prisonniers seront dorénavant transportés par la police, soit par le personnel du CPL, suivant la dangerosité du détenu concerné. Les transports actuellement effectués servent ainsi à orienter la recherche de ces critères à retenir en définitive dans le cadre de la réforme pénitentiaire.

Ainsi, il est évident que, d'une part, le transport d'un détenu dangereux qui, par exemple, est susceptible de fuir ou de se faire libérer ou éliminer par de tierces personnes sera dorénavant toujours effectué par la police.

D'autre part, le transport par la police d'un détenu qui, par exemple, est à quelques semaines de sa fin de peine et qui a déjà bénéficié de congés pénaux ne fait guère de sens; ce genre de transports pourrait à l'avenir être effectué par une unité de transport dédiée de la future administration pénitentiaire.

L'envergure des ressources humaines, financières et matérielles à mettre finalement en œuvre afin de doter la future unité de transport pénitentiaire des moyens appropriés est bien entendu conditionnée par les critères à définir.

Il va de soi que les aspects mentionnés par l'honorable Député (véhicules, armes, menottes, formation, etc.) sont tous considérés dans le cadre de ces travaux.

Question 0994 (9.11.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant le **siège du Parquet européen et l'avenir d'Eurojust**:

Il y a lieu de constater qu'Eurojust cherche actuellement des «locaux définitifs». À cet égard, il y a lieu de signaler qu'Eurojust doit être considéré comme organe quasi-judiciaire, non seulement de par la nature de ses activités mais également dans la bonne compréhension de sa genèse comme précurseur d'un futur Parquet européen.

En outre, de nombreuses discussions d'experts se sont tenues récemment sur la création d'un Parquet européen et son interaction avec Eurojust.

De telles considérations doivent évidemment respecter les décisions en matière du siège des institutions judiciaires et quasi-judiciaires, et notamment:

- la décision des Représentants des Gouvernements des États membres du 8 avril 1965;

- la décision du Conseil Européen de Laeken du 14 et 15 décembre 2001;

- la décision du Conseil Européen de Bruxelles du 13 décembre 2003.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Le Gouvernement est-il disposé à participer dès maintenant à des initiatives, des coopérations renforcées ou d'autres mesures analogues visant à poser le noyau d'un Parquet européen?

2. Le Gouvernement insistera-t-il que de telles activités soient fixées dès le début à Luxembourg pour éviter que d'autres solutions, fussent-elles nommées transitoires ou provisoires, ne puissent se développer en violation des décisions pertinentes des chefs d'État et de Gouvernement?

3. Le Gouvernement considère-t-il qu'Eurojust est un organe quasi-judiciaire? Si oui, le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il doit faciliter son implantation à Luxembourg et demander le cas échéant la révision de la décision fixant le siège d'Eurojust à La Haye?

Réponse commune (15.12.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*, et de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1. Le Gouvernement participe déjà à des coopérations renforcées, notamment par la conclusion du Traité de Prüm en matière de coopération policière, et s'est prononcé en faveur de la création d'un Parquet européen en tant qu'objectif à terme dans le cadre du processus de modification des Traités.

2. Le Luxembourg a une politique claire et constante en matière de siège des instances de l'Union européenne, articulée dans ses programmes gouvernementaux successifs et mise en œuvre lors des réunions à haut niveau de l'UE où ces questions sont discutées et tranchées. Grâce à cet engagement, le Conseil européen de Laeken a décidé, le 15 décembre 2001, qu'«en cas de création d'un procureur européen, son siège sera fixé conformément aux dispositions de la Décision du 8 avril 1965», décision qui prévoit l'installation à Luxembourg des «organismes juridictionnels et quasi-juridictionnels, (...)». Les représentants du Gouvernement

continueront à veiller au respect de ces dispositions.

3. Eurojust est un organe de l'UE, doté de la personnalité juridique, qui a pour mission de promouvoir et d'améliorer la coopération entre les autorités judiciaires nationales compétentes des États membres. Bien qu'on ne dispose pas, à proprement parler, d'une définition légale ou jurisprudentielle du terme «quasi-judiciaire», il nous semble que le fait de ne pas conférer à Eurojust un mandat lui permettant de se substituer aux instances judiciaires des États membres disqualifie cette instance en tant qu'organe «quasi-judiciaire» et a fortiori, comme organe «judiciaire». Dès lors, la décision de l'implanter hors des instances judiciaires et quasi-judiciaires de l'UE, dont le siège a été attribué à Luxembourg par le Conseil européen du 14 et 15 décembre 1965, peut paraître conforme aux décisions de l'UE qui régissent les questions de siège des institutions.

Question 0995 (9.11.2010) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l'**Eurojust**:

L'essor qu'a connu Eurojust depuis sa création a conduit à une augmentation sensible du nombre des dossiers dont est saisi le membre luxembourgeois de cet organisme. Eurojust a d'ailleurs rendu quelques services importants à la justice luxembourgeoise.

En outre, Eurojust fonctionne dans l'hypothèse d'une disponibilité ininterrompue des points de contact nationaux. À cet égard, il y a lieu de se demander s'il est toujours opportun de ne détacher qu'un seul fonctionnaire luxembourgeois auprès d'Eurojust, alors que la charge de travail et le mode de fonctionnement de cet organisme demanderaient certainement une présence renforcée.

- Dès lors, j'aimerais poser la question à Monsieur le Ministre de la Justice s'il envisage de détacher prochainement un deuxième magistrat ou autre fonctionnaire luxembourgeois auprès d'Eurojust.

Réponse (2.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Parlementaire demande s'il n'y a pas lieu de détacher un deuxième magistrat ou un autre fonctionnaire auprès d'Eurojust. La décision du Conseil sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI du Conseil instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité dont le délai de transposition expirera le 4 juin 2011 prévoit en son article 2 sub b.) que chaque membre national est assisté par un adjoint et une autre personne en qualité d'assistant. Ces adjoints et assistants «peuvent fixer leur lieu de travail habituel au siège d'Eurojust».

C'est dans le cadre de la transposition de la décision-cadre qu'une décision quant au détachement éventuel à La Haye d'un adjoint du membre national auprès d'Eurojust sera prise.

Question 0996 (9.11.2010) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant le «**Projektunterricht**»:

Au début de l'année scolaire 2002/2003, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait introduit dans les classes de 12^e de la division administrative et commerciale (EST) un enseignement par projets appelé couramment «Projektunterricht». Cet enseignement avait entre autres pour objet de stimuler l'esprit de recherche et d'organisation des élèves visés et de les familiariser avec le travail en groupe.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Une évaluation de cette forme d'enseignement a-t-elle été réalisée entre-temps par les services compétents du Ministère?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions?

- Dans la négative, le Ministère envisage-t-il de procéder à une telle évaluation?

- Le Ministère a-t-il reçu en cours de route des réactions et des appréciations de la part des commissions nationales pour les programmes de l'EST? Dans l'affirmative, quels sont leurs avis respectifs?

- Combien d'heures de formations continues ont été organisées afin de préparer les enseignants concernés à l'enseignement par projets? Quel a été le coût de ces formations et quels ont été les spécialistes étrangers qui sont intervenus dans la conception de cette forme d'enseignement ainsi que dans les formations à proprement parler?

Réponse (8.12.2010) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Dans le cadre de la réforme de 2002 de la division administrative et commerciale du régime technique, la branche «Gestion de projets» a été introduite dans la grille horaire des classes de 12^e de la division de la formation administrative et commerciale du régime technique. Le but de cette branche, novatrice tant au niveau conceptuel que procédural, consiste à familiariser les élèves avec la démarche de la gestion de projets et à leur apprendre les techniques de gestion de projets à travers un exemple pratique.

On appelle «projet» une activité d'une certaine complexité, limitée dans le temps et assumée par des élèves regroupés dans une équipe. Pour les élèves, l'élément innovant consiste dans le fait que ce travail nécessite un ciblage clair des objectifs, la définition d'une ligne de conduite concrète et le travail en équipe. Ce travail est réalisé en groupes de trois à cinq élèves qui traitent un sujet posé en principe par un organisme extérieur à l'école - une entreprise ou une institution culturelle par exemple. Cette incitation à faire appel à un commanditaire du monde économique, social et culturel permet de responsabiliser davantage les élèves.

La conception a été réalisée en consultation et en collaboration avec les enseignants, les directions des lycées concernés et le monde professionnel. Une expertise précieuse a été fournie par le «Pädagogisches Institut des Bundes in Wien», qui a une longue expérience en la matière.

Les travaux de projets sont répartis sur une durée de dix jours,

à différentes périodes de l'année scolaire pendant lesquelles les cours chôment. Ceci permet d'impliquer la majorité des titulaires d'une classe dans les travaux d'organisation, de coordination et d'expertise.

Une évaluation a été réalisée par le «Pädagogisches Institut des Bundes in Wien», tant sur le niveau quantitatif que qualitatif, de février 2004 à juillet 2005. Les commanditaires externes des projets, les élèves, les parents et les enseignants de chaque lycée concerné ont été questionnés et les résultats m'ont été communiqués.

Les principales propositions et les conclusions esquissées dans cette évaluation étaient qu'il est souhaitable que:

- le projet traite un problème concret;

- les coaches aient suivi une formation;

- les directions des lycées concernés et le monde extérieur soient impliqués davantage;

- le groupe de coordination suive l'évolution de la branche.

À la suite de cette évaluation, un groupe de coordination issu de la commission nationale des programmes a été mis en place. Les travaux réalisés par ce groupe portent notamment sur la fixation de critères d'évaluation uniformes, la revue systématique du support didactique mis à la disposition des coaches, l'organisation d'une remise de prix aux meilleurs projets et le suivi régulier des aspects qualitatifs de cette branche.

Le groupe de coordination rapporte régulièrement à la commission nationale. Celle-ci me fait parvenir régulièrement ses avis et ses commentaires. De ces rapports, il ressort notamment que les membres de la CNP sont satisfaits de la qualité du support du cours. Ils apprécient notamment que le support didactique soit disponible en version allemande et française. La commission nationale a adopté la grille d'évaluation élaborée par le groupe de coordination et elle est favorable à une introduction d'un cours semblable en classe de 12^e de la division administrative et commerciale du régime de la formation de technicien dans le cadre du cours «Entreprise d'apprentissage». Il a été constaté qu'il devient de plus en plus difficile à trouver des commanditaires externes qui proposent des sujets de projet.

Pour accompagner la mise en place du projet dans les classes de 12^e de la division administrative et commerciale du régime technique, des actions de formation en gestion de projets ont été organisées pour les titulaires de ces classes qui sont des coaches potentiels.

Si la formation continue du premier cycle a été assurée entièrement par un formateur du «Pädagogisches Institut des Bundes in Wien», il est à relever qu'un transfert de compétences a été réalisé en 2007 de sorte qu'un formateur luxembourgeois a pris en charge la suite des cours de formation continue qui visent l'initiation à la gestion de projets.

Les indemnités payées sont identiques pour tous les intervenants, étrangers ou luxembourgeois, et se chiffrent à 105,49 € (indice 7,1984) par heure de formation.

Depuis 2002, les formations suivantes ont eu lieu:

Code	Intitulé	Dates
4f-4-a	Coaching von Projekten	novembre 2002: 80 enseignants suivent une journée de formation de 7,5 heures
4f-1-C	Projektmanagement	de novembre 2002 à juillet 2003: 101 enseignants suivent une formation de 3 jours
4f-5-A	Präsentationstechniken	mars 2003: 49 enseignants suivent une formation de 2 jours
4f-3	Evaluation der Projekte	février 2004: 13 enseignants suivent une formation de 2 jours
4f-7-A, B, C ou D	Evaluation der Projekte	de mars à mai 2004: 63 enseignants suivent une formation de 2 jours
4f-04-D	Evaluation des Faches	juillet 2005: 9 enseignants suivent une formation de 2 jours
4f-03	Projektmanagement	janvier 2007: 39 enseignants suivent une formation de 2 jours
D4-b-09	Projektmanagement	octobre 2007: 8 enseignants suivent une formation de 3 jours
D4-b-08	Projektmanagement	octobre 2008: 20 enseignants suivent une formation de 2,5 jours
D4-b-04	Projektmanagement	octobre 2009: 19 enseignants suivent une formation de 2,5 jours
C-c-87	Gestion de projets	juin 2010: 13 enseignants suivent une formation de 1,5 jours

431 enseignants ont été formés avec un total de 6.133 heures de formation continue.

Les coûts pour les formations continues des titulaires pour la période 2002 à 2010, ainsi que pour l'évaluation en 2005 du cours «Gestion de projets» se chiffrent à 69.542,29 €.

Question 0997 (10.11.2010) de **M. Félix Braz** (*déi gréng*) concernant la **participation à la remise du prix Nobel de la paix**:

Selon des sources diplomatiques, l'ambassade de Chine à Oslo aurait envoyé une lettre aux représentants diplomatiques des pays membres de l'Union européenne pour leur demander de ne pas participer à la remise du prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiaobo le 10 décembre 2010 (lire: 2010). Selon les médias, une concertation des pays membres de l'UE s'est engagée et la France vient de décider de se faire représenter comme chaque année par son l'ambassadeur en Norvège.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre:

- Est-ce qu'une lettre a été adressée au service diplomatique luxembourgeois par la Chine suggérant de ne pas participer à ladite cérémonie?

- Quelle est la pratique du Ministre des Affaires étrangères quant à la représentation du Luxembourg à la remise de ce prix prestigieux?

- Est-ce que le Ministre des Affaires étrangères compte suivre l'exemple français et faire représenter notre pays également par l'ambassadeur ayant dans ses attributions la Norvège?

Réponse (6.12.2010) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

1. Le 1^{er} novembre 2010, l'ambassade de Chine à Oslo a envoyé à la Représentation de l'Union européenne en Norvège une note verbale, assortie d'une prise de position circonstanciée, qui rappelle la position de Beijing condamnant l'attribution du prix Nobel de la paix à Monsieur Liu Xiaobo et formulant l'espoir que les États membres de l'UE «s'abs-

tiendront d'appuyer toute déclaration ou action mettant en péril la stabilité et le développement de la Chine et nuisant à la souveraineté et l'indépendance judiciaire de la Chine et s'abstiendront de participer à des activités dirigées contre la Chine».

Copie de cette note verbale est parvenue à notre ambassade au Danemark, coaccréditée auprès de la Norvège, par les soins de la Représentation de l'UE à Oslo ainsi que, dix jours plus tard, par l'intermédiaire de l'ambassade chinoise à Copenhague.

2. L'ambassade du Luxembourg accréditée auprès de la Norvège n'est pas invitée aux cérémonies de remise du prix Nobel, à l'instar des autres ambassades non résidentes accréditées à Oslo. La question de notre participation ne s'est donc jamais posée. Par contre, l'ambassadeur de France, comme ceux des pays qui ont une ambassade résidente en Norvège, reçoit traditionnellement une invitation pour les cérémonies de remise du prix Nobel. D'après mes informations, l'ambassadeur a toujours représenté la France à ces occasions et en fera autant ici.

3. La désignation du lauréat du prix Nobel de la paix est un choix éminemment politique. Sa valeur symbolique incontestée et son rayonnement universel s'expliquent cependant aussi, sinon surtout, par le fait que les lauréats ne sont pas désignés par des représentants gouvernementaux, gage d'une certaine neutralité. J'estime qu'il faut respecter le comité Nobel dans ses choix tout comme les autorités qui ont à charge d'organiser les cérémonies de remise des prix.

Pour conclure, permettez-moi de rappeler que je me suis exprimé à maintes reprises sur la politique chinoise en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales en déplorant la distance qui sépare le succès économique de la Chine de son bilan en termes de droits de l'Homme. Un dialogue critique et nourri, auquel le Luxembourg participe activement, se poursuit sur ce chapitre entre l'Union européenne et Beijing. La discrétion qui l'entoure est voulue dans la mesure où, dans ce domaine, la diplomatie publique, les coups d'éclats, s'avèrent souvent désastreux pour les objectifs que nous cherchons légitimement à atteindre.

Question 0999 (10.11.2010) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **tarif d'électricité de nuit**:

La majorité des fournisseurs d'énergie électrique offrent à leurs clients résidentiels et professionnels différents tarifs dont un plus avantageux pour les heures de nuit. Ce tarif s'adresse surtout aux utilisateurs de chauffages électriques à accumulation, de chauffe-eau électriques ou de tout autre appareil électrique qui fonctionne de préférence pendant la nuit.

Au cours des dernières années, les ménages et les entreprises ont subi des hausses régulières de ce tarif qui va certainement continuer à augmenter.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre estime-t-il que les tarifs de «nuit» vont augmenter dans un avenir proche?

- Combien de clients résidentiels et professionnels profitent actuellement de ce type de tarif?

- Quelle est la position du Gouvernement quant à une extension du tarif de nuit aux heures du week-end (24 heures sur 24) et au profit de tous les clients?

Réponse (14.12.2010) de **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marc Spautz concernant le tarif d'électricité de nuit appliqué au Luxembourg, je puis vous communiquer les informations ci-après:

Avant la phase de la libéralisation du secteur de l'électricité, les acteurs intégrés historiques ont offert un «double tarif» sous forme d'un prix préférentiel pendant les heures de nuit pour les consommateurs disposant d'un chauffage électrique à accumulation. L'offre de ces tarifs visait de transférer une certaine partie de la consommation des ménages de la journée vers la nuit afin de réduire les pointes pendant la journée.

La libéralisation du marché de l'électricité au niveau européen a eu comme conséquence une sé-

paration entre les activités de fourniture et de production, d'une part, et de la gestion des réseaux, d'autre part. Tandis que les activités de fourniture ont été libéralisées avec la possibilité pour les clients d'électricité de librement choisir leur fournisseur, les activités de gestion de réseau sont régulées par le régulateur, à savoir l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR). Ainsi, les tarifs d'utilisation du réseau, qui représentent la rétribution pour le transport respectivement la distribution de l'électricité, sont depuis la libéralisation autorisés par l'ILR. La séparation des activités «réseau» et «fourniture» a donc mené à une nouvelle situation pour tous les acteurs historiques.

Dans le cadre des procédures menées par le régulateur pour la détermination des tarifs d'utilisation du réseau, il s'est avéré que les anciens tarifs intégrés offerts en faveur des installations de chauffage électrique à accumulation se situaient en dessous même des tarifs d'utilisation du réseau, ce qui n'est pas directement concevable avec les règles de l'ouverture du marché de l'électricité. Les fournisseurs en question se sont donc vus dans l'obligation de remanier leurs tarifs pour les aligner sur les règles généralement applicables.

Dans le marché libéralisé, il appartient aux acteurs économiques, voire aux fournisseurs d'électricité, de proposer des tarifications pour les clients. Ainsi, une extension du tarif de nuit aux heures de week-end est de la seule compétence des fournisseurs. En tenant compte des systèmes de comptage actuellement installés au Luxembourg, une extension des tarifs de nuit telle que préconisée par l'honorable Député semble cependant peu probable.

En ce qui concerne les systèmes de comptage actuellement installés au Luxembourg, je tiens à souligner que je suis actuellement en train de faire analyser la mise en place, au niveau national, de compteurs intelligents qui permettront aux fournisseurs de proposer des produits plus flexibles, entre autres en fonction de la consommation actuelle du client et de la charge totale du réseau.

Sur information des gestionnaires de réseau, environ 16.000 compteurs à tarifs multiples sont encore installés au Luxembourg, dont à peu près 6.000 chez des clients résidentiels et 10.000 chez des clients professionnels.

Finalement, il convient de préciser que les systèmes de chauffage électrique à accumulation sont, du point de vue efficacité énergétique, peu efficaces et que les politiques nationales actuellement mises en place visent à inciter les citoyens vers des technologies énergétiquement plus efficaces respectivement basées sur des sources d'énergie renouvelables.

Question 1000 (10.11.2010) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant la **circonscription régionale de la police de Mersch**:

Il me revient que le directeur de la circonscription régionale de la police de Mersch aurait quitté son poste à la date du 1^{er} novembre 2010 sans qu'un remplaçant n'ait pour autant été choisi par le Ministre. La tâche audit poste serait entre-temps assurée par le directeur de la circonscription régionale de la po-

lice de Capellen en fonction de directeur (ff).

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer pourquoi le poste du directeur de la circonscription régionale de Mersch n'a pas été occupé jusqu'à ce jour?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer, d'ici combien de temps une nomination permanente pour le poste du directeur régional de Mersch pourra s'effectuer?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer s'il envisage une fusion des circonscriptions régionales en question et si l'exercice simultané de la fonction du directeur des circonscriptions en question est à voir dans cette optique-là?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer sur les procédures nécessaires à engager afin de pouvoir fusionner des circonscriptions régionales?

- Monsieur le Ministre pourrait-il m'informer si de telles procédures ont déjà été engagées?

Réponse (6.12.2010) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Le directeur de la circonscription régionale de la police de Mersch a été muté le 1^{er} novembre 2010. En attendant la fin de la procédure administrative actuellement en cours (appel de candidatures etc.) et une nouvelle nomination, le directeur de la circonscription régionale de Capellen est chargé de la gestion de la région de Mersch.

Comme je vous l'avais déjà indiqué précédemment, des travaux d'évaluation globale de la police sont en cours. Ces réflexions porteront aussi bien sur les effectifs que sur les implantations des unités de la police, le tout dans le sillage d'une réforme de la loi sur la Police et l'Inspection générale de la Police du 31 mai 1999.

Question 1001 (10.11.2010) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **«travail de candidature» lors du stage pédagogique des professeurs de l'enseignement secondaire et secondaire technique**:

Il y a une dizaine d'années, le Gouvernement avait introduit, dans le cadre de la réforme du stage pédagogique des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur, un travail de recherche, dénommé couramment «travail de candidature», lequel peut être abordé dès que le stagiaire a réussi les examens liés à la période probatoire du stage.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. Combien de travaux de candidature ont pu être finalisés jusqu'à ce jour?

2. Dans quelle mesure les domaines et sujets de recherche choisis par les candidats ont-ils été en relation directe avec la société et la vie intellectuelle luxembourgeoises?

3. Monsieur le Ministre peut-il fournir des informations sur le nombre et le genre de travaux de candidature qui ont été réalisés en collaboration étroite avec des instituts de recherche ayant leur siège au Luxembourg?

4. Qu'en est-il de la recherche pédagogique et didactique à proprement parler? Quels ont été les travaux, accomplis par des professeurs-candidats, qui ont pu bénéficier à l'enseignement post-fondamental?

5. Monsieur le Ministre projette-t-il de réviser le contexte dans lequel les travaux de candidature sont effectués afin de valoriser les recherches poursuivies par les candidats sur le plan académique?

6. Quel est le pourcentage d'enseignants ayant réussi la période probatoire sans aborder ou achever le travail de candidature? Et quel est le pourcentage d'enseignants qui se sont vu refuser l'admission définitive à la carrière de professeur de l'enseignement secondaire et supérieur en raison d'un travail de candidature non réussi?

Réponse (15.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1. 474 travaux de candidature (TC) ont pu être finalisés sur un total de 732 candidats, soit 65%.

2. Les TC contribuent à la vie intellectuelle luxembourgeoise étant donné qu'une partie constitue des mémoires de recherche ayant trait à des problèmes spécifiques du Luxembourg. Certains de ces mémoires ont fait l'objet de publications scientifiques, d'autres ont constitué un premier pas à la réalisation d'une thèse de doctorat. Tous ces travaux sont publics et transmis à la Bibliothèque nationale où ils peuvent être consultés sous forme papier et depuis 2009 sous forme électronique.

3. On distingue trois sortes de mémoires: le mémoire de recherche axé sur la spécialité disciplinaire du candidat, le mémoire pédagogique axé sur les sciences de l'éducation et le travail à objectifs pédagogiques. Ce dernier travail constitue en général un projet d'élaboration de matériel didactique avec la présentation et l'analyse d'applications pratiques et concerne les maîtres d'enseignement technique (E1) ainsi que les maîtres de cours spéciaux (E3ter).

386 TC ont été réalisés et patronnés à Luxembourg, 90 à l'étranger.

166 mémoires de recherche ont été élaborés dont 107 avec des établissements luxembourgeois et 59 avec des établissements étrangers.

L'Université du Luxembourg a patronné 58 mémoires de recherche, les CRP Henri Tudor, Gabriel Lippmann et le CRP-Santé en ont patronné un chacun, les musées nationaux en ont patronné six. 22 mémoires de recherche ont été réalisés en collaboration avec des patrons affectés à un lycée ou à un lycée technique en collaboration avec l'Uni-

versité du Luxembourg-Campus Walferdange.

Genre (exemples)

Le genre du travail de candidature dépend évidemment de la spécialité du candidat-professeur dans laquelle il a obtenu sa nomination, car le sujet doit être en relation directe avec sa spécialité. Je peux à titre d'exemples vous citer quelques travaux réalisés:

Wirtschaftliche Entwicklung durch Standortmarketing - Fallbeispiel Oesling (économie)

Les relations franco-luxembourgeoises 1939-1947 (histoire)

Strategien zur Entwicklung des ländlichen Raumes, dargestellt anhand ausgewählter Beispiele des deutsch-luxemburgischen Grenzraumes (géographie)

La responsabilité sociale des entreprises luxembourgeoises (sciences économiques et sociales)

The representation of the Jewish people in the Luxembourgish History curriculum (histoire)

Génétique des populations de la gentiane ciliée (*Gentiana ciliata* L.) au Luxembourg (biologie)

Physikalische Messmethoden in der Geophysik und Hydrologie (physique)

Reconstitution du climat du Luxembourg de 1200 à nos jours (géographie)

4. 278 travaux de candidature ont pu être réalisés dans le domaine pédagogique à Luxembourg et 30 à l'étranger.

Ces travaux ont eu pour objet l'élaboration de cours, l'enseignement par compétences, l'apport pédagogique d'outils multimédias, l'élaboration d'unités didactiques ainsi que d'outils pédagogiques. L'étude pédagogique et didactique des contenus de cours, la mise en œuvre d'un enseignement par compétences et l'évaluation de son impact sur les élèves sont des sujets qui sont souvent analysés de même que l'évaluation des compétences des élèves dans les différentes branches enseignées.

5. La reconnaissance du travail de candidature à des fins académiques relève essentiellement de l'autonomie des établissements d'enseignement supérieur auprès desquels le candidat solliciterait une reconnaissance à des fins d'accès à des études doctorales.

6. 258 candidats n'ont pas encore présenté leur travail de candidature avec succès, ceci représente un pourcentage de 35%.

La loi du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire prévoit que le candidat qui n'a pas présenté son travail de candidature avec succès au terme de la période de candidature, peut être autorisé à présenter un nouveau travail ou un travail remanié.

Pour l'instant, neuf candidats (0,01%) ont échoué lors de la soutenance de leur travail. 60 candidats (0,08%) ont été refusés étant donné qu'ils n'ont pas présenté leur travail dans les délais impartis et 125 candidats (17%) n'ont pas présenté de sujet à la commission. 64 candidats (8,74%) ont présenté un sujet après la période de candidature et ont obtenu un nouveau délai pour la remise de leur travail conformément aux dispositions de l'article 9 du règlement grand-ducal du 24 juillet 2000.

Question 1003 (11.11.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**attribution de logements sociaux locatifs**:

Le règlement grand-ducal du 6 avril 2009 modifiant notamment le règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, a introduit un système plus flexible pour l'attribution de logements sociaux locatifs. S'il est vrai que ce nouveau mode permet de mieux tenir compte de la complexité des situations des différents demandeurs, il est tout aussi vrai que l'absence d'un ordre de priorité contraignant dans le classement des demandes pose des problèmes en matière de transparence, comme l'a relevé le Médiateur dans ses deux derniers rapports d'activité.

Tenant compte en outre de l'aggravation de la pénurie de logements sociaux locatifs, la question de l'attribution de ces logements devient encore plus cruciale pour les concernés. En effet, il ressort du rapport 2009 du Fonds du Logement que le nombre de demandes en vue de l'obtention d'un logement locatif subventionné auprès du fonds a augmenté de 33% par rapport à l'année précédente, pour atteindre un total de 1.358 demandes en date du 28 février 2010. Ainsi, le nombre de demandes s'est rapproché du nombre total d'unités de logement du fonds, qui était de 1.647 au 31 décembre 2009.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

- Faisant notamment référence aux considérations de la Commission du Logement de janvier 2010 sur le rapport d'activité du Médiateur (2008-2009), j'aimerais savoir si le Ministère a entre-temps élaboré «un catalogue des critères d'attributions afin de pouvoir communiquer aux demandeurs la motivation des décisions».

- Dans l'affirmative, quels critères ont été retenus? Est-ce qu'un ordre de priorité est prévu?

- Dans la négative, de quelle manière l'attribution respectivement les refus d'attribution sont-ils actuellement motivés?

- Tenant compte de la forte augmentation des demandes ainsi que de la persistance du problème de la pénurie de logements sociaux locatifs, quelles mesures Monsieur le Ministre a-t-il pris, ou entend-il prendre à l'avenir, en vue de remédier au manque inquiétant de ce type de logements?

Réponse (23.11.2010) de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Il est vrai que les promoteurs publics - à savoir les communes, la SNHBM et le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat - sont contraints d'attribuer leurs logements locatifs en fonction du règlement grand-ducal modifié du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et

d'un droit de superficie, prévues par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Jusqu'à sa dernière modification opérée le 6 avril 2009, la réglementation faisait état de trois classements des candidats locataires, à savoir:

- un 1^{er} classement des demandes en fonction du logement adapté (c'est-à-dire le logement vacant doit être adapté au ménage qui en fait la demande);

- puis, un 2^e classement des demandes est établi en fonction du taux des loyers, tout en excluant les demandes ayant un taux de loyer supérieur aux quatre valeurs les plus faibles;

- enfin, un 3^e classement des demandes en fonction des conditions de logement actuelles, avec priorités déterminées et énumérées.

Une telle façon de classer et d'exclure les demandes n'a pas pré-supposé une entité collégiale, telle par exemple une commission, pour évaluer les dossiers. Tout au contraire, l'ancienne approche a préconisé l'attribution des logements avec une précision rigoureuse sans égard à la situation sociofamiliale des candidats locataires, en favorisant a priori le critère «revenu» avant tout autre critère qui pourrait, le cas échéant, se révéler plus important.

Il a donc été décidé de ne prévoir dans le règlement grand-ducal ni une liste exhaustive des critères à prendre en compte, ni un ordre de priorité des critères d'attribution, mais de laisser plutôt au promoteur public le soin de pondérer les critères selon le cas, et d'aborder chaque dossier en considération de toutes les particularités présentes en l'espèce.

À l'heure actuelle, mes services sont en train de matérialiser un catalogue de critères d'attribution, critères qui refléteront l'esprit de l'ensemble des objectifs prévus par la législation concernant l'aide au logement, et tels qu'ils sont constamment appliqués par l'un ou l'autre promoteur public.

Le Ministre du Logement n'a pas connaissance de quelconques refus d'attribution.

Pour ce qui est des mesures pour augmenter l'offre de logements locatifs subventionnés, il y a lieu de rappeler les quatre réunions régionales au printemps de cette année-ci, durant lesquelles le Ministre du Logement a constaté une volonté politique certaine des décideurs communaux de s'engager davantage dans la réalisation de tels projets. Cette approche engagée permettra au Gouvernement d'arrêter d'ici quelques semaines une extension du programme pluriannuel des logements subventionnés par l'État, programme qui dans sa version actuelle prévoit la réalisation de presque 9.000 unités de logements générant un investissement de quelque deux milliards d'euros moyennant un subventionnement de la part de l'État de l'ordre de 490 millions d'euros.

Question 1004 (12.11.2010) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant les **spoliations des biens juifs au Luxembourg**:

Le 9 juillet 2009, le rapport final de la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les

années de guerre 1940-1945 a été remis à Monsieur le Premier Ministre. Ce rapport est le fruit d'une recherche qui a duré plus de sept années, de janvier 2002 à juin 2009. Puis-je rappeler que l'entreprise avait été initiée par une proposition de loi que le soussigné avait déposée à la Chambre le 20 décembre 2000 et qui avait reçu, sur le fond, un accueil favorable de la part du Gouvernement. Dix ans ont passé depuis lors.

Ladite Commission spéciale a retenu plusieurs recommandations au Gouvernement dont certaines demandent à être précisées par un groupe d'experts tandis que d'autres peuvent facilement et directement être exécutées.

Ainsi, la Commission a demandé de publier et de diffuser largement le rapport final et de créer un site Internet contenant le rapport ainsi que toutes les informations dégagées au cours des recherches historiques ayant mené au rapport. Le rapport a aussi recommandé des mesures pouvant contribuer à parfaire la réparation des spoliations subies par les Juifs du Luxembourg, à maintenir vivante la mémoire de la Shoah au Luxembourg et à poursuivre les recherches sur cette période terrible de notre histoire.

- Voilà pourquoi j'aimerais demander à Monsieur le Premier Ministre quand et comment le Gouvernement entend prendre en compte le travail de recherche mentionné et les recommandations qui en découlent. Le temps presse.

Réponse (25.11.2010) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans sa question parlementaire Monsieur le Député fait référence au rapport de la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945. Ce rapport contient un certain nombre de recommandations au Gouvernement qui prévoient des actions à court, à moyen et à long terme en faveur des victimes de ces spoliations. Monsieur le Député voudrait savoir quelles suites le Gouvernement compte réserver audit rapport.

1) Le rapport final de la Commission spéciale a été publié sur Internet dès sa parution en juin 2009. Il peut être consulté sous: http://www.gouvernement.lu/salle_presse/communiques/2009/07-juillet/06-biens-juifs/rapport_final/. Le rapport est par ailleurs censé faire l'objet d'une publication qui sera réalisée par le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Le Gouvernement ne prévoit pas la création d'un site Internet spécifique pour la publication du rapport et de la documentation y afférente. Comme les deux centres de documentation et de recherche en relation avec la Deuxième Guerre mondiale et sous tutelle du Ministère d'État ont présenté récemment un site Internet commun (www.seconde-guerremondiale.public.lu), le Gouvernement est d'avis que celui-ci constitue la plateforme appropriée pour donner la visibilité nécessaire à la problématique de la spoliation des biens juifs.

2) Le rapport de la Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945 constitue un travail de recherche très exhaustif. Une poursuite des recherches sur la Shoah, ainsi que

sur toutes les autres questions en relation avec cette période noire de notre histoire doit se faire en prenant appui sur les structures existantes qui ont d'ailleurs récemment été renforcées par l'engagement définitif d'un chercheur.

3) En ce qui concerne la réparation des spoliations subies par les Juifs du Luxembourg, il faut relever que selon les historiens qui ont réalisé l'étude luxembourgeoise, l'État luxembourgeois, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, n'est responsable d'aucune façon des actes de spoliation qui se sont produits. Toute action d'indemnisation constituerait donc un acte librement consenti se fondant sur le sentiment que notre pays a une responsabilité morale vis-à-vis des victimes de la Shoah. La forme sous laquelle avoir lieu devra être discutée avec les responsables du Consistoire israélite.

4) Le Gouvernement s'emploiera à maintenir vivante la Mémoire de la Shoah à travers notamment une valorisation, déjà entamée, du site de la gare de Hollerich qui héberge le Monument et le Mémorial de la Déportation. Le Gouvernement pourrait s'imaginer que ce site, qui est un lieu d'histoire et de mémoire, soit élevé au rang de Monument national de la Déportation et que la mémoire de la déportation juive puisse y trouver sa propre place pour ainsi honorer à juste titre les victimes de la Shoah.

Question 1008 (15.11.2010) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **possibilité d'épargne dans le secteur de la santé:**

Im Rahmen der Diskussion bezüglich der Einsparpotenziale im Gesundheitswesen wurde unter anderem auf die redundanten Verschreibungen, Abrechnungen und verfrühten Verordnungen hingewiesen.

Diese Daten bezüglich Abrechnungen von Ärzten, Apotheken, Netzwerken der häuslichen Hilfe und vielen anderen Leistungsträgern sind auf der Ebene der Nationalen Gesundheitskasse abgespeichert. Hier könnte der einzelne Versicherungspflichtige dazu beitragen, dass insbesondere auf der Ebene des „tiers payant“ nur jene Dienstleistungen abgerechnet würden, die auch tatsächlich erbracht wurden. Allerdings müsste dem Versicherungspflichtigen Einsicht in sein Konto der erbrachten Gesundheitsdienstleistungen ermöglicht werden, z. B. via Online-Anwendung, ähnlich wie E-Banking, sodass dieser die entsprechenden Daten überprüfen könnte.

Potenziell bestünde dann auch die Möglichkeit, dass bei Zuwiderhandlungen seitens von Leistungsträgern Einspruch eingelegt werden könnte, damit die Gesundheitskasse die Beanstandung überprüfen könnte.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Denkt der Minister daran, eine solche Lösung in die Praxis umzusetzen, umso mehr, als dies im Sinne der angestrebten Transparenz dazu beitragen würde, die Akteure im Gesundheits- und Sozialwesen in die Verantwortung zu nehmen?

2) Würde eine solche Initiative nicht die Verbreitung der Lux-Trust-Karte unterstützen und die Umsetzung des „e-Health“-Projektes fördern?

3) Wie steht der Minister zu dieser Initiative, da hiermit „Lug und Betrug“ im Gesundheitswesen mithilfe der Versicherungspflichtigen bekämpft werden könnte?

4) Wie steht es im Ausland mit solchen Initiativen?

Réponse (26.11.2010) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale:*

In Beantwortung seiner parlamentarischen Frage möchte ich dem ehrenwerten Abgeordneten mitteilen, dass meiner Meinung nach der von ihm angesprochene Themenkomplex anlässlich der Debatten um das Gesetzesprojekt 6196 betreffend die Reform des Gesundheitswesens am kommenden 16. Dezember in der Abgeordnetenversammlung zur Sprache kommen wird.

Ich möchte diesen Diskussionen nicht vorgreifen und erlaube mir, den ehrenwerten Abgeordneten auf dieselben hinzuweisen.

Question 1016 (17.11.2010) de **M. Ben Scheuer** (LSAP) concernant les **structures d'accueil pour enfants:**

Le programme gouvernemental déclare «la réalisation d'une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, notamment par le biais d'une extension de l'offre des structures d'accueil pour enfants, caractérisées par un mode de fonctionnement flexible, un niveau de qualité élevé et des prix abordables» comme objectif prioritaire de la politique familiale.

Il s'avère qu'au Luxembourg un grand nombre des principaux employeurs, dont la Commission européenne et certaines banques, offrent à leurs fonctionnaires et employés de solides infrastructures en matière de garde d'enfants permettant aux agents de concilier vie professionnelle et vie familiale.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Pour quelles raisons la fonction publique n'offre-t-elle à ses fonctionnaires et employés aucune structure pour la garde des enfants?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une telle offre serait en accord avec la politique suivie par le Gouvernement, notamment la réalisation d'une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle?

- Par ailleurs, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas que l'offre des structures d'accueil pour enfants permettrait également à l'État de poursuivre plus résolument son objectif de la mise en œuvre de l'IVL, de sorte que les enfants des fonctionnaires et employés de l'État sont gardés à proximité du lieu de travail de leurs parents?

- Quelles sont les raisons qui se prononcent, le cas échéant, en défaveur d'une telle offre?

Réponse (14.12.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député, Monsieur Ben Scheuer, se réfère aux engagements pris par le Gouver-

nement dans son programme d'investissement, plus particulièrement dans le contexte de la réalisation d'une meilleure conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle. Il préconise à ce sujet une extension de l'offre existante des structures d'accueil pour enfants, pour poser en particulier la question de savoir pourquoi la fonction publique n'offre à ses agents aucune structure pareille.

En réponse, je voudrais rappeler qu'une structure pareille fonctionne déjà depuis 1995, contrairement à ce qui ressort de la question posée. En effet, le Gouvernement de l'époque et la Confédération Générale de la Fonction Publique - Services (CGFP - Services) ont signé en date du 20 mars 1992, en exécution d'un engagement pris à l'accord salarial de cette époque, une convention pour installer un foyer de jour pour enfants destiné aux enfants des agents de l'État et des établissements publics de l'État. Cette convention prévoit que le Gouvernement couvre par le versement d'une participation annuelle les frais de fonctionnement, déduction faite des recettes. Il en est ainsi par exemple des recettes de la crèche qui sont constituées par la contribution des parents aux frais de séjour de leurs enfants. La crèche de la fonction publique applique le système et les tarifs prévus au règlement grand-ducal du 13 février 2009 instituant le chèqueservice accueil. La contribution de l'État est fixée conformément au barème en vigueur pour les foyers de jour conventionnés par l'État. La participation du Gouvernement est versée dans la limite des crédits figurant au budget de l'État et sur base du décompte de l'exercice écoulé.

Question 1017 (17.11.2010) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **conséquences de la grippe saisonnière dans la fonction publique:**

La grippe saisonnière engendre chaque année des pertes économiques (absences et congés de maladie) et des dépenses considérables respectivement pour les employeurs et pour les organismes de sécurité sociale (Caisse Nationale de Santé et Caisse de maladie du secteur public), sans vouloir en parler des complications qu'une telle grippe peut provoquer sur le plan médical.

La grippe saisonnière, qui est d'ailleurs très contagieuse, se caractérise notamment par une infection des voies respiratoires avec forte fièvre, frissons, douleurs musculaires et dorsales ainsi que des maux de tête. Pour s'en prémunir et éviter de courir des risques de complications, la vaccination est la meilleure défense. Pour cette raison, de nombreuses entreprises, dont certaines banques, mettent à disposition de leurs salariés une vaccination gratuite.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance des jours de congé de maladie causés dans la fonction publique annuellement par la grippe saisonnière?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la fonction publique devrait promouvoir une telle vaccination en l'offrant, à titre facultif,

à tous ses fonctionnaires et employés à l'instar de ce qui est le cas dans nombreuses entreprises du secteur privé?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il indiquer à partir de quelle date il est prévu d'offrir cette vaccination préventive aux agents de l'État?

Réponse (14.12.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée, Madame Claudia Dall'Agnol, rend attentif aux pertes économiques et aux dépenses considérables que la grippe saisonnière engendre chaque année pour savoir par la suite si la fonction publique dispose d'informations sur le nombre de jours de congé de maladie causés annuellement dans ce contexte ainsi que sur les possibilités de promouvoir une telle vaccination au bénéfice de tous les agents de l'État.

En réponse, permettez-moi de faire savoir d'abord à l'honorable Députée que nos services ne disposent pas de statistiques sur les raisons des congés de maladie de leurs agents puisque le secret médical défend la divulgation de ces causes, ce qui rend par ailleurs l'établissement de telles statistiques ni possible ni concevable par l'administration publique en sa qualité d'employeur.

Dans le cadre de la régularisation semestrielle de l'allocation de repas versée aux agents de l'État, des informations concernant les absences sont cependant fournies deux fois par année à l'Administration du personnel de l'État. Ces informations concernent néanmoins non seulement les absences pour congés de maladie, mais également celles en relation avec les congés pour toutes sortes d'autres raisons. La finalité du traitement des données ainsi communiquées semestriellement étant la régularisation de l'allocation de repas, un traitement pour en déduire un nombre fiable de jours de congés de maladie, et a fortiori ceux plus particulièrement en relation avec la grippe saisonnière, n'est pas envisageable, ni d'un point de vue pratique, ni d'un point de vue légal.

En ce qui concerne maintenant la promotion éventuelle d'une vaccination à l'encontre de tous les agents de l'État à titre préventif contre la grippe saisonnière, je dois rappeler à l'attention de l'honorable Députée qu'aucune obligation légale ne peut être introduite en faveur de cette vaccination dans le cadre de la santé au travail de mes services. La seule mesure protectrice à l'encontre des agents de l'État, mais qui elle n'a pas de caractère préventif et devient nécessaire plutôt au moment où, en présence d'une épidémie, il y a risque de contagion, est celle actuellement inscrite à l'article 16 du statut général avec un examen médical à ordonner dans l'intérêt du personnel dans son ensemble ou dans l'intérêt du personnel d'un service.

Question 1018 (17.11.2010) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant **l'impôt sur le revenu:**

En principe, l'impôt sur le revenu est établi par voie d'assiette après la fin de l'année d'imposition sur la base d'une déclaration d'impôt faite par le contribuable. L'année d'imposition coïncide avec l'an-

née du calendrier et le contribuable a une dette d'impôt envers l'État. Donc, le contribuable doit payer les impôts de façon rétroactive. L'impôt sur le revenu doit en principe être payé au plus tard un mois après la réception du bulletin. Le non-paiement de la dette d'impôt à son échéance entraîne des intérêts de retard. Néanmoins, le contribuable peut bénéficier d'un délai de paiement, à condition qu'il en présente la demande dûment motivée à son bureau d'imposition avant l'expiration du mois suivant la réception du bulletin d'impôt.

Toutefois, certains ménages sont tenus de payer des avances trimestrielles sur l'impôt à établir par voie d'assiette. En matière de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'échéance des avances respectives est fixée aux 10 mars, 10 juin, 10 septembre et 10 décembre de l'année d'imposition. Le contribuable est dès lors obligé de payer des impôts pour une année qui n'est pas encore révolue. En cas de non-paiement de ces avances, l'État exige sans délai des intérêts de retard considérables. Ainsi par exemple, un couple désirant se marier n'est soumis au paiement d'avances y compris, le cas échéant, des intérêts de retard qu'après leur mariage alors que leur revenu n'a pas changé.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Pour quelles raisons certains contribuables sont tenus de payer des avances trimestrielles pour une année qui n'est pas encore révolue alors que d'autres ne paient leurs impôts que de façon rétroactive?

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il existe une injustice entre le contribuable qui doit payer des avances et celui qui ne doit pas payer d'avances?

- Le contribuable tenu à payer des avances peut-il également bénéficier d'un délai de paiement?

- En fonction de quel calcul les intérêts de retard sont-ils fixés par l'Administration des Contributions directes?

- Monsieur le Ministre peut-il expliquer pour quelle raison l'État ne paie pas au contribuable des intérêts sur la somme des impôts restitués?

Réponse (6.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

En vertu de l'article 135 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.), le contribuable est tenu de payer des avances trimestrielles sur l'impôt à établir par voie d'assiette.

Le montant de chaque avance est fixé, en principe, au quart de l'impôt qui, après imputation des retenues à la source, résulte de l'imposition établie en dernier lieu. C'est ainsi que l'imposition, établie en dernier lieu dans le cadre d'un couple non marié (imposition en classe d'impôt 1), diffère évidemment de l'imposition d'un couple marié (imposition en classe d'impôt 2). Néanmoins, il est prévu que le montant des avances peut être modifié d'office si l'administration dispose d'éléments justifiant une réduction ou une majoration.

Sur demande motivée du contribuable, le montant des avances à payer doit être modifié. Il va de

soi que les bureaux d'imposition veillent à une fixation juste et équitable des avances trimestrielles et procèdent à la vérification des avances lors de chaque rentrée d'une déclaration fiscale.

Le paragraphe 127 de la loi générale des impôts autorise le bureau d'imposition à accorder un délai de paiement, à condition que la créance ne se perçoive à l'échéance sans rigueurs excessives pour le contribuable, sans cependant être mise en péril par l'octroi d'un terme. Le bureau d'imposition dispose d'un pouvoir discrétionnaire et doit donc, de cas en cas, mesurer sa décision en raison et en équité, conformément au paragraphe 2 de la loi d'adaptation fiscale.

Le règlement grand-ducal du 28 décembre 1968, portant exécution des articles 155 et 178 L.I.R., prévoit qu'un délai de paiement sans intérêts de quatre mois peut être accordé. Néanmoins, tout délai de paiement est refusé par le bureau d'imposition, si la situation financière du débiteur lui permet aisément de s'acquitter de sa dette fiscale.

Le calcul des intérêts de retard est également prévu par les dispositions de l'article 155 L.I.R. et par le règlement grand-ducal du 28 décembre 1968 précité.

Pour autant que le contribuable sollicite un délai de paiement avant la date d'échéance de la cote d'impôt, le paiement de l'impôt en question peut être différé durant une période prenant cours au début du mois qui suit celui de l'échéance avec mise en compte d'un intérêt global forfaitaire de:

- 0,1% par mois, si le délai est de cinq mois au moins et de douze mois au plus,

- 0,2% par mois, si le délai dépasse douze mois sans pouvoir toutefois dépasser trois ans.

L'inobservation d'une échéance du délai rend exigible, à partir de la date de cette échéance, l'intérêt de retard normal sur le solde encore dû de l'ordre de 0,6% par mois, le mois de l'échéance étant négligé et le mois du paiement étant compté pour un mois entier.

Dans un souci de protection de l'intérêt général par le biais des finances publiques, le paragraphe 20, 3^e alinéa de la loi d'adaptation fiscale exclut la possibilité pour l'État de payer des intérêts sur la somme des impôts restitués.

Question 1019 (17.11.2010) de **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant la **déclaration d'impôt**:

Le Ministre des Finances allemand envisage une réforme substantielle du système fiscal qui devrait apporter notamment une simplification du droit fiscal. Un des points cruciaux de cette réforme est de permettre au contribuable d'introduire sa déclaration d'impôt tous les deux ans au lieu d'annuellement.

En effet, la déclaration pour l'impôt sur le revenu est un acte administratif qui est souvent perçu par le contribuable comme un devoir obligatoire mais embarrassant, alors qu'il convient, d'une part, de respecter le délai imposé

par l'Administration des Contributions directes et, d'autre part, de retrouver voire copier l'ensemble des pièces d'appui qu'il faut joindre à la déclaration d'impôt.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une telle modification du système fiscal apporterait une simplification pour le contribuable en le déchargeant au moins tous les deux ans de cet acte administratif?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre souhaite-t-il accorder au contribuable la faculté de remplir sa déclaration d'impôt tous les deux ans?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui sont à alléguer en défaveur d'une telle simplification?

- Dans l'avenir, y aura-t-il d'autres modifications législatives apportant une simplification pour le contribuable en matière de fiscalité?

Réponse (6.12.2010) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

La déclaration d'impôt est un acte administratif qui est soumis au principe d'annualité. Il s'agit d'un principe qui préserve l'intérêt du contribuable dans la mesure où sa situation fiscale est vérifiée annuellement, c'est-à-dire, dans des intervalles de temps qui ne sont pas exagérément espacés.

Tout en partageant l'objectif de la simplification administrative, le Gouvernement ne considère pas qu'une déclaration d'impôt tous les deux ans, telle qu'envisagée dans le cadre de la réforme fiscale en Allemagne, représente en soi une simplification administrative. Le Gouvernement compte plutôt travailler sur une simplification du droit fiscal et par conséquent des déclarations fiscales.

Question 1027 (19.11.2010) de **M. Roger Negri** (LSAP) concernant le **répertoire général des personnes physiques et morales**:

La loi du 30 mars 1979 a introduit l'identification numérique des personnes physiques et morales et a établi pour la conservation des numéros d'identité un répertoire général des personnes physiques et morales.

Ce répertoire général permet, entre autres, aux administrations de recourir à des données fiables. Ainsi, par exemple, en cas de décès du conjoint l'administration concernée peut, par le biais du répertoire général des personnes physiques et morales, vérifier s'il existe des droits dérivants pour le calcul des pensions de survie.

Or, avec l'introduction de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats créant dans un nombre de cas des droits égaux entre le conjoint et le partenaire, il est difficile pour les administrations de connaître l'état civil de l'administré puisque les informations liées aux partenariats ne sont pas enregistrées par le répertoire général des personnes physiques et morales. Partant, les administrations ne savent souvent pas s'il existe des droits dérivants de l'assuré défunt.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons de l'absence de ces informations dans le répertoire général des personnes physiques et morales?

- Monsieur le Ministre, le projet de loi relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité prévoit-il de remédier à cette lacune d'information?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que les informations concernant l'état civil d'un administré, même en cas de partenariat, devraient être répertoriées?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre souhaite-t-il en conséquence modifier le texte en question?

Réponse (6.12.2010) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative*:

En réponse à la question de l'honorable Député, il y a lieu de relever que le répertoire général des personnes physiques et morales a été établi pour la conservation des numéros d'identité par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales. Le Centre des technologies de l'information de l'État a été chargé par la même loi de la gestion et de la communication des données du répertoire général. Les données à répertorier sont limitativement fixées dans le cadre de la loi précitée. Les informations sur le partenariat, introduit par la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, ne sont pas prévues par la loi de 1979, de sorte qu'elles ne peuvent pas être gérées par le répertoire général des personnes physiques et morales.

Dans ce contexte, je tiens à ajouter que suivant l'article 6 du projet de loi n°5950 relatif à l'identification des personnes physiques, au registre national des personnes physiques et à la carte d'identité, les déclarations de partenariat respectivement de dissolution de partenariat, seront inscrites au nouveau registre national des personnes physiques sous la rubrique «situation de famille». Dans la mesure où le projet de loi n°5950 précité tient compte des partenariats et vu le fait que les travaux parlementaires sont déjà entamés, il n'est plus indiqué à ce stade de modifier d'urgence la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales.

Par ailleurs, je tiens à ajouter que l'article 3, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi modifiée précitée du 9 juillet 2004 dispose que: «Pour les personnes ayant leur acte de naissance dressé ou transcrit au Luxembourg il est fait mention, en marge de l'acte de naissance de chaque partenaire, de la déclaration du partenariat.» Cette disposition, qui a été introduite par une loi du 3 août 2010, permettra aux administrations et services de l'État de prendre connaissance des partenariats et garantira ainsi une meilleure sécurité juridique à la fois pour les partenaires et leurs enfants, ainsi que pour les tiers.

Question 1056 (1.12.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **politique spatiale européenne**:

La mise en œuvre de la politique spatiale européenne se trouve ac-

tuellement retardée pour cause de désaccords fondamentaux entre la France et l'Allemagne sur la future gouvernance en matière spatiale. Alors que l'Allemagne exige que l'ESA (Agence spatiale européenne) reste dans son rôle consistant à appliquer le principe du juste retour industriel («industrial return») des investissements, la France quant à elle insiste à ce que l'Union européenne prenne l'affaire directement en main.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias:

- Quelles sont les chances de voir la situation se débloquer?

- Quelle est la position du Luxembourg dans le différend opposant la France et l'Allemagne?

Réponse (14.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

Monsieur le Ministre des Communications et des Médias m'a transmis pour attribution la question de l'honorable Député.

J'ignore la source dont l'honorable Député tire ses informations sur des désaccords fondamentaux entre la France et l'Allemagne portant sur la future gouvernance en matière spatiale, qui retarderaient la mise en œuvre de la politique spatiale européenne.

Alors que des divergences de vue existent certes entre les différents États membres de l'Union européenne quant à la meilleure application des dispositions de l'article 189 du nouveau Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009, et en particulier quant à l'exercice de la compétence partagée par l'Union européenne (cf. ma réponse à la question parlementaire n°0964 de Monsieur le Député Marcel Oberweis) (cf. ci-dessus), je ne partage pas la vue de l'honorable Député selon laquelle la mise en œuvre de la politique spatiale européenne se trouverait retardée en raison de tels désaccords fondamentaux.

Je rappelle que les éléments essentiels de la politique européenne en matière spatiale sont réglés par le biais d'un accord-cadre de coopération entre l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (ESA) signé en 2004, prolongé en 2008 jusqu'en 2012. Le 7^e Conseil Espace, réunion conjointe et concomitante du Conseil de l'Agence spatiale européenne au niveau ministériel et du Conseil Compétitivité de l'Union européenne, qui s'est tenu le 25 novembre dernier à Bruxelles dans le cadre de cet accord, a tracé les grandes lignes de mise en œuvre de cette politique pour les deux années à venir. La résolution adoptée à ce moment est disponible au site Internet: http://www.consilium.europa.eu/uedocs/cms_data/docs/pressdata/en/intm/118012.pdf.

Cette résolution rappelle, entre autres, le rôle important des trois acteurs, qui sont l'Union européenne, l'Agence spatiale et leurs États membres respectifs, pour la mise en œuvre de la politique spatiale européenne et les appelle à renforcer leur effort de collaboration dans l'intérêt du citoyen européen. Elle invite en outre la Commission européenne et le directeur général de l'ESA «à établir, avant mai 2011, un bilan de l'accord-cadre, en tenant compte de l'expérience acquise et du changement de l'environnement

juridique de l'UE, et à œuvrer de concert, en coopération étroite avec les États membres, pour étendre la collaboration entre l'UE et l'ASE dans un contexte en constante évolution».

Concernant la position du Gouvernement luxembourgeois en matière de la future politique spatiale européenne, et en particulier concernant le positionnement de l'ESA, j'ai l'honneur de référer à ma réponse à la question parlementaire n°0964 de Monsieur le Député Marcel Oberweis.

Question 1064 (3.12.2010) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant les **subsidés pour études universitaires**:

Selon mes informations, plusieurs étudiants, éligibles pour les nouveaux subsidés, viennent d'être informés que leurs subsidés ne leur pouvaient pas être accordés en ce moment, faute des moyens budgétaires nécessaires, et qu'ils devaient encore se patienter.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatives ci-dessus?

- Dans l'affirmative, combien d'étudiants sont touchés par ces difficultés budgétaires?

- Dans quels délais les moyens financiers nécessaires pourront-ils être débloqués afin d'effectuer les paiements respectifs aux étudiants concernés?

Réponse (14.12.2010) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

L'honorable Député souhaite avoir des informations quant au versement des bourses accordées dans le cadre de l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Entre le 1^{er} août 2010 et le 30 novembre 2010, 10.698 étudiants ont reçu l'accord pour leur aide financière pour études supérieures au titre du semestre d'hiver 2010/2011.

Cet accord informe les étudiants du montant de la bourse et du montant du prêt accordés et leur permet de contracter immédiatement leur prêt auprès de l'une des banques conventionnées avec l'État. Le virement de la bourse sur le compte courant personnel de l'étudiant est effectué, via la Trésorerie de l'État, en-dehors des deux semaines suivant l'envoi de la lettre d'accord.

Le dernier versement de bourses a été effectué en date du 29 novembre 2010.

En novembre 2010, le délai entre l'accord et le versement de la bourse a été rallongé à quatre semaines. En effet, le budget 2010, voté en 2009, ne tenait pas compte du changement de loi opéré en juillet 2010, de sorte que le département de l'enseignement supérieur a dû demander des dépassements de crédit successifs, dépassements qui ont tous été autorisés par Monsieur le Ministre des Finances.

Le dernier dépassement a été autorisé en date du 3 décembre 2010 et les procédures nécessaires au versement des bourses sont en cours.